

L A  
POLITIQUE  
NATURELLE.

Ô U  
DISCOURS  
SUR LES  
VRAIS PRINCIPES  
D U  
GOUVERNEMENT.

---

PAR UN ANCIEN MAGISTRAT.

---

*Vis consilii expers mole ruit sua.*

HORAT. ODE IV. Lib. III. vers 65.

---

TOME SECOND.

---



L O N D R E S.  
M D C C L X X I I I.



*POLITIQUE*  
NATURELLE.

---

TOME SECONDE.

---

# SOMMAIRE DU CINQUIEME DISCOURS.

|         |                                                       |        |
|---------|-------------------------------------------------------|--------|
| §. I.   | Définition du Despotisme.                             | Page 3 |
| II.     | De la Tyrannie.                                       | 5      |
| III.    | Signes de la Tyrannie.                                | 6      |
| IV.     | Du desir de dominer.                                  | 7      |
| V.      | Origine du Despotisme.                                | 9      |
| VI.     | Causes de l'Esclavage.                                | 10     |
| VII.    | Effets de la Superstition.                            | 11     |
| VIII.   | Orgueil du Despote.                                   | 13     |
| IX.     | Foiblesse du Despote.                                 | 16     |
| X.      | Maximes absurdes du Despotisme.                       | 17     |
| XI.     | Folies du Despotisme.                                 | 18     |
| XII.    | Sa force est précaire.                                | 19     |
| XIII.   | Le Patriotisme est incompatible avec le Despotisme.   | 20     |
| XIV.    | Ses effets sur l'agriculture & le commerce.           | 21     |
| XV.     | De la Noblesse sous le Despotisme.                    | 23     |
| XVI.    | Il anéantit toute Justice.                            | 24     |
| XVII.   | Les grands Etats sont exposés au Despotisme.          | 26     |
| XVIII.  | Le Gouvernement Militaire y conduit.                  | 27     |
| XIX.    | Les Prêtres amis du Despotisme.                       | 28     |
| XX.     | Despotisme des opinions.                              | 29     |
| XXI.    | Influence du Despotisme sur les sciences.             | 30     |
| XXII.   | Sur les mœurs.                                        | 31     |
| XXIII.  | Indolence des Despotes.                               | 33     |
| XXIV.   | Influence du Despotisme sur le caractère des Peuples. | 34     |
| XXV.    | Il travaille à sa propre ruine.                       | ibid.  |
| XXVI.   | Du Despotisme Occidental.                             | 37     |
| XXVII.  | Du Despotisme mitigé.                                 | 38     |
| XXVIII. | Des vrais signes du Despotisme.                       | 40     |
| XXIX.   | Il ne peut être appelé Gouvernement.                  | 43     |
| XXX.    | Il invite à sa propre destruction.                    | 44     |
| XXXI.   | Contradictions du Despotisme.                         | 47     |
| XXXII.  | Les Peuples n'y peuvent jamais consentir sincèrement. | 49     |
| XXXIII. | Ses dangers pour ceux qui l'exercent.                 | 51     |
| XXXIV.  | Le Despote craint la vertu.                           | 53     |
| XXXV.   | Le Despotisme n'exige aucuns talents.                 | 56     |



# DISCOURS V.

---

## DES ABUS DE LA SOUVERAINETÉ, DU POUVOIR ABSOLU. DU DESPOTISME ET DE LA TYRANNIE.

---

### §. I. Définition du Despotisme.

**T**ous les hommes desirent le bonheur, mais il en est très peu à qui le sort permette d'en jouir. Nulle Société ne peut être heureuse sans liberté, néanmoins, par une fatalité déplorable, presque toutes les Nations gémissent dans les fers. Les contrées les plus vastes sont soumises aux volontés arbitraires d'un petit nombre de mortels à qui l'on diroit que le destin a livré, sans réserve, le reste des humains. Sur quelque partie de la terre que nous portions nos regards, dans les climats glacés du septentrion, sous les zones les plus tempérées, dans ces pays qu'un soleil brûlant chauffe de ses rayons, par-tout nous voyons des Peuples soumis à des monstres sans pitié qui les gouvernent avec un sceptre de fer. Des millions d'hommes ne semblent nés,



#### 4 POLITIQUE NATURELLE.

que pour travailler au bien-être d'un seul homme qui se croit un Dieu, & qui dès lors se persuade qu'il ne doit rien à des êtres qu'il suppose d'un ordre inférieur, ni à la Société de qui il tient son pouvoir. Il s'imagine que tout lui est permis, que les loix les plus sacrées de la Nature sont faites pour céder à ses caprices, en un mot, qu'à lui seul appartient le droit de nuire à tous, sans que personne ait celui de s'en plaindre.

Le *Despotisme* est un pouvoir usurpé qui se fonde sur la prétention absurde, que la volonté quelconque du Souverain doit faire la loi dans la Société. La *Tyrannie* n'est que cette volonté, quand elle est injuste. Un Tyran est un Souverain qui, en forçant la Société de plier sous ses volontés les plus injustes, ne fait que réaliser les prétentions du Despote. Il faudroit qu'un homme fût bien stupide, si pour être un Souverain, au lieu d'être un Tyran, il ne lui en coûtoit que la peine de faire des loix, & qu'il ne les fît pas.

PRESTQUE tous ceux qui gouvernent les hommes veulent exercer sur eux l'Autorité la plus illimitée; cependant ils sont effrayés des noms de *Despote* & de *Tyran*; ils ne peuvent se dissimuler combien ces titres sont odieux. Sous les Souverains les plus pervers, il est des Sujets favorisés qui, partageant avec leurs maîtres les fruits de l'oppression, souffrent impatiemment qu'on leur donne les vrais noms qu'ils méritent. L'administration la plus corrompue trouve toujours & des adhérents & des apologistes. D'un autre côté, tout homme méchant croit avoir à se plaindre du Gouvernement qui contient ses pas-



sions, ou qui ne se prête point à ses vues déréglées; il se plaint alors de vivre sous le Despotisme. Bien plus, il est des hommes qui prodiguent le nom de Tyrans aux Souverains les plus vertueux, dès qu'ils n'adoptent point leurs idées, ou refusent de se prêter à leurs passions, à leur fanatisme, à leurs fureurs intolérantes, ou même encore, lorsqu'ils les empêchent de nuire. L'homme corrompu trouve légitime tout pouvoir qui favorise ses égarements, & traite de tyrannie celui qui les réprime. Pour ôter toute équivoque, tâchons de fixer le vrai sens que l'on doit attacher à la Tyrannie.

§. II. *De la Tyrannie.*

LE Tyran est un Souverain qui abuse des forces de la Société pour la soumettre à ses propres passions qu'il substitue aux loix. En général, la Tyrannie est l'injustice appuyée de la force. Elle n'est propre à aucune forme de Gouvernement. Sous la Démocratie, le Peuple devient le plus souvent un tyran déraisonnable qui ne connoît d'autres règles que les caprices qu'on a sçu lui inspirer. Dans ce Peuple si vanté, qui bannit Aristide, Miltiade & Cimon, qui fit empoisonner Socrate, qui livra Phocion au supplice, je ne vois qu'un Tyran ingrat, injuste inhumain: dans ces Spartiates qui traitoient leurs Hélotés avec une barbarie étudiée, je ne vois que des monstres odieux: enfin dans ce Sénat Romain, oppresseur de ses Concitoyens ou du reste de la terre, je ne vois encore que des Tyrans vainqueurs d'une foule d'autres Tyrans. L'Aristocratie n'est très souvent que la tyrannie



## 6 POLITIQUE NATURELLE.

de plusieurs Citoyens, ligüés pour soumettre les autres à leurs vues intéressées. Les *Inquisiteurs d'Etat* de Venise sont des Tyrans autorisés par le Sénat à détruire, même sur des soupçons, tous ceux qui peuvent inquiéter leur Gouvernement ombrageux. Sous le Gouvernement mixte, la Tyrannie peut s'introduire, dès qu'un des Ordres de l'Etat, entre lesquels le pouvoir suprême est partagé, s'en sert pour opprimer les autres. Enfin la Monarchie dégénere en tyrannie, dès que le Monarque emploie le pouvoir que la Nation lui confie pour soumettre les loix à ses injustes caprices. On vit sous la tyrannie, dès que la justice cessant de commander est forcée de plier sous les passions de l'homme.

### §. III. *Signes de la Tyrannie.*

QUELS sont donc les caractères auxquels la Société reconnoitra la tyrannie? D'après quoi jugera-t-elle si ses Chefs abusent de leur pouvoir? C'est une tyrannie de substituer ses passions aux loix de la Nature & aux intérêts de la Société: c'est une tyrannie d'affervir une Nation avec les forces qu'elle n'a confiées que pour sa propre sûreté: c'est une tyrannie de vouloir sans la loi se rendre l'arbitre de la vie, de la personne, de la liberté, des biens de ses Sujets: c'est une tyrannie de prodiguer sans nécessité réelle le sang & les trésors des Peuples: c'est une tyrannie de troubler les consciences des hommes & de les forcer à se conformer à ses propres opinions, à son culte, à ses préjugés: c'est une tyrannie de faire taire les loix pour les uns, & de s'en servir pour égarer les autres: c'est une



tyrannie de priver le mérite & la vertu des récompenses qui leur sont dues, pour les accorder à l'inutilité & au crime : enfin c'est une tyrannie de vouloir commander à une Nation contre son gré.

TELS sont les traits généraux sur lesquels la raison & l'équité veulent que la Société regle ses jugemens. Voyons maintenant d'où peut naître cette passion si générale qui porte tous les Souverains à désirer l'exercice d'un pouvoir dont le nom les effraie, & dont les effets, quoique toujours funestes pour eux-mêmes, leur paroissent si dignes d'envie.

§. IV. *Du desir de dominer.*

LE desir de dominer & d'être préféré aux autres, est une passion naturelle à tous les hommes : elle est fondée sur l'amour de soi si essentiel à notre espèce, qui fait que nous voudrions sans cesse obliger nos semblables de travailler à notre bien-être, de contenter nos desirs, de nous procurer des plaisirs. La plupart des hommes veulent exercer un empire absolu dans la sphere qui les environne. Un pere de famille ne fait-il pas souvent éprouver à sa femme, à ses enfans, à ses domestiques, à ceux qui dépendent de lui, les effets de ses caprices les plus injustes ? Tout homme que la raison n'éclaire & ne retient pas, est ennemi de la liberté des autres ; il craint que l'indépendance dont ~~ils~~ & voit jouir, ne le prive lui-même d' : il se flatte des secours qu'il voit ~~il~~ : il se flatte que la force ~~les~~ lui ~~servira~~ bien mieux à concourir



## 8 POLITIQUE NATURELLE.

à ses vues. L'homme le plus amoureux de sa propre liberté, est souvent le tyran de celle des êtres qui lui sont subordonnés. La moitié du genre humain est réduite à gémir sous l'oppression de l'autre.

NÉANMOINS ce désir que chaque homme a de dominer, l'oblige de lutter contre l'amour de la liberté ou de l'indépendance qui anime ses semblables, & qui leur est également naturel. Il subsiste donc un conflit perpétuel entre les différens membres de la Société. Personne ne consent à se soumettre à un autre, s'il n'y trouve de l'avantage, c'est-à-dire, s'il n'espère recueillir les fruits de sa soumission. Ainsi l'espoir du bonheur fait que l'on sacrifie sous condition l'amour de l'indépendance : personne ne renonce gratuitement aux droits de sa nature ; personne ne consent à se voir asservir sans profit. Tout homme voudroit conserver sa liberté ; tout homme oppose une volonté permanente, à celle qui veut le subjuguier ; la force ou la ruse décident le combat entre la passion de dominer & celle d'être libre, qui sont également naturelles aux hommes.

LE même combat qui se livre entre des individus de l'espece humaine, subsiste entre les Nations & ceux qui les gouvernent. Chaque membre veut être libre, c'est le vœu général de la Société ; mais les intérêts, les passions, les idées de ses membres, rarement d'accord entre concert & empêchent de se réunir pour agir de aux volontés d'un Souverain qui marche constamment



ment à son but, ou qui les divise pour les faire servir à ses projets. Le combat est donc toujours très inégal entre les Peuples & ceux qui les gouvernent. En effet les Souverains, dépositaires des forces de l'Etat & distributeurs de ses bienfaits, trouvent sans peine les moyens de faire entrer dans leurs complots des hommes séduits ou intimidés, dont les secours mercénaires les aident à subjuguier le reste de leurs Concitoyens; l'intérêt particulier met ceux-ci aux prises, leur fait perdre de vue l'intérêt général, & rend inutiles les efforts qu'ils pourroient faire pour arrêter les entreprises de leurs Chefs. Par une suite de cette division, il n'est que très peu de contrées dans le monde où l'homme le plus vertueux jouisse tranquillement de sa personne, de son bien, & puisse dire avec assurance que l'une & l'autre sont à lui & ne deviendront jamais la proie d'un usurpateur.

§. V. *Origine du Despotisme.*

L'IDOLÂTRIE fit tomber le statuaire aux pieds de l'image que ses mains avoient formée. La superstition fit tomber les Nations aux pieds des Chefs qu'elles avoient créés.

QUELQU'AIENT été les efforts des Souverains & de leurs associés pour priver le reste de la Nation de la liberté, & pour prendre sur elle une autorité sans bornes; peut-être ne seroient-ils jamais parvenus à la faire totalement plier, si l'opinion & l'ignorance ne fussent venues à leur secours. La superstition, fondée sur la crainte que les Peuples

invisibles qui gouvernent la nature, se joignit à la force, elle engourdit l'entendement des hommes, elle les accoutuma au joug que leur raison rejettoit; l'opinion consolida, l'ouvrage de la violence. Ainsi la superstition produisit ce miracle; des terreurs surnaturelles redoublèrent la timidité naturelle que faisoit naître la force; les Nations accoutumées à trembler sous des Chefs barbares, tremblèrent encore plus sous des Dieux qui approuvoient la barbarie.

#### §. VI. *Causes de l'Esclavage.*

Les hommes ne sont esclaves que parce qu'ils sont timides, ignorants, déraisonnables. S'il est des pays où regne la liberté, ce sont ceux où la raison a le plus de pouvoir. Cessons donc d'attribuer toujours au climat, l'esclavage sous lequel gémissent la plupart des Peuples. Les sables brûlans de la Lybie, les plaines fertiles de l'Asie, les forêts glacées du Nord obéissent également à des Despotes révéres. Les superstitions des Peuples, quoique très variées entre elles, s'accordent toutes à les endormir dans l'ignorance & les fers. Comment imaginer que le climat puisse être la cause unique de leur servitude? Dira-t-on que le soleil qui échauffoit les Grecs & les Romains, autrefois si jaloux de leur liberté, ne lance plus les mêmes rayons sur leurs descendans dégénérés? Leurs mains ne cultivent-elles point aujourd'hui les champs jadis arrosés du sang de leurs ancêtres magnanimes? Ces esclaves avilis ne foulent-ils pas sous leurs pieds le sang de leurs peres glorieux? Le climat qui soumet au Des-



potisme, il s'introduit par la force & la ruse, il s'établit & se maintient par la violence, par l'imposture & sur-tout par la superstition: elle seule est en possession de priver les hommes de lumieres & de leur interdire l'usage de la raison: elle seule leur fait méconnoître leur nature, leur dignité, leurs privilèges inaliénables; après les avoir trompés au nom des Dieux, elle les fait trembler aux pieds des Rois.

§. VII. *Effets de la Superstition.*

IL ne fallut rien moins qu'un délire consacré par le ciel, pour faire croire à des êtres amoureux de la liberté, cherchant sans cesse le bonheur, que les dépositaires de l'Autorité Publique avoient reçu des Dieux, le droit de les asservir & de les rendre malheureux. Il fallut des Religions qui peignissent la Divinité sous les traits d'un Tyran, pour faire croire à des hommes que des Tyrans injustes la représentoient sur la terre. Il fallut l'avenglement le plus complet, pour confondre l'abus avec le pouvoir, la loi avec le caprice, la violence avec le droit, l'injustice avec l'équité. Ce fut, sans doute, dans ces moments d'ivresse, que les Rois prétendirent avoir pris avec leurs Peuples des engagements subreptices, si avantageux pour eux seuls, & si nuisibles pour les infortunés avec lesquels ils disoient avoir contracté; ces Rois se font persuadés que ni la nature, ni la raison, ni le tems, ni la volonté des Peuples, ni la nécessité même des choses ne pouvoient anéantir un pacte insidieux. Ainsi ils s'arrogerent le droit d'être impunément injustes, sans cesser d'être les maîtres; les Na-

tions intimidées oferent rarement contredire les puissances célestes, armées avec celles de la terre pour les tenir sous le joug. La voix de l'imposture avoit crié aux hommes : „ soumettez vous „ sans murmure à des êtres privilégiés que les „ Dieux irrités ont établis sur vos têtes; étouf- „ fez les cris d'une nature rebelle qui vous or- „ donne de vous conserver, qui vous permet de „ vous défendre, qui veut que vous cherchiez „ votre bonheur. Abjurez une raison criminel- „ le; qu'elle n'examine point des droits que le „ ciel autorise. Votre sang, votre existence, „ votre vie appartiennent à un mortel que les „ puissances d'en-haut ont choisi pour vous „ commander; il aura le droit de vous rendre „ malheureux; il fera l'exécuteur des vengeances „ divines; il fera le ministre des fureurs du „ Très-Haut: pour vous, il ne vous restera „ pas même le droit de vous plaindre. Si votre „ audace vous faisoit douter de ces oracles, & „ le fer & le feu vous poursuivroient en ce mon- „ de, & des tourmens éternels puniroient dans „ un autre votre défobéissance sacrilège.”

ACCABLÉ de ses craintes & rempli de pré-  
jugés, l'homme porta ses chaînes avec patience: il fit taire sa raison, il résista au desir d'améliorer son sort; il craignit de redoubler ses maux, au lieu de les soulager; il prit ses calamités, suites naturelles des passions & des folies de ses injustes maîtres, pour des châtimens du ciel auxquels il falloit humblement se soumettre. Lorsqu'un heureux hasard lui donna des Souverains plus humains & plus raisonnables, il en rendit grâces aux Dieux; lorsque le sort lui don-



na des Tyrans, il les prit pour des fléaux du ciel justement couroucé de ses fautes. Il devint donc de plus en plus aveugle & superstitieux. La tyrannie & la superstition se servent presque toujours de supports & d'aliments réciproques. C'est ainsi que la plupart des Peuples de la terre sont tombés dans cette langueur, dans cette stupidité, dans cette inertie qui les rend presque insensibles aux maux qu'ils ne cessent d'éprouver.

### §. VIII. *Orgueil du Despote.*

Tout homme qui se sent du pouvoir, est tenté de se croire un être privilégié. Un bonheur continuel le rend insensible aux miseres des autres hommes, & lui endurecit le cœur: l'impunité l'enhardit au crime; le succès de ses entreprises l'enorgueillit; à la fin il se persuade qu'il est d'une autre espece, que le reste des mortels qu'il voit anéantis à ses pieds; il finit par les mépriser. Parvenu à regarder ses semblables comme des êtres indifférents & abjects, quels motifs auroit-il pour s'occuper de leur bonheur? Comment pourroit-il songer qu'il leur doit quelque chose? Ces sentimens hautains sont encore entretenus par l'inexpérience de la misere. Tout mortel qui n'a jamais goûté la coupe de l'infortune, ne peut être sensible aux peines des infortunés: l'homme heureux est communément un être sans pitié. Que deviendra donc un Prince en qui ces dispositions sont alimentées par l'éducation & fortifiées par l'habitude? Entouré, dès l'enfance, de vils flatteurs qu'il voit prosternés à ses pieds, leurs leçons seroient-elles bien propres à contenir ses passions? Depuis

l'âge le plus tendre, il est environné d'empoisonneurs qui lui répètent sans cesse qu'il est tout, que son Peuple n'est rien; il n'entend que des esclaves qui l'entretiennent de sa propre grandeur & du néant des autres; il ne voit que des Courtisans vicieux qui le corrompent dans l'espoir de tirer parti de ses inclinations dépravées: il n'écoute que des Prêtres qui le tiennent dans l'ignorance de ses devoirs, & l'abreuvent de préjugés: il ne connoît d'autres vertus que celles que lui inspirent des fanatiques qui n'en ont eux-mêmes aucune idée. Ses yeux ne rencontrent que des hommes engraisés du sang des Peuples, qui lui dérobent le spectacle des infortunes qu'ils causent. Quelles dispositions assez heureuses résisteroient aux impressions de tant de gens, ligués pour dépraver un Souverain! Il seroit un prodige, s'il ne devenoit un monstre d'orgueil & d'insensibilité. Sans les flatteurs, existeroit-il tant de Tyrans sur la terre?

ELEVÉS dans la licence & retenus dans l'ignorance de tous devoirs, les Despotes devinrent les ennemis nés & les fléaux de leurs Sujets. Renfermés dans leurs palais, afin d'être plus respectables, ils se rendirent invisibles comme les Dieux. Endormis dans la mollesse, ils ne songerent nullement à s'occuper des soins pénibles de l'administration; ils se livrerent à l'oisiveté, à l'indolence, à la débauche. Les Nations furent épuisées pour fournir aux plaisirs fantasques de leurs Tyrans ennuyés, à l'avidité de leurs Ministres, & au luxe insultant de leurs Cours. De tous les attributs de la Divinité que ces indignes Souverains prétendirent représenter,



la bienfaisance, l'humanité, la justice furent les seuls qu'ils oublièrent de montrer. Accoutumés dès l'enfance à dédaigner les hommes, à se croire des êtres surnaturels, ils ne laisserent plus tomber leurs regards sur une foule méprisée. Il n'y eut plus qu'un seul homme dans chaque Société, elle ne travailla que pour lui, il ne fit rien pour elle; lorsqu'il s'en souvint, ce ne fût que pour aggraver ses maux, pour appesantir ses chaînes, pour imaginer des moyens ingénieux d'augmenter ses misères.

DEVENU féroce à force d'orgueil & de flatteries, le Despote ne ménagea pas plus la vie de ses Sujets que leurs propriétés: usurpateur d'un pouvoir que rien ne put contenir, il ne regarda les hommes que comme des marche-pieds faits pour le conduire où son ambition le guidoit. Sous les prétextes les plus légers, on lui vit entreprendre sans remords des guerres aussi inutiles que cruelles. Les Sujets d'un maître absolu ne connoissent rien de sacré, que ses volontés les plus folles. Ils se font un honneur de périr par ses ordres; ils mettent toute leur gloire à se dévouer pour lui; contenter ses desirs est l'objet unique de toutes les actions: dans une Nation dégradée, les Citoyens ne se distinguent que par l'empressement qu'ils montrent de plaire ou d'obéir à leur maître. L'unique ressource qui reste à la vanité d'un Peuple avili, est de s'approprier la vaine gloire de son Tyran. Celui-ci, couronné de lauriers également couverts du sang de ses Ennemis & de ses Sujets, commande encore plus insolemment à ses Etats dépeuplés, épuisés, malheureux même de leurs victoires.

§. IX. *Faiblesse du Despote.*

LA bonté d'un Despote est souvent plus funeste à ses Peuples que sa méchanceté. Dans les mains d'un Prince, indolent, & privé de fermeté, quand par lui-même il seroit équitable, doux & sensible, le pouvoir absolu ne rend point ses Sujets plus heureux. La Nation, à l'insçu de son chef, gémit sous l'oppression de tous les Tyrans subalternes chargés des détails de l'administration. La faiblesse & l'incurie que l'éducation fait communément contracter aux Princes, les livrent à la conduite de quelques Favoris qui rendent leurs vertus inutiles, & qui seuls savent mettre leurs faiblesses à profit. Egalement attentifs à s'assurer de la faveur, à soumettre leurs Maîtres, & à tenir les Peuples sous le joug, ces Ministres ne sont occupés que d'eux-mêmes; la Nation est la victime de complots & d'intrigues qui n'ont que leur propre crédit pour objet. Sous un tel Despotisme, la vérité, les cris de l'infortune, la vertu sont écartés du Trône; les trésors de la Société ne servent qu'à rassasier l'avidité des Courtisans, & à récompenser les flatteurs, les parasites, les maîtresses de ceux qui distribuent les graces. Les forces de l'Etat sont successivement épuisées par des hommes frivoles & sans vues, que la faveur élève & détruit à chaque instant. Qui est-ce qui s'occuperait péniblement du soin d'acquérir des talents, lorsque l'intrigue & l'ignorance décident seules du mérite, & disposent des places? Les guerres ne sont entreprises que pour satisfaire le caprice & la vanité de quelques Grands; nul système dans l'administration; nulle suite dans les



projets ; nul plan dans la conduite ; la Nation devient à tout moment le jouet des cabales des Ministres & de l'indolence du Souverain. A quoi servent les vertus du maître , quand l'injustice ou le délire de ses représentans ne connoissent aucun frein ?

§. X. *Maximes absurdes du Despotisme.*

C'EST une maxime adoptée par le Despotisme que , non seulement ses ordres ne doivent jamais trouver de résistance , mais encore *que l'autorité ne doit jamais reculer.* Y a-t-il donc de la foiblesse ou de la honte à céder à la raison ? N'est-il pas plus noble & plus glorieux de reconnoître ses erreurs , que de persister sottement dans des folies avérées ? Est-il un Prince que l'aveu ingénu des fautes causées par la surprise ne rendît cent fois plus respectable à son Peuple que son opiniâtreté à soutenir une injustice ? Mais les Despotes par la crainte d'être méprisés , se rendent détestables ; à l'exemple des Ministres infailibles de la Religion , ils ne veulent jamais avouer qu'ils ont pu se tromper ; ils craindroient que leurs decrets ne perdissent le ton sublime des oracles.

S'ILS consentoient à les changer ; comme ces oracles ne sont communément que l'ouvrage de la passion , de l'intrigue , de la faveur , quelques conséquences qu'ils aient , quelqu'onéreux & révoltant qu'ils soient pour les Peuples , quelque contradictoires qu'ils paroissent , ils deviennent irrévocables & sont toujours exécutés. L'autorité d'un Despote n'est point faite pour plier ou reculer devant l'équité ; tout homme qui parle

en son nom doit être soutenu; tous ceux qui le représentent sont censés illuminés comme lui; les Sujets deviennent criminels & séditieux; dès qu'ils osent murmurer. Par cette affreuse politique, les Peuples gémissent sans cesse sous la Tyrannie de tous ceux qui sont revêtus du pouvoir: ceux-ci sont toujours sûrs d'être appuyés dans leurs oppressions. Les foibles & les opprimés ont toujours tort sous un Gouvernement inique. Une Nation entière est traitée en rebelle pour soutenir le crime ou la folie d'un Tyran subalterne.

### §. XI. *Folies du Despotisme.*

TELS sont les effets que produit le Despotisme; telles sont les suites d'un pouvoir qui n'est point tempéré par des Loix. Que fera-ce si le Souverain est un Tyran féroce qui, dépourvu d'humanité, écrase sciemment ses Peuples sous le poid de ses passions, s'il consent à être détesté pourvu qu'il inspire de la crainte, en un mot, s'il s'est fait un front qui ne rougit d'aucun forfait? Que fera-ce si le pouvoir suprême se trouve dans les mains de ces Tyrans systématiques qui prennent pour maximes de rendre leurs Sujets malheureux, afin de les rendre plus souples & plus soumis! Que fera-ce si ce pouvoir est échu en partage à un conquérant ambitieux, qui ne regarde le sang de ses esclaves que comme une vile monnoie, pour lui acquérir des triomphes & de nouveaux Etats! Ces effets sont bien plus funestes encore, lorsque l'inertie & une longue servitude ont énérvé les Etats. Car ne nous y trompons pas, il ne peut y avoir de forces réelles, de puissance, d'uniformité dans la marche du Despotisme; l'impé-



tuosité, le caprice, l'ignorance guident communément ses conseils. Tout se fait avec violence, sous un Gouvernement violent. Les loix, les mœurs, les usages changent en un instant. Rien de fixe & de permanent sous une volonté toujours mobile & toujours obéie. Sans cesse elle est occupée à élever pour détruire, à réparer ensuite ce que son imprudence avoit détruit. Des Princes qui se succèdent ne sont jamais animés d'un même esprit; la mort d'un Souverain absolu change en un instant la forme de sa Nation; par des secousses subites & réitérées dont la fantaisie seule est le mobile, elle est forcée de prendre le ton que le maître lui donne. Sous un Monarque guerrier tout se porte vers la guerre; est-il esclave de la superstition? tout devient dévot ou feint de l'être. A-t-il des goûts fastueux? le Peuple est forcé de les payer de sa sueur. Est-il par hasard éclairé ou secondé par des Ministres habiles? un successeur ignorant, des Ministres jaloux ou incapables se piqueront de rendre inutiles ses travaux, & prendront en tout le contre-pied de leurs prédécesseurs. Est-il impérieux? tout tremble. Est-il foible? tout tombe dans l'anarchie. En un mot, une contrée soumise au Despotisme ne prendra jamais l'assiette que des loix stables peuvent seules donner à un Gouvernement.

§. XII. *Sa force est précaire.*

QUELQUE réculées que soient les limites d'un Etat Despotique, quelque nombreuses que soient ses cohortes, quelques soient ses trésors & la fertilité de son sol, l'expérience de tous les tems

prouve que tous ces avantages sont rendus inutiles par le délire de l'administration; ses succès momentanés ne sont que des météores passagers, & le Despote finit par échouer dans toutes ses entreprises. Des armées composées d'esclaves sont commandées par des favoris incapables. Une milice inconsiderée ne connoît d'autre mobile qu'un honneur chimérique qui n'est réellement fondé que sur la vanité: les richesses de l'Etat sont dissipées par des Ministres prodigues, & ne sont employées qu'à satisfaire le luxe, la mollesse & la frivolité de quelques Sultanes ou de quelques Courtisans. Les récompenses sont arrachées au mérite & servent à payer les hommages honteux que la bassesse rend aux vices du Maître & de ses Visirs. Les talents, la science, la vertu négligés, écartés ou punis sont des objets incommodes ou inconnus au Despote & à ses appuis. Comment l'incapacité jalouse favoriseroit-elle le mérite qui lui fait toujours ombrage? Comment l'imposture inquiète chercheroit-elle la vérité qui dévoileroit ses complots? Comment des âmes abjectes & des cœurs endurcis dans le crime rendroient-ils justice à la grandeur d'âme & à la vertu qui les forceroient de rougir? Les vrais talents ne trouvent accès qu'auprès des Souverains qui, ayant eux-mêmes des talents, savent les démêler, les encourager & les forcer par leurs bienfaits à s'approcher du Trône.

*§. XIII. Le Patriotisme est incompatible avec le Despotisme.*

IL ne peut y avoir de Patrie sous les volontés d'un Despote. Un tel maître est fait pour étouf-



fer l'énergie, la grandeur d'ame, la passion pour la vraie gloire, l'amour du bien public. Les cœurs des Peuples asservis ne sont point susceptibles de ce beau feu qui embrase le Citoyen généreux. Quel intérêt peut animer les Sujets du Despotisme? Combattront-ils pour leurs possessions? Rien n'est à eux, tout appartient au maître. Défendront-ils leur bonheur? En est-il sous la Tyrannie? La gloire sera-t-elle leur mobile? Il n'en est point pour des esclaves. S'armeront-ils pour leur sûreté? Il n'en est point sous des Tyrans. L'esclave, qui n'a jamais qu'une existence précaire, enseigne dès l'enfance la bassesse à sa postérité méprisée; il est saisi de crainte à la vue de tout homme qui jouit du crédit & du pouvoir. Il sçait que les Loix elles-mêmes sont forcées de se taire devant l'autorité; il sçait que la justice est sans pouvoir pour protéger le foible; il sçait que le bon droit a tort dans un pays où la volonté du maître décide à tout moment du juste ou de l'injuste & peut anéantir les loix. Ainsi, dès sa naissance, accoutumé à s'avilir, l'esclave du Despotisme ne sentira jamais les mouvemens de cette noble fierté qui, répandue chez les Citoyens, rend une nation grande, puissante & redoutable à ses ennemis.

§. XIV. *Ses effets sur l'agriculture & le commerce.*

VAINEMENT se flatteroit-on de voir l'agriculture fleurir dans des contrées soumises à des maîtres absolus. Les campagnes rendues désertes par la rigueur des impôts sont encore plus dépeuplées, lorsque des guerres réitérées arrachent l'élite des cultivateurs à la charrue. La misère force le la-

boureur à fuir son champ, il cherche dans les villes, un asile contre l'oppression & la pauvreté! il y trouve une subsistance plus facile & des ressources contre une oisiveté que la Tyrannie rend nécessaire. Le Sujet du Despote chercheroit-il à se multiplier? Hélas! il prévoit que ses enfans feroient comme lui destinés à des malheurs sans fin. Borné à une chétive subsistance que le travail le plus rude ne lui procure qu'à peine, en augmentant sa famille, il augmenteroit des besoins qu'il ne pourroit satisfaire. Son industrie lui deviendrait funeste parce qu'elle feroit bientôt retomber sur sa tête des vexations nouvelles.

„ Les Pays, dit l'Auteur de *l'esprit des loix*, ne  
 „ sont point cultivés en raison de leur fertilité,  
 „ mais en raison de leur liberté: l'on ne fait rien  
 „ mieux que ce que l'on fait librement. ”

Le commerce, enfant de la liberté, pourroit-il prospérer sous la tyrannie? Tout y devient monopole ou exaction. Le négoce est méprisé sous des Souverains partiaux qui ne distinguent que ceux de leurs esclaves dont le bras sert à enchaîner tous les autres. Dans un pays où le hazard, l'intrigue & la faveur décident de tout, où le crédit & le pouvoir sont les seuls objets révé-  
 rés, quel mobile encourageroit un commerce dédaigné par les Grands, opprimé, limité, circonscrit par le Gouvernement, exposé aux extorsions de ses publicains? Si par une faveur du sort, le Commerçant s'est enrichi, il s'empresse de sortir d'un Etat peu considéré; séduit par le préjugé, il renonce bientôt à la profession de ses pères, pour passer à une condition dans laquelle il espère jouir d'une oisiveté orgueilleuse qui le rend inutile à l'Etat: si le Despotisme déploie tou-



te sa rigueur, si l'oppression est excessive, l'homme enrichi enfouira son or, il ne jouira de rien, il se gardera bien de montrer de l'aisance & des richesses qui tenteroient l'avidité des suppôts d'un pouvoir à qui tout est permis.

§. XV. *De la Noblesse sous le Despotisme.*

QUEST-CE que la Noblesse dans un Etat Despotique? Peut-il y avoir quelque avantage, quelque prérogative, quelque rang dans une Nation où le Sultan est tout, & où les Sujets ne font que ce qu'il lui plaît? Il n'existe de grandeur, que pour ceux que le Despote élève: il n'est de prérogatives, que pour les ames basses qu'il favorise; il n'est de protection, que pour ceux qui consentent à ramper & à s'avilir. Choisis eux-mêmes par la cabale ou l'intrigue, les hommes revêtus du pouvoir ont rarement les talents de l'administration. Occupés uniquement d'intrigues, du soin de se maintenir dans la faveur, ils s'embarrassent très peu de mériter les suffrages d'une Nation qui ne peut rien & dont ils peuvent étouffer les soupirs. L'émulation de bien faire n'existe point pour eux; il ne s'agit que de plaire à un maître indolent, indifférent, toujours facile à tromper, ou bien à ceux qui ont du crédit sur lui. Ce n'est communément ni l'incapacité, ni les plaintes publiques, ni les crimes qui font déplacer les ministres d'un Despote, ou qui font tomber ses favoris en disgrâce; c'est le caprice du maître, ce sont les cabales de ceux dont ce maître est le jouet, qui font & défont les Visirs & les Satrapes; un Sultan dépourvu de raison & de sens, ne sçait pas s'il doit être content ou mé-

content des hommes qu'il emploie; ses sentimens d'affection ou de haine ne sont pas même à lui. Comment des Maîtres de cette trempe seroient-ils fidèlement servis? Leurs Ministres chancelants vivent à la journée; lorsque la faveur les abandonne, ils rentrent dans l'oubli; leur ambition est alors foiblement dédommée par la jouissance des richesses d'une Nation épuisée, dont ils se sont attiré le mépris & la haine; leur pouvoir est remis en des mains tout aussi peu capables. La Société est successivement la proie de Ministres ignorans & pervers qui, en se l'arrachant tour-à-tour, lui font des plaies profondes. Un Despote n'est pas fait pour avoir des Ministres zélés & vertueux. La vertu, les talents, le mérite n'approchent point de son trône; la bassesse, l'intrigue, le vice conduisent seuls à sa faveur: incapable lui-même, il ne choisit que des hommes avilis; la grandeur d'ame, la fierté noble compagne du mérite, seroient des titres d'exclusion & des crimes dans des esclaves destinés également à ramper.

§. XVI. *Il anéantit toute Justice.*

QUELLE Justice peut-on attendre d'un pouvoir fondé lui-même sur l'injustice, la violence & la déraison! Les loix sont sans cesse, ou éludées par adresse, ou violées ouvertement: elles sont obscures, pour que la fantaisie puisse toujours les interpréter: elles sont contradictoires & multipliées, parce que chaque circonstance momentanée, chaque caprice du maître ou de ses puissans Ministres, chaque intérêt en fait naître de nouvelles. Ces loix inventées par la passion d'un



d'un seul ou d'un petit nombre sont communément destructives pour la Nation : contraires à la nature, elles multiplient les infraçteurs ; dictées par l'intérêt, elles punissent avec atrocité & sans proportion. Les formes que l'habitude & l'usage rendent respectables aux Peuples sont les seules barrières qui leur restent : mais souvent elles disparaissent à la volonté du Souverain pour qui rien n'est sacré. Les droits, les prérogatives, les privileges des Corps, des Grands, des Particuliers ne peuvent être stables ; tout ce qui seroit immobile deviendroît un embarras ; le Despotisme toujours changeant veut des êtres mobiles qui se prêtent à tous ses mouvements : semblable à ces enfans volontaires que la contrainte irrite, il veut tout briser à son gré ; les juges qu'il choisit pour perdre ceux qui lui déplaisent, vendus à la faveur ou tremblants à la voix du crédit, ne prononcent que les arrêts qui leur ont été dictés. La Majesté des loix & la vénération due à leurs organes ne sont point faites pour des pays où la force seule est respectée. La noblesse, le rang, les titres n'y sont que de vains noms dont le Maître flatte la vanité puérile de quelques-uns de ses esclaves, sans leur procurer ni sûreté ni prérogatives réelles. Le pouvoir absolu fait rentrer à chaque instant dans la poussière les têtes les plus orgueilleuses. Tant que leur faveur subsiste, les Grands éblouissent une Nation servile par leur éclat passager ; dès qu'elle les abandonne, on fuit, on foule aux pieds, on tourne en ridicule les objets que l'on avoit révéérés. Il n'est point de Corps qui ne soit avili sous un Maître dont la volonté suprême décide du fort, du rang, des droits de tous ses Sujets. Les Grands, sous le

Despotisme, n'ont que le funeste avantage d'être plus près de la foudre, & d'éprouver plus rudement ses coups. Le Citoyen le plus obscur d'une Nation libre, jouit de plus de sûreté, de privilèges, de grandeur véritable, que tous ces hommes décorés & titrés qu'un Monarque absolu peut à volonté plonger dans le néant.

§. XVII. *Les grands Etats sont exposés au Despotisme.*

PLUS un Empire est vaste, plus ses Sujets sont nombreux, plus il est opulent, & plus il est exposé à tomber dans les fers du Despotisme. Dans un Etat étendu, la réunion des volontés qui voudroient s'opposer à l'oppression, devient presque impossible. Bien plus, quand même le Souverain seroit disposé à contenter ses Peuples, les cris des Provinces éloignées peuvent rarement se faire entendre jusqu'au Trône; leurs besoins ne sont presque jamais connus du Maître. D'ailleurs les forces de l'Autorité Publique doivent augmenter en raison de la multiplicité des passions qu'elles ont à contenir. Il est très difficile qu'un pays étendu puisse être bien gouverné. Si les Souverains n'avoient sous leurs loix que le nombre de Sujets dont il leur est possible de s'occuper, il n'y auroit point tant de Despotes & de Tyrans sur la terre. L'on néglige communément les choses que l'on trouve au-dessus de ses forces: l'expérience nous montre que le génie des Rois n'est pas, pour l'ordinaire, plus étendu que celui des autres hommes: la terreur & la force suppléent à la capacité du Maître.



§. XVIII. *Le Gouvernement Militaire y conduit*

UN Gouvernement Militaire doit tôt ou tard dégénérer en Despotisme. Toute Nation que sa position ou les volontés de son Chef obligeront de tenir de grandes armées sur pied, finira bientôt par être totalement asservie. Tout Etat qui fait des conquêtes, n'est pas loin de sa chute. Une soldatesque étourdie s'attache au sort de son maître ; elle ne connoît point d'ordres que les siens. Le Despotisme est une conspiration contre les Peuples, tramée par le Souverain avec une partie de ses Sujets pour enchaîner tous les autres. Soumis à une discipline rigoureuse, le Soldat est lui-même façonné à l'esclavage & par conséquent l'ennemi de la liberté des autres. Il ne connoît d'ailleurs que l'autorité visible qui lui commande, & méprise la loi, cette volonté cachée qui commande aux autres citoyens. Des hommes que l'habitude familiarise avec le carnage & la violence, s'accoutument à regarder la force comme un droit. Ainsi la milice, soumise au Despote oblige la Société à porter ses fers sans murmure. Mais le Despotisme toujours inconséquent, dégoûte souvent ceux-mêmes que son intérêt devroit l'engager à ménager ; ne connoissant jamais de règles que son caprice, il fait quelquefois éprouver son ingratitude à ceux-mêmes qui affermissent sa puissance : des injustices, des passe-droits, des préférences injustes, des récompenses dont la faveur décide seule, abattent le courage du guerrier. Le pouvoir absolu se croiroit limité, s'il se faisoit un devoir d'être juste, même à l'égard de ses complices. Inconsidéré dans sa marche, le Despote ne voit pas que bien

loin d'être indépendant lui-même ou véritablement absolu, il dépend réellement de ses Janissaires, d'une Soldatesque fouguse & prompte à s'enflammer. Il ne voit pas souvent que les brigands devroient au moins être équitables entre eux.

Ainsi, sous un Despote, l'esclave stipendié qui sert à enchaîner ses concitoyens, n'est pas sûr lui-même d'obtenir les récompenses qu'il a cru mériter en trahissant son pays; il est lui-même la victime du pouvoir capricieux & injuste qu'il soutient; son maître sans égard pour ses services; le punit de l'avoir servi. Il peut bien y avoir une fureur aveugle dans les soldats d'un maître absolu, on peut trouver dans leurs chefs une fougue insensée, un honneur de convention; mais la vraie valeur est un sentiment raisonné qui ne peut avoir pour objet que le bien réel de la Patrie. Le Citoyen d'un pays libre, se défend lui-même, en combattant sous ses Chefs; le soldat d'un Despote n'est qu'un vil mercenaire qui ne combat que pour la vanité de son maître, & pour se procurer à lui-même des objets futiles, & vains, & des récompenses précaires.

#### §. XIX. *Les Prêtres amis du Despotisme.*

LES Despotes de tous les âges ont employé avec succès le crédit du Sacerdoce pour asservir les Peuples & les retenir dans leurs chaînes. Les Ministres des Dieux furent chargés d'entretenir l'ignorance des Peuples & de redoubler les ténèbres de leurs esprits. L'intérêt du Despotisme fut toujours de ménager des Sujets que l'opinion rendoit vénérables aux autres. Plus un Gouvernement est injuste, plus le sacerdoce lui devient



utile pour seconder ses efforts, & pour contenir les Peuples que le malheur pourroit réduire au désespoir. Plus les Tyrans font de malheureux, plus les Prêtres doivent fixer vers le ciel les yeux des Peuples, pour les empêcher de songer à leurs maux. Egalement ennemis de la raison & de la liberté des hommes, les Tyrans & les Prêtres sont faits pour s'unir afin d'éterniser les calamités de la terre.

Les maux du genre humain eussent été au moins foulagés si le Sacerdoce se fût servi de l'ascendant que l'opinion lui donnoit sur les Maîtres de la terre, pour contenir leurs passions & pour soutenir les droits de la liberté opprimée; mais son empire, fondé lui-même sur la terreur, sur l'imposture, sur l'aveuglement, exigea, comme le Despotisme, que les hommes fussent esclaves & abjurassent la raison pour jamais. Le Prêtre entra donc dans la ligue du Souverain. Indépendant lui-même, opulent, considéré, il fournit à l'Autorité des moyens naturels d'affervir la Société. Cette sombre politique causa les ravages les plus terribles dans un grand nombre d'Etats: les intérêts des Princes identifiés avec ceux du Prêtre, les engagèrent presque toujours à soutenir ses querelles. Leur confédération eut pour objet d'exterminer la raison, la liberté, la science; ceux qui ne prennent point la raison pour guide sont toujours les ennemis jurés de la raison des autres.

§. XX. *Despotisme des opinions.*

TELLE est l'origine de ces proscriptions & de ces persécutions sanglantes que les Despotes firent souvent éprouver aux objets de la vengean-



ce des Prêtres. Les Tyrans voulurent toujours exercer leur Tyrannie, même sur la pensée; ceux qui ne pensèrent pas comme eux, leur parurent des rebelles indignes de vivre. Par cette Politique insensée, & par une lâche complaisance pour les Ministres des Dieux, les Princes ébranlèrent souvent leurs Etats, ils se firent à eux-mêmes des plaies incurables. Mais un Tyran devôt & son Prêtre imposteur ne comptent point avoir de sujets, s'ils n'ont des esclaves stupides, ou de vrais automates: ils aiment mieux régner sur des animaux abrutis, que sur des êtres raisonnables. Toute liberté de penser fait horreur au Despotisme qui l'étouffe avec fureur: des hommes destinés au malheur ne sont faits ni pour connoître ni pour chercher la vérité.

§. XXI. *Influence du Despotisme sur les sciences.*

Sous un Despote, les sciences, les arts, l'industrie, les talents, enfants de la liberté, uniquement tournés vers des objets frivoles s'énervent & se dégradent; ils ne prêtent leurs secours qu'aux monuments méprisables de l'orgueil du Maître, de la vanité de ses Favoris, & au luxe insolent de quelques hommes engraisés de la substance des Peuples. Lorsque l'oppression a dépouillé les Etats, les arts & l'industrie sont obligés de fuir. La sagesse & la raison, faites pour guider les Souverains & les Peuples, sont des objets déplaisants pour tous ceux dont le pouvoir n'est fondé que sur le mensonge & le prestige: accablées sous le poids de la Tyrannie & de la Superstition, oseroient-elles faire entendre leurs voix plaintives dans l'Empire des Tyrans? La vé-



rité fut toujours proscrite par des hommes qui n'en connoissent pas le prix, qui la détestent, qui craignent qu'elle ne réveille les esprits & qu'elle ne rappelle les hommes à la noblesse de leur être. Les lumieres sont inutiles ou dangereuses à des malheureux dont on n'a nulle envie de soulager les peines. La Poësie dégradée ne prostitue ses accents qu'à la flatterie, à la frivolité; elle ignore cet entouffiasme propre à embraser les Peuples pour la Patrie, pour la gloire, pour la vertu; son langage seroit inintelligible pour des ames énervées & rétrécies par la crainte & par une longue pusillanimité. Le Génie retenu dans des entraves perpétuelles, ne peut prendre un libre essor; ses ailes sont attachées à la terre. Bien plus, une Nation asservie est tyrannisée jusques dans ses plaisirs; il ne lui est permis de s'amuser que d'après les regles que lui prescrivent les caprices de l'Autorité; ce qui déplaît au Sultan, aux Sultanes, aux Visirs n'est point fait pour plaire à des Sujets, dont les goûts mêmes doivent être subordonnés. Tout languit & se dégrade sous un pouvoir absolu; tout prend du nerf & de la vigueur par-tout où regne la liberté.

§. XXII. *Sur les mœurs.*

QUELLE peut-être enfin la morale dans des pays soumis à des tyrans injustes, inhumains, avides, & sans mœurs, entourés d'une foule de Courtisans, de Sycophantes, de Délateurs qui partagent leurs passions, & dont l'intérêt veut que leurs Maîtres croupissent dans les vices & dans le crime? Inspirera-t-on dans un tel pays à la jeunesse l'amour de la Patrie? Hélas! les

mots de Patriotisme & de Révolte feroient des synonymes. Qui est-ce qui auroit l'audace de distinguer la Nation ou la Patrie du Prince ? Sa cour est le centre commun auquel tout doit aboutir ; ce n'est que par des mœurs corrompues que l'on peut plaire à des hommes corrompus ; de bonnes mœurs feroient la satire des personnages les plus puissants. Un Despote & ses suppôts s'embarrassent fort peu des mœurs de leurs esclaves ; ils ne leur demandent que de la complaisance , de la bassesse, une soumission sans bornes à leurs volontés déréglées. Que dis-je ! ils préfèrent en eux des mœurs très corrompues qui tiennent ceux qui les ont dans la plus grande dépendance. Des sujets vicieux, frivoles, dissipés qui ne pensent à rien, conviennent bien mieux à un Despote, que des Citoyens réglés & qui songent à leurs devoirs. Tout homme honnête est une plante étrangère dans un pays despotique, il est fait pour y végéter dans la retraite, il y paroîtroit ridicule & méprisable ; des mœurs austères, des vertus utiles, l'amour du bien public le rendroient haïssable ou suspect. L'activité, l'énergie, la grandeur d'ame feroient des crimes en lui. Plaire aux Despotes & à ceux qui disposent de tout ; leur sacrifier son honneur, ses sentiments, ses talents ; tâcher par des intrigues & des bassesses de s'élever assez haut pour pouvoir soi-même suivre ses passions sans crainte ; s'efforcer de s'enrichir, afin d'acheter des protecteurs & des complices, telle est la seule morale qui convienne à des esclaves dont l'essence est d'être vils & méchants.



§. XXIII. *Indolence des Despotes.*

UN Souverain absolu devient nécessairement indolent. Il faut aux Princes, ainsi qu'aux autres hommes, des motifs pour agir, un intérêt pour faire le bien, un aiguillon qui les pousse à la gloire. En est-il pour un Despote accoutumé à dédaigner son Peuple, à mépriser sa colere, à se mettre au-dessus de l'opinion publique, ou qui peut la forcer à se taire? Une Puissance affermie est sujette à s'engourdir; sa stupeur se communique à tous ceux que le Maître a chargés de gouverner l'Etat pour lui. Dès que l'attention du Monarque cesse de les réveiller, ils se livrent à la paresse, à la dissipation, aux plaisirs, & prennent pour le bien public une indifférence souvent aussi dangereuse que l'oppression même. Les valets se négligent, les maux s'accumulent, tout tombe dans le désordre, dès que l'oeil du Maître perd ses Etats de vue. Lorsqu'un Souverain ne fait point gré des services qu'on rend à son pays, personne ne s'embarrasse du soin de le servir: ses serviteurs, uniquement occupés du présent, ne songent nullement à l'avenir. Des Ministres négligents, frivoles & dissipés sont souvent aussi nuisibles à l'Etat, que les hommes les plus méchants. Des maux invétés par la négligence, donnent la mort aussi sûrement que le fer. Des Princes dépourvus de lumieres choisissent pour coopérateurs les hommes que la faveur ou l'intrigue leur font préférer: les mauvais Princes ne trouvent du mérite qu'à des hommes bas & sans vertus; ils n'appellent à leurs conseils que ceux qu'ils croient capables de leur faciliter les moyens d'écraser leurs Sujets pour contenter leur propre a-

vidité. Rien de plus déplacé qu'un Visir honnête homme ou bien intentionné auprès d'un Souverain corrompu.

§. XXIV. *Influence du Despotisme sur le caractère des Peuples.*

LE Despotisme a des effets très marqués sur le caractère de ses Sujets ; est-il excessif ; il les plonge dans une langueur , dans une inaction , dans une apathie , en un mot , dans un état qui ressemble à la mort. Pour se convaincre de cette vérité , que l'on considère ces Asiatiques malheureux , perpétuellement plongés dans une oisiveté mélancolique , qui les empêche de jouir d'aucuns des avantages que la Nature répand si libéralement sur leur climat. Ils recourent à l'opium pour s'étourdir sur les ennuis d'une existence incommode. Le Despotisme est-il plus doux ? il fait des Sujets vains , étourdis , dissipés , qui , peu sûrs de ce qu'ils possèdent , ne songent point au lendemain , ou qui , comme des enfants , sont contents de satisfaire leurs fantaisies du moment , sans jamais étendre leurs vues sur l'avenir qu'ils ne pourroient envisager sans chagrin : ils s'enivrent de plaisirs , d'amusements futiles & tâchent de se distraire des idées importunes. Les Sujets d'un Despote sont ou dans la léthargie , ou dans un délire habituel , qui les rendent également incapables de penser à leurs vrais intérêts.

§. XXV. *Il travaille à sa propre ruine.*

AINSI le Despote est un insensé qui chaque jour arrache quelques pierres de l'édifice qui le



couvre. Sa façon de régner n'est qu'un brigandage affreux, guidé par la folie qui finit par tout sacrifier à ses chimères. Comment la démence prendroit-elle la raison pour conseil? C'est pourtant vers ce Despotisme fatal, que tendent sans cesse les vœux de tous ceux qui gouvernent les hommes! Les Princes de la terre se croient très malheureux, très foibles, très méprisables, dès qu'ils voient que tout ne leur est pas permis. Lorsqu'à force de forfaits & de ruses, ils sont enfin parvenus à dompter leurs Sujets, ils trouvent que par leurs indignes triomphes, ils n'ont acquis qu'une puissance précaire & chancelante; ils se sont mis sous la tutelle de la force qui les maintient; ils vivent dans la crainte & les soupçons; ils n'ont que des esclaves sans talents, sans courage, sans attachement, sans vertus; ils éprouvent eux-mêmes les effets de l'épuisement des Sujets qu'ils ont long-tems opprimés. Le Despote finit toujours par régner sur des ruines, sur des déserts & sur des hommes foibles, stupides indigents, sans industrie; il ressemble à un lion affamé dont la voracité a fait une vaste solitude de toute la contrée dont sa caverne est entourée; près de cet antre redoutable, on ne voit que des ossements secs & des squelettes décharnés.

RESTE-t-il quelque vigueur aux Sujets? Alors ce sont des bêtes féroces toujours prêtes à rompre leurs liens & à s'élancer sur leur gardien détesté. La Tyrannie a-t-elle depuis long-tems fixé son trône dans un pays? La dépopulation, les guerres, la stérilité, la famine, la contagion & les maladies sont les ouvrages de ses mains: par elle la fertilité de la terre est rendue inutile; sa négligence ou son avarice bannissent la salubrité



des Etats; ses extorsions multipliées mettent en fuite le commerce & l'industrie; ils ne peuvent habiter des pays voués à la misère.

QUE sont donc devenues ces plaines fertiles de l'Asie, jadis si florissantes, & placées sous le ciel le plus favorable? Ce que l'histoire nous apprend de l'abondance merveilleuse de l'ancienne Égypte ne seroit-il donc qu'une fable? La Nature la plus généreuse travaille aujourd'hui vainement pour elle, & n'a pu résister à la tyrannie du Musulman farouche. C'est en vain que le Nil fertilise ses bords pour des habitans découragés par le pouvoir arbitraire: ses eaux, en séjournant sur des terres abandonnées, ne servent plus qu'à faire naître des pestes & le trépas préférable à la vie, pour des êtres que la tyrannie rend continuellement misérables. Quel aspect nous présentent les environs de Rome, cette ancienne capitale du monde? Soumise aujourd'hui à des Prêtres avides & peu faits pour songer à la postérité, ils y foulent insolemment les cendres des *Emile* & des *Scipion*, & ne songent point que les campagnes dont ils sont entourés infectent l'air & répandent la mort.

AINSI le Despotisme vient à bout de vaincre la Nature & de la rendre cruelle. Des guerres inutiles, des révolutions sanglantes, des oppressions continuées sont parvenues à faire éclore des fléaux inconnus autrefois sous des Gouvernemens plus sages. Des Peuples, qui jadis vivoient dans l'abondance, sont aujourd'hui plongés dans la misère & dans d'épaisses ténèbres; privés des douceurs de la vie & même du nécessaire, ils traînent des jours malheureux dans une indiffé-



rence stupide; les arts, les sciences, l'industrie, les mœurs honnêtes ont fui depuis long-tems, à l'aspect effrayant des Maîtres barbares qui les méprisent, & à qui la superstition fait un mérite de l'ignorance.

§. XXVI. *Du Despotisme Occidental.*

C'EST sur-tout en Asie, que le Despotisme a depuis un grand nombre de siècles érigé son trône de fer au milieu des flots de sang. Là, secondé par la superstition, il exerce ses fureurs à front découvert. En Europe, plus systématique, plus circonspect & plus retenu dans sa marche, il se montre communément sous des traits moins prononcés. On n'y voit point des Rois se baigner dans le sang de leurs frères; ils n'envoient point le Cordon fatal aux Favoris qui leur déplaisent; ils ne se souillent pas si souvent de meurtres & d'assassinats; mais on y trouve presque par-tout des Monarques qui, sous les prétextes les plus futiles, immolent sans remors des millions de Sujets à leurs cruelles fantaisies; on y rencontre des Souverains qui proscrivent, tourmentent, & persécutent pour des opinions; on y voit des tyrans qui s'efforcent d'étendre la tyrannie jusques sur la pensée; on y trouve des Rois avilis qui, pour complaire à des Prêtres dont ils ne rougisseraient point de devenir les bourreaux, livrent aux supplices les plus affreux, des Citoyens condamnés par des tribunaux, juges dans leur propre cause. On n'y voit point des Souverains, comme quelques Conquérans Asiatiques, pousser le mépris de l'humanité jusqu'à faire égorger des hommes pour leur servir de passage; mais on y



la Nature de plier sous son autorité : c'est alors l'intérêt du Législateur qui fait taire la Nature ; mais l'intérêt des Sujets se venge par des infractions multipliées, du joug qu'on leur impose, toutes les fois qu'ils peuvent le faire impunément.

### §. XXV. *De la Propriété.*

LES hommes en s'associant pour se mettre à portée de recevoir des secours, ont voulu, non seulement assurer leurs personnes, mais encore la possession des choses nécessaires à leur conservation & à leur bien-être. La liberté assure & la personne & les moyens de la conserver ; ainsi la liberté est la faculté d'employer toutes les voies que l'on juge propres à conduire à son bonheur sans nuire à celui des autres.

MAIS il est impossible que l'homme se conserve ou rende son existence heureuse, s'il ne jouit des avantages que ses soins & sa personne lui ont acquis. Ainsi les loix de la Nature donnent à chaque homme, un droit que l'on appelle *propriété*, qui n'est que la faculté de jouir exclusivement des choses que le talent, le travail & l'industrie procurent ; ce droit est juste & le sentiment qui en assure la possession s'appelle *Justice*. Troubler un homme dans sa liberté & dans sa propriété, c'est lui ôter les moyens de se conserver & l'empêcher d'être heureux ; la loi de sa nature l'autorise à tout faire pour remplir ces objets ; la Société doit l'en faire jouir ; elle cesseroit d'avoir des avantages pour lui, si elle violoit la justice à son égard ; elle ne peut lui ravir, sa liberté, que lorsqu'elle devient nuisible aux autres ; elle ne peut le priver de sa propriété, parce qu'elle est faite pour l'assurer.



§. XXVI. *Elle est nécessaire.*

LA propriété a pour base un rapport nécessaire qui s'établit entre l'homme & le fruit de son travail. Si la terre produisoit sans peine de notre part, tout ce qui est nécessaire au maintien de notre existence, la propriété seroit inutile. L'air & l'eau ne peuvent être soumis à la propriété; ces éléments sont faits pour rester en commun. Il n'en est point de même de la terre, elle ne produit qu'en raison des soins & des peines qu'on se donne pour la cultiver: mais ces soins sont inégaux, ils suivent l'inégalité que la Nature, comme on a vu, met entre les forces, l'adresse & les ressources que les individus trouvent en eux-mêmes. Ainsi la propriété doit être distincte pour toutes les choses dont le genre humain ne peut jouir en commun, ou qui exigent des forces, des travaux, des talents; avantages incommunicables ou bien que la Nature donne en propre à chaque individu. Si ces avantages appartiennent exclusivement à celui qui les possède, il en est de même des objets que ces avantages procurent; ainsi un champ devient, en quelque façon, une portion de celui qui le cultive, parce que c'est sa volonté, ce sont ses bras, ses forces, son industrie, en un mot, ce sont des qualités propres à lui, individuelles, inhérentes à sa personne qui ont rendu ce champ ce qu'il est. Ce champ, arrosé de sa sueur, s'identifie, pour ainsi dire avec lui; les fruits qu'il produit lui appartiennent, de même que ses membres & ses facultés, parce que sans son travail ces fruits, ou n'existeroient point, ou du moins n'existeroient pas tels qu'ils sont.

ON voit donc que la propriété est fondée sur



endormir ; & peu-à-peu , par une pente douce , les conduisent à la ruine. Dans ce calme perfide , on n'éprouve point , il est vrai , les secousses & les orages du Despotisme effréné , mais les ames des Sujets peu-à-peu s'habituent à leurs maux ; ils ne s'en apperçoivent que fort tard ; & lorsqu'ils les ressentent , s'ils en prennent de la colere , elle ressemble aux impatiences passageres de ces enfans que l'on apaise aussitôt qu'on leur présente quelques jouets. Quelques victoires infructueuses , un honneur chimérique qu'ils s'imaginent partager avec leurs Maîtres , des spectacles suffisent pour les consoler de leurs malheurs les plus sensibles. Ce Despotisme radouci n'en est pas moins fatal aux Nations. Les maladies de langueur , ainsi que les maladies aiguës , conduisent à la mort.

§. XXVIII. *Des vrais signes du Despotisme.*

Si parmi les Souverains , personne ne consent à prendre le nom de Tyran , à l'exception des Asiatiques avilis de longue main , il est peu de Sujets qui consentent à passer pour des esclaves. D'ailleurs il n'est point de Despotisme qui fasse également éprouver ses coups à tous ses Sujets. L'habitude rend le joug moins sensible ; peu-à-peu les hommes se familiarisent avec l'injustice , ils s'appriivoisent avec l'oppression ; les crimes qu'ils ont continuellement sous les yeux , cessent à la fin de les choquer & leur paroissent des choses très naturelles. Cette disposition , jointe au défaut de réflexions , fait souvent que des ames fort honnêtes ne sentent pas toute l'horreur des actions les plus injustes dont ils voient que  
le



le Monarque & les Grands se rendent à tout moment coupables. Sous un tel Gouvernement, la force se change imperceptiblement en droit, l'usage empêche que l'iniquité n'effarouche, & l'inégalité des rangs persuade à la fin que tout est permis aux Grands, tandis que la plainte même est interdite aux Petits. Peu de gens en Europe sont effrayés des vexations auxquelles la chasse donne lieu à chaque instant. On trouve légitime que le laboureur soit privé d'une portion de la récolte, pour contribuer aux plaisirs de quelques oisifs puissants. Les corvées deviennent des droits légitimes; cependant le cultivateur est détourné de sa moisson, pour frayer des chemins plus faciles à quelques voyageurs délicats.

LE Despotisme n'en est pas moins dangereux, lorsqu'il peut se masquer sous l'apparence du bien public. Il fait alors des dupes; il a ses apologistes. „ Qu'importe, dira l'habitant désœuvré d'une ville opulente, que je vive sous un pouvoir absolu? Que manque-t-il à nos plaisirs? Quelle conversation plus libre, plus enjouée que la nôtre? Vient-on dans nos maisons nous ravir nos possessions? Quels chemins plus beaux que les nôtres? Quelle Police plus vigilante? Quelle tranquillité plus douce? Qu'on nous laisse nos fers, ils ne nous rendent pas si malheureux, que ceux qui se vantent de leur prétendue liberté. Le bonheur est dans l'opinion; dès qu'on se croit heureux, l'on n'a plus rien à prétendre ” Je répondrai à cet esclave content & peu sensible aux maux de sa Patrie, qu'une Société n'est bien gouvernée que lorsque le plus grand nombre de ses membres est heureux. Que faut-il pour les rendre heureux? Il faut que, sans



un travail excessif, leurs besoins naturels soient satisfaits. Est-ce là le sort du plus grand nombre de vos Concitoyens ? Leurs campagnes sont-elles cultivées autant qu'elles peuvent l'être ? Vos laboureurs robustes & sains jouissent-ils d'un bonheur qui réponde à leur utilité ? Vos Provinces montrent-elles une population abondante ? Leurs habitans cherchent-ils à se multiplier ? Les impôts arbitraires ne les forcent-ils pas souvent de renoncer à l'héritage de leurs peres ? Des travaux inutiles ne les détournent-ils point de leurs travaux nécessaires ? Un commerce facile leur procure-t-il toujours un débit prompt & sûr de leurs denrées ? Ont-ils des habitations & des vêtemens qui les mettent à couvert de la rigueur des saisons ? Des loix impartiales commandent-elles également aux Grands comme aux Petits ? Le crédit, la faveur ne sacrifient-ils jamais de victimes innocentes ? Le pauvre obtient-il une prompte justice contre le riche ou l'homme en crédit ? Le Citoyen, dans le sanctuaire de sa famille & dans le sein de l'amitié, se trouve-t-il à couvert des inquisitions & des délations ? La vengeance, le caprice ou l'intérêt d'un Visir, de sa maîtresse, de son valet ne peuvent-elles pas à tout moment précipiter l'homme de bien dans un cachot ? Le Grand lui-même est-il complètement à l'abri des coups d'un maître fantasque & des calomnies de sa cour ? L'homme riche a-t-il la juste confiance de transmettre à ses enfans les biens que son industrie lui a procurés ? Le négoce est-il exempt des entraves de l'avidité ? Enfin une heureuse tolérance permet-elle à tout Citoyen de penser comme il lui plaît, pourvû qu'il agisse conformément aux loix ? Rien de tout cela, me direz-vous ! Eh bien, répliquerai-je, vous êtes des esclaves.



LE Despote n'est injuste , le Tyran n'est criminel, que par ce qu'ils rendent le plus grand nombre de leurs sujets malheureux. Avec quelque rigueur qu'ils exercent leur empire, il est toujours des hommes favorisés qui échappent à leurs fureurs ou qui profitent de leurs crimes; ce sont eux qui se croient en droit d'en faire l'apologie. Qu'ils vantent donc leur bonheur; jamais leurs discours ne séduiront des Citoyens vertueux, sensibles aux infortunes de leurs semblables & aux maux de leur postérité qu'ils prévoient dans l'avenir. Jamais ces prétendus avantages n'éblouiront ces ames généreuses en qui l'oppression & l'injustice allument une juste colere. Tenté sans cesse de se bannir d'une Patrie opprimée, l'homme de bien n'y est retenu que par les liens du sang & de l'amitié; les vertus obscures & domestiques sont les seules qui puissent consoler le Citoyen honnête dans les malheurs de son pays.

LES hommes sont des esclaves partout où la volonté de l'homme est supérieure à la Loi. Les hommes sont esclaves par-tout où l'on a besoin de pouvoir, de crédit, de richesses pour obtenir la justice. Les hommes sont esclaves par-tout où le puissant, exempt de se conformer à la Loi, peut étouffer les cris de l'innocent qu'il opprime. Les hommes sont esclaves par-tout où la Loi peut-être interprétée, alors elle devient toujours partiiale pour celui qui a du pouvoir, & destructive pour le malheureux.

§. XXIX. *Il ne peut être appelé Gouvernement.*

Sous quelque aspect que le Despotisme se montre; il ne mérite point d'être qualifié de Gou-

vernement. Il n'est que la licence des Souverains exercée sur des Peuples malheureux. Avec les vues les plus droites, comment se flatter qu'un seul homme, ou que plusieurs hommes, remplis de foiblesses puissent diriger avec précision les ressorts compliqués du Gouvernement d'une Nation? Que fera-ce, si le sort des Peuples est remis entre les mains d'un maître vicieux, d'un mortel divinisé par la flatterie, dénaturé par l'éducation, énervé par la mollesse? Comment espérer qu'un Prince entouré d'une foule d'hommes vils, intéressés, ignorans, se laisse guider par les conseils de l'équité, de l'humanité & de la raison? Il faudroit être un Dieu, un être infini dans ses perfections pour ne jamais abuser d'un pouvoir sans limites. Il n'y a que la présomption la plus extravagante qui puisse faire prétendre à l'autorité absolue. Les Nations n'ont pu confier sans restrictions à un seul homme ni à plusieurs hommes, un pouvoir dont leur nature même les rendoit essentiellement incapables, dont leurs passions ne pouvoient qu'abuser, & d'où le malheur de la Société devoit nécessairement résulter. Plus ce que les hommes entreprennent est au-dessus de leurs forces, & plus ils s'en acquittent mal. On ne peut qu'abuser d'un pouvoir dont l'usage raisonnable est impossible.

§. XXX. *Il invite à sa propre destruction.*

LE Despotisme ne peut donc être regardé que comme un combat inégal entre un brigand ou des brigands armés & une Société sans défense. Ses droits sont la force du Souverain & la foiblesse des Sujets; ses titres sont, d'un côté l'impossi-



re, la ruse, l'artifice; & de l'autre l'opinion, l'aveuglement, la sottise. Ainsi ce joug odieux, dont la plupart des habitans de la terre sentent plus ou moins la pesanteur, n'est qu'un abus révoltant contre lequel la nature & la raison s'élèvent avec force, lors même que les Nations engourdies semblent s'y soumettre sans murmure. Le Despotisme est également funeste au Souverain & aux Sujets. Dès qu'un homme est le maître de la Loi, il faut qu'il devienne méchant. Dès que ses passions l'ont dépravé, son Empire, forcé de suivre les impulsions qu'il lui donne, se déprave comme lui. Alors le Tyran gouverne ses Peuples comme des bêtes féroces dont il craint la fureur; sans cesse il travaille à les aigrir, à les agacer, à les rendre furieux; il les punit ensuite de leur méchanceté. Plus il les craint, plus il redouble de mauvais traitements; ce n'est que par des forfaits multipliés, qu'il croit se mettre en sûreté. Un Tyran n'est jamais entouré que d'ennemis; les Nations dont les Chefs ne consultent jamais les desirs, n'ont rien de commun avec eux; elle ne leur doivent que de l'indifférence: en font elles opprimées? Elles ne leur doivent que de la haine; la force est alors la seule ressource qui reste contre la tyrannie; en se révoltant contre la Loi, les Tyrans donnent à leurs Sujets le signal de la révolte contre eux-mêmes. En opprimant le Peuple Romain, le Sénat fut un Tyran qui provoqua justement sa fureur. En violant les loix & la liberté des Anglois, Charles I & son fils s'attirèrent les catastrophes qui les priverent l'un de la vie, l'autre du Trône.

EN VAIN, Despotes inhumains! cherchez-vous à effrayer vos Peuples par vos chaînes, par



vos cachots, par vos supplices: en vain la terreur de votre nom réduit-elle les Nations au silence: en vain les forcez-vous à mordre en frémissant la poussière de vos pieds: en vain confiez-vous aux suppôts de votre pouvoir les forces les plus redoutables: jamais vous n'aurez d'amis sinceres; jamais vous n'aurez de Sujets; vous n'acheterez par vos bienfaits que des flatteurs, des complices, des traîtres, des conseillers infames, qui sous prétexte d'établir votre autorité, vous aideront à détruire les loix, la liberté, la vertu qui vous résistent: il vous déroberont l'odieuse vérité; ils vous cacheront l'abîme qu'ils creusent sous vos pas; mais ils ne donneront jamais la sérénité à vos ames, le sommeil à vos paupieres, la tranquillité à votre Empire; jamais il ne vous garantiront des efforts que la haine multipliée fera contre vos injustes volontés. Le dernier Sujet d'un Etat libre jouit d'une sûreté plus grande que le Tyran environné de toutes ses cohortes.

TOUTE puissance, pour être solide, doit se contenir dans de justes bornes. Plus les Souverains veulent avoir de force, & plus ils deviennent foibles; plus ils exercent leur pouvoir & plus leurs Peuples s'engourdissent. La vraie puissance du Maître dépend de la prospérité de ses Sujets. Le Tyran est un être isolé; il vit comme dans une terre étrangere; il n'y a de Patrie que pour le Roi Citoyen. L'instabilité du Gouvernement absolu, les révolutions auxquelles il est sans cesse exposé, devroient en dégouter tout être raisonnable: il est doux de régner; mais il est bien plus doux de régner en sûreté, de régner à l'ombre des Loix, de régner sur des Peuples heureux, affectionnés, soumis. Le Despote



disparoît, pour ainsi dire, à l'insçu de ses Sujets; personne ne s'intéresse à son sort; souvent sa mort n'est annoncée que par le rebelle qui lui succede. Dans un pays despotique, les esclaves ne combattent que pour savoir le nom du Tyran qui doit les asservir. Les Monarques absolus ressemblent à ces enfans imprudens qui s'irritent contre ceux qui les empêchent de se blesser eux-mêmes. Le Despote peut être comparé à un joueur, ou bien au débauché qui après avoir sacrifié & fortune & santé à des plaisirs d'un moment, conservent pendant toute la vie le regret de s'être contentés. Le Tyran aveuglé ne voit jamais les suites de ses violences: souvent la Tyrannie s'exerce à l'insçu du Souverain; ses Ministres jouissent seuls de l'abus de son pouvoir. Il est rare que le Prince le plus absolu ait une volonté; il n'est que le prête-nom des passions de ses serviteurs, & souvent son Empire est ébranlé & l'univers en feu, pour des motifs qui le feroient rougir, s'il venoit à les démêler.

### §. XXXI. *Contradictions du Despotisme.*

CE seroit une erreur de croire que les Souverains absolus, ou ceux qui président à leurs conseils eussent toujours un projet suivi, une volonté permanente de nuire & de perdre l'Etat. Le Despotisme est communément plus étourdi que cruel, plus stupide que méchant. Quelquefois même il est tenté pour son propre intérêt de s'occuper du bien public: il est réduit souvent à chercher des remèdes aux maux qu'il s'est faits; il s'apperçoit, mais presque toujours trop tard, que le Prince ne peut être riche si les Sujets sont

misérables ; que ses armées ne peuvent être nombreuses , si ses Provinces sont dépeuplées ; que son commerce ne peut fleurir , s'il n'est protégé & secouru ; que ses Peuples ne pourront le féconder , si leur courage & leurs forces sont abatus. Mais le Despote accoutumé à ne jamais trouver de résistance , voudroit , pour ainsi dire , renverser à son gré les loix de la Nature & triompher de la nécessité. Il veut que ses Provinces soient cultivées , mais il ne consent point à soulager le cultivateur. Il veut que son Empire soit peuplé , mais la dureté de son Gouvernement force ses Sujets aux émigrations. Il veut du commerce , mais son avidité ne cesse de le gêner ; il veut du crédit , mais il viole à tout moment ses engagements les plus solennels ; il veut des guerriers habiles & magnanimes , mais la cabale & l'intrigue font nommer ses généraux & leur tiennent lieu de talents & de mérite. Il veut des ames sensibles à l'honneur , tandis qu'il ne souffre au-tour de lui que des ames serviles. Il veut des Sujets attachés , tandis que tout ce qu'il fait ne tend qu'à lui susciter des ennemis. Il voudroit quelquefois connoître la vérité , mais toujours il punit ceux qui l'annoncent ; il veut des talens ; mais il ne récompense que l'ignorance ou la médiocrité ; il veut de l'industrie , mais il proscriit la liberté. En un mot , le Despote voudroit jouir de tous les avantages dont les vices de son administration doivent nécessairement le priver. Les efforts que le pouvoir absolu fait pour améliorer son sort , sont presque toujours infructueux ; les secousses & les changemens subits que son imprudence produit , ne servent souvent qu'à accélérer la ruine de l'Empire qu'il avoit énérvé.



§. XXXII. *Les Peuples n'y peuvent jamais consentir sincèrement.*

CESSONS donc de supposer que des êtres raisonnables aient jamais pu consentir à un pouvoir arbitraire; ne croyons point que de plein gré ils aient compté se mettre dans les fers; ne supposons point que le plus grand nombre des habitans de notre globe aient voulu ne vivre, ne travailler, n'arroser la terre de leur sueur, que pour rendre heureux quelques-uns de leurs semblables, qui en échange de leurs peines ne leur procuraient aucuns des avantages qu'ils ont droit de prétendre.

CROIRONs-NOUS de bonne foi que les Peuples aient jamais pu dire à ceux qu'ils avoient choisis pour Souverains: „gouvernez-nous comme il  
 „vous conviendra; disposez, suivant vos fantaisies, de nous, de nos femmes, de nos enfans,  
 „de nos biens, de notre liberté; nous consentons à ne travailler que pour vous & pour ceux  
 „que votre faveur distinguera des autres; quelques soient les excès auxquels la dépravation  
 „de votre cœur ou le délire de votre esprit vous porteront, nous y souscrivons d'avance &  
 „nous renonçons pour jamais au droit de nous plaindre & de réprimer vos fureurs.” Ils ont dû dire: „nous avons confiance en vous comme  
 „nos ancêtres l'ont eu dans les vôtres: vous réglez parce que nous le voulons; nous vous  
 „avons rendu dépositaires d'un pouvoir dont nous aurions pu abuser; vous vous en servirez  
 „pour notre bien; mais nous ne consentirons jamais au mal que vous voudriez nous faire.  
 „Si vous devenez des oppresseurs, nous deviendrons vos ennemis.”



Si l'on assure que c'est du ciel que la puissance des Rois est émanée, aura-t-on le front de prétendre qu'une Divinité bonne & juste, telle qu'on devroit la supposer, ait dit à tous les habitans de la terre. „ Peuples! je ne vous ai créés, que pour „ être les jouets d'un homme privilégié; je ne „ vous ai rassemblés en société, que pour que „ vous fussiez des esclaves plus malheureux que „ les sauvages répandus dans les déserts. Votre „ vie, votre champ, votre travail, votre liberté appartiendront exclusivement à l'un d'entre „ vous, & jamais vous n'aurez le droit de résister à sa méchanceté.” Avec quelle insolence n'outrage-t-on pas son Dieu, quand on en fait l'auteur, le défenseur & l'appui des Tyrans qui désolent la terre!

QUELQUES soient les principes sublimes sur lesquels le pouvoir absolu se fonde : quelques soient ces prétendus droits divins que le mensonge a fait descendre du Ciel; quelques soient ces Dieux injustes que l'on suppose les auteurs des Tyrans, jamais ni la force, ni l'imposture, ni le tems ne pourront étouffer totalement le cri de la Nature. Elle réclame à tout moment dans le sein de l'esclave malheureux; c'est elle qui dit aux enfans de la terre que le Monarque le plus puissant n'est qu'un foible mortel comme eux; c'est elle qui montre à tout homme raisonnable, que l'autorité du Prince ne vient que du consentement de son Peuple; que le pouvoir confié pour le bonheur d'une Société ne peut être sans crime employé à sa destruction; qu'en se soumettant à des Rois, elle n'est point devenue captive. Que chaque homme, en renonçant à une indépendance nuisible, n'a pu renoncer à la liberté nécessaire à sa fé-



licité; que les Nations n'ont pu devenir les jouets des ouvrages de leurs mains.

§. XXXIII. *Les dangers pour ceux qui l'exercent.*

SI la raison parle avec cette énergie aux Peuples, elle ne parle pas avec moins de force à leurs Maîtres. „ O vous, dit-elle, qui commandez à  
 „ des hommes, songez à les rendre heureux; s'ils  
 „ consentent à vous élever sur leurs têtes, c'est  
 „ pour eux-mêmes, & non pour repaître votre  
 „ orgueil. Soyez les organes de l'équité, si vous  
 „ voulez être obéis; que l'utilité de tous dicte  
 „ ces Loix qui font, & la sûreté des Peuples, &  
 „ votre propre sûreté. N'écoutez pas ces indignes  
 „ flatteurs qui vous persuadent que vous êtes des  
 „ Dieux. Vous êtes des hommes comme le  
 „ dernier des Citoyens; vous êtes sujets aux in-  
 „ firmités humaines; si vous avez besoin de se-  
 „ cours comme les autres, vous êtes obligés com-  
 „ me eux de mériter l'affection de vos semblables.  
 „ Si vous êtes les images des Dieux, représen-  
 „ tez-nous des Divinités bienfaisantes, & non  
 „ des DémonS acharnés à la désolation du genre  
 „ humain. Détrompez-vous de l'espoir insensé  
 „ d'être grands, puissants, heureux, lorsque  
 „ vos Sujets gémiront dans l'infortune. Défa-  
 „ busez-vous de la présomption absurde qui  
 „ vous fait imaginer que tous les Peuples de la  
 „ terre n'ont été destinés par une Providence  
 „ partielle que pour être les artisans de votre luxe,  
 „ les instruments de votre grandeur, les victimes  
 „ de votre ambition, les jouets de vos passions.  
 „ Administrateurs des biens des Nations; pro-  
 „ tecteurs de leur sûreté; défenseurs de leurs

„ droits ; songez que vous êtes à elles & qu'elles  
 „ ne sont point à vous. Si vos ames assoupies  
 „ au sein de la grandeur, égarées par la flatterie,  
 „ énervées par la mollesse, sont encore sensibles  
 „ aux cris de la vertu ; si, étrangères à la misère,  
 „ elles peuvent s'ouvrir à la pitié, renoncez à  
 „ cette force barbare qui appesantit les fers d'une  
 „ multitude opprimée ; préférez l'honneur solide  
 „ de commander à des hommes, à la vanité futile  
 „ de pouvoir écraser des serfs abrutis. Jouissez  
 „ du plaisir de régner sur des Provinces fertiles ;  
 „ sur des Peuples contents, sur des Villes fortunées ;  
 „ laissez à des Tyrans endurcis le barbare  
 „ avantage de régner sur des solitudes, des  
 „ squelettes & sur des ruines.”

Si le langage de l'humanité ne peut rien sur des cœurs inaccessibles au sentiment, que l'histoire les étonne par l'effrayant tableau des dangers auxquels le Despotisme, la Tyrannie exposent les Souverains ; elle leur montrera le spectacle redoutable de ces révoltes que l'oppression a rendu tant de fois nécessaires ; de ces conjurations souvent tramées par la vertu réduite au désespoir ; de ces glaives suspendus sur la tête des ennemis de l'humanité : en un mot, elle leur fera voir des Trônes renversés, des Despotes réduits à la misère, des Tyrans égorgés, & confondant leur sang avec celui des victimes de leur fureur. Ils apprendront en frémissant que la force se détruit par la force, & que la vie d'un Tyran est dans les mains de tout esclave assez ambitieux pour mépriser la mort. Ils verront que les animaux stupides à qui le Despotisme commande, excédés de leurs maux, brisent à la fin leurs chaînes & déchirent l'auteur de leur captivité : ils verront



que des Etats affoiblis par une administration insensée finissent par n'avoir aucune force réelle, & deviènnent tôt ou tard la proie de la conquête.

TEL est le terme fatal de ce Despotisme destructeur, & pour les Nations & pour leurs Maîtres, auquel une Politique fausse fait néanmoins tendre sans cesse les Souverains du monde. Parvenu une fois au cômble de ses vœux, est-ce pour lui que le Despote dévaste ses Etats? Recueille-t-il au moins le fruit des violences que ses injustices font éprouver à son Peuple? Retiré dans le fond d'un sérail impénétrable, livré aux ennuis d'une oisiveté fastidieuse; dégoûté des plaisirs & des voluptés qui ont énérvé ses organes, importun à lui-même, son incapacité permet rarement à ses débiles mains de prendre les rênes du Gouvernement. Le Sultan divinisé n'est que l'esclave de ses Visirs, le jouet de ses Courtisans, l'instrument de ses Favoris. C'est par leurs yeux qu'il est forcé de voir; c'est pour eux qu'il épuise son Empire; c'est pour les amuser que les Peuples sont menés à la boucherie!

§. XXXIV. *Le Despote craint la vertu.*

LE nom même du bien public est banni des contrées où regne le pouvoir arbitraire. Une Nation n'est plus rien, dès que le Prince est tout. Comment se formeroit-il de grands hommes sous des Maîtres qui donnent tout à la faveur, & n'ont aucune idée du mérite? Comment inspirer l'amour de la Patrie à des Courtisans qui ne cherchent qu'à la dévorer, & dont les intérêts ne se trouvent que dans sa destruction? Quels motifs les Grands auroient-ils pour se rendre



estimables aux yeux d'une Nation qu'ils dédaignent, ou pour plaire à des esclaves qu'ils peuvent écraser? Quel intérêt peut engager des Ministres à faire le bien, tandis qu'ils sont assurés qu'après eux, le bien qu'ils pourroient faire ne pourra subsister? D'ailleurs la Tyrannie ombrageuse ne permet à aucun Sujet de plaire à ses Concitoyens; se rendre populaire seroit un très grand crime; parler pour la Patrie seroit un attentat punissable. Le Despote veut être envisagé tout seul; il est jaloux de tout; rien de plus odieux pour lui, que l'homme qui veut mériter de son Peuple; le grand homme en tout genre doit craindre d'être puni de ses succès; ils effraient le Maître; ils excitent sa jalousie ou celle de ses indignes favoris; sans vertus eux-mêmes, ou ils redoutent la vertu, ou ils la méconnoissent. La bassesse, la flatterie, la délation, la complaisance la plus lâche, voilà les qualités faites pour plaire à la Puissance vicieuse, inquiète & jalouse; ce n'est qu'en lui fournissant les moyens d'augmenter les misères publiques qu'on lui prouve son dévouement, sa fidélité, ses talens.

Pour plaire à des Tyrans, il faut être Tyran. Sous des Princes injustes, l'amour de la Patrie est une chose impossible, la compassion pour ses Concitoyens est un sentiment inutile; la passion pour le bien public est une disposition nuisible; l'attachement pour ses devoirs est une duperie; il n'y a que des menteurs qui puissent dire qu'ils aiment un tel Pays: il n'y a que des frippons & des méchants, qui se trouvent intéressés à maintenir sa constitution.

Ainsi qu'on ne cherche point de vertus dans les Pays où le Despotisme a fixé son empire. Un



Souverain dépourvu d'équité & de sensibilité, que son ennui livre au vice, entouré d'hommes pervers familiarisés avec les crimes, donnent aux Peuples des exemples que l'admiration de la grandeur fait bientôt imiter. Le Citoyen croit être grand, estimable, important, en adoptant les vices & les folies de ses supérieurs. Le Sujet du Despotisme ne peut avoir aucune idée de noblesse & de grandeur; il n'a que de la vanité. Une cour fastueuse & vaine répand l'amour du faste. Pour affermir son pouvoir, tout Tyran se trouve intéressé à corrompre les mœurs de ses Sujets; il est bien plus sûr de régner sur des hommes livrés au vice, à la mollesse, aux désordres, que sur des hommes qui n'ont que des desirs modérés. La vertu élève l'ame; le vice la déprime & l'avilît. La vertu réunit les Sujets, le vice les sépare. L'homme de mérite a de la grandeur, il est jaloux de l'estime publique; l'homme sans mérite est craintif, bas, & se trouve forcé de se mépriser lui-même.

DES Courtisans intéressés ne peuvent avoir que les dispositions abjectes des esclaves & des parasites qui ne s'attachent que par un vil intérêt. Leurs ames se rétrécissent; elles ignorent la vraie grandeur; elles deviennent pusillanimes; elles ne s'occupent que de frivolités. Une lâche indifférence s'empare de tous les Etats; rien n'est capable de réchauffer des cœurs glacés par l'apathie; les revers de la Nation ne les touchent plus; les révolutions ne sont ni redoutées ni prévues; si quelque changement subit fait disparaître le Despote, le Despotisme subsiste toujours: il peut changer de formes; mais il est nécessaire à des hommes corrompus, qu'une



longue habitude a privés de sentimens honnêtes & généreux.

§. XXXV. *Le Despotisme n'exige aucuns talents.*

ON demandera peut-être pourquoi la plupart des Nations gémissent sous le Despotisme? Pourquoi tant de Monarques s'efforcent toujours d'exercer un pouvoir absolu? Je réponds que le Despotisme est de toutes les manieres de gouverner la plus facile. Sans génie, sans talens, sans vertu il est aisé de régner par la terreur. On foumet bien mieux des aveugles, que des hommes clairvoyants. *Il ne faut, dit la Bruyere, ni art ni science pour exercer la Tyrannie.* On vient plus facilement à bout d'une foule de Sujets divisés par le vice, isolés par la défiance, écrasés par la crainte, que d'une Nation vertueuse & raisonnable.

MALGRÉ l'affreux tableau qui vient d'être fait du Despotisme, il peut quelquefois procurer un bien-être passager à un Peuple. Donnez des *Trajan*, des *Antonin*, des *Marc-Aurele* au monde, & alors il ne fera pas nécessaire de limiter leur pouvoir; plus leur autorité sera grande, plus leurs Sujets seront fortunés; plus ils auront de force, & plus ils seront en état de combattre les abus & les maux invétérés dont les Nations sont souvent affligées; plus ils auront de puissance, & plus les changemens qu'ils feront, procureront de biens à leurs Sujets. Mais l'histoire nous montre à chaque page que les bons Despotes sont rares & que les Tyrans sont très communs; que les Princes les plus sages sont très souvent remplacés par des monstres, enfin que la puissance illimitée

corrompt



corrompt l'esprit & le cœur, & vient à bout de pervertir les hommes les mieux disposés. *Néron* fut un prodige au commencement de son regne.

ON ne manquera pas de nous dire que l'on a vu très souvent des Nations soumises au Despotisme faire de très grandes choses, ou jouer un rôle distingué sur le théâtre du monde. Mais nous repondrons en répétant que la puissance momentanée, que les victoires sanglantes, que les conquêtes injustes ne prouvent rien en faveur du bonheur réel des Peuples, qui doit être l'objet unique de tout Gouvernement; ces choses prouvent au contraire que des Peuples stupides ont été les victimes de leurs maîtres ambitieux. Les Musulmans ont conquis jadis & l'Asie, & l'Afrique, & une partie de l'Europe sans cesser un instant d'être très malheureux.

Sous quelque point de vue qu'on envisage le Despotisme, tout nous prouve qu'il est le plus grand des fléaux du genre humain, & la source la plus féconde des calamités durables dont les Peuples sont accablés. Tout nous montre qu'il n'est utile à personne, & qu'au lieu de procurer des avantages à celui qui l'exerce, il lui ôte l'affection de ses Sujets, la puissance réelle, la grandeur véritable, toute sûreté personnelle, & finit par l'envelopper tôt ou tard dans la ruine de sa Nation. Enfin, s'il est au monde une vérité démontrée en Politique, c'est que, SANS LA LIBERTÉ NI LES SOUVERAINS NI LES SUJETS NE PEUVENT JOUIR D'UN BONHEUR PERMANENT.



# SOMMAIRE DU SIXIEME DISCOURS.

|                                                               |     |
|---------------------------------------------------------------|-----|
| §. I. De l'amour de la Liberté.                               | 59  |
| II. Sa définition.                                            | 61  |
| III. Doit être distinguée de la Licence.                      | 62  |
| IV. Causes de la perte de la Liberté.                         | 64  |
| V. Dangers de la Licence.                                     | 65  |
| VI. Ses Remedes.                                              | 66  |
| VII. La Liberté doit être fondée sur la<br>raison & la vertu. | 68  |
| VIII. Idées justes de la Liberté.                             | 69  |
| IX. Avantages qu'elle procure au Souve-<br>rain.              | 70  |
| X. Est avantageuse pour tous les Citoyens.                    | 72  |
| XI. De la Sûreté.                                             | 73  |
| XII. De l'Impôt volontaire.                                   | 74  |
| XIII. La liberté fait naître l'industrie.                     | 75  |
| XIV. De la Liberté Religieuse.                                | 77  |
| XV. Tyrannie de l'Intolérance.                                | 78  |
| XVI. De la Liberté dans les écrits.                           | 81  |
| XVII. De la licence dans les écrits.                          | 82  |
| XVIII. Hardiesse dans les écrits.                             | 86  |
| XIX. Tous les Peuples ont droit à la Liberté.                 | 88  |
| XX. Des Factions dans les Pays Libres.                        | 91  |
| XXI. Du Bonheur National.                                     | 93  |
| XXII. Point de Patrie sans Liberté.                           | 94  |
| XXIII. Nulle Puissance stable sans Liberté.                   | 97  |
| XXIV. Sans Liberté point de Vertu.                            | 100 |
| XXV. De l'Esprit Public.                                      | 102 |
| XXVI. Conclusion.                                             | 103 |



D E L A

## LIBERTÉ.

§. I. *De l'amour de la Liberté.*

**L'**AMOUR de la Liberté est la plus forte des passions de l'homme; il est fondé sur le desir de se conserver, & d'employer sans obstacles ses facultés pour rendre son existence heureuse. La Nature a gravé ce sentiment dans tous les cœurs; elle a voulu que chaque individu de l'espèce humaine fût attaché à son être; la violence, l'habitude, l'ignorance, l'opinion peuvent quelquefois relâcher ou affoiblir ce lien, mais rien ne parviendra jamais à le détruire; ce feu, quelquefois étouffé, renaîtra toujours de ses cendres.

QUOIQUE toutes les passions soient naturelles à l'homme, quoique tous les mouvements de son cœur aient pour objet sa conservation & son bien-être, ils demandent pourtant à être guidés par la raison; sans elle l'amour de soi; l'intérêt personnel, le desir du bonheur sont souvent des impulsions aveugles dont les effets deviennent nuisibles & à nous-mêmes & aux autres. L'amour de soi;



quand il est éclairé, conduit à la vertu : lorsqu'il ne prend pour guide qu'une imagination égarée, lorsque l'ame trop émue est privée de la faculté de juger de l'objet de sa passion & des effets qu'elle peut avoir, l'amour de soi devient un vice ; la liberté est nuisible, dès qu'elle n'est point subordonnée aux loix de la justice, de la raison, de la Société. L'usage qu'on en fait est injuste, dès qu'on franchit les bornes que ces loix lui prescrivent ; il est illicite, lorsqu'il ne se renferme pas dans les limites fixées par le Pacte Social. En effet la Société, ayant pour objet le bien-être & la conservation de tous ses membres, acquiert des droits légitimes sur chacun de ceux qui profitent des avantages qu'elle procure : en vertu de ces avantages, elle peut justement circonscire la liberté de ses membres ou en régler l'exercice : si chacun d'entre eux en faisoit un usage illimité & contraires à sa nature d'Etre Social, il rendroit ses associés malheureux & ne tarderoit pas à le devenir lui-même. La nature d'un être sociable lui impose donc l'obligation ou la nécessité de ne chercher son bonheur, que par des moyens qui ne soient point nuisibles à ses semblables ; elle permet à chacun de se rendre heureux, mais elle ne veut point que ce soit en privant les autres du bonheur.

Lorsqu'on dit que la Nature fait naître tous les hommes libres, on ne veut point faire entendre que les hommes naissent dans une indépendance entière. Dès qu'il existe pour eux des rapports, ils sont soumis à des regles ; dans tous les instans de leur existence, ils sont sujets aux Loix que la Nature & la Raison leur imposent ; enfin ils sont subordonnés à celles de la Société qui,



lorsque ses loix sont justes, n'est que l'interprète fidele de la Nature & de la Raïson.

LE Gouvernement, organe de la Société ou chargé par elle de fixer les bornes de la liberté de ses membres, s'explique par les Loix. Lorsque ces Loix sont justes, elles font jouir les Citoyens de toute la liberté que la Nature & la Raïson leur permettent d'exercer, relativement aux besoins & aux circonstances de la Société. Sous un Gouvernement injuste, ses Loix dictées par le caprice, la violence & l'intérêt particulier, privent presque toujours le Citoyen de ses droits les plus raisonnables, & l'intérêt du législateur devient la seule mesure de la liberté.

### §. II. *Sa définition.*

AINSI la Liberté est la faculté de faire pour son bonheur tout ce que permet la nature de l'homme en Société. Cette définition sera propre à distinguer la vraie liberté de cette indépendance totale & chimérique qui ne fut jamais le partage de l'homme; elle nous fera connoître combien elle differe de cette licence déraisonnable, dont l'usage seroit contraire à nous-mêmes & aux autres. Lorsque la liberté nous fait commettre des actions opposées aux Loix de la Nature & de la Raïson, & par conséquent contraires au but de la Société, elle n'est plus qu'un délire que nos associés ne peuvent tolérer, qu'ils doivent, pour l'intérêt de tous, réprimer & punir. Mais d'un autre côté, quand la loi nous empêche de faire ce que la nature, la raïson, le bien de la Société exigent de nous ou nous permettent, elle est injuste & tyrannique; elle excède son pouvoir, vù



que toute loi civile ne peut qu'appliquer les loix de la Nature ou les interpréter de la maniere la plus conforme au bien de chaque Société.

LE bien de la Société totale doit donc être la mesure de la liberté de ses membres. Les hommes, en s'associant, lui soumettent leurs actions; ils s'imposent le devoir de ne point faire usage d'une indépendance illimitée, parce qu'elle détruiroit l'objet qui les rassemble. D'un autre côté, en sacrifiant cette indépendance nuisible, chacun d'eux n'a point consenti à se dépouiller du droit de faire ce qui, sans nuire aux autres, pouvoit contribuer à sa propre félicité & à sa propre sûreté. Ainsi jamais ni la Société ni ses membres n'ont pu renoncer à la liberté.

### §. III. *Doit être distinguée de la licence.*

L'ILLUSTRE auteur de l'*Esprit des Loix* dit qu'*être libre n'est pas faire ce que l'on veut, mais faire ce qu'on doit vouloir.* D'après ce principe incontestable, il est aisé de sentir que nul homme sur la terre ne peut prétendre à une indépendance totale. Quelqu'origine que l'on donne au genre humain, l'homme, même tout seul, seroit toujours obligé de se conformer aux devoirs que sa nature lui prescrit; il ne pourroit les violer sans nuire à son propre bien-être. Mais il ne fut jamais parfaitement isolé; il dépendit de ses parens, de sa famille, en un mot, de la Société où la naissance l'avoit placé. Quelques fussent les institutions & les conventions humaines, jamais elles ne purent accorder à aucun membre de la Société une indépendance absolue, ou le droit de faire ce qu'il vouloit. Pour qu'un homme fût in-



dépendant, il faudroit qu'il fortît de sa nature, il faudroit qu'il renonçât à son espece. Des loix nécessaires dirigent tous les êtres de la Nature & constituent pour nous l'ordre de l'univers ; des loix naturelles également nécessaires dirigent les hommes & maintiennent l'ordre dans la Société. Le Souverain à qui sa Nation a confié le pouvoir le plus étendu, est forcé de reconnoître les loix de cette Nature qui lui commande en souveraine ainsi qu'au plus foible de ses Sujets. Par la constitution éternelle & nécessaire des choses, ces loix ne sont jamais transgressées sans péril : l'homme tout seul qui les viole, en est puni tôt ou tard par la diminution ou la perte de son bien-être : l'homme social qui les outrage est châtié par la haine de ses associés dont l'idée produit en lui la crainte & le remors : la Société toute entiere est punie de ses infractions aux loix de la Nature par les désordres, les vices & les crimes qui la troublent. Les Nations sont punies de la violation de ces mêmes loix par les malheurs durables qu'elles se font réciproquement éprouver. Les Tyrans & les Despotés qui méconnoissent ou méprisent ces loix si respectables pour se livrer à la licence de leurs passions effrénées, en sont sévèrement châtiés, par les craintes, les soupçons, les allarmes & la ruine de leur propre pouvoir. Tyrans licentieux ! qui dans votre folie prétendez asservir la Nature à vos injustes caprices, elle est plus forte que vous & vos armées ; elle vous punit tôt ou tard de vos attentats & de vos rebellions.

GARDONS-NOUS donc de confondre une indépendance chimérique totalement incompatible avec l'ordre des choses, ou une licence destructi-



ve, avec la vraie liberté, qui doit être le partage de tout être sociable & raisonnable, qui est un droit inaliénable de sa nature, & dont il n'y a que l'injustice & la violence qui puissent le dépouiller.

#### § IV. *Causes de la perte de la Liberté.*

MALGRÉ l'amour que tous les hommes ont pour la Liberté, malgré l'authenticité des titres qui constatent leurs droits, la terre est couverte de Peuples infortunés que des Maîtres hautains privent du bien le plus cher à tous les cœurs. Ce problème paroîtroit sans doute insoluble, si l'histoire ne nous faisoit connoître que la violence dans tous les âges établit autrefois la plupart des Gouvernements ; la force & la ruse les ont depuis maintenus ; l'habitude, la paresse, la terreur & l'ignorance ont amorti les ressorts du cœur humain ; elles sont, pour ainsi dire, parvenues à dénaturer l'homme & à l'avilir à ses propres yeux : une volonté toujours une, agissante, décidée dans les Souverains, rendit sans cesse inutiles, les efforts que pouvoit faire la Société communément divisée, engourdie & privée des forces nécessaires, soit pour maintenir ses droits, soit pour les recouvrer. L'intérêt des dépositaires du pouvoir, presque toujours séparé de celui de la Nation, en fit communément les ennemis les plus cruels de sa Liberté. Accoutumé à ne regarder ses Sujets que comme un troupeau d'esclaves dont il peut disposer à son gré, le Despote se figure que leurs actions, & même leurs pensées doivent être continuellement subordonnées à ses volontés supêmes.



DES Maîtres absolus, peu faits à la résistance, encouragés par la flatterie, rendus sourds à la raison, au-dessus de toutes les regles, se persuadent que la Nature, plus favorable pour eux que pour les autres, veut que, par un privilege spécial, ils jouissent seuls de la licence, tandis que leurs Sujets languiront dans les fers; rien ne manque à l'asservissement des Sujets & à l'orgueil de leurs Maîtres, lorsque la superstition vient donner la sanction divine au Despotisme & lorsqu'elle interdit aux hommes le desir même d'améliorer leur sort en ce monde.

§. V. *Dangers de la Licence.*

TELS sont les obstacles puissants qui s'opposent à la Liberté des Peuples. Trop adroits pour attaquer de front, un bien dont l'amour est gravé en caracteres ineffaçables dans le fond de leurs cœurs, les fauteurs de la tyrannie affectent sans cesse de confondre la Liberté naturelle & raisonnable avec l'indépendance, l'anarchie, la licence, en un mot, avec l'abus de la Liberté. Les membres d'une Société ne peuvent être libres qu'autant que des loix raisonnables le permettent. N'obéir qu'à des loix justes, c'est jouir de toute la Liberté qu'un Citoyen puisse désirer. Si le Pouvoir Souverain doit se renfermer dans de justes bornes, l'intérêt de la Société en met aussi à la liberté; sans cela chaque homme, dès qu'il en auroit la force, exerceroit sur les autres la tyrannie la plus cruelle. Le Peuple dans la Démocratie n'a souvent aucune idée de Liberté, & son empire est souvent plus dur que celui du tyran le plus barbare. Si l'abus du Pouvoir introduit



le Despotisme, un enthousiasme aveugle conduit à l'anarchie, désordre qui met chaque homme à la merci de son semblable, qui rend la Société plus malheureuse que le Despotisme, & qui bientôt l'amène. Celui-ci fait, sans doute, un grand nombre de malheureux; l'autre étend l'infortune à tous les membres de la Société. Si ceux qui gouvernent les hommes ne peuvent qu'abuser du Pouvoir, le Peuple, quand la raison ou son intérêt véritable cessent de l'éclairer, ne peut qu'abuser de sa liberté. C'est comme on l'a vu ci-devant dans le sein des Tyrans, que les Nations affoiblies par la licence & l'anarchie vont se consoler de leurs désordres. La liberté, sans la raison, est une arme funeste. Un Peuple vertueux connoît seul les droits de la vraie liberté. L'histoire de la plupart des Républiques nous offre sans cesse le tableau révoltant des Nations que l'anarchie baigna dans leur propre sang.

#### §. VI. *Ses remèdes*

IL n'y a que des loix sages & fondées sur la raison qui puissent mettre la Société également à couvert, & des entreprises du Despotisme, & des malheurs de la Licence. Ainsi ne nous y trompons pas, la véritable liberté n'est le partage exclusif d'aucun Gouvernement. Dans la Démocratie, le Peuple, Souverain en apparence, n'est que trop souvent l'esclave des Démagogues pervers qui le flattent & qui allument ses passions, & devient un Tyran. L'intérêt & la passion changent quelquefois les Républicains les plus jaloux de leur propre liberté, en des oppresseurs très injustes de la liberté des autres.



L'ENFANT sans expérience ou sans raison ne peut qu'abuser à son propre préjudice de la liberté qu'on lui laisse: l'éducation, en cultivant ses facultés, lui apprend à distinguer les passions qu'il doit suivre de celles qu'il doit réprimer. La saine Politique devoit être l'éducation des Peuples; elle devoit les instruire, leur former l'esprit & le cœur, les rendre humains & justes, les rendre sociables. Mais une fausse politique, ou néglige l'instruction des Citoyens ou s'y oppose formellement; trop souvent ceux qui gouvernent les Nations ne leur donnent que des exemples d'injustices, de violences, de perfidies propres à confondre dans les têtes toutes les idées de la morale: celle des Princes n'est très souvent qu'un long tissu de crimes. Des Souverains licentieux enseignent la licence à leurs Sujets. Des Prêtres trompeurs ou fanatiques, loin d'instruire les Peuples, les rendent insociables & turbulents. Egarés par de tels conducteurs, les hommes ont rarement des idées saines de liberté, & se conduisent en bêtes féroces pour l'acquérir ou la défendre.

SOUVENT, par un étrange abus des mots, la liberté sert de masque même à la Tyrannie la plus évidente. Le Noble Polonois, le Prince Germanique n'appellent-ils pas *Liberté*, le droit de faire gémir leurs Serfs & leurs Sujets sous l'oppression la plus cruelle, sans que ceux-ci puissent trouver aucun appui dans l'autorité du Monarque? Sous le gouvernement féodal, des Seigneurs armés & turbulents donnoient le nom de liberté aux violences qu'ils exergoient impunément sous les yeux d'un phantôme de Souverain, trop foible pour les réprimer. Dans



quelques Républiques Aristocratiques, la liberté ne consiste que dans les droits que s'arrogent les Magistrats & les Nobles sur un Peuple qu'ils gouvernent en vrais Despotes. Quelques Républiques modernes nous prouvent que sous des Magistrats, le Peuple est souvent aussi gêné que sous le Tyran le plus avoué. Enfin ceux qui gouvernent les Etats, appellent souvent liberté la faculté d'opprimer leurs Sujets. En général, chaque homme s'imagine qu'être libre, c'est faire indistinctement ce que l'on veut. Mais pour être en droit de faire ce qu'on veut, il ne faut vouloir que ce qui est utile à nous-mêmes sans nuire aux autres. D'où l'on voit qu'il faut être homme de bien, sociable, pénétré d'un sentiment profond & raisonné de justice & d'humanité, pour contenir des passions qui, trop souvent, nous sollicitent à faire un abus criminel & dangereux de notre liberté.

§. VII. *La Liberté doit être fondée sur la raison & sur la vertu.*

Si très peu d'hommes sont bons, c'est que très peu d'hommes ont des principes sûrs de morale. Si les Peuples sont méchants, c'est que ceux qui les conduisent les rendent tels, & dépourvus eux-mêmes d'équité, de prévoyance & de raison, ils les invitent à la Licence au défaut de la vraie liberté qu'ils les empêchent de connoître & de goûter. La prétendue Liberté dont jouissent quelques Nations, n'est si turbulente, que parce qu'elle n'a pas encore été fondée sur les bonnes mœurs, sur les lumières, sur la vertu, qui seules apprennent aux hommes à contenir



leurs passions dans des bornes. La morale est la vraie base de tout bon Gouvernement.

ON est libre par-tout où la loi gouverne; on est esclave par-tout où quelqu'un est le maître de la Loi; on vit sous la Tyrannie, par-tout où le Souverain peut être injuste impunément. Sous le Gouvernement le plus absolu, le Citoyen sera libre, dès que son Monarque aura de l'équité; par-tout il sera misérable, dès qu'il sera forcé d'obéir au caprice. Sous *Titus*, Rome est plus libre que sous son ancien sénat: sous *Domitien*, elle retombe dans les fers.

LA liberté n'est permanente, que lorsqu'elle est assurée par une force capable de faire observer la justice à tous les membres de la Société, & de faire observer les loix destinées à fixer les bornes de l'autorité de ceux qui gouvernent & de la liberté des Sujets. Alors des loix liées à la constitution de l'Etat ne peuvent être violées sans péril; vouloir remuer ces bornes, ce seroit s'exposer à des dangers effrayants, même pour l'ambition la plus intrépide.

#### §. VIII. *Idées justes de la Liberté.*

DANS les heureuses sociétés qui seroient soumises à des Souverains équitables par eux-mêmes, ou forcés de l'être par la constitution de l'Etat, loin d'envier à leurs Peuples les avantages que la Nature leur accorde, il ne leur resteroit que l'occupation si flatteuse de leur procurer les biens qu'elle a pu leur refuser. En donnant la liberté à des hommes réunis & vraiment éclairés sur leurs intérêts mutuels, la Nature & la Société



aurôient fait tout pour eux. Une législation claire, impartiale, exempte des faillies du caprice & de l'intérêt particulier, commanderoit également à tous les ordres de l'État; la justice tiendrait la balance entre eux; elle fermeroit les yeux sur les distinctions de la naissance, de la fortune, de la faveur; elle mettroit la foiblesse à couvert des attentats de la puissance. Les possessions du Citoyen rendues sacrées ne tenteroient point impunément l'avidité des plus forts; elles seroient assurées à leurs légitimes possesseurs, certains de les transmettre à leur postérité. La personne de tout Sujet, sous la sauve-garde de la Loi, n'appartiendrait qu'à l'État & à lui-même; elle seroit inviolable & sacrée pour l'Autorité Suprême. Le pauvre protégé par la volonté de tous, trouveroit de l'appui contre le crédit, le pouvoir & la passion. Dans le châtiment même de ses excès, des Loix, des formes constantes & des tribunaux irréprochables retraceroient au criminel cette liberté dont il s'est rendu indigne par l'abus qu'il en auroit fait.

§. IX. *Avantages qu'elle procure au Souverain.*

Si les Souverains étoient plus justes; si la raison avoit droit de leur parler; s'ils étoient vraiment occupés du bonheur de leurs États, loin de déclarer la guerre à la liberté de leurs Sujets, ils mettroient leur bonheur à les faire jouir d'un bien si cher; ils s'applaudiroient de l'heureuse impossibilité où les loix les mettroient de nuire à des hommes qu'ils doivent protéger; ils se feroient une gloire d'être les exécuteurs des oracles de la raison, de ces loix sages faites pour le plus



grand bien de tous: ils feroient alors obéis fans murmures; une autorité fans bornes est inutile, lorsqu'elle n'a point de caprices à satisfaire; les loix qui la limitent sont, pour les Souverains, le gage de la soumission de leurs Sujets. Les hommes n'obéissent jamais plus fidèlement, que lorsqu'ils obéissent à une autorité raisonnable & bienfaisante.

NE croyons donc pas que la liberté diminue la puissance réelle des Souverains & le respect des Peuples. Un Monarque n'est grand, que lorsqu'il commande à des hommes dont le cœur est élevé; il n'est puissant, que lorsque ses ordres sont exécutés par des Citoyens empressés à concourir au bien de la Patrie. Sous un tel Maître, les Nobles ou les Grands, distingués par eux-mêmes n'ont pas besoin de tirer leur lustre de la faveur; ils ne sont point les jouets des caprices d'un Despote inconstant. Si comme sous le Despotisme, ils n'ont pas le privilege odieux de tyranniser les foibles, d'écraser le malheureux, ils ne sont pas eux-mêmes exposés à devenir les victimes des soupçons, de l'intrigue, de la cabale & de l'envie; leur état n'est emprunté ni de la naissance ni de la fortune; ils le doivent à leur justice, à leurs bienfaits, à leurs services, qui seuls méneront à la considération, dans un pays où regnent la Raison & la Liberté. Les titres, la faveur, le faste n'en imposent qu'à des esclaves vains & frivoles, qui n'ont pas des idées vraies de la grandeur. Le Despotisme confond réellement tous les rangs qu'il semble distinguer. Il ne fait que diviser tous les ordres de l'Etat pour les réduire successivement en servitude. Les Grands ne sont sous lui, que des insectes éphémères dont l'éclat n'a point de durée.

§. X. *Est avantageuse à tous les Citoyens.*

ON voit donc que tous les membres d'un Etat sont également intéressés à voir régner la liberté; si elle protege le foible, elle assure aussi la grandeur des Nobles, elle affermit le trône du Monarque, elle réunit dans ses mains les volontés & les forces de ses Sujets; enfin elle donne à l'Etat, la puissance & le ressort dont il a besoin pour repousser les entreprises de ses ennemis.

NE croyons pourtant pas que la liberté puisse établir une égalité chimérique que la Nature a refusée aux hommes; chacun dans une Nation libre, jouit des avantages que son talent, son travail, son industrie, le hazard même lui procurent; mais il ne lui est point permis de s'en prévaloir contre ceux qui n'ont point les mêmes facultés. Des loix impartiales & inflexibles commandent également à tous; c'est en cela qu'elles établissent une égalité très réelle, la seule à laquelle les hommes aient le droit de prétendre. La Liberté ne connoît que la lettre de la loi; dès que l'on s'arroge le droit d'interpréter la Loi; on la fait bientôt plier aux volontés des grands; on s'en sert pour opprimer les petits; elle devient arbitraire; elle anéantit la liberté & la sûreté communes à tous. La Loi n'est jamais faite pour se prêter aux intérêts des corps, des individus, ni de ceux qui gouvernent. Un Etat n'est point vraiment libre par-tout où il faut des richesses, du crédit, de la protection pour obtenir justice; c'est le droit & non l'homme qui doit la faire rendre. Il n'existe point de liberté, par-tout où quelques citoyens jouissent de privilèges



leges ou de prérogatives injustes ; tout privilege, est injuste, quand il est onéreux au plus grand nombre des membres de la société : le véritable privilege de l'homme libre, c'est de voir ses droits garantis par tous ses Concitoyens.

§. XI. *De la Sûreté.*

DE tous les avantages qui doivent rendre la liberté chere aux Citoyens, il n'en est point de plus grand que la sûreté qu'elle procure à leurs personnes, à leurs justes droits, à leur propriété. En vivant en société, en se soumettant à un Gouvernement, les hommes ont eu nécessairement pour objet, non seulement la conservation de leur personne, mais encore celle des biens que leur travail, leur industrie, leurs talents ou ceux de leurs peres leur auroient procuré : des choses nécessaires à leurs besoins, servent à rendre leur existence agréable. La propriété fut toujours une pomme de discorde entre les hommes : elle produisit de tout tems dans chaque Société, un combat continuel entre le Souverain & ses Sujets. Les dépositaires de l'Autorité destinée à maintenir les hommes dans la possession de leurs droits, ne chercherent communément à étendre leur pouvoir, à écraser la liberté des Peuples, que dans la vue de se rendre maîtres de leurs biens & du fruit de leurs travaux : excités par des Ministres injustes & flatteurs, importunés par des Courtisans affamés, sollicités par des Favis infatiables, & encore plus par leurs propres passions, les Souverains ne sont devenus le plus souvent que des ravisseurs que nulle force ne put réprimer. Par là les secours

que le Citoyen est obligé de fournir pour le soutien de l'État furent communément détournés de cet objet essentiel, & servirent à récompenser les vices & à repaître le faste & la vanité des Cours. Le Monarque souvent réduit à la pauvreté au milieu des trésors dont il dispose, se vit obligé de recourir à mille extorsions pour arracher à ses Sujets une portion de leurs propriétés qu'ils ne donnent jamais qu'à regret, surtout, lorsqu'ils voient l'indigne usage auquel on les destine.

#### §. XII. *De l'Impôt volontaire.*

UNE des plus grandes prérogatives d'un Peuple libre consiste dans le droit de s'imposer à lui-même ce qu'il juge nécessaire aux besoins de l'État; des règles impartiales obligent alors chaque Citoyen de contribuer, suivant de justes proportions, au maintien de l'ensemble: les Impôts arbitraires annoncent un Gouvernement inique qui s'arroge le droit de ménager ses créatures & d'écraser le Citoyen. Sous une telle administration il arrive communément que l'homme opulent & puissant est épargné, tandis que tous les impôts accablent le foible & le misérable, à qui personne ne daigne s'intéresser.

DANS une Nation qui jouit de la vraie liberté, la répartition de l'impôt ne peut être arbitraire; les emplois en doivent être connus; les dépositaires du pouvoir, comptables eux-mêmes à la Société, sont les administrateurs & non les propriétaires des deniers publics: dès qu'il arrive en cela des abus, c'est que les loix n'y ont pas



suffisamment pourvu: elles ont dû élever des barrières que l'intérêt & l'avidité, aidés de la ruse, ne puissent pas franchir. Au moyen de la portion des biens de ses membres sur laquelle la Société s'est réservé des droits, elle s'engage à assurer à chacun d'entre eux la possession de tout le reste; ce n'est qu'à cette condition que le Sujet peut consentir à lui remettre une portion du fruit de ses travaux. Mais, dira-t-on, quelle est la juste mesure de ce que la Nation doit contribuer à sa propre conservation? Ce sont ses besoins réels; ce sont ses circonstances, & non les fantaisies de ces chefs, ou l'avidité d'une Cour qui doivent en décider.

§ XIII. *La liberté fait naître l'industrie.*

Ce n'est point par son étendue, par ses armées nombreuses, par l'éclat de ses victoires, par le luxe de ses villes, par le faste de sa cour, par les superbes monuments de ses Rois que l'on peut juger de la prospérité d'un Peuple; c'est par son industrie & surtout par la culture. Mais ce n'est que dans une Nation libre que se trouvent la sécurité, l'aisance, le courage, l'activité qui les font naître. Tranquille dans ses possessions, le Citoyen se livre avec ardeur au travail pour féconder le champ que l'injustice ne lui peut ravir. Une famille nombreuse augmente-t-elle ses besoins? il forcera la terre à lui fournir de plus amples récoltes, & loin d'être affligé, il sera content de se voir multiplier dans une postérité qu'un travail modéré & partagé entre un plus grand nombre de bras rendra aussi heureuse que lui. Il consent avec plaisir à payer des impôts qu'il sçait

nécessaires au soutien de la Patrie qui le protège ; il n'a pas la douleur de voir employer le fruit de son labeur à repaître le luxe ou l'avarice de ceux qui le gouvernent. Il aime son pays , parce qu'il y vit heureux ; il chérit ses Maîtres , parce qu'il les voit occupés de lui ; son attachement pour eux fondé sur celui qu'il a pour lui-même , n'est point un enthousiasme sans motifs , une admiration stérile de la grandeur que l'habitude & l'opinion font contracter quelquefois aux Sujets d'un Despote , sentimens qui sont toujours accompagnés de celui de leur propre néant. Fondé sur l'amour légitime de lui-même , l'attachement de l'homme libre pour son pays est plus solide & plus raisonné ; il connoît une Patrie , parce qu'il en est une là où les Citoyens éprouvent le bien-être. Des ennemis injustes viendront-ils l'attaquer ? Se voit-elle menacée par des conquérans ambitieux ? Veut-on lui ravir les avantages dont elle jouit ? Aussitôt l'enthousiasme embrase le cœur du Citoyen ; il seconde les efforts de la Patrie ; il sçait que ses ennemis sont les siens ; il n'ignore pas qu'en défendant l'Etat , il se défend lui-même ; son intérêt s'oppose à tout changement parce qu'il ne pourroit que lui être désavantageux.

L'HABITANT des villes se livre à l'industrie ; le desir qu'il a de s'enrichir lui-même tourne au profit de la Société ; les passions des Citoyens convenablement dirigées , lui sont toujours avantageuses ; ce n'est jamais que l'objet qui les rend utiles ou nuisibles. Ainsi cette passion qui se satisfait par le commerce , procure au Citoyen une opulence dont l'Etat ressent les effets. Les entreprises que le desir de l'aisance lui suggere ,



dégagées des entraves de la Tyrannie ou du joug des taxes accablantes & des avanies despotiques, ouvrent une libre carrière à ses vœux; s'il sacrifie une portion des profits qu'il retire, la raison lui montrera qu'il la sacrifie à lui-même & qu'il doit payer la Société pour ses soins & ses secours, sans lesquels il n'auroit pu ni acquérir ni jouir.

§. XIV. *De la Liberté Religieuse.*

POUR être libre, il ne suffit pas que la personne & les possessions du Citoyen soient à couvert de l'oppression; il faut encore que son esprit débarrassé des chaînes de la Tyrannie, puisse suivre en liberté les idées qu'il juge vraies, utiles, nécessaires à son bien-être. Les hommes sont religieux, mais ils ne le sont point de la même manière. Tous les Peuples adorent, soit un Dieu, soit des Dieux qu'ils se peignent sous des traits différens, & qu'ils honorent à leur manière. Lorsque l'habitude, l'éducation, l'opinion ont accoutumé l'homme à envisager constamment sous un certain point de vue, la puissance invisible de laquelle il croit dépendre & qu'il respecte comme l'arbitre de son fort, ces idées s'identifient avec lui & lui deviennent nécessaires: vainement tenteroit-on de les lui faire changer; son esprit indomptable se roidit contre la violence; il s'attache à ses opinions en raison même de la contradiction qu'elles éprouvent; il y tient d'autant plus, qu'il les suppose agréables à l'être qu'il regarde comme le plus important de la nature. Les opinions des hommes ne sont & ne peuvent être uniformes sur l'essence divine que tous adorent avec une égale ignorance: il ne peut y avoir d'accord dans la façon de penser sur son compte,

ni dans la maniere de le servir ou de mériter sa bienveillance. Toutes ces choses, fondées sur des doctrines, sur des usages, sur des révélations, qui ne sont jamais les mêmes, varient dans toutes les têtes & chacun se persuade que sa façon de les voir est la meilleure, c'est-à-dire la plus utile à sa félicité.

C'EST donc violenter les hommes dans l'objet qui leur est le plus cher ; c'est les rendre malheureux, que de vouloir les troubler dans l'exercice des devoirs qu'ils rendent à la Divinité. Leur amour-propre ou leur enthousiasme s'allumeront toujours en faveur d'opinions sur lesquelles ils se feront un mérite d'être obstinés : chacun croira qu'il y auroit le plus grand danger pour lui à y renoncer : la Société se trouvera donc divisée ; une partie de ses membres, sous prétexte de zèle, s'occupera du soin de tourmenter les autres qu'un zèle égal enivrera de même. Il naîtra des haines envenimées que l'expérience de tous les âges nous prouve être les plus affreuses qui puissent déchirer & troubler les Nations. Les divisions religieuses ont sur-tout les conséquences les plus terribles, lorsque l'Autorité Souveraine a la folie de vouloir mettre de l'uniformité dans des sentimens qui n'en sont pas susceptibles, ou de prétendre régler sur les siennes, la conduite & les idées des Sujets relativement à une chose plus respectable pour eux, que toutes les loix humaines, que l'Autorité des Rois & que leur propre vie.

#### §. XV. *Tyrannie de l'Intolérance.*

Si c'est une Tyrannie que de déponiller un Citoyen de ses biens, c'est une Tyrannie, c'est



une cruauté bien plus criante de lui ravir ses opinions sur un Dieu qui lui est souvent plus cher que ses biens & que sa propre conservation. Une saine politique ordonne de tolérer dans un Etat toutes les religions & toutes les sectes adoptées par les Citoyens, de tenir une juste balance entre elles, de ne jamais souffrir qu'aucune opprime les autres ou trouble leur tranquillité. Le Gouvernement perd le droit de juger entre elles, dès qu'il se rend partie.

PAR un phénomène bien étrange, c'est pourtant un pays despotique qui nous fournit l'exemple le plus parfait de la tolérance religieuse. L'Empire Chinois, gouverné par des sages à qui la morale tient lieu de Religion, permet aux Peuples, toujours enfans, toujours avides du merveilleux, de suivre en liberté la secte qu'ils préfèrent; si dans les derniers tems le Gouvernement a donné l'exclusion à la Religion Européenne; l'intolérance de cette secte, l'indépendance où ses Ministres veulent être de la Puissance Temporelle, enfin le tort que le célibat fait à la population, furent les motifs qui déterminèrent les Empereurs Chinois à la bannir de leurs Etats.

C'EST une violation injuste de la liberté; c'est un attentat contre la Société, que de vouloir forcer les hommes à quitter un culte qu'ils supposent agréable à leur Dieu, pour en embrasser un autre qu'ils croient abominable à ses yeux. L'Autorité dégénere encore bien plus en une Tyrannie insensée, lorsqu'elle veut prescrire aux hommes ce qu'ils doivent penser: chargée par la Société de diriger les actions extérieures, jamais la Puis-



sance Souveraine ne peut sans folie s'arroger le droit absurde de régler ou de contraindre les mouvemens secrets du cerveau de ses Sujets. Le cœur de l'homme est un sanctuaire inviolable, dans lequel il n'y a que la fureur qui puisse tenter de pénétrer; là son propre jugement est fait pour porter seul le sceptre. Un homme ne s'éprend que des idées qu'il croit conformes à son bien-être; il adore son Dieu, sous le nom, dans la forme qu'il juge lui convenir; le Souverain, sans déraison, ne peut jamais prétendre au droit barbare de porter le trouble dans les consciences. S'il avoit de la raison & de l'équité, il se garderoit bien de seconder les fureurs des fanatiques & des mercénaires qui regardent comme indigne de vivre ou de jouir des avantages de la Société, quiconque refuse de se soumettre à leurs idées abstraites ou à leurs décisions présomptueuses. Vainement exagéreront-ils les dangers de la liberté de penser; les dépositaires de l'Autorité doivent sentir qu'il n'est point pour l'Etat de dangers plus réels, que de semer le trouble & de réduire au désespoir une partie des Citoyens pour mettre en vogue des opinions indifférentes, des pratiques arbitraires, des mystères impenétrables. Les systèmes religieux ne troubleront la Société, que lorsque l'injustice & la tyrannie s'efforceront de les étouffer. Un Législateur ne doit s'occuper, que des actions des hommes; dès qu'ils seront utiles & vertueux, ils doivent être libres de penser comme ils voudront. Il eût été plus avantageux à l'homme d'être totalement privé par la Nature de la faculté de penser, que d'être obligé de la régler suivant les caprices des autres. Un gouvernement sage commande à la superstition même.



me; il tolere ses extravagances, lorsqu'elles sont devenues nécessaires aux hommes; il les réprime, lorsque leurs effets sont nuisibles: son rôle est de faire concourir toutes les sectes au bonheur de la Société. La liberté de penser, de parler & d'écrire est le soutien d'un bon Gouvernement; il ne paroît dangereux qu'à celui qui se croit intéressé à n'avoir ni justice ni raison.

§. XVI. *De la Liberté dans les écrits.*

Ce qui vient d'être dit peut déjà servir à fixer la conduite qu'un Gouvernement éclairé doit tenir relativement aux discours & aux écrits des Citoyens. De tout tems la Tyrannie, ennemie de toute liberté, poursuit avec fureur ceux qui, par leurs ouvrages ou leurs discours, éclairoient leurs semblables sur les matieres les plus importantes. „ *De quel droit, nous dit-elle, un vil Su-* „ *jet se mêleroit-il du Gouvernement?* ” C'est par le même droit qu'un passager éveillé peut quelquefois donner un avis salutaire au pilote endormi qui tient le gouvernail du navire où il se trouve lui-même. Les Souverains & leurs Ministres seroient-ils les seuls mortels à qui les conseils fussent inutiles? Que reste-t-il d'intéressant pour les hommes, s'il ne leur est point permis de s'occuper de la religion de laquelle la plupart font dépendre leur félicité éternelle, & du Gouvernement qui décide de leur bien-être en ce monde. N'est-ce pas réduire les hommes à l'enfance, que de priver leur esprit d'occupations sérieuses? Cette vérité peut servir à nous faire connoître la source de la puérilité, de la frivolité, de l'ineptie que l'on remarque dans les ouvrages de quelques Nations, dont les Ecrivains n'ont pas

coutume de s'occuper d'objets utiles & grands. Il ne peut y avoir d'écrits solides & vraiment intéressants que dans les pays où il est permis d'être Homme & Citoyen.

§. XVII. *De la licence dans les écrits.*

D'un autre côté, la licence, masquée sous les dehors de la liberté, prétend que l'on ne peut sans injustice réprimer aucuns de ses excès. Mais la raison nous montre un juste milieu entre ces extrémités. Lorsque les discours & les écrits, sans fruit pour le public, portent le trouble dans le cœur, soit des Chefs équitables d'une Société, ou des Citoyens honnêtes, ils sont très condamnables; mais lorsqu'ils attaqueront des hommes pervers qui prétendent jouir en paix & sans remors de la misère publique, quel est l'esclave assez dépourvu de pudeur pour oser les blâmer? C'est le devoir d'un bon Citoyen de déférer à la Patrie les ennemis publics ou cachés qu'elle renferme dans son sein. Mais, dira-t-on peut-être, le dénonciateur ne peut-il pas être aveuglé par l'esprit de parti, par la passion, par l'intérêt personnel? Oui, sans doute; mais alors il est un calomniateur détestable ou un lâche assassin, digne de la haine de ses Concitoyens.

MAIS de ce qu'un incendiaire se sert du feu pour causer un incendie, l'Autorité doit-elle en conclure qu'il faut ôter le feu à tous les Citoyens? Est-elle en droit de rompre tous les chemins, afin d'empêcher qu'il n'y ait des voleurs de grands chemins? Tout Citoyen doit ses talens à sa Patrie; tout homme qui a médité lui doit le fruit de ses réflexions. Peut-on regarder comme nui-



ſible , un ouvrage dans lequel l'Auteur, guidé par l'amour de ſa Patrie, par l'enthouſiaſme de la vertu, indiquera ſans ſiel, les moyens qu'il croit propres à la rendre plus heureuſe ? Traitera-t-on d'attentat puniſſable, l'action d'un Citoyen qui découvre à la Société & à ceux qui la gouvernent des abus dangereux, uniquement fondés ſur des impoſtures, des préjugés, des injuſtices que des Nations entières paient de tout leur bien-être ? Un ouvrage eſt-il répréhenſible, lorsqu'il tend à ramener aux loix de la Nature & de la Raiſon, les Souverains que leurs imprudences en écartent ſi ſouvent ? Les bons Princes & leurs ſages Miniſtres n'ont rien à craindre des fatires ou des libelles. Un Titus, un Marc-Aurele auroient-ils été moins aſſûrés ſur le thrône, ſi quelque déclamateur inſenſé avoit frondé leur gouvernement ? La vérité n'eſt à craindre que pour les méchants ; la calomnie publique ne peut rien contre les hommes dont le public éprouve les bienfaits. Les ennemis de la Nation méritent d'être couverts de honte & d'infamie. Ceux qui violent toutes les Loix, méritent que chacun les attaque de la façon la plus ſûre & la plus efficace, pour les faire rougir ou pour les réprimer. La licence & l'injuſtice des hommes puiffants autorisent les Citoyens à leur rendre juſtice en les citant au tribunal de la Société qu'ils outragent. Quand les Loix ſont forcées de ſe taire, chacun peut devenir l'interprète & le vengeur de la Patrie. Un écrit n'eſt licentieux, que quand il nuit vraiment à la Société, & non quand il ne déplaît qu'à ſes ennemis les plus cruels.

MAIS, dira-t-on, juſqu'où peut-on permettre la liberté dans les écrits ? Lorſque la haine

particulière, le desir de la vengeance, la volonté d'exciter le trouble dicteront un ouvrage, ne fera-t-il pas, nécessaire d'en punir l'auteur? Tout auteur d'un ouvrage injuste ne tarde pas à être châtié. L'indignation publique venge bientôt la vertu & le mérite insultés; le mépris, les remors, l'ignominie font communément le partage des Ecrivains dont la passion & la fureur ont seuls conduit la plume.

IL peut résulter, sans doute, des inconvénients pour quelques individus, d'une liberté illimitée; mais il en résultera toujours des avantages inestimables pour la Société totale, aux intérêts de laquelle les intérêts de quelques membres doivent être subordonnés. Si la satire attaque ceux qui gouvernent les hommes, si la calomnie les noircit, l'opprobre retombera sur ceux qui auront voulu leur nuire. Quant aux oppresseurs du genre humain, qu'ils étouffent, s'ils se peut, les cris de la raison; qu'ils gênent la liberté de la presse; qu'ils effraient les champions de l'humanité; qu'ils persécutent la vérité; tous leurs vains efforts ne feront que confirmer leur honte & leur attirer la haine qu'ils ont justement méritée.

RIEN de plus injuste que d'ôter aux Citoyens la liberté d'écrire ou de parler sur des objets importants à leur félicité; de quel droit les priver de la faculté de s'occuper des intérêts qui méritent seuls leur attention? La vérité gagne toujours à être discutée; le mensonge & le crime ont seuls intérêt à se cacher dans les ombres du mystère. La vérité, toujours utile au genre humain, peut quelquefois choquer les Tyrans; mais, plus puissante qu'eux; elle triomphera tôt ou tard



de leurs projets ténébreux & les Peuples recueilleront ce qu'elle aura semé. Si des téméraires l'attaquent, elle sortira victorieuse des combats qu'on lui livre; il n'y a que l'injustice & le mensonge qui redoutent les épreuves & qui craignent d'être dévoilés. Ainsi, qu'une Nation jalouse de sa liberté prenne garde de punir & de décourager, sous de frivoles prétextes; ceux qui lui feront connoître ses véritables intérêts; qu'elle prenne garde que des loix imprudentes entre les mains de l'Autorité, ne deviennent les instrumens de la vengeance de ceux à qui la vérité déplaît.

AINSI, vous tous qui méditez! cherchez la vérité; occupez-vous du bien-être de la Patrie, vous lui devez vos lumieres; découvrez lui les trames de ses ennemis; attaquez les préjugés qui lui sont nuisibles; faites-lui connoître les maux qui la minent à son insçu; indiquez-en les remèdes, afin qu'aidée des circonstances elle les applique elle-même. La volonté publique a le droit de régler la marche de ses chefs & de ses législateurs; ils sont faits pour suivre la route qu'elle leur trace; ce n'est qu'à l'aide des lumieres, qu'une Nation peut perfectionner son sort. Elle ne tarde pas à tomber dans l'aveuglement, dans la langueur & dans la ruine, lorsque l'oppression la prive des secours que l'instruction peut lui donner; bientôt elle devient la victime de la tyrannie, du fanatisme & de l'imposture. Souvent très éprise elle-même de préjugés trompeurs, elle repousse avec dédain les secours qu'on lui présente; elle regarde les ennemis de ses Tyrans, comme ses propres ennemis. Mais à la fin, la semence de la vérité germe en elle: elle

rougit alors d'avoir méconnu ses enfans les plus fideles. La Tyrannie, aveugle elle-même; ne veut commander qu'à des aveugles; l'injustice, toujours ombrageuse, ne souffre pas qu'on les éclaire. C'est une marque non équivoque d'une administration dépravée, que d'interdire l'examen & de proscrire les lumieres. Une politique doit être bien étrange, lorsqu'elle traite les Citoyens les plus éclairés comme des ennemis de l'Etat!

§. XVIII. *Hardiesse dans les écrits.*

QU'EST-CE qu'écrire avec hardiesse? C'est faire connoître à ses Concitoyens, des vérités qu'ils ignorent; c'est leur découvrir des principes qu'on croit utiles, quoique contraires aux préjugés reçus ou aux passions de ceux qui décident de leur sort; c'est leur communiquer ses idées, afin de les mettre à portée d'en juger, de les adopter si elles sont vraies, de les rejeter quand elles sont fausses. L'on se récrie communément sur la témérité de ceux qui attaquent ouvertement des opinions que l'ignorance, le tems, l'autorité ont consacrées; mais la plupart des hommes ne sont que foiblement touchés des vérités neuves qu'on leur montre; ce n'est que la postérité qui recueille les fruits tardifs de l'instruction que l'on sème; elle apprécie la force des raisons, & les applique, quand elle en trouve le moyen. Les persécuteurs de la liberté ne prouvent rien par leur conduite, sinon que la vérité les allarme.

Sous un Gouvernement absolu, l'on traite d'insolence & de rébellion, les mouvemens légitimes de l'inquiétude & de l'impatience qu'un Citoyen ose montrer à la vue de l'incapacité ou



de la tyrannie. Tout gouvernement a pour but la félicité de la Nation gouvernée; mais, par une étrange fatalité, il n'est presque aucun pays où il soit permis aux Nations d'examiner comment on les gouverne. Lorsque ceux qui sont chargés de l'administration refusent d'entendre la vérité, ne semblent-ils pas avouer qu'ils font mal, & qu'ils n'ont aucun dessein de faire mieux à l'avenir.

La science du Gouvernement seroit-elle donc la seule qui n'eût besoin, ni des expériences combinées, ni des réflexions des hommes? Les dépositaires de l'Autorité auroient-ils la présomption de croire que les forces de leur génie, que leur pénétration, que leurs ressources sont infailibles & suffiront dans les circonstances les plus épineuses? Se flatteroient-ils que la législation ne puisse plus être perfectionnée? La moindre attention suffit pour les désabuser. L'art de gouverner les hommes est encore dans l'enfance; le Gouvernement est une machine qui sans cesse demande à être remontée, réparée, entretenue. Des oies ont, dit-on, jadis sauvé le Capitole. Le moindre des Citoyens peut quelquefois ouvrir un avis utile duquel peut dépendre le salut de l'Etat. Un écrit livré à l'examen du Public, est bientôt apprécié, & le jugement de la Société devient communément une règle assez sûre pour ceux qui la gouvernent. Il faut répondre à un livre par un livre, & non par des prisons & des supplices qui détruisent l'homme, sans détruire ses raisons. Les Gouvernemens qui punissent les Ecrivains hardis, ressemblent à ces enfans volontaires qui s'irritent, lorsqu'on les avertit du danger où ils s'exposent.



UN Gouvernement équitable veut commander à des hommes raisonnables & capables de sentir leur bonheur : il sçait que plus ses Sujets seront éclairés, plus ils seront vertueux. Un Gouvernement arbitraire ne veut commander qu'à des bêtes.

§. XIX. *Tous les Peuples ont droit à la liberté.*

SI tous les Peuples veulent être heureux & ont le droit de songer à leur bonheur, tous les peuples de droit sont libres ; quoique souvent esclaves dans le fait ; il n'y a que le délire qui puisse renoncer à ce droit ; il n'y a que l'ignorance qui puisse le méconnoître ; il n'y a que l'injustice qui puisse le ravir : enfin il n'y a que la stupidité la plus profonde qui puisse rendre insensible à un bienfait que la Nature destine à tous les habitans de la terre. On voit pourtant des Peuples que l'habitude a presque identifiés avec leurs chaînes, & qu'une longue inertie a rendus indifférens aux charmes de la liberté. Les préjugés de l'éducation, l'inhabitude de penser, l'indolence, la légèreté, & sur-tout la crainte étouffent souvent dans des Nations entières jusqu'au desir de changer leur esclavage contre un sort plus heureux. Le nom même de la Liberté est inconnu à ces Peuples orientaux que la religion, l'ignorance & un avilissement héréditaire livrent depuis des milliers d'années aux caprices de leurs Sultans. Comment ces infortunés desireroient-ils un bien dont ils n'ont nulle idée ? Ce desir, s'il naissoit dans leurs ames, feroit une révolte contre le Ciel qui veut que les hommes soient malheureux ici bas.



CHEZ des Peuples amollis par le luxe & qu'un Despotisme mitigé endort dans l'esclavage, on croit être libre, parce qu'on peut se livrer quelquefois à sa pétulance, aux faillies momentanées de son esprit, ou à de vains propos que méprise un Gouvernement trop puissant pour craindre les mecontents: on croit n'avoir point de fers parce qu'il est permis d'en parler. Vainement chercheroit-on dans ces ames énervées, cette indignation profonde contre l'oppression qui devroit brûler dans le sein de tout homme équitable: vainement y chercheroit-on cet enthousiasme qui échauffe le Citoyen prévoyant & occupé de sa postérité; vainement s'attendroit-on d'y trouver cette noble ardeur dont s'embrase celui qui a médité les douceurs de la liberté: ces passions sont trop grandes pour des ames foibles & rétrécies. Dira-t-on à ces hommes légers ou insensibles, que des impôts exigés avec rigueur, rendent le plus grand nombre de leurs Concitoyens malheureux, dépeuplent les campagnes, laissent les champs sans culture? Leur fera-t-on voir que leurs trésors, au lieu de servir aux besoins de l'Etat, au lieu d'être employés à sa sûreté, au lieu d'être la récompense de l'utilité, sont indignement détournés pour repaître les fantaisies d'une Cour dissolue, pour assouvir l'avarice de quelques favoris malfaisans, pour payer la bassesse & le crime? Leur fera-t-on envisager une postérité malheureuse à qui le Pere de famille n'est jamais sûr de transmettre sa fortune, ou à qui la faveur & le crédit peuvent à tout moment ravir une propriété, toujours précaire, desqu'elle n'est point assurée par les loix? Leur représentera-t-on les inconvéniens d'un commerce



troublé par l'avidité, gêné par l'autorité, dénué de protection ? Leur montrera-t-on les suites affreuses de ces guerres réitérées, entreprises, non pour la défense de l'Etat, mais pour immoler des victimes innombrables à l'ambition d'un Monarque sanguinaire, à la vanité de ses Ministres, ou bien à l'orgueil & à l'avidité de quelques Grands ? Ces vues sont trop vastes pour des yeux accoutumés à ne considérer que des objets puériles ; ces réflexions sont trop graves pour des enfans incapables de raisonner, ou sans cesse distraits par leurs amusements pueriles : contents de jouir de leurs plaisirs ordinaires, satisfaits de la permission de babiller sur leurs maux, sans songer à en trouver les remèdes, que dis-je ! assez fous pour en rire, fiers d'une prétendue égalité que l'expérience dément à chaque instant, ces esclaves se croient dédommagés des maux réels qu'ils éprouvent. La chaleur de l'homme épris de la liberté, paroît ridicule à ces êtres indolens ; fideles échos du Despotisme, ils la confondent avec la licence & la traitent de révolte ; ils s'exagèrent les maux qu'elle entraîne à sa suite. „ Voyez, nous disent-ils, les factions qui déchirent, les révolutions qui désolent les pays où regne cette liberté si vantée ; achetée au prix du sang, ne finit-elle pas tôt ou tard par devenir la proie d'un Souverain adroit ou ambitieux ?

ESCLAVES insensibles ou contents ! portez, si vous voulez, vos fers avec joie ; préférez une léthargie funeste à cette activité, faite pour animer le Citoyen ; baissez honteusement ces liens qui vous retiennent dans vos cachots ; ayez la lâcheté de vous y trouver bien parce que vous



y vivez tranquilles. Si la servitude a des appas pour vos ames vicieuses ou engourdies, elle excite l'horreur des ames honnêtes & raisonnables qui en connoissent les suites déplorables.

§. XX. *Des Factions dans les pays libres.*

LA liberté, il est vrai, fut très souvent l'ouvrage des révolutions ; rarement fut-elle celui de la raison : il fallut des passions pour détruire des passions ; ce ne fut que l'excès des maux qui força les hommes d'y chercher du remede. L'ignorance & la paresse les attachent à leur sort ; ils supportent leurs peines, tant qu'elles sont supportables. Cependant à la fin ; aigri par le malheur, l'esclave au désespoir, rompt quelquefois ses fers ; fatigué d'un pouvoir qui l'écrase, il tente alors toutes sortes de voies pour s'en débarrasser. C'est donc le Despotisme qui l'oblige à chercher dans les révolutions, des ressources cruelles & périlleuses, mais devenues nécessaires. Les révolutions sont au monde politique ce que les tempêtes & les orages sont au monde physique ; ils purifient l'air & rétablissent la sérénité. Le Despotisme, semblable aux ardeurs d'un soleil trop brûlant, amasse des exhalaisons qui s'embrasent à la fin pour produire des tonnerres dont la terre est ébranlée.

Si des factions agitent les sociétés où regne la liberté, c'est que la liberté n'y est pas encore établie sur des fondemens assez solides. Mais, dira-t-on, les habitans d'un pays libre sont-ils plus heureux que d'autres ? Leurs desirs sont-ils plus satisfaits ? Sentent-ils leur bonheur ? La possession d'un grand bien est toujours mêlée

d'inquiétude; ceux qui n'ont rien à perdre, n'ont pas lieu d'être alarmés. D'ailleurs il est de l'essence de l'homme de n'être jamais parfaitement content; ses desirs satisfaits le jettent dans l'inaction, que suit toujours la langueur. L'amour de la Liberté, que l'intérêt de tant d'hommes puissants ou rusés attaque sans cesse, est une passion jalouse & toujours éveillée. La tranquillité dont jouissent quelquefois les Sujets d'un Despote ressemble à l'inertie nécessaire des hommes retenus dans une prison; leur gaîté même n'est que celle de ces malheureux qui s'enivrent pour s'étourdir sur leurs maux: leur repos est celui d'un malade que sa langueur accable.

LES factions sont utiles à une Nation pour assurer sa liberté de plus en plus. Les Corps Politiques, ainsi que ceux des individus, demandent du mouvement & de l'exercice pour conserver leurs forces & pour se maintenir dans l'activité. La santé de notre corps dépend d'un exercice modéré qui, sans l'accabler, développe ses facultés; dans un Corps Politique, il faut de l'action il faut que les différens corps dont l'Etat est composé soient dans une lutte, qui ne devient dangereuse que lorsque l'Équilibre se détruit. La paix d'un Etat Despotique ressemble à l'inaction d'un cadavre qui n'est plus remué que par les vers qui le rongent ou par les bêtes qui le dévorent. *La servitude, dit un grand homme, commence toujours par le sommeil.* Il faut des Citoyens actifs & vigilans pour conserver une liberté que, dans la Société même, une foule d'ennemis tâchent sans cesse d'anéantir. Elle importune le chef qui veut toujours être absolu; elle déplaît à ses Ministres qui veulent opprimer sous son nom. Elle



choque les Grands qui veulent être distingués par d'injustes privilèges ; elle paroît redoutable à des Traitans qui veulent piller impunément & les Peuples & les Souverains ; elle fait ombrage aux Prêtres qui ne veulent que des esclaves crédules & soumis ; elle a pour ennemi tout homme avide , vain , frivole , corrompu que l'opulence engourdit.

§. XXI. *Du Bonheur National.*

UNE Nation est heureuse , lorsque le plus grand nombre des Citoyens jouit du nécessaire ; la félicité consiste dans l'équilibre maintenu par les loix , dans la sûreté pour sa personne & pour ses biens , dans les besoins satisfaits sans un travail trop pénible : effets heureux qui ne peuvent être les fruits que de la liberté.

QUE l'on compare un instant l'aspect que présente une Nation libre , avec celui que nous offre un Etat soumis à des maîtres absolus. D'un côté des campagnes fertiles & cultivées étaleront à nos regards le spectacle le plus riant : on y verra le cultivateur que le travail n'a point trop épuisé , entouré d'une famille nombreuse qui respire la santé & qui annonce que ses besoins sont satisfaits. Le négoce & les manufactures encouragés donneront aux villes une activité & procureront aux yeux une variété dont l'ame est agréablement remuée. L'opulence répartie donnera aux demeures les plus simples , un aspect qui prouve l'aisance de ceux qui les habitent.

IL n'en est pas de même de ces pays où le Despotisme exerce ses ravages. Des campagnes foiblement cultivées nous offrent le spectacle hi-



deux d'un laboureur décharné, pour qui une vieillesse précoce semble avoir déjà creusé le tombeau. De tendres enfans voués, dès le berceau à la misère, demandent vainement du pain à une mère que le besoin accable elle-même: le laboureur que sa cabane défend à peine contre l'inclemence des saisons, a la douleur de voir à ses côtés l'édifice insultant de la puissance qui l'opprime & de l'opulence qui s'est enrichie de ses dépouilles. Des manufactures uniquement consacrées au luxe, ne seront utiles qu'à quelques hommes privilégiés qui ont l'audace d'étaler leur faste au milieu d'un Peuple mourant de faim.

§. XXII. *Point de Patrie sans Liberté.*

NUL repos, nulle sûreté, nulle félicité pour le plus grand nombre, dans un pays d'où le pouvoir arbitraire a banni la liberté. Ce n'est que dans les sociétés où elle regne que l'on trouve de la puissance, c'est là seulement qu'il existe une Patrie. „ *Qu'est-ce donc que la Patrie?* dira l'es- „ clave dont l'ame avilie n'est point accoutumée „ à réfléchir; *est-ce cet amour imbécille du sol* „ *qui nous a vu naître?* ” Non; c'est un amour éclairé de nous-mêmes qui nous apprend à chérir le Gouvernement qui nous protège, les loix qui nous assurent notre personne & nos biens, la société qui travaille à notre félicité. La liberté seule peut procurer ces avantages; sans elle il ne peut donc y avoir de Patrie; l'amour de notre pays n'est jamais que l'amour de nous-mêmes.

QUELLE tendresse l'esclave peut-il avoir pour une terre maudite arrosée de larmes ame-



res, soumise à des maîtres inhumains, qui dépouillent ses habitans de tous les biens que la Nature leur avoit destinés ? Quels liens peuvent l'attacher à des Souverains indolens ou pervers qui, occupés uniquement d'eux-mêmes & de leurs passions, oublient ou veulent ignorer qu'ils ne sont les dépositaires du pouvoir que pour rendre leurs Sujets heureux ? Dans un tel Pays l'amour du Maître peut-il être autre chose qu'une impulsion machinale, une habitude peu raisonnée, une démence véritable, ou peut-être une lâche hypocrisie ? C'est mentir sans pudeur, que de dire qu'on aime ses Tyrans.

DANS une Société libre, un Pere fortuné vit en paix au milieu d'une famille à laquelle il inspire, dès l'enfance, l'amour d'un Gouvernement à l'ombre duquel elle vivra fortunée ; il lui apprend que ses champs ne pourront devenir la proie d'un ravisseur injuste. Il accoutumera ses fils à cette fierté mâle & généreuse que donnent la confiance & l'idée de la sûreté. Sous le Despotisme au contraire, le cœur d'un Pere s'irrite ou se flétrit à la vue des objets auxquels il a donné le jour ; il se reproche leur naissance, il craint que l'injustice ne les prive ainsi que lui du fruit de son travail : il tremble que des impôts nouveaux ne punissent son industrie ; il inspire l'abjection, la pusillanimité, la bassesse ou une stupide admiration de la grandeur, à des êtres nés pour l'esclavage & que la fierté ne rendroit que plus malheureux. Vainement attendroit-on de l'énergie dans les ames de ces hommes dégradés à leurs propres yeux : méprisé de ses maîtres, l'esclave indigent finit par se mépriser lui-même.



AINSI sans liberté il ne peut y avoir de Patrie. Les bornes de l'Etat sont pour les Sujets du Despote, un enclos dans lequel il renferme un troupeau timide pour y choisir à son gré les victimes de sa voracité. Là il n'est de bonheur à défendre que pour le Maître & pour ceux avec qui il partage le sang & la toison. Au lieu de courage, de grandeur d'ame, d'ardeur guerrière, on ne peut inspirer à des esclaves malheureux ou frivoles, qu'une ivresse momentanée, qu'une impétuosité passagère que la réflexion fera bientôt disparaître. La Société, pour être puissante, demande à être défendue par des hommes généreux dont un intérêt commun réunisse les forces & les volontés, & que le bien-être attache à la cause publique. Ces liens existeroient-ils pour des hommes qui ne peuvent qu'en tremblant porter les yeux sur l'avenir, pour qui tout Gouvernement doit être indifférent, qui, étrangers au bonheur, n'ont rien à perdre au changement. *Une Nation libre, dit Montesquieu, peut avoir un libérateur ; une Nation subjuguée ne peut avoir qu'un oppresseur.*

LE Despote ne fait des conquêtes que pour lui ; ses pertes ne peuvent intéresser ses Sujets malheureux ; l'augmentation de ses forces ne fait que le mettre à portée de mieux tyranniser ; ses succès les plus brillans ne font qu'aggraver sur son Peuple, le poids des impôts & de la misère. Le Tyran peut avoir acquis une Province de plus, mais ses anciens Etats n'en seront que plus pauvres & dépeuplés. Ces maux peuvent-ils être compensés par une gloire prétendue, ou plutôt par la fumée d'une vanité nationale dont un Peu-



ple frivole est assez fou pour se repaître ? La guerre est toujours un fléau pour les Peuples qui la font ; se réjouir ou se glorifier des victoires d'un Tyran, c'est s'applaudir des pertes réelles de son Pays ; c'est se réjouir des nouvelles chaînes dont il ne tardera pas à se voir accablé. Un Citoyen devoit gémir sur des lauriers si souvent arrosés des larmes & du sang de ses Concitoyens. N'est-il pas fait pour se réjouir, quand il voit humilier l'orgueil de ses Maîtres, qui sont souvent les plus cruels ennemis de sa Nation ?

§. XXIII. *Nulle Puissance stable sans Liberté.*

SANS liberté, sans propriété, sans sûreté, une Nation ne peut jouir longtems d'une Puissance véritable. En quoi consiste en effet la force d'un Etat relativement à ses voisins ? Qu'est-ce qui peut le rendre respectable ou le mettre à couvert contre les ennemis qui l'entourent ? La puissance d'un Etat dépend du nombre de ses Sujets ; ce nombre dépend de la facilité qu'ils ont de subsister, & leur courage dépend de l'esprit qui les anime. Ces choses ne se rencontrent, que lorsqu'un heureux gouvernement fait régner la liberté. Une population nombreuse fait, sans doute, la principale force d'un Etat ; elle fournit des bras pour cultiver la terre, pour ses manufactures, pour sa navigation, pour son commerce, enfin pour repousser les entreprises de ses ennemis du dehors. Que peut-on attendre de l'amas le plus nombreux d'esclaves stupides ou d'un essain d'esclaves légers ? L'homme libre ne craint point de se propager : en multipliant sa postérité, il multiplie son bien-être ; l'homme asservi craint de



fournir de nouvelles victimes à ses Tyrans. La population est la source de la force, elle augmente en raison du bonheur que procure une administration raisonnable. Une nation n'est heureuse que lorsque ceux qui la gouvernent, savent tourner les passions des Citoyens vers le bien général. Le Despotisme dans son délire veut être heureux tout seul; il ne sent pas que ses injustes caprices mettant des obstacles à l'activité générale, doivent sans cesse lui faire manquer son but.

**LA** conduite de la plupart de ceux qui commandent aux Nations n'est-elle pas bien étrange! Ne sentiront-ils jamais que le Souverain d'un Etat pauvre ne peut pas être riche, & que personne ne peut travailler lorsqu'on lui a lié les bras, ou quand il n'a pas l'assurance de jouir en paix du fruit de son labeur? Un Gouvernement qui connoît les droits sacrés de la liberté, a-t-il besoin de secours? il est certain de les trouver dans les mains de ses Sujets: guidé par la justice & la bonne foi il fait naître la confiance qui sert de base au crédit; convaincu que ses Chefs n'ont aucun privilège qui les autorise à manquer à leurs engagements, le Citoyen opulent leur confie sans crainte le superflu de ses richesses; la foi publique garantie par la vertu publique ne lui est point suspecte; s'il court quelques périls, ce sont ceux de la nécessité à qui tout est soumis.

**ON** voit donc que sans liberté il ne peut y avoir ni population, ni agriculture, ni commerce, ni crédit, ni confiance. C'est pourtant de ces choses que dépend la puissance d'un Etat. L'inégalité de liberté entraîne l'inégalité dans les forces des Nations. L'expérience de tous les siècles



cles nous prouve que les efforts menaçans des Despotés les plus terribles ont été mille fois obligés de céder à la puissance des Peuples qui jouissoient de plus de liberté. Les armées innombrables de *Xerxès* sont dissipées par une poignée d'Athéniens. Toutes les forces de l'Espagne soutenues des trésors d'un nouveau monde, sont rendues inutiles par les Bataves courageux.

SOUVERAINS du Monde! abjurez donc enfin les principes destructeurs d'une politique insensée: rendez à vos Sujets une liberté sans laquelle tout languit dans un Etat: elle est la base de leur félicité & de la vôtre: devenez Citoyens pour régner sur des Citoyens. Voulez-vous commander à des Peuples nombreux? rendez les peres heureux; ils multiplieront, ils peupleront vos provinces. Voulez-vous que l'abondance se fixe dans vos Etats? Faites que le cultivateur aisé chérisse le soc de ses peres. Voulez-vous que des soldats généreux secondent vos justes entreprises? intéressez tous vos Sujets à la défense de la Patrie; faites qu'ils l'aiment assez pour répandre leur sang pour elle. Voulez-vous que le commerce, les manufactures, l'industrie viennent s'établir dans votre Empire? Ne souffrez pas que le Traitant & le Concussionnaire les gênent & les découragent. Voulez-vous des Sujets vertueux & tranquilles? Souffrez que la raison les éclaire sur leurs vrais intérêts, toujours unis aux vôtres. Laissez à des Tyrans imbécilles, à des Despotés sans prévoyance, le funeste avantage de commander à des hommes stupides, à des êtres avilis & sans vertus. Songez qu'il n'y a de force réelle que dans un Peuple bien uni avec ses Maîtres.

§. XXIV. *Sans Liberté point de Vertu.*

SI comme on ne peut en douter, la vertu ne consiste que dans l'utilité générale de la Société; il ne peut y avoir de vertus véritables sans liberté. Un esclave ne peut être utile qu'à ses Tyrans.

CE n'est que dans une Nation libre que l'on peut rencontrer l'amour du bien public, le desir d'être utile à tous, l'enthousiasme de l'honneur véritable toujours fondé sur la vertu. Des ames vraiment nobles sont sensibles au plaisir d'exciter la reconnoissance, de mériter l'estime, l'amour, les applaudissements sinceres de leurs Concitoyens qui ne les doivent qu'à ceux qui s'occupent de leur bien-être. Voilà ce qui chez les Grecs & les Romains donna naissance à cette passion pour la Patrie, que tant d'esclaves du pouvoir arbitraire regardent, sans doute, comme une chimere, ou comme un accès de folie. Ce fut cette passion généreuse, infuse par l'éducation & l'exemple, entretenue par la vénération des Peuples, allumée par le desir de la gloire qui remplit autrefois ces contrées de Héros invincibles, de Citoyens bienfaisans, de Martyrs de la liberté.

UN esclave n'a nulle idée, ni d'honneur ni de gloire, il n'a qu'une vanité méprisable, nourrie par des préjugés ridicules propagés par l'intérêt de ses maîtres, souvent nuisibles à son pays. C'est pourtant à cette vanité que tant de gens d'honneur ont la folie de sacrifier si souvent, & leur gloire, & la vertu sans laquelle il n'existe point d'honneur réel, & le bonheur de leur Patrie, & leur propre liberté. La vraie gloire ne peut con-



sister que dans l'estime universelle de ses Concitoyens; l'honneur véritable ne peut être que le sentiment de sa propre dignité, fondé sur l'estime méritée des autres. En bonne foi, des hommes avilis par la servitude, & qui forgent des chaînes à leurs Concitoyens, ont-ils des droits bien légitimes, soit à la considération publique, soit à l'estime d'eux-mêmes? Concluons donc qu'*honneur & gloire* sont des mots vuides de sens dans beaucoup de pays où l'on en parle à tout moment.

IL est des Peuples qui semblent formés pour l'esclavage. Les Nations depuis longtems habituées au joug, ressemblent à des prisonniers accoutumés aux ténèbres, l'éclat du jour les incommode, lorsqu'on les présente subitement à la lumière. La liberté est un bien trop important pour être confiée à des enfans volages, qui n'en connoissent pas le prix. Entre leurs mains elle deviendrait funeste par l'abus qu'ils en feroient, ou elle ne tarderait pas à se perdre par le peu de soin qu'ils auroient de la conserver. Les Cappadociens refuserent la liberté que les Romains leur offrirent; ils demanderent à être gouvernés comme leurs peres par des Monarques absolus. Un peuple riche, livré au luxe, qui ne s'occupe que d'amusements frivoles, n'est pas fait pour la liberté. Pour sentir le prix de la liberté, il faut avoir l'ame élevée; pour l'acquérir, il faut du courage; pour la défendre, il faut sçavoir tout lui sacrifier. L'homme opulent, le courtisan, les grands sont partout disposés à la servitude. Les besoins imaginaires & les vices multipliés des êtres dépravés par le luxe, les mettent dans la dépendance d'un maître qui peut les enrichir ou con-



tenter les desirs de leur vanité. Le riche tombe bientôt dans une apathie fatale; il ne pense qu'à jouir, sans s'occuper de l'avenir. Les grands ambitieux ou vains, ne sont jamais contents, ils demandent sans cesse & dépendent toujours. Comment trouveroit-on la grandeur d'ame, l'amour de la liberté, des sentimens élevés, des vertus à des êtres soumis, que ces qualités empêcheroient de parvenir, ou priveroient des faveurs de la fortune? La vertu feroit, pour un courtisan avide & vain, le sacrifice douloureux de tout ce qu'il desire; elle n'est bientôt à ses yeux qu'un vain nom, un *grand mot*, un objet ridicule ou haïssable. La vertu n'est pas faite pour réussir auprès des Despotes & des Tyrans.

L'AMOUR des richesses engourdit les Nations & les livre à la servitude. L'homme le plus libre est celui qui a le moins de besoins: les besoins asservissent les esprits & leur ôtent toute énergie. Pour être vraiment libre, il faut ne dépendre que des loix. La liberté n'est faite que pour des hommes solides & des cœurs généreux. Le sybarite n'en connoît pas le prix; l'avare lui préfère l'argent, l'homme corrompu la vendra pour acquérir de quoi fournir à ses dérèglemens.

#### §. XXV. *De l'Esprit Public.*

DANS un pays libre, la Nation est comptée pour quelque chose: là seulement on connoît *l'esprit public* ou l'ambition de plaire à ses Concitoyens; on est sensible au plaisir de leur être utile; on est jaloux de s'attirer l'estime de la Société, que l'on a l'intérêt de mériter. C'est alors que la Société devient l'objet de l'attention de ses Chefs.



A leur exemple les Citoyens les plus distingués par leurs richesses ou leurs places s'efforcent de lui plaire. Voyez chez les Romains tous ces monuments, ces bains publics, ces aqueducs, ces cirques, ces amphithéâtres, ces chemins dont les ruines mêmes étonnent encore nos foibles ans.

DANS un pays soumis au pouvoir absolu, quels motifs pourroient engager le Monarque, les Grands ou les Riches à s'occuper d'un Public méprisé qu'ils jugent indigne de leurs soins, qu'ils ne connoissent que pour l'opprimer, & dont le bien-être leur est parfaitement indifférent ? S'il s'élève quelque monument public, ce n'est que pour flatter la vanité du Maître. Si l'on bâtit des édifices somptueux, ce n'est que pour insulter à la misère de la Nation qui se voit forcée de contribuer au faste de ceux qui l'ont dévorée. Si par hazard il se fait quelques établissemens, ce ne seront que de vains trophées que la fierté du Monarque s'élève aux dépens de son Peuple. Les monuments les plus inutiles & les plus ruineux absorberont communément son attention & ses trésors, & deviendront les objets de l'admiration stupide d'une Nation servile, assez folle pour tirer gloire de ce qui ne sert qu'à lui retracer les malheurs de ses peres, causés par l'orgueil des Rois.

#### §. XXVI. Conclusion.

Quoique tous les hommes desirent la liberté; quoique personne ne soit totalement insensible à ses charmes, le plus grand nombre des Peuples de la terre gémit, comme on l'a vu dans les fers du Despotisme; presque par-tout la Société totale est sacrifiée aux passions de quelques individus.

Il est très peu de contrées sur la terre où le Citoyen puisse dire, *je suis maître de ma personne, je puis disposer de mon champ; nulle force ne peut me ravir les fruits de mon industrie; nulle puissance ne peut me priver des bienfaits que la Nature a mis en commun pour ses enfans.* Dans les pays mêmes qui jouissent de la plus grande liberté, il est pour les Citoyens une infinité de liens, introduits par les besoins d'un Gouvernement avide ou nécessaire, qui les gênent sur les moyens les plus légitimes & les plus naturels, de travailler à leur bonheur. Il est mille vexations que l'habitude, le préjugé, l'opinion ont rendues presque insensibles. Les loix, les usages, les coutumes, les superstitions des Peuples, souvent en guerre avec le bien public, soumettent encore les hommes qui se croient les plus libres, à mille vexations dont ils se plaignent sans en chercher les remèdes : ils les trouveroient dans la raison, s'ils daignaient plutôt la consulter, que des usages antiques, des habitudes souvent nuisibles, des loix surannées, des titres mal digérés, qui presque en tout pays tyrannisent encore les Nations les plus éclairées, & les plus jalouses de leur liberté. Mais de ce que la vraie liberté n'est pas encore connue, n'en concluons pas qu'elle n'est qu'une chimère; elle sera le fruit désirable d'une politique de plus en plus perfectionnée par l'expérience, par la connoissance de l'intérêt des Nations; guidée par la morale & la vertu sans lesquelles les hommes ne peuvent être, ni vraiment libres, ni heureux. Si de même que la félicité, la Politique ne peut être parfaite, que les hommes ne laissent pas de faire des efforts pour la rendre meilleure : leur bien-être augmentera dans la même progression



gression que leurs lumieres, leur raison & leur liberté.

HEUREUSE liberté! objet chéri de tous les cœurs généreux! fille de l'équité & des loix! viens fixer ta demeure parmi les habitans de la terre: brise les chaînes des Nations; bannis l'affreux Despotisme qui rend inutiles pour elles, tous les dons de la Nature: ranime dans nos ames ce feu dont tu brûlas jadis tant de héros: que leurs noms respectables excitent encore notre vénération la plus tendre: forme au milieu de nous, des hommes qui leur ressemblent. Que l'esclave avili rougisse de ses fers; que le cœur du Citoyen s'échauffe & tressaille à ta voix. Inspire le sage qui médite; donne lui le courage de réclamer tes droits. Anime le guerrier de cette noble ardeur qu'il ne doit qu'à sa Patrie & non à ses oppresseurs. Sois dans la bouche du Magistrat; qu'il défende tes droits contre les ennemis qui voudroient les anéantir; enfin que la raison, guérissant les préjugés de ces Princes qui te persécutent, leur montre que sans toi leurs Etats ne peuvent être ni puissants ni fortunés, que sans toi leur pouvoir ne peut être établi sur une base inébranlable.

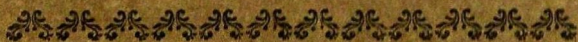


# SOMMAIRE DU SEPTIEME DISCOURS.

|                                                               |       |
|---------------------------------------------------------------|-------|
| §. 1. Définition de la Politique.                             | 107   |
| II. La même législation ne convient pas à tous les Peuples.   | 109   |
| III. Ni aux mêmes Peuples dans tous les tems.                 | 112   |
| IV. Les Loix ne peuvent être éternelles.                      | 113   |
| V. Du préjugé de l'antiquité.                                 | ibid. |
| VI. Pices des législations.                                   | 115   |
| VII. Les Loix doivent céder aux besoins de l'Etat.            | 117   |
| VIII. La Philosophie utile à la Politique.                    | 118   |
| IX. La Politique doit songer à l'avenir.                      | 120   |
| X. Les Loix doivent varier en raison de l'étendue des pays.   | 121   |
| XI. Objets de la Législation.                                 | 122   |
| XII. Les mauvaises Loix rendent les hommes méchants.          | 123   |
| XIII. Remedes que la Politique doit employer. De l'Education. | 124   |
| XIV. La Politique doit s'occuper des mœurs.                   | 126   |
| XV. Elle doit former des hommes d'Etat.                       | 127   |
| XVI. Equilibre de la Politique.                               | 130   |
| XVII. De la Population.                                       | 131   |
| XVIII. Causes de la Dépopulation.                             | 132   |
| XIX. Remarque sur le même sujet.                              | 134   |
| XX. De l'Agriculture.                                         | 136   |
| XXI. Des Colonies.                                            | 137   |
| XXII. De l'Impôt.                                             | 141   |
| XXIII. Des conditions de l'impôt.                             | 142   |
| XXIV. De la Richesse de l'Etat.                               | 144   |
| XXV. De la Richesse acquise par la guerre.                    | 145   |
| XXVI. Du Commerce.                                            | 146   |
| XXVII. De la Puissance donnée par la Richesse.                | 148   |
| XXVIII. Le Commerce doit être libre.                          | 149   |
| XXIX. Des Limites du Commerce.                                | 150   |
| XXX. De la Répartition des Richesses.                         | 151   |
| XXXI. Les Privilèges Exclusifs.                               | 152   |
| XXXII. Dangers du Commerce illimité.                          | 153   |
| XXXIII. De ses bornes Naturelles.                             | 155   |
| XXXIV. Peu de solidité des Nations commerçantes.              | 156   |
| XXXV. Des Subsidés.                                           | 157   |
| XXXVI. Du vrai Bonheur d'un Etat.                             | 158   |
| XXXVII. Du Crédit.                                            | 159   |
| XXXVIII. De ses Fondemens.                                    | 161   |
| XXXIX. De la Finance.                                         | ibid. |
| XL. La Politique doit veiller à tout.                         | 164   |
| XLI. De la Police.                                            | 166   |
| XLII. Des Châtimens.                                          | 168   |
| XLIII. Des Récompenses.                                       | 171   |
| XLIV. La Politique doit s'occuper des Mœurs.                  | 173   |
| XLV. Du pouvoir de l'exemple.                                 | 174   |
| XLVI. Influence de la Religion sur la Politique.              | 176   |
| XLVII. Remedes du Fanatisme.                                  | 179   |
| XLVIII. De la Tolérance Civile.                               | 180   |
| XLIX. Résumé.                                                 | 182   |



D E L A  
P O L I T I Q U E  
E N  
G É N É R A L.



§. I. *Définition de la Politique.*

**L**A Politique est l'art de gouverner les hommes, ou de les faire concourir à la conservation & au bien-être de la Société. L'on ne peut douter que l'art de rendre les Peuples heureux ne soit le plus noble, le plus utile, le plus digne d'occuper une ame vertueuse : il fut toujours l'objet des méditations du Philosophe, du Citoyen raisonnable & des Souverains pénétrés de leurs devoirs. Nous la définirons l'expérience appliquée au Gouvernement & aux besoins de l'Etat.

Pour remplir ses devoirs & pour travailler à son propre bonheur, le Citoyen dans la vie privée n'a besoin que de veiller sur lui-même & de régler sa conduite; mais les hommes que le Destin place à la tête des Empires doivent non seulement veiller sur eux-mêmes, vû que leur

propre conduite influe de la façon la plus marquée sur toute la Société, mais encore contenir ou diriger les intérêts divers, les passions discordantes d'une multitude trop souvent privée d'expérience & de raison; enfin ils doivent réunir d'intérêts & faire conspirer avec eux des Nations & des Souverains sur lesquels ils n'ont d'autre pouvoir que celui de la persuasion & celui de la force à son défaut.

RIEN ne paroît plus difficile, que de faire agir de concert les membres d'une société. Rien ne semble demander autant de sagacité, de vigilance & de force que l'art de diriger les passions divergentes d'une multitude d'hommes vers un même but, & de les ramener à un centre commun dont elles s'écartent sans cesse. C'est le chef-d'œuvre de la sagesse éclairée par l'expérience ou de la philosophie, que de faire contribuer toutes les volontés particulières à l'exécution d'un plan général qui souvent contrarie leurs penchans, leurs intérêts personnels, leurs préjugés, & de les soumettre à la volonté publique, indiquée par la loi. Il n'y a que la sagesse la plus consommée qui puisse donner aux différents ressorts de l'Etat, le degré de tension dont ils sont susceptibles; enfin il n'y a que la raison la plus exercée qui puisse faire découvrir les nouveaux ressorts qu'il faut de tems en tems substituer aux anciens, lorsque les circonstances leur ont fait perdre leur efficacité.

TELS sont les objets que la Politique embrasse. Ce n'est pas tout encore: non contente de veiller sur l'intérieur de la Société, elle est forcée d'étendre ses vûes au-dehors; de porter un œil attentif



sur les mouvements & les intérêts des Nations voisines, d'arrêter leurs entreprises, de prévenir les effets de leurs passions, de leur ambition, de leur avidité, d'empêcher qu'elles ne ravissent les avantages procurés par la Nature ou l'industrie; enfin de déterminer des sociétés indépendantes à seconder ses projets.

§. II. *La même Législation ne convient pas à tous les Peuples.*

GOUVERNER un Peuple, c'est tenir la balance entre ses passions, c'est réprimer celles dont les effets peuvent être dangereux, c'est faire tourner au profit de l'Etat celles qui peuvent lui être avantageuses. Mais les passions des Peuples ainsi que celles des Individus, sont infiniment variées; elles sont excitées, entretenues & modifiées par les loix, par les usages & sur-tout par les opinions, souvent plus fortes que la Nature, que la Raison, que les Loix, & qui opposent quelquefois à la Politique la plus sage des barrières insurmontables. Ces passions & ces dispositions enracinées par l'habitude dans les ames du plus grand nombre des individus, constituent, pour ainsi dire, le tempérament d'une Nation: il ne peut être le même pour toutes les sociétés; il est formé & nourri par leurs besoins, leurs circonstances, leur climat, leur sol, leurs productions, leurs aliments, &c. Toutes ces choses mettent des nuances & des variétés presque infinies entre la façon d'être & de penser des Nations; ce seroit donc une entreprise ridicule & frivole que de prétendre gouverner toutes les sociétés humaines d'après des Loix uniformes: ce seroit une

folie de prescrire à la Politique autre chose que des regles générales: les regles de détail devien-  
droient souvent fausses & nuisibles dans la prati-  
que, & des circonstances imprévues les ren-  
droient sans cesse inutiles. Il seroit aussi peu  
sensé de gouverner tous les Peuples d'après les  
mêmes maximes, que de traiter toutes les mala-  
dies suivant la même méthode, ou que de pres-  
crire à tous les hommes un même plan de vie.

EN effet, il est des Etats que leurs circonstances  
& leur position rendent nécessairement guerriers;  
d'autres ont plus besoin de la tranquillité ou de  
la Paix: les uns, entourés de voisins injustes &  
puissants, doivent être toujours préparés à re-  
pousser tous ceux qui troubleroient leur félicité;  
d'autres, par l'aridité de leur sol, sont obligés  
de chercher dans un commerce paisible, les res-  
sources que la Nature leur refuse, & les Etats  
voisins leur fournissent les productions d'un ter-  
rein plus abondant. Les Nations varient par  
l'étendue de leur terrain: les unes possèdent un  
pays vaste, d'autres sont resserrées dans des bor-  
nes étroites; les unes occupent les rivages de la  
Mer, d'autres sont enclavées dans les terres; les  
unes sont défendues par des fortifications naturel-  
les, d'autres n'ont de remparts que leurs propres  
forces; les unes condamnées au travail sous un  
ciel rigoureux luttent contre la Nature & sont  
plus robustes, plus actives, plus entreprenantes;  
d'autres, sous un climat heureux, satisfont leurs  
besoins avec plus de facilité, se livrent à la mol-  
lesse & à l'inaction; les unes travaillent pour  
améliorer leur sort, les autres s'endorment dans  
la jouissance & perdent toute énergie. Quelques  
Peuples sont courageux, fiers, amoureux de la



liberté; d'autres sont timides, énervés, & semblent faits pour l'esclavage. Les uns privés de commerce sont plongés dans l'indigence, d'autres nagent dans les richesses & se corrompent par le luxe. Enfin les uns ont adopté des Loix, des Usages, des Préjugés, des Religions particulières; d'autres sont soumis à des Institutions, à des Erreurs, à des Opinions différentes.

UNE même législation ne peut donc pas convenir à des Peuples que la Nature & leurs circonstances ont rendus si dissemblables, dont les besoins sont si différents, dont les idées sont si éloignées les unes des autres. La Politique doit gouverner les hommes tels qu'ils sont; les Loix doivent avoir égard à leurs circonstances actuelles. L'effet de la sagesse la plus éclairée se borne à ramener les Peuples à la Nature, lorsque la dépravation de leurs mœurs, de leurs opinions, & de leurs usages les en ont écartés. Les Nations entières, ces individus de la grande Société du monde, sont sujettes à des erreurs & à des égarements, comme les individus qui composent les sociétés particulières. Ainsi que les Corps Physiques, elles éprouvent des crises, des délires, des convulsions, des révolutions, des changements de formes; elles ont une naissance, un accroissement, un dépérissement; elles passent successivement de la santé à la maladie, & de la maladie à la santé; enfin comme tous les êtres de l'espece humaine, les Nations ont une enfance, une jeunesse, un âge viril, une décrépitude, une mort, terme fixé par la Nature à tous les ouvrages de ses mains.

§ III. *Ni aux mêmes Peuples dans tous les tems.*

IL est donc aisé de sentir que la Politique ne peut dans ces différents Etats & dans leurs divers périodes, gouverner les Peuples d'une manière constante & uniforme, ni leur donner des Loix qui leur soient toujours également utiles. Si les Nations restoient au même état; si leurs besoins n'étoient pas sujets à varier; si la sagacité pouvoit prévoir les événements auxquels elles seront exposées, si leurs passions n'agissoient pas très diversement, il seroit possible de leur prescrire des Loix stables qui leur conviendroient en tout tems. Le Législateur ne peut jamais envisager que l'état actuel de sa Nation. Un Peuple pauvre, peu nombreux, dénué de commerce, privé de liberté n'est point susceptible des mêmes Loix qu'un Peuple riche, nombreux, & libre. Dans l'origine des Sociétés Politiques, les Nations n'étoient communément qu'un amas de guerriers sauvages, indigents, sans agriculture, sans habitations fixes, sans industrie ni commerce, qui, peu attachés à une contrée, erroient sans cesse & changeoient incessamment de demeures. Peu-à-peu ces Nomades se sont fixés, ils ont pris de l'affiette, ils ont goûté les douceurs de la paix & d'une vie moins agitée; alors ils se sont livrés à l'agriculture, aux manufactures, au commerce. Il est aisé de sentir que leurs Loix ont dû changer à mesure qu'ils se sont perfectionnés: celles qui avoient été fort utiles dans l'origine, devinrent fort nuisibles par la suite; celles qui convenoient à des soldats, ne purent plus convenir, ni à des marchands, ni à des cultivateurs. Les premières Loix des Nations dûrent toujours être simples &



peu nombreuses : selon que les besoins s'augmenterent , ces Loix dûrent se compliquer & se multiplier. Enfin les richesses ayant dépravé les mœurs , la Législation qui doit suivre l'état des Nations dans leurs différens périodes , dut nécessairement opposer une digue plus forte aux passions raffinées & multipliées des hommes.

§. IV. *Les Loix ne peuvent être éternelles.*

FAUTE d'avoir eu égard à ces diverses circonstances les Philosophes & les plus sages Législateurs se sont sans cesse égarés. Ils ont cru que les Loix immuables suffisoient pour rendre les hommes heureux & leurs gouvernemens stables : ils se sont flattés que les Peuples resteroient au même état où ils les avoient trouvés ; ils n'ont point fait attention aux événemens imprévus , aux changements d'idées & de besoins que le tems pourroit produire dans les sociétés auxquelles ils prescrivoient des règles. Eh ! comment eussent-ils pu prévoir des événemens cachés dans le sein de la Nature & du Destin ? L'expérience seule pouvoit leur faire connoître en général que par-tout l'habitude, le préjugé, l'usage étoient bien plus forts que la raison.

§. V. *Du Préjugé favorable à l'antiquité.*

ON voit donc combien sont dangereux les préjugés qui font regarder indistinctement les Loix adoptées par nos Peres , comme la règle invariable de la conduite actuelle des Etats. L'antiquité a tant de droits sur les hommes , qu'ils craindroient de se rendre sacrilèges , en s'écartant de ses insti-

tutions. Les siècles semblent interdire tout examen : ce qui a duré long-tems, passe toujours pour inviolable & sacré. Quand par les changements des circonstances, les Peuples & ceux qui les gouvernent se trouvent dans la détresse, on va communément chercher des remèdes dans les Loix primitives ; on se flatte d'être plus heureux, dès qu'on suivra ce qui se pratiquoit autrefois ; & l'on ne s'apperçoit pas que des Loix antérieures aux circonstances, ne peuvent point remédier aux inconvénients que ces circonstances ont amenées. Ne sentira-t-on jamais que le tems, en changeant les opinions, les besoins, les passions, les préjugés des hommes, fait que leur position présente est nécessairement en contradiction avec les Loix qui étoient autrefois en vigueur ? Locke, en donnant des Loix à la Géorgie Américaine, ne voulut point qu'elles durassent au-delà de cent ans.

C'EST à la raison actuelle à corriger, à changer, à détruire même les institutions anciennes dont l'expérience a fait connoître les abus, les dangers, l'inutilité. La plupart des Nations Européennes sont aujourd'hui tyrannisées par des Loix anciennes qui luttent avec leur situation actuelle : on les respecte encore parce qu'elles étoient respectées autrefois : des usages & des coutumes injustes, inventés par des Barbares subjuguent encore des Peuples policés. Des Loix militaires faites par des conquérants sauvages, sont en vigueur dans des pays paisibles & qui subsistent par le commerce. Les Loix Romaines sont les règles de plusieurs Nations qui n'ont rien de commun avec l'ancienne Rome. Que dis-je ?



les loix, les coutumes, les usages ne sont point les mêmes dans les différentes Provinces d'un même Etat; chaque portion d'une même Nation est gouvernée d'après les regles qui lui furent données par d'anciens Souverains & dans des circonstances qui n'existent plus. Chacune s'obstine à retenir ses vieilles institutions qu'elle appelle des privileges & des droits, tandis que souvent elles sont très nuisibles, très insensées, très injustes.

### §. VI. *Vices des législations.*

DE CE mélange bigarré de loix & de coutumes, il résulte parmi les Nations modernes, une jurisprudence ténébreuse, absurde, contradictoire, presque toujours aux prises avec la droite raison. Les tribunaux les plus éclairés, gênés sans cesse par des formes, des usages, des préjugés, des regles déraisonnables, ne savent comment prononcer. Au milieu d'un cahos de loix intelligibles, l'équité ne sait quel parti prendre & décide au hasard. Des Loix mystérieuses, compliquées & peu claires annoncent un dessein formé de tendre des pieges aux Citoyens & de les enlancer. Les loix doivent être intelligibles pour ceux qui doivent les observer; les loix multipliées annoncent un mauvais Gouvernement. Par une étrange fatalité, dans les Etats qui se vantent le plus d'être libres, les loix & leur réforme sont entièrement oubliées. Il n'existe point encore de législation supportable parmi les hommes; l'opinion, l'autorité surannée, la routine qui jamais ne raisonne, voilà les guides des Nations les plus éclairées: souvent le Citoyen seroit plus heureux



de n'avoir point de Loix & de se laisser guider par le bon sens naturel, que par une multitude de Loix qui l'empêchent de connoître ses droits. Par là les jugemens deviennent arbitraires : le juste & l'injuste se confondent ; rien de fixe dans les décisions des tribunaux. Le juge est quelquefois forcé, en faveur de la Loi & de la forme, de renoncer à l'équité. De-là résultent ces délais, ces longueurs interminables dans les procès des Citoyens. Les Nations sont remplies d'une foule d'hommes dont la fonction est d'interpréter, de commenter, d'éclaircir une science mystérieuse pour le reste des Sujets ; personne ne peut se flatter de voir clair dans ses propres affaires ; personne ne peut s'assurer s'il a le bon droit de son côté. *La forme est la protectrice des Peuples.* Tel est l'axiome de notre siècle : peu de personnes ont assez d'expérience pour se mettre à couvert des défauts de formalités ; cependant ils suffisent parmi nous , pour anéantir les droits les mieux constatés, & pour faire triompher l'iniquité plus avisée. La substance du Citoyen est dévorée par des hommes faits pour le maintenir dans la jouissance de ses biens ; elle est la proie d'un tas de sang-sues avides, dont l'unique occupation est d'obscurcir & de déguiser la vérité qu'ils se vantent de défendre, ou de mettre dans son jour ; les familles désolées par leur rapacité, leur mauvaise foi, ou leur incapacité, regardent souvent la Loi comme un fléau, & l'on est quelquefois tenté de préférer les décisions arbitraires & promptes des pays les plus despotiques, à la justice prétendue que l'on obtient dans beaucoup de contrées libres & policées.



§. VII. *Les Loix doivent céder aux besoins de l'Etat.*

AINSI, dès que les Nations ou ceux qui les gouvernent se sentiront pressés par la force des circonstances, qu'ils remontent aux principes de l'association des hommes, qu'ils étudient leur nature, qu'ils consultent l'expérience & la raison, qu'ils pesent l'utilité; qu'ils s'informent, non de ce qui s'est fait jadis, ou de ce qui se fait aujourd'hui, mais de ce qu'il faudroit faire; qu'ils cessent de se régler sur des usages, des institutions & des loix barbares & ridicules qui n'ont pour eux que la sanction de l'ignorance, du préjugé, de l'habitude, de l'ancienneté; qui n'ont jamais été sérieusement examinés dans l'origine; qu'une vénération stupide & machinale continue à respecter. Qu'ils comprennent enfin que les Loix sont faites pour les Peuples, & non les Peuples pour les Loix.

PRÉTENDRE que les Loix antiques ne peuvent être abrogées, est une prétention aussi absurde, que d'exiger que les hommes faits continuassent à se servir des vêtemens de leur enfance, ou des bandelettes dont ils étoient entourés au berceau. A mesure que la vie sociale s'éclaire, se perfectionne ou s'altère, ses regles & ses maximes doivent changer. Presque toutes les Nations sont les dupes de préjugés superstitieux & politiques, directement opposés à leurs intérêts les plus chers. L'expérience & la raison ne sont presque jamais appelées aux conseils des Souverains. La Nature & le besoin doivent guider les hommes & leur commander préféablement aux loix, aux



coutumes, aux établissemens quelconques ; leur Empire est antérieur à toutes les institutions humaines ; la raison publique, comme celle des individus, est fondée sur l'expérience ; la Politique, je le répète, n'est que l'expérience ou la raison appliquée aux besoins de l'Etat ; dès qu'une Loi devient nuisible, elle doit être ou changée ou abrogée. La raison doit en tout tems remédier aux vices des Loix ; elles n'ont été souvent que l'ouvrage de la force ou du préjugé.

§. VIII. *La Philosophie utile à la Politique.*

DES Philosophes ont donné quelquefois des Loix aux Nations ; les *Solons*, les *Licurgues* furent des sages : les hommes qui ont médité la Nature Humaine sont seuls en état de sentir & de corriger les vices qui peu-à-peu se glissent dans la pratique, & qui communément amènent la décadence & la ruine des Etats. Ainsi n'écoutons point ces déclamateurs imbéciles qui prétendent que la Philosophie rend incapable des affaires. *Les Peuples seront heureux*, suivant Platon, *quand les Philosophes seront des Rois, ou quand les Rois seront des Philosophes.* En effet la Philosophie est-elle autre chose que l'étude des causes & des effets, l'examen de ce qui est utile ou nuisible à la Société ? Ainsi, dire que la Philosophie est inutile ou contraire à la Politique, c'est dire qu'il est inutile ou dangereux de méditer ou de réfléchir mûrement sur l'objet le plus important au bonheur des Nations, & qu'elles ne doivent être gouvernées que par la folie, la routine, l'imprudence & le caprice. *Agrippine*, selon Tacite, détourna son fils *Néron* de la Philosophie, & *Néron* devint



bientôt le plus cruel, le plus insensé des Tyrans.

LA connoissance du cœur humain & de ses mouvements divers seroit-elle donc indifférente à la Politique dont la fonction est de mettre ses ressorts en action? Une routine aveugle suffiroit-elle pour faire trouver les remèdes applicables à des événements imprévus & à des circonstances qui changent, pour ainsi dire, à tout moment? Il n'est pas étonnant que les législations les plus sages dans l'origine n'aient pas toujours eu les effets désirés; que les institutions les plus prudentes aient été sans solidité; que les principes, qu'on regardoit comme les plus incontestables, se soient souvent démentis dans la pratique. Il est des choses que la prudence, la réflexion, l'expérience peuvent prévoir & prévenir; jamais les yeux les plus perçants ne découvriront les mobiles secrets, les germes cachés, &, pour ainsi dire, les éléments politiques qui, en se combinant peu-à-peu, forment à la fin des masses capables de changer la face des Nations, de les dissoudre & de les détruire.

ON reproche à la Philosophe de faire des Citoyens indifférents, & peu capables de servir la Patrie: sous un Gouvernement éclairé, dans une Nation libre, dans un pays soumis à des Loix raisonnables, le Philosophe sera toujours un Citoyen actif, qui méditera pour ses Concitoyens, qui s'échauffera de l'amour de son pays, qui travaillera pour étendre la sphere de son bonheur. L'homme instruit est compté pour quelque chose dans un Pays bien gouverné; les Solon, les Platon, les Xénophon furent écoutés dans A-



thenes, & considérés de leurs compatriotes. Il n'en est pas de même d'un Gouvernement despotique, l'homme éclairé y est suspect, y passe pour un mauvais Citoyen; il n'est pour une administration insensée, qu'un Censeur incommode; & réduit à penser en secret, il se contente de gémir sur une Patrie gouvernée par des imprudens assez fous pour punir quiconque oseroit la servir.

§. IX. *La Politique doit songer à l'avenir.*

LA Législation la plus sage ne peut prétendre qu'à pressentir les conséquences heureuses ou malheureuses des circonstances déjà connues; elle se prémunit alors contre les suites funestes qu'elles peuvent avoir; elle prépare des événements & jette d'avance les fondemens d'un bonheur à venir. En voyant l'indolence & l'incurie criminelle de ceux qui gouvernent le monde; en voyant la légèreté coupable avec laquelle ils prodiguent & les hommes & les trésors dans des guerres inutiles & continuelles; en voyant l'impéritie, l'ineptie, l'étourderie avec lesquelles se font des Loix qui décident si souvent du sort présent & futur des Nations, on seroit tenté de croire que le hazard seul gouverne les hommes, que la prudence n'a rien de commun avec la Politique, que ceux qui reglent les destinées humaines ne songent pas au lendemain. Politique bien foible & bien frivole, que celle qui ne s'occupoit que d'un bien-être présent. Elle doit prévoir & prévenir. Enfin sa sagesse doit remédier aux événements subits & inattendus qui menacent l'existence de l'Etat qu'elle gouverne.



§. X. *Les Loix doivent varier, en raison de l'étendue des pays.*

L'ÉTENDUE des pays & le nombre de leurs habitants doivent mettre une très grande différence entre les Législations. Un petit Etat, renfermé, pour ainsi dire, dans l'enceinte d'une ville, dont tous les Sujets rapprochés se connoissent les uns les autres & sont en quelque façon toujours sous les yeux du Souverain, dont les besoins & les maux lui sont toujours connus, un tel Etat, dis-je, n'a pas besoin de Loix aussi sévères, aussi compliquées, aussi multipliées que celles d'un Empire dont la vaste circonférence fait que le mouvement imprimé par le centre s'affoiblit toujours à ses extrémités. Voilà pourquoi les grands Etats finissent communément par tomber dans les fers du Despotisme. Les hommes seroient bien plus heureux, si l'étendue de leurs sociétés politiques étoit plus proportionnée aux forces naturelles de ceux qui les gouvernent.

IL seroit, peut-être, fort utile de partager & de morceler les grands Etats en districts ou provinces, afin d'en former une confédération réunie, soit sous un Chef, soit sous une assemblée générale de Représentans, composée des Députés choisis par les assemblées particulières de chaque District ou Province, tandis que ceux-ci seroient élus par les Citoyens de la même partition. Il y a lieu de croire qu'un tel arrangement préviendrait les inconvéniens attachés, soit à la grandeur démesurée, soit à la petitesse extrême des Etats. Les petits trouveroient de la force dans la confédération générale, & les Peuples seroient exempts des malheurs sans nombre, &



de l'affreux despotisme auquel les grands Etats sont exposés. Il faut une grande force pour mouvoir de grandes masses. Rien de plus rare & de moins permanent qu'un grand Etat sagement gouverné.

### §. XI. *Objets de la Législation.*

LA Législation seroit parfaite, si elle embrassoit tous les rapports de la situation, de l'étendue, du sol, du climat, du tempérament, du génie, des mœurs & des idées des Peuples. Souvent ces choses sont très peu d'accord entre elles; il n'y a donc qu'une attention continuelle de la part de ceux qui gouvernent qui puisse tenir une juste balance au milieu du conflit des circonstances qui luttent sans cesse les unes contre les autres. Si les loix d'une société ne peuvent pas être toujours les mêmes; si ses besoins varient; le Gouvernement doit être occupé sans relâche à remonter une machine dont les ressorts s'usent à la longue; il doit en substituer de nouveaux à ceux qui ont perdu leur activité.

UN Ancien a dit que *celui qui commande à tous doit être le plus sage de tous*. Les lumieres que procure l'expérience, donnent un ascendant nécessaire sur le commun des hommes: cette supériorité, fondée sur l'utilité, confere, pour ainsi dire, aux Citoyens les plus expérimentés & les plus vertueux, le droit de diriger ceux qui sont moins instruits. Commander est alors un bienfait; c'est guider les pas des aveugles & des foibles. La Société ne peut, sans y trouver des avantages, consentir à soumettre sa conduite à ceux qui la gouvernent. Ainsi la Politique suppose des réflexions



plus profondes , des vues plus étendues & une expérience plus consommée que celle du vulgaire occupé de travaux qui l'empêchent communément de méditer. Les Nations étant , comme on a vu , sujettes à des erreurs , à des accès d'enthousiasme , à des préjugés qui souvent tendent à leur ruine ; leur sort est déplorable , sans doute , lorsque ceux qui les gouvernent sont eux-mêmes enivrés des idées fausses qui les aveuglent. La Politique doit être calme , exempte de passions & de préjugés ; sans cela une Nation aveugle n'est conduite que par des aveugles qui marchent à leur perte.

§. XII. *Les mauvaises loix rendent les hommes méchants.*

LA Législation suppose , dit-on , tous les hommes méchants ; ne seroit-il pas plus vrai de dire que le mauvais Gouvernement les rend tels , que c'est lui qui fait éclore la plupart des vices , des passions , des opinions fausses dont ils sont infectés ? Les hommes seroient & plus heureux & meilleurs , s'ils étoient plus sagement gouvernés : ils ne sont méchants , que parce qu'ils se trompent , & sur les objets dans lesquels ils placent leur bonheur , & sur les moyens de les obtenir.

LA Politique ne doit pas étouffer l'intérêt personnel ou l'amour de soi qui anime tous les hommes , mais les faire tourner au profit de la Société : elle doit consulter le génie des Peuples qu'elle gouverne : elle doit adapter ses loix à leur tempérament. Des Peuples fiers , courageux & libres doivent être guidés par l'honneur , la considération , l'estime ; des Peuples éclairés &



raisonnables, par la raison. La fonction de la Politique est de diriger, de tempérer, de rectifier les passions & les opinions des Peuples; il seroit très dangereux qu'elle en fût elle-même l'esclave. Toute erreur est nuisible aux hommes, cependant l'erreur même leur est souvent devenue chère: l'habitude les y retient; ce seroit les irriter, que de leur arracher de vive force les objets qu'ils ont coutume de respecter & de chérir. Les préjugés des Peuples exigent toute la prudence de ceux qui les gouvernent; on n'y touche pas sans péril, ce sont des plaies qui demandent à être traitées d'une main légère. Le Peuple est un malade que les remèdes trop violents révolteront toujours; l'on ne doit les lui présenter, que lorsque les palliatifs & les adoucissans ont été vainement épuisés. Quand les maux résultants des préjugés sont portés à l'excès & menacent le corps politique d'une dissolution prochaine, les dépositaires de l'Autorité sont quelquefois forcés de contraindre les Peuples à être heureux malgré eux-mêmes: semblables à ces malades, furieux tandis qu'on les opere, ils s'applaudiront enfin de l'utile rigueur qui les aura garanti de la mort.

§. XIII. *Remèdes que la Politique doit employer.  
De l'Education.*

MAIS, dira-t-on, quels sont ces remèdes doux qui agissent insensiblement, qui aident la Nature à se débarrasser, sans la brusquer ou la traverser dans sa marche? Il n'en est point de plus sûrs que l'Education & l'Instruction. Si l'Autorité permet aux Sujets de s'éclairer, si ceux qui sont ap-



pellés aux emplois & destinés à veiller sur les Peuples se dégagent des préjugés, après en avoir connu les suites & les dangers, ils deviendront autant de digues contre l'impétuosité d'une foule aveugle & imprudente: les lumières de la raison s'étendront de proche en proche, & peu-à-peu toutes les parties d'une Nation seront proportionnellement & suffisamment éclairées.

L'ÉDUCATION est, dans les mains de la Politique, le moyen le plus sûr d'inspirer aux Peuples, les sentimens, les talents, les idées, les vertus qui leur sont nécessaires. C'est dans un âge tendre que l'homme est disposé à recevoir les impressions qu'on desire; c'est alors qu'il est important à la Politique de se former des coopérateurs. Au lieu des idées abstraites & fatigantes dont on occupe communément les premières années de la jeunesse, que l'on verse dans leurs âmes la connoissance si simple de leurs devoirs naturels, les idées de la justice, & de la sociabilité, l'amour pour la Patrie, l'enthousiasme de la vertu, l'ambition d'être utile; objets bien plus intéressants, sans doute, que des spéculations frivoles, & qu'une foule de connoissances stériles que l'on ne peut appliquer aux besoins de la Société. Les hommes ne sont malheureux, insociables & méchants, que parce qu'on néglige de les éclairer sur leurs vrais intérêts; un mauvais Gouvernement ne fait que les diviser, les abrutir, les rendre insociables, séparer l'intérêt personnel de l'intérêt général; en un mot, il sème le vice, & ne peut être surpris de ne point recueillir des vertus. De mauvaises Loix, des Gouvernemens injustes, des institutions vicieuses, des usages extravagants; des superstitions fana-



tiques, inhumaines, intolérantes, infociables ne formeront jamais que des mauvais Citoyens.

§. XIV. *La Politique doit s'occuper des mœurs.*

C'EST à la Politique à former les mœurs des Nations; elle doit leur inspirer les dispositions nécessaires à leur maintien, à leur sûreté, à leur prospérité. Si la population est un objet essentiel à l'Etat, la législation rendra chers & sacrés les liens du mariage. Elle intéressera des peres vertueux à former à l'Etat des Sujets fideles; elle obligera les enfants à la subordination nécessaire pour recevoir les instructions que l'on voudra leur donner; elle doit exciter à la reconnoissance, & châtier l'ingratitude qui étoufferoit dans les cœurs la bienfaisance, ce lien si doux des Sociétés. Elle encouragera les sciences, les arts & toutes les connoissances dont il résulte une utilité véritable: elle inspirera l'amour de la justice qui bannit d'entre les Sujets, la fraude, la tromperie, le mensonge & les vices dont l'effet est de mettre les hommes en garde les uns contre les autres. Il importe à l'Etat de commander à des hommes vertueux; rien de plus difficile à gouverner qu'une Société dont les membres sont corrompus.

POUR corriger les hommes, il faut rectifier leurs idées; l'ignorance & les préjugés ne feront jamais que des pervers. La législation doit fixer l'opinion publique, & ne s'en laisser dominer, que lorsqu'elle est conforme à la raison ou au bien de la Société. Si l'opinion publique étoit vraie, elle seroit toujours juste, elle puniroit ce qui est mal, elle estimeroit ce qui est utile & bon; la



loi ne feroit que confirmer ses jugemens, & tous les Citoyens seroient puissamment invités à la vertu & détournés du vice.

EN un mot, le Gouvernement doit songer à former des corps sains & robustes; il y parviendra en procurant l'abondance, & l'aisance, en accoutumant à l'exercice, en rendant le pays salubre. Il formera les cœurs de ses Sujets en leur faisant enseigner une morale saine, en leur rendant la vertu habituelle, en effrayant le vice & récompensant les actions louables; enfin le Gouvernement leur formera l'esprit, en leur faisant donner l'instruction & les connoissances nécessaires au soutien de l'Etat. Rien de plus étonnant que l'indifférence honteuse que montrent la plupart des Gouvernemens modernes sur des objets si importants; il n'est pas, je le répète, un seul pays en Europe, où la Politique s'occupe sérieusement de l'éducation des Citoyens. Nous ne voyons nulle part ni de Gymnastique pour exercer le corps, ni de vraie Morale pour former le cœur; quant aux sciences, elles paroissent réservées à quelques Citoyens obscurs que l'Etat n'appelle jamais à ses conseils. Est-il donc surprenant de voir par-tout chez les modernes, des hommes sans forces, sans lumieres & sans vertu. Malgré les connoissances dont nous nous vantons, la science du Gouvernement n'est encore que très peu avancée.

§. XV. *Elle doit former des hommes d'Etat.*

SI le grand art de la Politique consiste à veiller aux besoins de l'Etat, l'Education seule lui



formera, pour ainsi dire, une pépinière de Citoyens tels qu'elle peut les désirer. En consultant les circonstances de la Patrie, elle pourra tourner les vues des jeunes Citoyens tantôt vers l'agriculture, tantôt vers le commerce, tantôt vers l'art militaire. Un des vices les plus fâcheux de la plupart des Gouvernements, est la négligence des Souverains à former des hommes propres à les soulager dans les détails de l'administration. On diroit que le choix d'un Monarque, très souvent incapable, suffit pour donner à ses Sujets, les talents, les connoissances, les lumières nécessaires pour remplir les emplois les plus difficiles. Est-il donc surprenant de voir les Nations gouvernées à l'aventure, réglées par le hazard ? Dans un grand nombre d'Etats, les postes les plus éminents sont communément occupés par des hommes qui n'ont pour eux que de la naissance, un nom illustre & peu digne de l'être, la faveur d'un Prince hors d'état de rien juger, l'intrigue & la cabale d'une cour qui craint & déteste le vrai mérite.

C'EST une erreur de croire que l'esprit suffise pour faire un Ministre, un homme d'Etat. L'esprit sans la prudence, sans l'expérience, sans la probité est souvent une arme dangereuse. Une imagination emportée se livre à des écarts funestes. L'esprit d'un homme pervers est un esprit destructeur. L'homme d'Etat doit avoir l'esprit de son métier, qui est un esprit d'ordre, de sagesse & d'équité.

MAIS trop souvent, hélas ! ceux qui gouvernent ne se donnent pour coopérateurs que des Citoyens tout neufs sur la science de l'adminis-



tration, & totalement dépourvus des qualités que leurs postes exigent? Les Peuples sont moins souvent les victimes du sort, que de l'incapacité de ceux que les Souverains mettent à la tête des affaires. S'il existe des écoles, c'est tout au plus pour former des guerriers ou pour prendre une teinture superficielle de la science ténébreuse que l'on a décorée du nom de *jurisprudence*; il n'en existe aucune pour le Citoyen qui veut apprendre l'art de négocier, la science du commerce, l'administration des finances, les vrais besoins des Peuples, en un mot, la Politique. Des Ministres incapables, guidés par une routine toujours aveugle; se transmettent les uns aux autres, un pouvoir qu'aucun d'eux ne fut jamais exercer; des préjugés anciens les guident & sont sacrés à leurs yeux; ou bien chacun s'écarte à volonté du plan que l'on suivoit avant lui. Nulle suite dans l'administration, nulle liaison dans les projets, nulle prévoyance, nulle ressource contre les événements imprévus.

OUVREZ différentes carrières aux Citoyens; que chacun, dès sa jeunesse entre dans celle qu'on lui destine ou qu'il préfère; que celui qui s'y distingue par ses talents & par ses mœurs, soit assuré de parvenir un jour au but où ses travaux promettent de le conduire. Que l'esprit qu'on inspire au Guerrier ne soit pas celui du Magistrat; que l'instruction du Négociateur diffère de celle de l'Artisan; que l'éducation de l'homme du monde, ne soit point celle d'un reclus ou d'un Prêtre. Que tous apprennent à servir la Patrie, mais que chacun apprenne à la servir diversement.

Si la puissance d'un Etat dépend de l'esprit



dont les Peuples sont animés, si sa force n'est due qu'à la réunion de leurs volontés, on ne sauroit, de trop bonne heure, inspirer aux Sujets, les sentiments que l'intérêt & les besoins de la Nation exigent. C'est dans la jeunesse que l'on peut exalter les ames, leur inspirer le goût des grandes choses, la passion du bien public, l'amour de la Liberté; c'est alors qu'on peut leur apprendre à craindre plus le mépris que l'indigence, la honte que le danger, l'infamie que la mort. C'est alors qu'on peut leur enseigner à préférer le mérite à l'opulence, les talents à la naissance, la vertu aux dignités. Une jeunesse ainsi formée opposera, dans l'âge mûr, une barrière insurmontable aux ennemis de son Pays.

#### §. XVI. *Equilibre de la Politique.*

LA Politique doit tenir la balance entre les objets nécessaires à la conservation de l'Etat; sa prudence appuiera sur les choses les plus importantes relativement à la position de la Société. Mais comme ses besoins sont variés & sujets à changer, elle empêchera qu'en détruisant l'équilibre, une partie n'entraîne & n'absorbe toutes les autres: ainsi l'éducation doit se prêter aux tems & aux circonstances.

POUR avoir méconnu ces vérités, l'on voit une foule d'abus & de maux assiéger les Etats. C'est ce défaut d'équilibre qui fait que les Nations sont souvent forcées de décliner & de tomber tout-à-fait. Un Gouvernement Militaire ne pense qu'à former des Soldats; par cette Politique la population diminue, l'agriculture est



négligée, le commerce est méprisé ou opprimé. La navigation & le commerce sont-ils les objets favoris d'une Nation ? Alors la partie militaire devient plus foible, & souvent sa sûreté est sacrifiée à la passion d'acquérir des richesses qui, quand elle n'est pas contenue dans des justes bornes, engourdit & corrompt les cœurs des Citoyens. Examinons ces différents objets.

### §. XVII. *De la Population.*

LA Population doit être, de l'aveu de tous les Politiques, le principal objet de tout Gouvernement ; cependant, par le délire des Souverains, il est souvent le plus négligé. En lisant les annales du genre humain, l'on est frappé de voir à quel point le nombre des hommes est diminué dans la plupart des Etats. A peine osons-nous ajouter foi aux dénombremens faits du tems de nos ancêtres ; il est au moins certain que l'Asie mineure & l'Egypte jadis si peuplées, la Grece, l'Italie, les Gaules, l'Espagne, le Nord, qui fut autrefois nommé *l'Officine des Nations*, ne nous montrent aujourd'hui que des contrées désertes, & par conséquent des campagnes faiblement cultivées. A la vue de ce spectacle douloureux, on seroit tenté de croire qu'un jour l'espece humaine sera forcée de disparoître, non par les révolutions de la Nature, mais par celles que produisent les folies de ses maîtres. L'homme est de tous les ennemis le plus dangereux pour l'homme. L'ambition des Princes est, dans les mains du sort, l'instrument le plus efficace de la destruction des Peuples.



§. XVIII. *Causes de la Dépopulation.*

PLUSIEURS causes ont concouru à cette Dépopulation de la terre ; presque par-tout ces causes se sont donné la main pour ravager plus sûrement les Nations. Le Despotisme a successivement établi son empire destructeur sur toutes les parties de notre globe ; en rendant les Peuples malheureux , il étouffa souvent en eux le vœu de leur nature qui les invite à se multiplier : on ne multiplie point où l'on ne cultive point ; on ne cultive point où l'on est opprimé ; un Gouvernement violent & négligent n'invite point l'homme à travailler ; il ne songe pas à écarter de ses Sujets , les pestes , les maladies , les famines , fruits ordinaires des contrées incultes , des eaux dormantes , des exhalaisons dangereuses , de la stagnation de l'air que des déserts arides & des forêts multipliées empêchent de circuler. Un mauvais Gouvernement anéantit & la population , & la culture , & la salubrité des Etats.

LES guerres atroces & continuelles dans lesquelles les Souverains ambitieux entraînent les Nations , furent & seront toujours pour elles une source féconde de destructions : rien de plus fatal pour les hommes que cette facilité malheureuse avec laquelle ils sont toujours entrés dans les querelles futiles des Souverains. La terre fut continuellement arrosée de sang , pour assouvir les passions inquietes & turbulentes de quelques Héros détestables qui semblent en tout tems avoir juré la perte des Peuples. Les Rois ne se crurent puissants , que lorsqu'ils eurent des armées



innombrables sur pied. La vie remuante & précaire du soldat, sa pauvreté, ses marches continues ne lui permettent gueres le lien du mariage; que dis-je? il lui est souvent interdit par les ordres de ses Maîtres, qui craignent d'en faire un Citoyen.

LES armées trop nombreuses sont, non seulement une cause de dépopulation, mais encore ces armées deviennent inutiles & nuisibles à leur pays. Dès que la guerre est finie, le soldat tombe dans l'oïveté. Il ne fait que se battre, & fier de son métier, il se croiroit deshonoré, s'il s'occupoit utilement.

LA superstition plus forte que la Nature, que la Politique, que les Rois, doit encore être mise au rang des causes de la dépopulation d'un grand nombre d'Etats. La Religion Romaine, plus ennemie du bien public, plus contraire à la saine Politique, semble surtout avoir formé le projet de dépeupler l'univers: elle attache, on ne fait quelle perfection, au *célibat*; elle fait un mérite à l'homme de se refuser le plaisir de produire son semblable, & souvent encouragée par la dévotion des Princes, elle remplit les Nations d'hommes oisifs & inutiles qui contens de dévorer les Etats, où ils vécurent en pèlerins, se firent un mérite de mourir sans postérité. Nous ne parlerons point ici des guerres de religion, les plus cruelles de toutes, dans lesquelles les Sujets d'un même Etat furent excités par leurs Souverains & leurs Prêtres, à s'égorger les uns les autres pour des opinions impertinentes. Le monde voit depuis un grand nombre de siècles des millions de victi-



mes immolées à la superstition des Princes & à l'orgueil du Clergé.

LE commerce, destiné dans son origine à satisfaire les besoins véritables des Nations, alluma peu-à-peu en elles une soif immodérée des richesses, & leur créa des besoins factices qu'elles ne purent satisfaire, qu'aux dépens de leur population: la navigation & le commerce, devenus les passions dominantes des Nations Européennes, immolèrent chaque année des milliers de matelots au Dieu des richesses, & firent perdre à la Patrie par des voyages de long cours, dans des climats peu sains, une foule de Sujets dont le trépas ne servit qu'à fournir à leur Concitoyens, des marchandises dont ils auroient dû se passer. Des hommes laborieux ne sont-ils pas plus précieux à l'Etat, que les rares denrées des deux Indes?

§. XIX. *Remarques sur le même sujet.*

UNE sage Politique doit maintenir l'équilibre dans la population même; celle-ci doit se proportionner à la richesse du sol, à la culture, à l'activité des habitans. Si la chose étoit possible, à quoi pourroit servir de peupler une terre ingrate, incapable de nourrir ses colons? Il n'y a que le Despotisme qui ait l'extravagance de vouloir une population nombreuse sur une terre qu'il rend stérile; il ne veut des hommes que pour en faire des mendiants à charge à la Société. Le Despotisme ne connoît ni le prix ni l'emploi des hommes. Le Tyran croit ses Etats peuplés, quand il y voit un grand nombre de fainéants & de malheureux dont il ne fait que faire,



& qui communément n'ont de ressource que dans le crime.

LES villes se peuplent toujours aux dépens des campagnes. Les champs doivent nourrir l'Etat, les villes ne font que des entrepôts destinés à fournir aux cultivateurs, les choses dont ils ont besoin. Rien de plus opposé à une sage Politique, que des villes immenses qui finissent par absorber toutes les richesses & les habitants de l'Etat. Constantinople est habitée par un peuple innombrable, que la rigueur du Gouvernement oblige à chercher dans la capitale, un azile contre la Tyrannie qui désole les campagnes; ainsi que toutes les villes de l'Empire Ottoman, elle est presque sans cesse exposée aux famines & à la peste qui en est la compagne assidue.

LES hommes ne doivent point être déplacés, & les richesses sont faites pour circuler librement dans un Corps Politique bien constitué; les villes trop grandes sont des obstructions qui sont naître des humeurs vicieuses & qui finissent communément par engloutir la substance, & par intercepter la circulation de son sang. La vie occupée de l'habitant des campagnes l'expose moins aux vices qui sont l'appanage des sociétés nombreuses. La solitude, des besoins modiques, une vie paisible rendent l'homme honnête, l'attachent à sa compagne, favorisent la population & l'occupent de sa progéniture.

DANS les villes, les besoins, les passions, les vices qui séparent l'homme de l'homme se multiplient; les oisifs se trouvent irrésistiblement entraînés au désordre; leur esprit & leurs corps



s'y dérangent. Une sage Politique doit rendre la vie champêtre agréable à ses Sujets ; ils seront heureux & satisfaits, toutes les fois que la douceur du Gouvernement les laissera jouir en paix des fruits d'un travail modéré ; ce travail suffira toujours pour satisfaire des hommes dont les désirs seront bornés & raisonnables, & que la contagion des villes n'aura point énervés & rendu insatiables. Par ce moyen la terre sera cultivée ; l'intérêt forcera le laboureur à redoubler d'activité ; le Gouvernement secondera ses efforts par des routes faciles, par des travaux publics, par des canaux, par les inventions de l'art, & sur-tout par des récompenses. Quelque ressource que l'on emploie, l'agriculture ne peut être que très faible, tant que le Gouvernement souffrira que les vexations des Grands, que les impôts arbitraires, que le mépris insultant décourage le laboureur ; l'oppression lui fait abandonner le champ qu'il a reçu de ses peres.

### §. XX. *De l'Agriculture.*

Tout est lié dans un Etat. L'agriculture exige pour ses travaux, un grand nombre de bestiaux ; la terre a besoin de labour & d'engrais ; les engrais forment les prairies ; les prairies nourrissent les bestiaux & les troupeaux ; ceux-ci supposent du commerce, des manufactures & de la consommation ; mais le commerce & la consommation supposent de l'aisance dans le cultivateur ; celui-ci n'est attaché à sa glèbe qu'en raison des avantages que sa glèbe lui procure : le serf cultivera toujours négligemment.

CELÀ suffit pour nous prouver la folie tyrannique



que de ces Gouvernements qui, sous prétexte de rendre le paysan plus docile, l'accablent tellement d'impôts qu'il ne jouit d'aucune aisance, ne se nourrit point sainement, trouve à peine de quoi se vêtir, & finit par négliger une terre qui, malgré son travail, ne peut jamais le tirer de la misère. Tout pays devient égal à un homme qui se nourrit de pain & d'eau, qui couche sur la terre, qui n'est ni vêtu, ni logé, ni nourri; c'est la rigueur de l'impôt qui détruit l'agriculture & qui parvient à dégouter le paysan du travail: on ne peut rien tirer de l'homme qui n'a rien. Le cultivateur découragé devient un mendiant. Le nombre des mendiants annonce un Gouvernement négligent & cruel; c'est la preuve indubitable d'un vice dans l'administration, lorsque des hommes sains, en travaillant, ne peuvent point subsister.

ON voit donc que la population fait naître & augmente l'agriculture; plus un Etat a de Sujets, plus ils sont obligés de forcer la terre à devenir généreuse. Cependant de même que la culture, la population a des bornes. Plus un Peuple est heureux, plus il se multiplie; il peut même à la fin augmenter à un tel degré, que son sol ne puisse plus fournir à ses besoins: c'est alors que l'on peut songer à former des colonies qui, subordonnées à l'Etat & sans se séparer de lui, contribuent à sa force.

#### §. XXI. *Des Colonies.*

LA formation des Colonies fut chez les Européens la suite d'une passion effrénée pour les richesses, qui souvent a dépeuplé des monarchies florissantes. Rien de plus insensé, que de for-



mer des colonies, dans le tems où la métropole manque elle-même de sujets. L'Espagne déjà dépeuplée par des guerres, par la superstition, par l'intolérance, par les vices de son Gouvernement, s'est vu réduite à la foiblesse, à l'inertie la plus honteuse, à l'indigence même, pour aller faire des conquêtes & des établissemens dans un nouveau monde dont elle détruisit d'abord les naturels, pour se priver ensuite elle-même de ses anciens habitants. En interdisant à tous ses sujets la sortie de l'Empire, la Chine est tombée dans un excès opposé : malgré l'industrie presque-incroyable des Chinois, la famine fait des ravages inouis dans cette Nation trop peuplée ; mais aveuglément attachée aux institutions de ses peres, elle est forcée de remédier par des usages barbares à une population dont l'excès lui devient souvent funeste. Les Suisses, sous un Gouvernement modéré, sont forcés de vendre le sang de leurs Concitoyens aux Puissances turbulentes de l'Europe, pour se débarrasser des Sujets dont l'abondance affameroit leur pays montueux & stérile. Leur Politique ressemble à celle de ces commandants d'une place forte assiégée qui font faire des sorties à leurs troupes, pour diminuer le nombre des consommateurs.

LES Colonies sont utiles, lorsque la Métropole renferme un plus grand nombre de Citoyens qu'elle n'en peut nourrir & rendre heureux. En établissant des Colonies, les Nations doivent se proposer de former un nouveau Peuple d'Alliés & de Concitoyens. Mais pour parvenir à ce but, il faut que leurs intérêts se confondent ; il faut que la Colonie jouisse des mêmes avantages que Métropole : il faut que celle-ci se souvienn



que c'est pour leur propre bien-être que les hommes travaillent, & qu'ils ne consentiront point à travailler pour elle, si de son côté elle ne leur procure des avantages réels. Le maintien de cette harmonie entre une Nation & ses Colonies exige la plus grande prudence.

LES Nations Européennes ne paroissent pas jusqu'ici s'être formé des idées bien précises de la nature & des droits de leurs Colonies; elles n'ont regardé leurs Colons que comme des enfans perdus, peu digne de leurs soins & de leurs secours, & dès qu'elles se sont aperçu que ces colons commençoient à prospérer par leur propre industrie ou à voler de leurs propres aîles, guidées par leur avidité, les metropoles ont communément prétendu soumettre leurs Colonies à des monopoles odieux, à des vexations sans nombre à des gênes capables de les révolter, ou du moins d'anéantir leur activité. Les Nations les plus libres qui devroient le mieux connoître, & les droits de la liberté, & leurs propres intérêts, ne sont pas à l'abri de ce reproche: elles ont cru que la *maternité* donnoit le droit d'opprimer ou du moins de continuer à conduire par des lisières incommodés, des enfans devenus grands & capables de se conduire eux mêmes. Une colonie, tant qu'elle est foible & peu nombreuse, demeure facilement dans la dépendance de sa Métropole, mais dès qu'elle s'augmente & commence à sentir ses forces, elle connoît le prix de la liberté, nécessaire à son bonheur. Cette séparation est encore bien plus prompte lorsque la Métropole veut tyranniser le commerce & l'industrie de la Colonie; sur-tout quand celle-ci se trouve trop éloignée, trop étendue, capable de se passer de



secours. Plus les parents sont tyranniques, & plus les enfans se pressent de se soustraire à leur autorité. Une Métropole qui se conduit en maître, doit s'attendre à trouver des enfans rebelles dans ses Colons. Toute Colonie fait une Nation à part, qui méconnoît son origine, dès qu'elle est mécontente & assez forte pour se rendre indépendante.

QUE les Princes de la terre laissent leurs peuples jouir de la paix; qu'ils les rendent fortunés. L'agriculture, l'industrie, la population augmenteront de plus en plus dans leurs Etats; mais il viendra un tems où la Politique, qui toujours doit se prêter aux circonstances, sera forcée de céder aux efforts de la nécessité; trop d'embonpoint peut nuire à une Nation comme aux individus. C'est alors seulement que l'on peut songer à former des Colonies. Des Peuples gouvernés avec justice, libres & paisibles se multiplieront bientôt, travailleront avec ardeur, auront de l'industrie & de l'activité, répareront les pertes que la fureur des guerres, que les coups même du sort leur auront fait éprouver.

QUE les Souverains connoissent donc enfin le prix de l'homme; qu'ils cessent de prodiguer son sang; qu'ils secondent les efforts qu'il fait, dès qu'il en a la liberté; qu'ils n'en attendent plus rien dès qu'ils lieront ses mains. La liberté est nécessaire à l'homme; sans elle il ne travaille que foiblement, il se multiplie à regret; il n'ose se livrer à l'industrie; en un mot, il ne peut jouir d'aucuns des bienfaits de la Nature. Un Gouvernement inique ou négligent est-il en droit de se plaindre du défaut d'agriculture & de popula-



tion ? N'est-ce pas lui qui fait des déserts ? N'est-ce pas lui qui étouffe dans l'homme le desir de se multiplier.

§. XXII. *De l'Impôt.*

LES Impôts sont un des objets les plus importants dont la Politique doit s'occuper ; ils sont continuellement une source de démêlés entre le Souverain & les Sujets. Les Chefs des Nations, uniquement occupés à satisfaire leurs propres passions ou l'avidité imprudente de ceux qui guident leurs conseils, croient avoir tout gagné, dès que par la force ou la ruse ils sont parvenus à attirer dans leurs mains la plus grande partie des richesses de leurs peuples. Le secret d'augmenter les impôts est pour la plupart d'entre eux le chef-d'œuvre de la Politique. Les Peuples, d'un autre côté, ne se privent qu'à regret des fruits de leurs travaux : chaque homme par sa Nature se préfère à tous les autres ; il aime bien mieux s'appliquer à lui-même les avantages dont il jouit, que d'en sacrifier une partie au bien du corps dont il est membre ; l'intérêt qui l'attache à la Société ne se montre communément à lui, que dans une espèce de lointain ; & souvent il ne sent point ce qu'il doit à sa Patrie. Une Politique guidée par l'équité parvient à rendre moins onéreux aux Sujets, les sacrifices nécessaires de leur propriété particulière. Plus les Peuples seront affectionnés à leur Gouvernement, plus ils auront de confiance en lui ; plus il leur procurera d'avantages, & plus ils seront disposés à lui faire des sacrifices. Dans un pays où regne une juste liberté, où le Souverain n'a d'autres intérêts que ceux de ses Peuples, où les deniers



publics ne s'exigent que pour le maintien & la sûreté de la Nation, les Sujets fournissent sans répugnance de quoi remplir des objets dont ils ressentent l'utilité. Le desir de retenir son argent, est alors contrebalancé par l'intérêt de sa propre conservation, liée à celle de la Société. Les impôts sont toujours proportionnés à la bonté du Gouvernement, à la richesse de la nation, aux avantages dont elle jouit. S'il est des pays où l'on ne paie que de foibles impôts, cela vient à coup sûr, soit de l'ingratitude du sol, soit d'un Gouvernement négligent ou cruel qui ne procure aucuns avantages à ses Sujets. Dans la plupart des Etats libres les impôts sont très forts; le commerce y amène des richesses plus également réparties, & la liberté dont les Sujets jouissent les dispose à contribuer plus gaiement & plus facilement à l'intérêt général.

### §. XXIII. *Des conditions de l'Impôt.*

L'IMPÔT doit être universel, c'est un fardeau destiné à être porté par tous les Sujets; les exemptions de ce genre mettent entre les Citoyens une inégalité aussi injuste qu'affligeante, qui n'est communément favorable qu'à ceux qui sont le plus en état de secourir la Nation. Mais par une absurdité tyrannique, les hommes les plus riches de l'Etat sont communément ceux que l'impôt ménage le plus, le fardeau tombe sur le malheureux. Le cultivateur, qui fait vivre la Société, communément très indigent sous un mauvais Gouvernement, est soumis à des taxes souvent très arbitraires dont le noble opulent est totalement exempté! quels infâmes privilèges que ceux qui sacrifient cruellement les misérables aux intérêts des plus fortunés.



L'IMPÔT doit être fixe ; tout Citoyen doit savoir avec précision ce qu'il est obligé de contribuer : les impôts arbitraires sont une source de vexations & d'abus ; ils fournissent un champ immense à l'injustice, à la vengeance, à l'envie, à la cupidité, aux passions.

L'IMPÔT doit être proportionné aux facultés de chaque Citoyen, aux avantages dont l'Etat le met à portée de jouir, & sur-tout aux besoins réels de l'Etat : il n'aura plus de bornes, dès qu'il dépendra des fantaisies & de l'avarice des hommes qui gouvernent. Dès que l'impôt excède les justes bornes, le Sujet est découragé ; il cherche à éluder la Loi, ou bien il quitte son travail & souvent sa Patrie.

LA perception de l'impôt doit être simple & facile, & ne tomber que sur des objets sensibles ; une perception compliquée est une vexation inutile ; elle augmente le poids de l'impôt sans avantage pour le Gouvernement ; elle ne sert qu'à enrichir aux dépens du Peuple, des hommes qui lui sont odieux parce qu'il les regarde comme les instruments de son malheur.

L'IMPÔT sur les productions de la terre devroit peut être se percevoir en nature, & non pas en argent. La paresse & l'avidité des Gouvernements ne connoissent que l'argent : mais les Gouvernements n'ont-ils pas besoin de denrées pour la subsistance des armées ? Le superflu des grains ne peut-il pas se vendre & se convertir en argent ? Enfin l'impôt en nature ne pourroit-il pas s'affermir, si le Gouvernement est trop indolent ou trop pressé pour le percevoir lui-même.

me? Il paroît au moins certain que l'impôt en nature feroit plus facile à percevoir sur le champ & sans fraude, que l'impôt en argent, vû que le Cultivateur n'a pas toujours pu trouver le débit prompt de sa denrée; s'il est pauvre, la nécessité de payer ses impôts en argent, l'oblige de vendre à tout prix, l'empêche d'attendre des occasions plus favorables, & de se tirer ainsi de sa misere.

L'IMPÔT sur les consommations doit respecter les productions nécessaires à la subsistance du Citoyen; il ne doit s'appesantir que sur les besoins factices ou sur les fantaisies que la vanité du riche multiplie à chaque instant.

CE n'est qu'avec la plus grande précaution que l'on doit mettre des impôts sur le commerce; c'est un enfant volontaire qui s'effarouche & disparaît, dès qu'on gêne sa liberté. Les impôts trop incommodes sur les choses nécessaires à la vie, font des infracteurs d'un grand nombre de Sujets, & l'Etat est totalement frustré des ressources qu'espéroit son avidité.

L'IMPÔT ne devrait jamais tomber sur les productions du pays que l'on transporte à l'Etranger; sans cela il décourage l'agriculture, les manufactures & nuit aux objets qu'une Politique sensée doit toujours favoriser.

#### §. XXIV. *De la Richesse de l'Etat.*

POUR que le Souverain tire des impôts de ses Peuples, il faut qu'il leur procure des richesses. Nul Gouvernement ne peut jouir de l'opulence,



tant que ses Sujets languissent dans la pauvreté; ils seront pauvres & découragés, tant que ceux qui les gouverneront mettront des entraves à leur industrie, ou par des impôts arbitraires, injustes, excessifs, les puniront de leur travail. La liberté est essentielle à l'Etat que l'on veut enrichir. Mais dans une Nation riche les vices se multiplient; si l'argent est le nerf des Etats, souvent entre les mains d'un Gouvernement déraisonnable, il devient l'instrument de leur destruction. Les Nations, comme les particuliers, abusent de leur opulence; souvent elles dissipent leurs richesses en dépenses frivoles & inutiles qui n'ont pour objet réel que de satisfaire la vanité de leurs Chefs. Enfin ces richesses deviennent le mobile unique dont un Gouvernement peut se servir pour mettre en jeu les passions des hommes. Alors le luxe s'introduit, & il conduit les Etats plus ou moins lentement vers leur dissolution. La Politique doit donc sagement contenir la passion pour les richesses dans le cœur des Citoyens. Il n'y a qu'une vigilance extrême qui puisse prévenir ou du moins éloigner les maux que cette passion entraîne.

§. XXV. *De la Richesse acquise par la guerre.*

Les sociétés, comme les individus, souffrent avec peine la pauvreté; comme eux, elles la trouvent plus affreuse encore, lorsqu'elles comparent leur indigence propre avec les richesses, les commodités & l'éclat des Nations qui les environnent: alors l'envie, la jalousie & le desir de les égaler s'emparent d'elles; les passions, par une pente naturelle, vont toujours en croissant, & finissent par ne plus connoître de frein & de



limites. Il n'est pour les Nations que deux moyens de s'enrichir, la conquête & le commerce. Les Peuples riches furent toujours forcés de succomber sous les efforts des Peuples pauvres & belliqueux. L'Asie devint la proie des Macédoniens. Rome, enrichie des dépouilles de la terre, fut dépouillée à son tour par les guerriers indigents & sauvages que le Nord avoit vomis de ses flancs glacés. Le Chinois & l'Indien sont tombés sous les coups du Tartare vagabond. La conquête eut toujours un attrait puissant pour les hommes; elle favorisa leur paresse, & leur procura promptement ou par un effort subit, les richesses que les soins & les travaux des autres avoient accumulées pendant des siècles. Le motif du Conquérant est communément l'ambition, le desir de la gloire; le mobile de ses soldats est l'appas du butin. Le Dieu des richesses a pour le moins autant de pouvoir sur les guerriers, que le Dieu des combats.

#### §. XXVI. Du Commerce.

LE Commerce est la seconde voie qu'une Nation ait pour s'enrichir: il se divise en *intérieur* & *extérieur*; le premier a lieu entre les Sujets d'un même Etat, qui échangent entre eux les fruits de leur industrie. Sous un même Gouvernement, une Province peut être souvent dans la disette, tandis qu'une autre nage dans le superflu. L'objet d'une Politique également attentive pour tous ses Sujets, doit être de faciliter ces échanges si nécessaires à la conservation & au bien-être de la Société totale: il n'y a qu'une politique insensée ou criminelle qui interdise aux Sujets d'un même Etat, la liberté de commercer



avec leurs Concitoyens. Une telle conduite est faite pour décourager l'agriculture: elle ne peut être fondée que sur des monopoles odieux: elle prive les membres d'une même société de leurs besoins: elle enrichit quelques particuliers aux dépens du grand nombre. La Politique devient une tyrannie, dès qu'elle procure le bonheur de quelques Sujets par le malheur du reste.

LE Commerce extérieur consiste dans les échanges qu'une Nation fait avec d'autres Nations. Un Peuple qui possède soit un sol plus étendu, soit des terres que la Nature & l'industrie ont rendu plus fertiles, en un mot, qui lui fournissent au-delà de ses besoins, est en état de porter à d'autres Peuples moins favorisés ou moins industrieux, les productions de son terrain. Ce Commerce est connu sous le nom d'*exportation*. En échange une Nation reçoit, ou des productions utiles à elle-même, dont elle manque, ce qui s'appelle *importation*, ou des métaux précieux que les hommes sont convenus de regarder comme les signes de la richesse. La même inégalité que la Nature a mise entre les individus de l'espèce humaine, se trouve aussi entre les Sociétés. Toutes les Nations ne jouissent point d'un même climat, d'un même sol, toutes n'ont ni la même industrie, ni les mêmes productions. Elles sont donc pour leurs besoins, dans une dépendance réelle qui les rend utiles ou nécessaires les unes aux autres. D'où l'on voit que le Commerce est un lien commun qui rapproche les Nations les plus éloignées; qui établit entre elles des rapports & des devoirs, trop souvent méconnus par des Commerçants avides & armés. Par la conduite qu'ont tenu presque toujours les Européens avec



les Peuples dont ils ont fait la découverte, on diroit que les premiers, plus insensés & plus inhumains que les Sauvages les moins policés, ont regardé les hommes que la Nature avoit placés loin d'eux, comme des bêtes que l'on pouvoit tromper, dépouiller, égorger sans scrupule: au moins est-il certain qu'ils ont rarement songé à s'en faire des amis ou des alliés. Rien de plus cruel au monde, que le commerçant excité par sa rapacité, dès qu'il devient le plus fort, & lorsqu'il est sûr que les crimes utiles seront applaudis par son pays.

§. XXVII. *De la Puissance donnée par la Richesse.*

L'OPULENCE d'une Nation augmente en raison de ses productions superflues, de la fertilité de ses terres, de l'industrie avec laquelle ces terres sont cultivées & sur-tout proportionnellement au besoin que les autres Nations auront de ses productions, & du peu de besoins qu'elle-même aura de celles des autres. Par ce Commerce avantageux ou par ces échanges, elle attire dans ses mains, une plus grande quantité des signes de la richesse que les Peuples avec qui elle traite; & comme ces signes sont pour toutes les Nations, la mesure de l'opulence, de la puissance, de la félicité, elle prend un ascendant nécessaire sur les autres. Toutes ont besoin d'elle, tombent dans sa dépendance ou lui portent envie.

JE dis que cette supériorité devient nécessaire, parce que les signes qui représentent les richesses procurent aussi du pouvoir. L'argent fait sortir des armées du sein des Nations pauvres; elles vendent aux Peuples riches le sang & la vie



de leurs Sujets : l'argent couvre les mers de vaisseaux ; il applanit les négociations ; il facilite les traités ; il corrompt les Princes & leurs Ministres, & souvent son éclat les aveugle même sur leurs intérêts les plus marqués. Enfin le besoin que tous les Peuples en ont, ou croient en avoir, les met dans la dépendance de ceux qui sont en état de satisfaire leur passion pour l'argent.

§. XXVIII. *Le Commerce doit être libre.*

C'EST qui vient d'être dit nous prouve qu'une Nation, pour faire un commerce avantageux, doit commencer par songer à tirer parti des productions de son propre sol. Elle ne peut y parvenir sans une population nombreuse qui, comme on l'a fait voir, ne peut être le fruit que de la liberté & d'une administration raisonnable. Si la liberté fait naître le Commerce, elle n'est pas moins nécessaire pour l'entretenir : fondé sur la passion que les hommes ont de rendre leur existence plus heureuse, il ne veut point être gêné sur les moyens. Une sage Politique permet à ses Sujets de s'enrichir de la manière qu'ils jugent la plus conforme à leurs intérêts ; l'expérience suffit pour rectifier les erreurs en ce genre. Une Nation entière, dès qu'elle sera libre, ne fera pas longtems un Commerce défavantageux ; la prudence du grand nombre remédiera bientôt aux fautes des particuliers. Rien de plus délicat que le Commerce ; pour peu que l'Autorité cherche à lui donner des entraves, il s'éclipse totalement ; c'est un fleuve que les digues qu'on lui oppose forcent à se creuser un nouveau lit ; il est rare qu'il reprenne celui qu'il a été une fois contraint d'abandon-



donner. Privez le Commerce de liberté, chargez-le d'impôts arbitraires; & bientôt, ou vous l'étoufferez, ou de tous vos Sujets vous ferez des infracteurs: vous ferez obligé de les contenir par des voies si coûteuses, qu'elles absorberont les profits que votre avidité prétendoit obtenir.

EN UN MOT, le Commerce exige la liberté la plus entière; plus le Commerce sera libre, & plus il s'étendra. Le Gouvernement n'a rien à faire pour le marchand, que de le laisser faire. Son intérêt, bien mieux que tous les réglemens, le guidera dans ses entreprises; celui qui échouera, avertira par là même tous les autres, des écueils qu'ils devront éviter. L'Etat ne doit au Commerce que sa protection. Parmi les Nations commerçantes, celles qui accorderont à leurs Sujets, la liberté la plus illimitée, seront sûres de l'emporter bientôt sur toutes les autres.

#### §. XXIX. *Des Limites du Commerce.*

UN Etat néanmoins ne doit naturellement consentir à recevoir des autres Peuples, que les denrées nécessaires que la Nature lui refuse à lui-même, ou que l'industrie de ses Sujets ne peut pas lui procurer. Cette vérité si sensible est méconnue de la plupart de ceux qui gouvernent les hommes. Toutes choses égales, on doit préférer les productions de son propre sol; dès qu'on préfère celles de l'Etranger, on est en droit de supposer, ou qu'elles sont meilleures, ou que le Gouvernement a gêné l'industrie de ses Sujets, en tyrannisant leur culture ou leur Commerce.



PLUS une Nation a de besoins, plus elle dépend de celles qui peuvent les satisfaire. Ainsi la politique doit empêcher, autant qu'il est possible, que les besoins de ses Sujets ne se multiplient; ils finiront par être insatiables, si la prudence n'y met des bornes; les fantaisies, les caprices les plus bizarres se changeront peu-à-peu en besoins; & la richesse, de qui elle attendoit la force, ne servira plus qu'à faire naître en elle des besoins fictifs, & à lui fournir des denrées dont le prix n'existera que dans l'imagination. A l'exception du poivre & du salpêtre, l'Indostan fournit-il à l'Europe quelque chose qui la dédommage des sommes réelles qu'elle y envoie tous les ans pour satisfaire le luxe, la mollesse & la vanité de ses habitants? Heureusement qu'en matiere de Commerce, toutes les Nations ont une folie commune qui leur nuit à toutes également.

§. XXX. *De la Répartition des Richesses.*

LA Politique est intéressée à enrichir ses Sujets avec le plus d'égalité qu'il est possible. Les richesses amenées par le Commerce se répartissent entre un grand nombre d'hommes dont les bras, l'industrie & les facultés sont mis en action. Le Laboureur, le Manufacturier, le Matelot, le Savant même partagent ses influences. Ainsi le Commerce répand l'aisance & la vie dans toutes les parties de l'Etat.

IL est important pour un Gouvernement sage, que les richesses ne se concentrent pas dans les mains d'un petit nombre de citoyens. Le Chancelier Bacon compare l'opulence d'un Etat au fumer; si on l'entasse, il ne produit aucun bien,

& même il nuit à la fertilité, mais en l'étendant, même le plus légèrement, à la surface de la terre, il fertilise tout le champ.

LES Gouvernements semblent avoir totalement méconnu cette importante vérité. Dans presque toutes les Nations, plus des trois quarts des Sujets n'ont rien, tandis que toutes les richesses, & les propriétés se rassemblent dans les mains d'un petit nombre d'hommes qui semblent s'attirer tous les soins du Gouvernement. Une Politique plus équitable & plus saine devrait sentir que c'est la propriété qui lie l'homme à la Patrie; que l'homme qui ne possède rien ne tient à rien; qu'une Nation remplie de mendiants & de vagabonds, est bientôt infestée par le crime que rien ne peut déraciner. L'intérêt de la Société demande que le plus grand nombre de ses membres jouisse de quelque chose. Lorsque tous les Citoyens par un travail modéré peuvent se procurer l'aisance, l'Etat peut en tirer des secours: lorsqu'un petit nombre d'hommes absorbe toutes les propriétés & les richesses d'un Etat, ceux-ci deviennent les maîtres de l'Etat, qui sans une peine extrême ne peut leur arracher ensuite la fortune qu'ils ont amassée. D'ailleurs la circulation des richesses donne à tous les membres d'un Etat, un mouvement, une activité, un courage avantageux; au lieu que les richesses inégalement réparties produisent une paresse, un découragement, une envie stérile, & des crimes.

### §. XXXI. *Les Privileges Exclusifs.*

RIEN de plus opposé à la saine Politique, que les privileges & les commerces exclusifs accordés



à certains Corps : par-là quelques hommes favorisés s'enrichissent sans faire à l'Etat tout le bien qu'il a le droit d'en attendre. Le Souverain n'a qu'à perdre à ces arrangements. Les personnes que les privileges exclusifs ont enrichies, ne fourniront jamais à l'Etat autant que tous les Citoyens qu'un Commerce ouvert enrichiroit proportionnellement. Le Souverain doit récompenser les découvertes utiles au nom de l'Etat ; mais l'industrie de ses Sujets ne doit jamais recevoir d'entraves.

LE Commerce & l'industrie favorisent la population ; non seulement ils procurent au cultivateur un débit prompt de ses denrées, & par conséquent le bien-être & l'aisance, mais encore ils attirent les Etrangers qui sortent de chez eux pour chercher un sort plus doux.

§. XXXII. *Dangers du Commerce illimité.*

MALGRÉ ces avantages, le Commerce ne doit pas absorber exclusivement l'attention d'un bon Gouvernement. Les aliments les plus sains se convertissent en poison, dès qu'ils sont pris avec excès. Une Politique éclairée est faite pour pressentir que le Commerce amènera le luxe qui, si l'on ne prévient ses effets, conduit les Empires les plus florissans à une perte certaine. C'est alors qu'un desir immodéré des richesses s'empare de tous les Citoyens. Une Nation enivrée de l'amour du gain, ne songe plus qu'au Commerce ; elle se flatte qu'il suffit pour lui procurer tous les biens de ce monde : ce Commerce devient alors entre les Peuples & leurs Souverains une pomme de discorde ; il fait naître des rivalités, des ja-



louffes, des lutttes continuelles. Delà cette ardeur infensée pour découvrir de nouvelles branches de Négoce, le globe n'est plus assez vaste pour le marchand en délire; une isle déserte devient un objet d'importance, des Nations sont prêtes à s'égorger pour savoir à qui demeureront quelques monceaux de fable, dans lesquels l'avidité croit déjà voir des trésors.

DANS les vues bornées de la Politique moderne l'argent est regardé comme le nerf de la guerre, & comme le soutien de la paix; on se persuade que la Puissance qui possède le plus d'argent, sera toujours à portée d'écraser toutes les autres, ou du moins de les engager à seconder ses projets. Des Nations entieres, ainsi que ceux qui les gouvernent, sont les dupes de l'avarice d'un petit nombre de négociants affamés, qui parviennent à les éblouir par l'espoir d'une opulence dont seuls ils recueillent les fruits. Ce n'est souvent que pour contenter l'avarice de quelques Citoyens, qu'un Etat se dépeuple, que les impôts s'accumulent, & que la Nation s'appauvrit en effet, pour acquérir des richesses: elles passent dans les mains d'un petit nombre de particuliers, qui jouissent seuls de la folie de leurs Concitoyens. C'est d'après ces faux principes que les yeux de quelques peuples se sont uniquement tournés du côté du Commerce. On ne songe qu'aux moyens de se procurer des richesses qui sont devenues le signal de la guerre entre les Puissances. Il est un Peuple qui, dans les transports de son avarice, semble avoir formé le projet extravagant d'envahir le Commerce du monde & de se rendre propriétaire des mers; projet inique & fou, dont l'exécution, si elle étoit possible, ne



tarderoit point à conduire la Nation guidée par cette frénésie à une perte assurée.

§. XXXIII. *De ses bornes naturelles.*

LE commerce, ainsi que toutes les choses humaines, est donc forcé de connoître des limites ; elles sont marquées par la Nature. Il doit être proportionné à l'étendue & à la qualité du sol, à sa fertilité, au nombre de ses habitans. S'il étoit permis de lire dans l'avenir ce que doit produire un jour cette passion effrénée du commerce qui divise aujourd'hui les Nations, on verroit, peut-être, qu'après s'être entre-détruites sous ce prétexte, chaque Peuple finira par se borner à faire valoir ses terres, & ne fera que le Commerce qui lui sera le plus véritablement nécessaire. Des Gouvernemens plus humains, plus justes, plus sensés sentiront que l'argent ne fait pas plus le vrai bonheur des Sociétés, que des individus. Ils se dégouteront d'envoyer périr annuellement dans des climats brûlants, dans des combats, dans des mers, des armées de Citoyens. Enfin, peut-être un jour, des Indiens plus aguerris par les Européens, les chasseront-ils de leurs rivages où leur avidité a dû les rendre odieux.

IL est un terme à la richesse ; dès qu'elle est excessive, elle nuit au Commerce même & à l'industrie. Les productions des manufactures & des terres haussent alors tellement de prix, que les Nations pauvres fournissent à moins de frais, que les Nations plus opulentes. Un Peuple est toujours pauvre, lorsqu'il ne trouve pas chez lui les denrées dont il a un besoin indispensable ; il est toujours assez riche, dès que son sol lui four-



nit abondamment les choses qui lui sont véritablement nécessaires. Le Peuple qui a des hommes libres & une subsistance aisée, fera toujours, plus riche, plus heureux, plus puissant, que celui qui n'a que de l'or. Dans un Etat bien constitué, il ne devrait pas y avoir un manufacturier de luxe, tant qu'il se trouve encore un arpent à défricher.

§. XXXIV. *Peu de solidité des Nations commerçantes.*

UNE Nation pauvre se croit malheureuse en se voyant forcée, comme on a dit, de vivre dans la dépendance des autres: pour s'en tirer, elle est obligée de recourir à la force ou à l'industrie; elle cherche donc ou à conquérir & piller, ou à se procurer par le Commerce, les signes de la richesse qui, du consentement des Nations, lui fournissent les objets ou les denrées dont la Nature l'a privée. Cette industrie continuée met souvent une Nation, indigente par elle-même, mais opulente par le Commerce, en état de jouer quelque tems un rôle distingué parmi des Puissances plus réelles. Les Tyriens, les Sydoniens, les Carthaginois chez les Anciens; les Vénitiens & les Hollandois chez les Modernes, nous fournissent des exemples frappants des effets que peuvent produire le Commerce & l'industrie dans des Nations que la Nature n'a point favorisées. Mais par leur décadence & leur chute, ces mêmes Nations nous prouvent qu'une Puissance, fondée uniquement sur les richesses, ne peut être que précaire; elle devient l'objet de l'envie des autres Peuples; la Nation enrichie est communément



dépouillée par quelque Conquérant affamé qui l'inonde de ses brigands. Un Peuple riche est dépouillé de deux manieres; ses alliés le dévorent par les subsides qu'il leur paie, ses ennemis le dépouillent par la force ou la ruse.

§ XXXV. *Des Subsides.*

LES richesses, comme les eaux, tendent toujours à se mettre de niveau; l'économie peut bien les retenir quelques tems dans une Nation, & pour lors elles sont inutiles; mais tôt ou tard des besoins réels ou fictifs les en feront sortir. L'on risquera peu de se tromper, lorsqu'on jugera des Sociétés Politiques comme des individus de l'espece humaine; leur conduite & leurs passions sont les mêmes. Un pere avare, par une longue parcimonie, amasse des trésors que des enfants prodigues répandront tôt ou tard dans la Société. L'homme riche s'enorgueillit, fuit le travail & la peine, fait servir à ses passions & à ses plaisirs, les indigents que le besoin rassemble autour de lui; enrichis eux-mêmes à ses dépens, ceux-ci l'abandonnent & se livrent à leur tour à la vanité, à la paresse, à la dépense, au luxe.

IL en est de même des Nations: leurs richesses les endorment; elles leur procurent les secours & les hommages des autres; elles les portent souvent à tenter des entreprises téméraires, & finissent par les ruiner & les détruire. Vainement jouiront-elles d'un commerce exclusif; c'est toujours pour les autres qu'elles iront chercher les richesses aux extrémités de la terre; peu-à-peu les indigents partageront les fruits de leur avarice industrieuse. Les subsides que les Nations riches

paient à celles qui sont pauvres, les troupes mercénaires qu'elles font combattre pour elles, les guerres qu'elles vont porter dans des contrées éloignées, finissent tôt ou tard par épuiser les trésors que le Commerce le plus étendu leur avoit procurés: c'est toujours pour les autres, qu'une Nation opulente se trouve avoir travaillé.

§. XXXVI. *Du vrai Bonheur d'un Etat.*

LES richesses fictives que fournit le Commerce ne peuvent donc être regardées que comme le vain simulacre de la grandeur & de la puissance. Ce n'est point l'opulence qui décide de la force d'un homme. Compter sur sa richesse pour défendre son pays, c'est le comble de la folie; c'est imiter les Phéniciens qui représentoient la puissance sous l'emblème de sacs d'argent. Il faut pour un Etat des richesses plus réelles, moins sujettes à changer de mains, & qui, semblables à ces biens substitués dans les familles opulentes, résistent à l'inconduite, à l'extravagance & au délire des héritiers prodigues. Une Nation sera toujours puissante, lorsque sagement gouvernée elle jouira d'une population proportionnée au terrain qu'elle occupe. Elle sera suffisamment riche, lorsque son sol lui fournira sans un travail excessif, les productions nécessaires à sa subsistance: elle sera très heureuse, lorsqu'elle renfermera des Citoyens courageux & vertueux. Réglez l'intérieur avant de songer au Commerce: il a l'étendue convenable, dès qu'il procure à la Nation, les objets utiles & nécessaires dont elle manque elle-même.



IL est rare qu'un Etat se contente de ces avantages. De même que les particuliers cherchent à se surpasser les uns les autres, les Nations sont tourmentées d'une émulation de richesse, & se croient méprisables, lorsqu'elles ne peuvent égaler ou surpasser leurs voisins. Les métaux précieux devenus les signes de la puissance, sont l'objet unique des desirs d'une Politique abjecte & rétrécie; elle abandonne le certain pour courir après des chimères; elle veut orner l'édifice, avant d'en avoir assuré les fondements.

§. XXXVII. *Du Crédit.*

CEUX qui gouvernent les Peuples partagent communément leur avidité; s'ils veulent que leurs Sujets s'enrichissent, ce n'est que parce qu'ils espèrent en tirer plus facilement les impôts qu'ils demandent. Mais bientôt cette facilité leur devient elle-même nuisible; elle fait qu'ils s'engagent légèrement dans des dépenses inutiles, dans des guerres ruineuses, dans des entreprises hasardées auxquelles ils n'eussent jamais songé, sans la facilité que l'opulence de leurs Sujets leur donne de satisfaire leurs caprices. Alors, perdant de vue l'économie, & peu soigneux de proportionner leurs dépenses aux revenus que les impôts mettent en leurs mains, ils sont forcés de recourir à des moyens onéreux pour les Nations. Ils commencent d'abord par augmenter les impôts; mais ces impôts ont à la fin des bornes; la Nation les paie toujours avec répugnance: les Souverains sont alors forcés de recourir à des moyens par lesquels, à l'insu, pour ainsi dire, de leurs Sujets, ils redoublent continuellement sur eux le fardeau des impôts, qui ne font que changer de nom.



TELE est la source de ce qu'on nomme *crédit public*. Par l'appas d'un revenu plus facile à percevoir, que celui que procure le travail & la culture des terres, le Souverain engage ses propres Sujets, ou ceux des Nations voisines, à déposer entre ses mains leurs richesses superflues. Le Gouvernement dispose des fonds qu'il emprunte, & les emploie aux objets que les circonstances exigent; ou bien, plus souvent encore, les détourne & les emploie à ses besoins particuliers; mais ses Sujets sont forcés de payer les dettes que l'on vient de contracter, souvent avec imprudence & sans aucun avantage pour la Nation.

LE crédit n'est donc au fond qu'un impôt déguisé, d'autant plus injuste qu'il tombe sur les pauvres, sur les cultivateurs, sur les propriétaires des terres qui se trouvent chargés de payer les intérêts de la dette contractée par le Gouvernement. Ce n'est pas encore tout; le crédit, par ses suites, devient une source de corruption pour un grand nombre de Citoyens; il favorise leur indolence & leur paresse, en leur fournissant, sans travail & sans utilité pour l'Etat, les moyens de subsister aux dépens de l'homme actif & industrieux qui travaille pour entretenir la molesse des oisifs rentiers. Tout homme inoccupé devient un mauvais citoyen, un libertin vicieux. La Société est d'autant plus malheureuse, qu'elle nourrit un plus grand nombre de membres inutiles. Tout rentier vit à la charge de l'homme laborieux. Tout emprunt est un mal, & suppose des dépenses qui excèdent les forces naturelles de la Nation. Si les emprunts étoient moins faciles, les Etats, comme les particuliers, seroient moins sujets à se



déranger. Plus l'intérêt que l'Etat paie est fort, plus la Nation est accablée.

§. XXXVIII. *De ses Fondements.*

LE crédit est proportionné à la richesse de l'Etat qui emprunte, à ses ressources, à la stabilité de son Gouvernement, à la bonne foi de ceux qui gouvernent, à l'intérêt ou aux motifs qu'ils ont de tenir leurs engagements. Sous le pouvoir absolu il ne peut y avoir de vrai crédit ; il est impossible que le Sujet ou l'Etranger se fient à un Despote qui, quand il lui plait, peut manquer impunément aux engagements les plus solennels ; l'Asiatique défilant enfouit plutôt son or, que de le faire voir à ses Tyrans. Sous le Despotisme moins avoué, il existe une sorte de crédit ; le Souverain, retenu à quelques égards par la décence, peut exciter jusqu'à un certain point la confiance de ses Sujets ; cependant, comme la puissance dont il jouit, le met toujours en état de manquer à ses traités, il est obligé de recourir à la séduction pour suppléer à la confiance ; par les grands avantages dont il éblouit ceux dont il veut tirer l'argent, il tend des pièges à leur avidité.

§. XXXIX. *De la Finance.*

LE Despotisme toujours guidé par le caprice, veut des ressources promptes ; souvent le crédit lui manque, on ne le sert pas avec la célérité qu'exigent ses besoins insatiables. Alors, semblable à un fils dérangé qui à recours à l'usurier pour obtenir les sommes que l'économie de son Pere



refuseroit à ses vœux imprudents, le Despote s'adresse à un ordre de citoyens qui, moyennant le droit d'exercer impunément des extorsions sur tous les autres, lui fournissent les secours nécessaires à son avidité.

TELLE est l'origine de cet art destructeur pour les Peuples, connu sous le nom de *finance*. Le Souverain abandonne ses Sujets à la rapacité toujours ingénieuse de quelques Tyrans subalternes qui, soutenus de son pouvoir, mettent impunément la Nation au pillage, & sous prétexte de lever les subsides nécessaires au soutien de l'Etat, l'énervent, le détruisent, découragent le commerce & les manufactures, font abandonner les champs aux cultivateurs, & inventent chaque jour de nouveaux moyens d'opprimer sourdement & de dépouiller le Peuple. Est-il donc surprenant de voir que, dans les Etats qui ont adopté ces principes, la finance soit devenue une science mystérieuse, impénétrable, dans les détours de laquelle la sagacité la plus éclairée peut à peine porter ses regards? L'avidité du Souverain ou de ses Ministres séduits par les ressources promptes dont les ressorts leur sont cachés, sacrifie tout au moment, & confie un pouvoir funeste à des brigands qui portent le fer & le feu dans l'Etat.

AINSI, de l'aveu du Souverain, sa Nation est mise à contribution; il souffre qu'une troupe affamée de Citoyens pervers s'engraissent de la substance de tous les autres; dans son aveuglement, il ne voit pas que les impôts sur les Sujets sont quelquefois doublés; que les sommes qui servent à enrichir les exacteurs de son Peuple, sont per-



dues pour lui-même, & qu'une armée de publicains subalternes est sans cesse soudoyée, en pure perte, pour faire la guerre à sa Nation; tandis qu'une administration plus sensée, en la débarrassant de ces Tyrans, procureroit au Souverain lui-même, des richesses bien plus grandes. Mais un Despote, toujours dépourvu de raison & de prudence, content des secours momentanés que l'on fournit à ses fantaisies, permet qu'on porte à l'Etat, les atteintes les plus mortelles, & souffre qu'on prive de la vie, ses racines les plus fortes; à la fin il est tout surpris, lorsque l'arbre sans sève ne lui présente plus aucuns fruits. Dans un pays soumis au pouvoir arbitraire, le Souverain sacrifie presque toujours son bien-être durable à ses caprices du moment.

PAR cette conduite aussi injuste qu'insensée, les richesses de l'Etat se concentrent dans les mains d'un petit nombre de mauvais Citoyens qui, engraissés du sang de la Nation, font bientôt la Loi au Souverain lui-même; bravent les tribunaux qui devroient les réprimer; exercent sur les Sujets une jurisprudence obscure, captieuse, arbitraire, & du sein de l'opulence, insultent à la misère publique qui fait leur prospérité. Loin d'encourir le mépris & la haine dont ils devroient être accablés, ces brigands enrichis excitent la jalousie de la Noblesse & l'envie de leurs Concitoyens. Alors chacun ne desire que des richesses; l'opulence devient l'unique mobile; la soif de l'or, une avidité insatiable s'emparent de tous les cœurs. Tout le monde souffre, parce que personne n'est content d'un sort qu'il compare avec douleur à celui des Citoyens plus opulents que lui. La richesse, n'étant plus le fruit du



travail, de l'industrie, du commerce, mais de la faveur, du hazard, de l'adresse, de la fraude, fait que tous les Sujets sont découragés.

EN un mot, la finance anéantit la population, l'agriculture, le négoce, les objets les plus importants dans l'Etat; un Souverain trop pressé de jouir, les sacrifie à tout moment. Les impôts sont taris, le crédit est disparu, les fortunes sont renversées, les campagnes sont désertes; le marchand n'ose rien entreprendre; le manufacturier demeure les bras croisés; l'industrie est réduite à s'expatrier; les émigrations deviennent fréquentes; enfin l'Etat s'achemine chaque jour vers sa dissolution.

§. XL. *La Politique doit veiller à tout.*

LE vrai but de la Politique doit être d'établir l'équilibre entre les objets divers des besoins de l'Etat; c'est uniquement de cette balance, que résulte le bien-être d'une Nation, sa force & sa sûreté. Ces différentes parties de l'arbre doivent être nourries dans une juste proportion; sans cela une branche trop forte attireroit à elle la sève faite pour être également répartie. L'agriculture ne doit point occuper tous les bras; le commerce & les manufactures doivent être proportionnées aux productions du sol, & débarrasser le laboureur des fruits que son labeur a su tirer de son champ. Une population trop grande deviendrait onéreuse pour la Nation, si elle étoit disproportionnée à l'étendue de son sol & à ses productions. Il ne suffit point d'avoir des bras, il faut savoir les employer: en Politique, comme en Morale, l'oïveté est la mere du vice. Si toutes



les vues d'une Société se tournoient du côté du commerce , des richesses accumulées jetteroient un grand nombre de Citoyens dans la paresse & produiroient le découragement dans les autres ; elles finiroient par amener le luxe, l'avidité, la mollesse & le vice qui furent & seront toujours les avant-coureurs de la ruine des Nations.

Tous les Citoyens d'un Etat doivent être occupés, mais non des mêmes objets ; si le plus grand nombre s'y portoit , la Politique devroit en détourner. L'agriculture doit nourrir tous les Sujets ; le Commerçant doit leur fournir les productions nécessaires que la Nature leur refuse ; le Manufacturier doit les vêtir ; le Guerrier doit les défendre.

Si la Politique est obligée de maintenir un équilibre entre les différens objets dont elle s'occupe, elle doit aussi le maintenir entre les hommes & entre les ordres divers dans lesquels les Citoyens d'un Etat sont partagés. Nul homme, quelque grand qu'il puisse être ne doit avoir le privilège d'opprimer ses inférieurs , qui , de même que lui, doivent être sous la sauvegarde de la Loi ; nul Citoyen, dans quelque rang que le sort l'ait placé, n'a le droit de mépriser le Citoyen utile à sa Patrie. Le Souverain doit estimer, protéger, récompenser tout Sujet en raison de ses services & de son utilité. Une Politique éclairée fait enforte que tout Citoyen raisonnable soit content du rang où sa naissance l'a placé. Il existe un bonheur pour toutes les classes ; lorsque l'Etat est bien constitué, il s'établit une chaîne de félicité qui s'étend du Monarque au Laboureur. L'homme content songe rarement à sortir de sa



sphere ; il aime la profession de ses peres à laquelle l'éducation l'a dès l'enfance habité. Le Peuple est satisfait, dès qu'il ne souffre point ; borné à des besoins simples & naturels, ses vues ne vont gueres au-delà. L'homme plus instruit ou d'un rang plus élevé a lieu d'être content, lorsqu'il parvient aux choses auxquelles sa carrière le mène. Il y a quelque vice dans l'administration, dès que tous les Sujets se déplaisent dans leur état. Malgré l'inconstance des hommes, une force d'inertie les attache à leur sort ; ils ne s'efforcent d'en sortir, que lorsque le malaise les y oblige.

LA vraie Politique fait allier la liberté, la population, l'abondance, l'agrément & la sûreté ; mais aucun de ces objets ne seront remplis, si elle ne veille sur la conduite de ses Sujets, & si elle n'entretient en eux l'esprit qui doit les animer. C'est la vertu, c'est l'amour du bien public qui doivent être les fondements de toute Société bien constituée : dès que ses membres s'oppriment, se méprisent, se séparent d'intérêts, dès que leurs passions ne sont plus contenues, dès qu'ils cessent de respecter les Loix, il n'y a plus d'association ; les mouvements de la machine se contrarient, s'embarassent ; sa marche est arrêtée.

#### §. XLI. *De la Police.*

L'ON appelle *Police* la branche de la Politique qui a pour objet le maintien des Loix faites pour la sûreté intérieure des Etats. C'est elle qui oblige les Citoyens à vivre entre eux suivant le vœu de la Société, & d'après les regles que leur prescrit leur Nature : c'est elle qui doit suppléer à



leur négligence , veiller à leur tranquillité , à leur commodité & sans cesse écarter les traverses que les passions peuvent leur susciter. Subordonnée aux Loix , cette Police ne doit point être arbitraire ; elle n'est pas faite pour gêner la juste liberté des Citoyens , sans laquelle la Vie Sociale lui deviendrait désagréable : elle doit réprimer la licence des individus , afin que l'ordre public n'en soit point troublé.

Pour avoir follement confondu les droits de la licence avec ceux de la liberté , on voit quelques Nations , ennemies de l'esclavage , presque totalement dépourvues de Police. Est-ce donc jouir d'une vraie liberté , que d'être perpétuellement exposé aux insultes , aux boutades , aux excès d'une populace effrénée qui croit par ses désordres exercer sa liberté ? quelle étrange constitution que celle où ceux qui font les Loix , toujours jaloux & soupçonneux , n'ont pu jamais convenir des moyens de mettre les Citoyens en sûreté contre leurs folies réciproques ou contre les entreprises des méchants. Une sage Police est le soutien de la liberté , elle n'est à craindre que pour la licence. Ainsi que les Loix , elle doit se régler sur les circonstances dans lesquelles se trouve la Société ; elle doit redoubler de vigilance & de sévérité à mesure que les vices , les crimes & les besoins se multiplient , parce qu'alors la sûreté des Citoyens diminue. Plus les hommes sont dérégles , plus la force publique doit les contenir par la terreur.

Sous le Despotisme , la Police n'est que l'instrument abject des passions , des vengeances , des inquiétudes du Despote , des Ministres & des



Grands: des Chefs qui ont la conscience de leur injustice ou de leur propre ineptie, s'en servent pour opprimer ceux qui leur donnent de l'ombrage ; en leur faveur elle dégénère en tyrannie. Elle encourage la délation, elle gêne les Citoyens, elle porte ses regards inquiétants jusque dans le sanctuaire des familles. Elle ne réprime que les fautes arbitraires qui offensent la Puissance ; & souvent elle devient redoutable pour le mérite & les talents : elle tient une balance inégale entre les Sujets ; le crédit règle ses jugemens & s'en sert pour sauver le criminel, pour opprimer l'homme de bien & l'innocent, qui souvent lui déplaisent, & pour favoriser ceux qui trouvent grâce à ses yeux.

UNE Police arbitraire, ou non réglée par les loix, devient un fléau terrible pour les Peuples, & leur est plus incommode que la licence même. Loin de rectifier les mœurs, elle les corrompt par les Délateurs, les Sycophantes, les Oppresseurs subalternes dont elle remplit la Société, & auxquels elle permet de vexer les Citoyens : obligée de n'employer dans ses recherches odieuses, que des ames viles & mercénaires, elle devient l'effroi des honnêtes gens.

#### §. XLII. *Des Châtimens.*

LA Police, pour être utile, doit n'être soumise qu'à la loi, n'être guidée que par elle, veiller à son exécution, à la conservation des mœurs, à la sûreté des Sujets : sans elle, la Société tomberoit dans l'anarchie. Que seroit-ce qu'un amas d'hommes licentieux, divisés, corrompus qui se feroient éprouver tour-à-tour les effets de leurs passions



passions déréglées? Quelle sûreté, quels avantages trouveroit-on dans une Société dont tous les membres négligents ou pervers, uniquement occupés d'eux-mêmes acheteroient leurs plaisirs momentanés par le malheur des autres? Il faut une force pour contenir les méchants; cette force doit redoubler à mesure que la Société devient plus nombreuse. Il faut effrayer par des châtimens, ceux sur qui la raison a perdu son empire. Mais la justice exige que ces châtimens se proportionnent aux maux réels que les délits font éprouver à la Société. La Politique est injuste & déraisonnable, lorsque dans ses punitions elle néglige de suivre la proportion indiquée par les inconvénients qui résultent des fautes. Sous un Gouvernement arbitraire le caprice ou l'intérêt du maître & des hommes puissans fixent la grandeur, & du crime, & de ses châtimens. Sous un Tibere, les discours les plus innocents, les inadvertences se changent en crimes de leze-majesté, & la flatterie les punit avec la dernière barbarie. Sous un mauvais Gouvernement, les prisons sont toujours remplies, & les bourreaux continuellement employés à tourmenter ou détruire, soit des innocents, soit des coupables qu'une administration injuste fait pulluler. Les oppressions, les vices, la négligence du Despotisme multiplient dans la Société les misérables, les fainéans qui bientôt deviennent vicieux & criminels. Vainement un Gouvernement inique prétendrait-il déraciner les crimes qu'il fait perpétuellement éclore: il n'y a qu'une Politique vertueuse & vigilante qui puisse former des Sujets vertueux. Ni les tortures, ni les supplices cruels



ne réformeront les méchants, les bonnes loix & l'instruction font les bons Citoyens.

IL est très peu de crimes qui méritent la mort aux yeux de l'équité. La crainte de la mort feroit une impression plus grande, si la peine de mort étoit moins prodiguée. La Société ne feroit-elle pas mieux dédommagée par le travail des coupables, que par le supplice qui les anéantit? Un travail rigoureux puniroit plus utilement que la mort même, un criminel que sa paresse a communément engagé dans le crime; par sa mort, il est perdu pour la Société. Cependant il est des crimes si noirs, dont l'exemple est si funeste, que leur punition doit inspirer de la terreur. Ce n'est point alors le coupable qui profite de la punition; elle a pour objet d'effrayer les êtres déraisonnables qui pourroient l'imiter.

PLUS un Gouvernement est despotique, plus ses supplices sont atroces; sous une administration violente, les Loix pénales sont violentes; elles ne connoissent d'autre mesure, que la colere de ceux qui gouvernent: incapables de corriger les hommes, ils trouvent bien plus court de les exterminer. Un Gouvernement humain & juste doit montrer de la pitié & de l'équité, même aux coupables qu'il punit; il abolira ces tortures cruelles qui rarement arrachent l'aveu du crime, & qui souvent font succomber l'innocence sous la force de la douleur. Est-il rien de plus affreux, que des usages barbares qui veulent qu'un juge s'arme d'un cœur d'airain, & contemple d'un œil sec les convulsions d'un malheureux dont il ordonne les tourments? Des loix d'Anthropopha-



ges font-elles faites pour servir de regles aux tribunaux de Nations qui se donnent pour policées? N'est-ce pas assez d'ôter la vie, sans accompagner la mort de douleurs qui révoltent l'humanité?

§. XLIII. *Des Récompenses.*

Si la Politique se sert des châtimens pour détourner du crime, les Récompenses dans ses mains sont des motifs puissans pour encourager à la vertu. Il y aura des hommes vertueux, par-tout où le Gouvernement les portera à la vertu; on verra naître des talents, par-tout où les talents seront sûrs d'être honorés & récompensés. C'est un délire dans le Gouvernement, que de frustrer ses Sujets des choses qu'ils se sont efforcés de mériter. Personne ne s'occupera du bien de l'Etat, si l'Etat dédaigne ses efforts & néglige de reconnoître ses soins. Récompenser à propos, c'est verser de l'huile sur la flamme; récompenser sans raison, c'est y verser de l'eau; ne point récompenser, c'est souffrir que le feu s'éteigne de lui-même. Par un aveuglement funeste, les Souverains montrent communément une injuste préférence pour des hommes dont tout le mérite est d'approcher leur personne; sans travaux, sans dangers & souvent sans courage, ils recueillent les moissons que d'autres ont semées; ils parviennent en naissant, aux grades qui ne devroient être le prix que de l'expérience, de la valeur, des fatigues. Un grand nom, soutenu par la faveur & l'intrigue, tient lieu de tout mérite; peu-à-peu les armées se remplissent de



chefs efféminés , imprudents & frivoles , dont l'ignorance expose l'Etat à sa ruine.

LE Gouvernement, comme on l'a vu, est intéressé à commander à des Sujets vertueux ; l'Etat ne sera jamais mieux servi, que par des Citoyens sensibles à l'estime générale. Presque toutes les législations ont négligé d'encourager les Citoyens à remplir leurs devoirs. Quel bien ne résulteroit-il pas pour une Nation, si ses Chefs savoient exciter entre les Citoyens, l'émulation de la vertu ? Si les traits les plus touchants de bienfaisance, d'humanité, de générosité, de désintéressement, de probité, de reconnoissance conduisoient aux honneurs & à l'estime de tout un Peuple, ils deviendroient bien plus fréquents ; si les vices contraires étoient infailliblement suivis du mépris, de la honte, de l'infamie, ils seroient bien moins communs. Quel homme auroit l'audace de se livrer à des vices honteux, à l'injustice, s'il étoit sûr de se rendre par-là l'objet de l'aversion marquée de son Souverain & de ses Concitoyens ? La fraude, la perfidie, l'ingratitude, la licence dans les mœurs, seroient très-rares, si elles donnoient l'exclusion pour obtenir des honneurs & des places. Que l'éducation rende les hommes sensibles à la honte ; qu'ils craignent le mépris de leurs associés ; que le Gouvernement ne distingue que des Citoyens honnêtes ; que l'homme pervers soit banni des sociétés particulières & bientôt l'on verra des mœurs estimables. Une Nation est perdue, lorsque les traits du vice ne choquent plus ses yeux.



§. XLIV. *La Politique doit s'occuper des mœurs.*

GARDONS-NOUS donc d'écouter ces politiques extravagants qui prétendent que les Maîtres de la terre ont intérêt à rendre leurs Sujets dépravés; ne prostituons point le nom de Politique, à l'art criminel de régner par le désordre; il n'y a que des Souverains pervers qui se trouvent intéressés à n'avoir que des Sujets corrompus & divisés: il n'y a que des Tyrans qui puissent trouver de l'avantage à rompre les liens qui unissent les Citoyens. Il n'y a que des Princes méchants ou incapables, qui puissent craindre la concorde ou la vertu de leurs Sujets.

LES secours mutuels, l'utilité, en un mot la vertu, réunissent les membres d'une Société & les font travailler de concert à leur bonheur réciproque. Cette réunion des volontés procure seule à une Nation, de la force, de la puissance, de l'énergie. C'est donc une politique fautive & meurtrière, que celle de ces Princes qui séparent leurs intérêts de ceux de leur Peuple, qui sourdement & par adresse cherchent à éluder les Loix, afin de régner tout seuls. N'appellons point Politique, les systèmes iniques de ces Monarques dangereux, dont la sombre ambition est parvenue à semer la discorde entre les corps de leurs Etats. Détestons comme des brigands, ces usurpateurs adroits de la liberté publique, dont le lâche cœur s'accommode bien plus de la fraude que de la force, pour mettre les Peuples dans les fers.



PRINCES injustes, que la soif du pouvoir absolu tourmente, corrompez les mœurs des hommes que vous voulez subjuguier; aveuglez-les; trompez-les pour les égarer; divisez-les; ne récompensez que les vices qui vous seront utiles; rendez la vertu abjecte & méprisable, bientôt ils recevront vos chaînes, & vous régnerez sur des esclaves que leurs passions vous auront soumis. Mais que résultera-t-il de votre affreuse politique? Vous commanderez à des hommes foibles, désunis, & dont vous-mêmes aurez nourri la méchanceté. Vous anéantirez, il est vrai, leur liberté; mais vous trouverez, tôt ou tard, que sans elle les branches de l'administration languissent, & que vainement avez-vous prétendu régner en sûreté à la tête d'une société que vous aurez corrompue.

§. XLV. *Du pouvoir de l'exemple.*

RIEN n'a sur les mœurs des hommes une influence plus directe, que le Gouvernement. C'est du Souverain qu'il dépend communément de rendre ses Sujets vertueux ou vicieux. Les Peuples reçoivent le ton de ceux qui leur commandent. Une Nation est une famille qui prend les impressions de son chef. Le Sujet honore toujours ce qu'il voit honorer par ses Maîtres: l'exemple lui en impose, il souscrit aux opinions des hommes qu'il croit plus grands & qu'il juge plus éclairés que lui. Cette disposition, avantageuse sous des Souverains vertueux, devient sous des Tyrans, une source de malheurs. Si les Princes & les Grands respectoient la vertu, considéroient les



talents, honoroient le mérite, ces objets, même sans récompenses, deviendroient respectables pour les Peuples. Quand le Monarque au contraire néglige, opprime ou punit ce qu'il devoit estimer, les jugemens du vulgaire se corrompent, il adopte les erreurs de ceux qui le gouvernent. C'est dans ce sens que l'on peut dire en quelque façon que les Maîtres de la terre créent le juste & l'injuste dans leurs Etats. Celui qui fait la Loi ne parvient que trop souvent à faire taire la Nature elle-même. Les préjugés d'un Monarque deviennent souvent la règle des jugemens d'une Nation; c'est alors que, même à ses yeux, l'injustice paroît légitime; on applaudira le vice heureux; la faveur tiendra lieu de mérite & décidera des récompenses. Que dis-je? le vice s'ennoblit sous des Princes sans mœurs, dont les goûts sont toujours applaudis & imités par des cours flatueuses & viles, qui donnent trop souvent le ton à toute la Nation. C'est ainsi que la débauche, la mauvaise foi, la rapine deviennent quelquefois du *bon ton*, où cessent du moins de révolter le Peuple qui les voit. Il s'imagine que la licence est le signe de la grandeur, & que des mœurs honnêtes annoncent de la faiblesse. Le vulgaire se conforme bientôt aux mœurs des riches & des grands qu'il admire, & de la protection desquels il a besoin. C'est ainsi que la corruption infecte peu-à-peu tous les ordres d'un Etat mal gouverné; peu-à-peu la vertu y est pros-  
crite; & les exemples d'une cour effrénée sont suivis ou applaudis par une foule aveugle qui n'en voit pas les conséquences terribles. Le Souverain, soit en bien, soit en mal, est communément à portée de tourner, comme il veut, les vo-



lontés des hommes; plus il est absolu, plus les changements lui seront faciles. C'est là le mobile le plus puissant que la Politique puisse employer; malheureusement les Princes n'en font le plus souvent qu'un usage pernicieux.

§. XLVI. *Influence de la Religion sur la Politique.*

LA Religion fut de tout tems regardée comme un des plus puissants ressorts de la Politique, comme la barrière la plus forte que l'on pût opposer aux passions des hommes & aux excès des Rois. Mais l'expérience nous montre que des idées sur-naturelles, des récompenses & des craintes éloignées, sont de bien foibles armes contre les vices des Princes & des Peuples que souvent leur exemple invite au mal. Les Souverains les plus injustes furent souvent très zélés pour la Religion. Des Peuples très dévots furent très vicieux & très méchants. Des Tyrans avérés se sont fréquemment ligués avec les ministres des autels pour attaquer la liberté de leurs Sujets. Presqu'en tout tems le ciel servit de prétexte pour porter le trouble, la discorde & le crime sur la terre. A l'instigation des Prêtres du très haut, tantôt les Princes devinrent des persécuteurs & des boureaux pour une partie des Citoyens; tantôt ces mêmes Prêtres excitèrent les Citoyens à la révolte & au régicide. Lorsque les Tyrans furent dévoués aux passions du Clergé, les Peuples furent écrasés sous le poid des deux Puissances réunies. Quand les Princes furent moins dociles aux volontés de leurs Prêtres, ils furent



souvent détrônés ou assassinés. Cependant les Tyrans jugerent communément que leur intérêt exigeoit qu'ils fissent cause commune avec le Sacerdoce, qui, pour son intérêt particulier, arma leurs bras vengeurs contre ceux qui refusoient de plier sous son autorité. Cette politique insensée produisit mille fois les plus affreux ravages dans la Société: des Sujets utiles furent immolés à la vengeance sacerdotale, à la passion de dominer, à la superstition des Rois. C'est à ce zèle aveugle que plusieurs Nations sont redevables de leur dépopulation, de leur décadence, de l'aggrandissement de leurs ennemis.

LA saine Politique ne se croit point en droit de fouiller dans la conscience de ses Sujets; elle leur permet de penser comme ils veulent, pourvu qu'ils se conduisent en Citoyens. Elle empêche les interpretes des Dieux de prendre sur les Peuples, un ascendant qui souvent traverseroit ses vues les plus honnêtes. L'ambition, la foiblesse ou la lâcheté des Souverains finissent par les asservir eux-mêmes, ainsi que leurs Sujets, à des hommes révéérés, trop souvent tentés d'oublier qu'ils sont des membres de l'Etat. De bonnes loix, une éducation fondée sur la raison, les lumieres d'une morale sociable, des récompenses, des châtimens équitables, voilà les vrais moyens de faire de bons Citoyens.

ON demandera peut-être à quels signes l'on peut reconnoître si une superstition est nuisible à la Société & doit être contenue. Je réponds qu'elle ne peut être que funeste, lorsqu'elle mettra des obstacles à la population, lorsque son cul-



te suspendra trop fréquemment les travaux de la Société, lorsqu'elle fera un mérite de l'inutilité; lorsqu'elle excitera des animosités & des querelles; lorsqu'elle donnera au nom de Dieu, le signal de la révolte; lorsqu'elle dépouillera l'homme laborieux pour enrichir le fainéant dangereux; lorsque ses Ministres voudront se soustraire aux Loix & refuseront d'obéir à l'autorité des hommes sous prétexte d'obéir à l'autorité divine. C'est alors que la Politique, au lieu de la soutenir, doit affaiblir la superstition & diminuer son influence sur les esprits. Quelques soient les opinions des Souverains, si la raison les éclaire & si l'humanité les touche, ils sentiront que la volonté divine ne peut jamais ordonner ce qui est évidemment contraire au bien de la Société. Si ces Princes sont vraiment religieux, c'est à dire, soumis à un Dieu souverainement équitable & bon, à un Dieu qui s'intéresse au bonheur des mortels, on ne leur persuadera jamais que ce Dieu puisse approuver des tyrannies, des violences, des persécutions, des rigueurs, des cruautés & des crimes, qui devroient bien plutôt allumer sa colere que les opinions flottantes des habitants de ce monde. Tout Souverain conséquent regardera les maximes intolérantes & sanguinaires des prêtres & leurs conseils pernicieux, comme des blasphêmes contre la Divinité, comme des ouvrages de l'imposture, comme des conspirations contre la Société; s'il ne les punit pas sévèrement, il les méprisera, & il contiendra des hommes qui se font un jeu de troubler la concorde & l'harmonie desquelles dépend le bonheur des hommes en Société.



§. XLVII. *Remedes du Fanatisme.*

QUOIQUE la vraie Politique n'ait point à se louer des avantages que lui ont jusqu'ici procurés les opinions religieuses, elle doit les tolérer & les empêcher de nuire. Combattre de front les erreurs dont les Peuples sont imbus, seroit un projet aussi insensé que téméraire. Un Souverain éclairé ne peut se proposer de guérir tout d'un coup ses Sujets de leurs folies. Les hommes chérissent leurs préjugés, sur-tout lorsqu'ils y croient leur bonheur attaché. Ce seroit une entreprise vaine, que de vouloir de vive force déraciner la superstition; c'est une maladie dont l'homme ignorant & craintif apporte les germes en naissant. En vain la Politique voudroit-elle l'anéantir tout d'un coup.

C'EST à force de bienfaits sensibles, de vertus réelles, d'instructions raisonnables, que l'on peut détacher les Peuples de leurs préjugés dangereux; c'est par des soins paternels que le Souverain peut s'attirer la confiance que ses Sujets en enfance accordent à des guides qui les égarent & qui les empêchent de s'éclairer. Un bon Prince, dont la conduite prouvera qu'il ne veut que le bien de son Peuple, sera bientôt plus écouté que les Prêtres. Les récompenses présentes & sensibles d'un Souverain de ce monde, seront toujours plus efficaces, que celles de l'autre monde: les châtimens inévitables des loix en imposeront bien plus que les supplices de l'autre vie, que des pratiques dévotes peuvent faire éviter.

D'UN autre côté la superstition, & son fanatisme ne sont vraiment à craindre que lorsque

l'Autorité en est elle-même enivrée. Ce sont les persécuteurs fanatiques qui font des sectaires opiniâtres & rebelles. Un Gouvernement sensé permet à tous ses Sujets de penser ou d'errer à leur manière. Si des entoussiastes divisés se décrient réciproquement, jamais le Souverain ne prendra part à leurs querelles frivoles, qui ne deviennent importantes & dangereuses, que lorsqu'il veut s'en mêler. Enfin la saine Politique permettra que la raison les combatte avec les armes du bon sens: elle affoiblira par là le délire de ses Sujets.

#### §. XLVIII. *De la Tolérance Civile.*

LA Tolérance civile est l'effet d'une sage Politique: occupée à veiller sur la conduite des Citoyens, elle ne s'arroge pas le droit de régler leurs pensées. Ramener tous les hommes aux mêmes idées religieuses, est un projet aussi extravagant que tyrannique. Que des Théologiens oisifs s'occupent de leurs hypothèses merveilleuses; que des Docteurs disputent en liberté sur des questions subtiles qu'ils n'entendent point eux-mêmes; ces querelles puériles & profondes ne sont pas faites pour intéresser le repos des Nations, ni pour détourner les regards d'un Gouvernement des objets importants dont il doit s'occuper. Tout Souverain qui veut se mêler de disputes théologiques, se dégrade & se rend méprisable; dès qu'il persécute, il se rend le complice & l'esclave de quelques Entoussiastes ridicules, ou de quelques fripons ambitieux. Quel rôle indigne pour un Roi, que de se faire le champion, le chevalier errant de quelques insensés, ou l'instrument des ven-



geances de quelques charlatans ! Ce fut bien plus pour agir que pour penser, que l'homme social fut destiné : dès qu'il se rend utile à sa Patrie, il doit lui être cher ; la Politique doit préférer tout Citoyen qui la sert, à celui qui est inutilement orthodoxe.

RIEN n'égale donc l'aveuglement & la folie de ces prétendus Politiques qui, dupes eux-mêmes de la superstition, permettent au Sacerdoce de tyranniser chez eux : la juridiction qu'il exerce au nom du ciel, fut toujours nuisible à la terre ; fondée sur un intérêt fordide, elle fut atroce. Le sort des Citoyens est-il fait pour dépendre de quelques rêveurs fanatiques ou fourbes toujours également sourds au cri de l'humanité ? Juge dans sa propre cause, ombrageux, inquiet, le Prêtre est toujours cruel. Si l'affreuse *Inquisition* a maintenu dans quelques pays l'uniformité de la doctrine, elle en fit disparaître la saine morale, la science, la vertu. Par-tout où cet odieux tribunal subsiste, les hommes n'ont que des mœurs utiles aux Prêtres, & nuisibles à la Société. Les Portugais & les Espagnols ont été les Peuples de l'Europe les plus méchants, les plus cruels & les plus soumis au clergé. Leur morale se borne à des pratiques qu'ils croient suffire pour expier les crimes les plus grands. Leur obéissance pour le Monarque est toujours prête à disparaître, dès que le Prêtre l'ordonnera. Dans une Nation ignorante & crédule, il n'est aucun pouvoir qui puisse balancer celui des organes du ciel : chez un Peuple superstitieux, le Sacerdoce est le vrai maître de l'Etat ; il dispose à son gré du Souverain & des Sujets.



LES effets de la Religion ne se bornent pas toujours à l'intérieur des sociétés; la diversité des opinions religieuses fait naître quelquefois entre des Peuples indépendants les uns des autres, un mépris, une haine & des inimitiés très durables; tandis que la conformité d'opinions devient souvent l'unique lien qui en réunit d'autres. La Politique est alors ridiculement subordonnée à la Théologie, dont les vues ne peuvent avoir rien de commun avec les siennes. Les Princes trop dévoués au Sacerdoce ne travaillent jamais que pour lui; en croyant servir Dieu, ils ne servent réellement que les passions de ses Ministres.

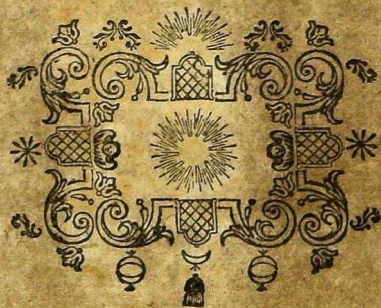
#### §. XLIX. *Résumé.*

RÉSUMONS en deux mots les principes établis dans ce discours. L'esprit d'une Nation en fait toujours la force; il n'est que la volonté où sont tous les Citoyens de mettre leurs facultés en commun. Plus l'État rassemblera d'hommes animés de cet esprit, plus il sera puissant. Mais pour les faire entrer dans ces dispositions favorables, il faut que l'éducation les prépare & que le Gouvernement les rende heureux. Point de population sans bonheur: point de bonheur sans liberté; point de liberté sans Loix. Les Loix ne seront point observées sans mœurs & sans vertus: sans justice, il n'est plus de propriété; sans police, il n'est plus de sûreté; sans chatiments, le crime n'est plus effrayé; sans récompenses, le mérite n'est plus encouragé.

LA sûreté extérieure d'un État se fonde sur la force des armes; la sûreté intérieure sur la force



des Loix. Toutes les branches de l'administration doivent se prêter les mains : la population amène l'agriculture ; l'agriculture amène le commerce, les manufactures & l'industrie ; toutes ces causes procurent des richesses ; sagement réparties, ces richesses sont un bien ; mais leur abus devient le plus dangereux des maux. La Politique est insensée, lorsqu'elle permet que ces objets se croisent & se contrarient ; ou lorsque, subordonnée à la superstition, elle souffre qu'elle anéantisse ses vues les plus salutaires.





## SOMMAIRE DU HUITIEME DISCOURS.

|                                                                                                  |         |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| §. I. <i>La morale &amp; les devoirs sont les mêmes pour les Nations que pour les Individus.</i> | Pag 185 |
| II. <i>Source de la corruption politique.</i>                                                    | 187     |
| III. <i>La Probité en Politique ne peut pas nuire.</i>                                           | 189     |
| IV. <i>De la Morale des Princes.</i>                                                             | 190     |
| V. <i>De la Guerre.</i>                                                                          | 192     |
| VI. <i>Folie des Conquêtes.</i>                                                                  | 194     |
| VII. <i>De la Guerre juste.</i>                                                                  | 195     |
| VIII. <i>Des Droits de la Guerre.</i>                                                            | 197     |
| IX. <i>Cause des Guerres fréquentes.</i>                                                         | 199     |
| X. <i>De l'Esprit Militaire.</i>                                                                 | 201     |
| XI. <i>Des Forces Maritimes.</i>                                                                 | 202     |
| XII. <i>Des Alliances.</i>                                                                       | 203     |
| XIII. <i>Des Négociations.</i>                                                                   | 204     |
| XIV. <i>De la Bonne Foi.</i>                                                                     | 206     |
| XV. <i>Le Bien Public est la regle de la Politique.</i>                                          | 209     |
| XVI. <i>De la Fidélité dans les Traités.</i>                                                     | 210     |
| XVII. <i>S'il est permis d'y manquer.</i>                                                        | 211     |
| XVIII. <i>Les traités injustes ne peuvent lier.</i>                                              | 213     |
| XIX. <i>Ces principes sont fondés en raison.</i>                                                 | 214     |
| XX. <i>Des conditions qui rendent les Traités sacrés.</i>                                        | 216     |
| XXI. <i>Nul pouvoir institué pour contenir les Souverains.</i>                                   | 217     |
| XXII. <i>De la Balance de l'Europe.</i>                                                          | 218     |

DISCOURS



DE LA  
POLITIQUE  
EXTERIEURE.

DE LA GUERRE, DE LA PAIX,  
DES TRAITÉS, &c.

§. I. *La morale & les devoirs sont les mêmes pour  
les Nations que pour les Individus.*

**A**PRÈS avoir parcouru les principaux objets qu'une Politique éclairée doit envisager relativement à l'intérieur d'un Etat, & la conduite qu'elle doit tenir à l'égard de ses Sujets, examinons maintenant celle qu'elle doit suivre relativement aux autres Etats avec lesquels elle peut avoir des liaisons ou des rapports. Tout devroit nous convaincre que les sociétés dans lesquelles le genre humain est partagé, peuvent être regardées comme autant de grands individus dont l'assemblage forme la grande Société du monde. Les mêmes devoirs que la Nature d'un être sociable & raisonnable impose à chaque homme, elle les impose à chaque Peuple. Elle a mis entre les Nations la même inégalité qu'entre les membres d'une as-



sociation particuliere. Les Peuples ont les mêmes rapports, les mêmes besoins les uns des autres, & par-conséquent doivent être soumis aux mêmes regles. Enfin dans la vaste Société du genre humain, il est des liens qui unissent aussi étroitement un Peuple à un autre Peuple, que le Citoyen dans une société particuliere est uni à ses Concitoyens. Si l'homme doit quelque chose à l'homme, une Nation est soumise à des devoirs envers les autres Nations; si la Nature prescrit les devoirs de l'un, elle prescrit aussi ceux de l'autre; l'expérience & la raison font connoître les regles qui résultent de ces devoirs, & leur assemblage forme un code universel, fait pour commander également à toutes les Nations du monde, mais malheureusement méconnu, méprisé ou arbitrairement interprété par la plupart des Princes qui décident de la conduite des Peuples.

AINSI, n'écoutons plus les maximes corrompues de cette Politique inhumaine qui persuade aux Nations & à leurs Chefs qu'il n'est point de loi pour les Souverains, que nuls devoirs ne les lient, que l'intérêt est l'unique regle de leur conduite, & que la force doit être la seule mesure de leurs droits. Ces idées que la Nature & la Raison désavouent, fondées sur des passions, sur des avantages passagers, sur des vues rétrécies, ne sont faites que pour en imposer à des spéculateurs qui confondent sans cesse le fait avec le droit, ce qui est avec ce qui devrait être, la force avec l'équité. Ces opinions ne conviennent qu'à des Souverains qu'une ambition démesurée ou que la perversité du cœur aveuglent au point de méconnoître les devoirs qui les lient même envers les sociétés dont ils ne sont pas les Chefs. Si



l'homme injuste brise les nœuds qui l'unissent à la Société dans laquelle il vit, le Politique injuste rompt ceux qui l'attachent à la Société universelle.

Si l'on doutoit de cette vérité, que l'on considère les sentimens que font naître dans les Nations voisines ces Souverains perfides, ces guerriers turbulents, ces conquérans ambitieux que le sort ne place que trop souvent à la tête des Empires. N'excitent-ils pas dans les Etats qui les entourent, les mêmes jalousies, les mêmes défiances, la même horreur qu'inspirent les criminels dans la société particulière ? Les Peuples ne font-ils point des efforts pour contenir un pouvoir qui leur fait ombrage, pour réprimer des excès qui les inquiètent, pour détruire les objets de leurs justes allarmes ? Le sang des Nations gouvernées par des politiques injustes, n'expie-t-il pas sans cesse les forfaits de leurs Souverains corrompus ?

## § II. *Source de la corruption politique.*

PAR une pente fatale & naturelle, les Peuples & ceux qui les commandent sont sujets à des passions, à des frénésies plus ou moins durables qui les rendent sourds à la voix du devoir, aux loix éternelles de leur Nature, ferment leurs yeux sur les besoins, les intérêts & les droits qui leur sont communs avec les autres Peuples : l'homme ignorant ou sans expérience n'envisage que l'intérêt du moment ; incapable de porter ses vues sur l'avenir, il trouve plus court de céder à la passion qui le presse ; il faut pour le contenir,



ou une force qui lui en impose, ou une raison exercée qui lui montre les dangers auxquels ses passions l'exposent. La raison des Peuples & des Princes qui les gouvernent, n'est souvent rien moins que développée; quand ils ne voient aucune force qui puisse les arrêter, ils se livrent imprudemment aux faillies de leurs désirs, excités par des avantages supposés, par l'ambition & souvent par une sotte vanité qui suffit quelquefois pour mettre l'univers en combustion. Alors ils n'entendent plus l'équité qui leur crie que, jouissant eux-mêmes, ils doivent laisser jouir les autres; qu'ayant eux-mêmes des besoins, ils doivent se prêter à ceux des autres: ils cessent de voir les avantages qui rendent, un Etat nécessaire à un autre: ils renoncent à la justice qui servant de rempart mutuel entre les hommes, doit assurer & distinguer leurs possessions réciproques.

Trop souvent l'intérêt méconnoît ces vérités: la force & l'adresse deviennent les seuls juges entre les Princes; tout est justifié par l'avantage qui résulte d'une démarche; la violence, la fraude, le parjure se changent en titres légitimes; les Nations les plus puissantes profitent cruellement & sans rougir de l'infériorité des autres, pour les opprimer impunément. Des guerres iniques sont suivies de traités aussitôt rompus que faits, le vainqueur impose au vaincu les Loix les plus dures; celui-ci revient, souvent avec raison, contre des engagements que la violence lui avoit arrachés. La force devient le seul frein pour des Nations qui semblent disputer d'injustices entre elles. Quelle différence alors entre un Peuple vainqueur ou un Brigand qui désole une société



particuliere? Un conquérant n'agit-il pas comme un assassin qui détruit ses semblables, qui ravit leurs biens & trouble leur tranquillité?

QUE l'on ne dise pas que la vertu est incompatible avec le Gouvernement des Etats; que, nécessaire aux individus, elle est inutile aux Nations, que la justice qui maintient l'ordre dans chaque société, seroit nuisible & déplacée dans la société du genre humain. Non; les Loix éternelles de la Nature & de la Morale sont faites pour obliger tous les Peuples & leur ordre violé est tôt ou tard suivi de châtimens nécessaires.

§. III. *La Probité en Politique ne peut pas nuire.*

MAIS, dira-t-on, une probité scrupuleuse, une équité sévère ne deviendroient-elles pas infailliblement contraires aux intérêts d'une Nation qui se trouve entourée d'autres Nations qui méconnoissent ces vertus? Un Etat, victime de sa bonne foi, succombéroit perpétuellement sous la force, sous la fraude, sous les crimes d'un Etat plus puissant, plus rusé, plus corrompu que lui.

NE croyons point que les Princes soient toujours les victimes de leurs vertus. Il est rare qu'un Souverain dont la conduite est guidée par une Politique sage au-dedans, vertueuse & juste au-dehors, ne s'attire l'estime, la confiance & les secours des Nations étrangères. Souvent elles ne se bornent point à une admiration stérile: intéressées à sa conservation, elles maintiendront ses droits, elles s'uniront à lui pour repousser la force qui tenteroit de lui nuire. L'ambition d'un tel Monarque aura lieu d'être satisfaite de la supério-



rité que sa conduite lui donnera sur les autres ; il en deviendra l'arbitre : la vertu est respectée de ceux-mêmes qui l'abandonnent.

#### §. IV. *De la Morale des Princes.*

Ces maximes si vraies sont entièrement méconnues de la plupart des Princes qui sentent rarement combien la vertu seroit utile à leurs intérêts véritables & à la prospérité durable de leurs Etats à laquelle leur propre bonheur est lié. L'ignorance, comme tout le prouve, est la source unique du mal moral ; les hommes ne sont méchants, que parce qu'ils ignorent l'intérêt qu'ils ont d'être bons, & les avantages inestimables attachés à la pratique de la vertu. Les Souverains destinés à faire pratiquer aux autres les devoirs de la Société, devenus eux-mêmes des êtres infociables par leurs passions que, ni l'éducation, ni la raison, ni la force publique ne leur apprennent presque jamais à contenir, s'y livrent tête baissée, leur sacrifient les Peuples, se ruinent pour acquérir, & n'ont aucune idée de leurs vrais intérêts. Par une suite de cette fatale ignorance, la Politique n'est qu'un commerce de perfidies : les Princes sont perpétuellement occupés à se surprendre par la ruse, ou à s'arracher par la violence, les avantages qu'ils s'envient réciproquement. Ainsi qu'entre les Particuliers, il s'excite entre les Nations des jalousies, des haines, qui souvent dégénèrent en guerres. La prospérité, l'abondance, l'industrie des unes font ombrage à d'autres. Incapables de réussir à se nuire par la force, elles ont recours à l'artifice. Eprises du frivole avantage de dominer, d'obtenir des prérogatives chi-



mériques, des richesses souvent funestes, elles cherchent à se traverser, & croient avoir des forces réelles à mesure que leurs voisins sont affoiblis. Delà ces guerres, ces traités infidieux si souvent violés, ces inimitiés cruelles & ridicules qui se perpétuent presque sans intervalle entre les habitans de ce monde; delà ces animosités & ces fureurs, pour ainsi dire, innées qu'ils se transmettent d'âges en âges, jusqu'à ce que la destruction des parties contendantes vienne enfin les terminer.

ON diroit que les Princes ne regnent sur leurs Sujets, que pour se mettre en état de nuire aux Sujets des autres; la Politique extérieure absorbe communément tous les soins qu'ils devroient donner à la Politique intérieure. Enivrés de l'idée vaine de jouer un grand rôle aux yeux de l'univers étonné, on ne voit la plupart des Souverains occupés qu'à écraser leurs propres Nations dans la vue d'écraser ensuite les Nations étrangères ou de se défendre contre elles. Ils vivent entre eux dans un Etat que l'on nomme *Etat de Nature*, mais qui est en effet un état contraire à la Nature de l'espèce humaine, un état sauvage, infociable, un état inquiet & troublé, un état misérable d'où la raison seule pourroit les dégager. Jusqu'ici elle n'a pu leur faire sentir qu'ils sont les membres d'une même famille, qu'ils devroient vivre en société, que leur intérêt l'exige, qu'ils se nuisent à eux-mêmes en voulant nuire aux autres. Ces vérités leur paroissent pédantesques & ridicules.

TROMPÉES par l'ambition & les vues bornées de ceux qui les gouvernent, les Nations se

croient obligées de se haïr réciproquement. Leurs Souverains mettent à profit ces dispositions fatales; ils s'en servent pour faire valoir leurs frivoles intérêts qui rarement sont ceux de l'Etat. Ainsi, sans savoir pourquoi, l'homme hait l'homme qu'une rivière sépare de lui; le Sujet d'un Souverain devient l'ennemi né du Sujet d'un autre; un Peuple stupide se rend le champion des délires & des iniquités de ses Maîtres; il devient injuste, parjure, turbulent, parce que ceux qui lui commandent ont mérité ces noms odieux.

#### §. V. *De la Guerre.*

AINSI la guerre, cet Etat de violence & de trouble si contraire au bonheur de toute société, s'allume entre les Nations souvent sans cause, & devient, par la déraison des Princes, l'objet le plus important de leur Politique. C'est sans doute cet acharnement à se détruire qui a porté un philosophe atrabilaire à supposer que l'homme étoit né dans un état de guerre avec ses semblables. (\*) Eh! qui ne seroit tenté de le croire, en voyant la frénésie qui anime à tout moment les Peuples à leur destruction réciproque? En considérant l'imprudente facilité avec laquelle les Souverains répandent le sang de leurs Sujets, sous les prétextes les plus frivoles, & pour des intérêts souvent si puériles, comment ne pas supposer que les hommes n'ont été placés dans ce monde que pour s'égorger les uns les autres? Pour peu qu'on jette les yeux sur les annales du genre humain, tout être raisonnable est consterné à la vue des guerres atroces & continuelles & des inutiles carnages qui, de tout tems, ont fait nager la terre dans le

(\*) Thomas Hobbes.



sang de ses enfants. S'il est un crime affreux , c'est sans doute celui de ces Rois qui, pour les objets les plus futiles, s'engagent dans des guerres, & sacrifient à la fantaisie du moment, des Sujets dont la vie est la richesse la plus réelle d'un Etat. De quel front peut-on louer ces Monarques ambitieux, ces Conquérants féroces qui, peu soigneux de rendre heureuses les contrées que le destin leur a soumises, veulent porter ailleurs la désolation & la mort? Comment des Poètes adulateurs osent-ils chanter ces guerriers inhumains qui, au prix de l'élite d'une Nation, achètent une gloire inhumaine contre laquelle l'éloquence & la satire devroient lancer tous leurs traits? Loin de flatter ces Monstres farouches & ces fléaux du genre humain, l'histoire ne devroit-elle pas les couvrir d'opprobre & d'infamie? Périssent à jamais la mémoire de ces Conquérants détestés qui se sont fait un jeu de la destruction des hommes! Périssent ces Ministres perfides qui conseillent à leurs Maîtres la dépopulation de leurs propres Etats! Périssent la gloire de ces Généraux qui, pour un moment de gloire, sacrifient sans pitié des milliers de victimes! Les guerres les plus heureuses joignent les lauriers aux cyprès: le sang du Citoyen se confond toujours avec celui de l'ennemi; les terres acquises par la conquête ont été communément payées de la vie d'un plus grand nombre d'hommes, que la victoire n'en soumet.

Quoi de plus déshonorant pour l'espece humaine, que cette honteuse joie que les Nations font éclater à la suite de leurs sanglantes victoires? De quoi vous réjouissez-vous, Peuples insensés? De quoi remerciez-vous vos Dieux? Est-ce de ce qu'une bataille a fait périr des milliers de vos



Concitoyens ? Est-ce de ce que votre Monarque a augmenté d'une ville détruite son malheureux Empire ? En ferez-vous plus fortunés vous-mêmes ? Votre sûreté en est-elle augmentée ? Jouirez-vous plus tranquillement du fruit de vos travaux ? Allez-vous être soulagés du poids de vos impôts ? Non, dites-vous ; eh bien ! vous vous réjouissez donc comme des insensés de voir redoubler vos maux.

### §. VI. *Folie des Conquêtes.*

Si l'on considéroit sans préjugé la conduite de la plupart des Princes, on seroit tenté de croire que leur projet n'est que de régner sur des champs désolés. Sans cesse occupés à étendre les bornes de leurs Etats, ils ne songent presque jamais à les rendre plus heureux. On diroit qu'ils ne veulent que de la terre & des misérables. Le Conquérant sacrifie les vainqueurs & les vaincus à son aveugle frénésie. Qu'est-ce qu'une terre inculte & inhabitée ? Quel avantage résulte-t-il d'être le maître d'une solitude ? Quelle force peuvent donner des Etats démembrés, éloignés les uns des autres, & que leur position rend souvent plus onéreux qu'utiles ? Les possessions éparpillées de la Monarchie Espagnole ne furent-elles pas la source de ces guerres ruineuses qui l'épuisèrent à la fin & d'hommes & d'argent ?

LES Rois veulent toujours plus de Sujets qu'ils n'en peuvent gouverner ; peu contents de rendre malheureux ceux que la Nature leur a soumis, ils vont par des conquêtes porter l'infortune à ceux qu'elle avoit soustraits à leurs Loix. La



pareffe, l'incapacité, l'ignorance de l'art de régner, ainsi que l'ambition, sont les mobiles du Conquérant; un Prince juste, laborieux, appliqué rend son Etat florissant; le Conquérant féroce trouve bien plus court de s'emparer du fruit d'un travail dont lui-même est incapable. La conquête, ainsi que les grands crimes, en impose aux hommes, & finit par exciter leur admiration; les Rois les plus destructeurs sont les plus admirés. Ces Héros dont les Poètes nous chantent les victoires, sont un objet d'horreur pour le Sage & le Citoyen.

LOIN de la saine Politique cette impétuosité criminelle si nuisible aux Etats! Les Princes occupés du bonheur des Nations qu'ils gouvernent, doivent songer que rien ne met de plus grands obstacles à leurs vues, que ces armées nombreuses qui arrachent aux champs leurs cultivateurs, qui n'en font que des destructeurs, & dont l'effet est de livrer au vice & à l'oisiveté, des hommes dont le courage, utile pendant la guerre, devient souvent nuisible après le retour de la tranquillité. La licence, le mépris des Loix, la corruption des Mœurs, sont les conséquences fatales auxquelles est exposée une Nation belliqueuse. Les grandes armées furent toujours funestes à la liberté & aux mœurs des Citoyens.

#### §. VII. *De la Guerre juste.*

MALGRÉ ces terribles effets, la Politique la plus sage est souvent obligée de recourir à la guerre; c'est le dernier remède qui lui reste pour réprimer les entreprises des Peuples injustes & déraisonnables; c'est toujours à regret qu'elle ar-



me les mains de ses Sujets ; c'est toujours avec empressement qu'elle les désarme pour les rendre à la Patrie ; elle n'ignore point que la guerre est pour eux une maladie convulsive dont la durée les accable & les conduit à la mort.

LA guerre n'est juste & nécessaire, que lorsqu'elle repousse un agresseur injuste, lorsqu'elle réprime les fureurs d'un Peuple effréné, lorsqu'elle a pour objet de contenir un Conquérant, un Brigand féroce & turbulent, lorsqu'elle étouffe dans leur naissance, les complots des voisins jaloux. Ainsi une guerre n'est juste, que lorsqu'elle se propose la défense de l'Etat ou le maintien des avantages que la Nature & l'industrie lui procurent ; elle est très légitime lorsqu'elle empêche un voisin puissant, dont on craint la puissance excessive, ou dont on a déjà éprouvé les excès, de prendre un ascendant funeste à l'indépendance des autres.

Si nous examinons sans préjugé les motifs de la plupart des guerres qui se font sous nos yeux, nous verrons que presque jamais elles n'ont véritablement pour objet le bien-être ou la sécurité des Nations qui se combattent ; le sang des Peuples coule de toutes parts, pour aggrandir le pouvoir d'un Monarque incapable déjà de gouverner les Etats qu'il possède ; l'Europe est mise en feu pour l'intérêt d'un Ministre inhabile, par la sottise d'un Négociant ignorant, pour l'avancement d'un Courtisan sans mérite, pour contenter l'avarice de quelques marchands avides. C'est dans le sein des Nations, que se trouvent communément leurs véritables ennemis. Ce sont leurs Chefs, conseillés par un petit nombre de mauvais



Citoyens , qui les mettent aux prises pour des objets qui n'intéressent nullement, ni la sûreté, ni la félicité publique.

Tous les Souverains prétendent néanmoins avoir de justes motifs de faire la guerre, lors même qu'ils ne sont guidés que par l'ambition la plus avérée ou par l'avidité la plus honteuse. Qui est-ce qui peut alors décider entre eux ? Au défaut de la raison, il ne reste que la force. En un mot, une Nation n'est en droit de faire la guerre, que lorsqu'elle n'a pas pour elle-même la sécurité nécessaire; elle doit cesser, du moment où elle acquiert cette sécurité & commence à la ravir à l'ennemi. Telle est la justice universelle.

#### §. VIII. *Des Droits de la Guerre.*

ON demandera , peut-être , quels sont les droits que donne la Guerre, & jusqu'à quel point il lui est permis de porter ses fureurs ? Donner des Loix au désordre, fixer des limites à la colère d'un Conquérant & du Soldat effréné, c'est sans doute vouloir soumettre le délire à la raison, la passion à la réflexion. Il est pourtant des bornes que la Nature prescrit à l'impétuosité des hommes; la raison les trace d'après l'expérience, & la fougue s'habitue à les reconnoître au sein même du désordre. Les hommes, sans renoncer à leurs folies, en sentent les inconvénients, & consentent à modérer ses effets. Telle est l'origine de ce *Droit des gens* fondé sur des conventions réciproques par lesquelles les Peuples, pour leurs intérêts mutuels, s'accordent à user avec quelque modération du pouvoir que la force leur



donne. Le cri de l'humanité, de l'intérêt des hommes se fait donc quelquefois entendre, même au milieu du bruit des armes ! Il apprend aux vainqueurs les plus farouches, que leurs ennemis sont des hommes ; que, s'il est juste de les réprimer, il est injuste de les détruire dès qu'ils cessent d'être à craindre ; il montre, aux Conquérants, que leurs conquêtes sont infructueuses pour eux-mêmes, quand, par un carnage inutile, ils exterminent ceux dont ils vouloient faire des Sujets. Enfin, tout leur annonce que les armes étant journalières, le Soldat, victorieux aujourd'hui, peut devenir demain la victime de la cruauté qu'il a montré lui-même. C'est ainsi que l'intérêt & le besoin ramènent toujours, malgré les hommes, les plus inconsiderés aux devoirs de la morale & de l'équité. Le *Droit des gens* est la morale des furieux qui mettent des limites à leurs folies. Cette morale est imparfaite & peu sûre, parce qu'elle dépend souvent des caprices d'hommes déraisonnables & dépourvus de prévoyance.

LA vraie Politique n'est ni destructive ni cruelle ; contente d'abaisser & d'affoiblir ses ennemis, de déconcerter leurs complots, de réprimer leurs excès, elle ne veut point les écraser sous le char de la victoire ; elle se souvient toujours que c'est s'exposer à tout perdre, que de pousser ses ennemis au désespoir. Si ses succès n'ont point répondu à son attente & à la sagesse de ses mesures, elle cède au tems & consent plutôt à commander à des Peuples moins nombreux, à des États moins étendus, que d'exposer par une opiniâtreté très inutile, sa Nation à une ruine totale.



POUR un Gouvernement éclairé, la guerre n'est jamais que le chemin de la Paix; une sage administration la préfère, même défavantageuse, à la guerre la plus heureuse, qui coûte toujours à l'Etat ses trésors, ses Sujets; ses biens les plus précieux. Les armes ne sont faites que pour conserver aux Nations, ce que la tranquillité leur a fait acquérir: les Etats sont toujours assez grands, dès qu'on ne songe qu'à les rendre fortunés.

§. IX. *Cause des Guerres fréquentes.*

RIEN de plus rare que des Rois magistrats ou citoyens. Presque tous les Empires ont été fondés par la force des armes; il est des Nations que des guerres réitérées ont rendu belliqueuses; l'habitude leur fait alors une nécessité du trouble; l'inaction & le repos sont des Etats violents & incommodes pour un Gouvernement Militaire, dont le tumulte est l'élément; les armes seules y conduisent à la considération, aux récompenses, aux honneurs. Le Prince, quand même il n'aimeroit pas la guerre, y est continuellement entraîné par le préjugé dominant; il peut rarement tenir une juste balance entre ses différens Sujets: il oublie qu'il est bien plus le Souverain du Laboureur, de l'Artisan, du Commerçant, qui tous ont besoin de la paix; il ne songe pas que ce n'est que pour eux qu'il doit faire la guerre; la voix des Soldats qui l'entourent, est plus forte que celle de tous les Citoyens réunis; elle étouffe pour l'ordinaire les cris d'une Nation entière, toujours intéressée au repos, toutes les fois qu'elle n'est point réellement en danger. Les guerres qui désolent l'univers seroient bien moins



fréquentes, si les Princes ne prenoient les armes, que lorsque la nécessité & la sûreté de leurs Peuples les forcent de recourir à ce fatal remède. Les guerres seroient moins longues qu'elles ne sont, si, contents d'écarter le danger, ils consentoient à faire cesser le mal dès qu'il est inutile. Une guerre sans motifs raisonnables & sans fruit, est une double calamité pour la Nation. Si la paix amollit les Sujets, la guerre les conduit à une destruction certaine. Une sage Politique fait maintenir la paix, en se tenant toujours prête à la guerre. Une Nation trop belliqueuse ressemble à un blessé qui rouvre continuellement ses plaies, avant qu'elles soient cicatrisées: elle se détruit avec plus de promptitude, que la Nature ne la répare: par la folie des Souverains, la paix n'est communément pour elle qu'un Etat de langueur & de convalescence de trop peu de durée pour pouvoir se rétablir.

UNE Nation prévoyante & sensée ne devroit-elle pas s'imposer la Loi de ne jamais s'aggrandir, de ne point faire d'acquisitions nouvelles? En augmentant l'étendue d'un Etat, on augmente bien plus sa misère que sa félicité. Les Peuples ne se laisseront-ils jamais de répandre leur sang & de dissiper les richesses qu'ils possèdent déjà pour obtenir des conquêtes incertaines & couteuses, ou pour faire valoir les prétentions douteuses de leurs Chefs insatiables? Quelles ames doivent avoir ces Conquerants impitoyables qui commentent toujours par ruiner & immoler les Sujets qu'ils ont, dans l'espoir incertain d'en acquérir d'autres? Tout Prince n'a-t-il pas assez d'affaires, quand il veut sagement gouverner son pays?



§. X. *De l'Esprit Militaire.*

COMME les malheureuses circonstances & la position d'un Etat le forcent à tourner souvent ses vues du côté de la guerre, il seroit important que ses institutions, ses loix & l'éducation publique entretinssent dans ses Sujets l'honneur, l'enthousiasme de la gloire, l'estime pour la valeur, l'amour pour la Patrie; une éducation martiale devroit donc apprendre, dès l'enfance, le métier de la guerre à ceux des Citoyens que le sort destine à guider les bras du Soldat qui n'a que du courage; elle formeroit des Généraux beaucoup plus nécessaires à une Nation, que les armées les plus nombreuses. L'expérience de tous les siècles nous prouve que ce ne sont point les armées, mais des Chefs expérimentés qui remportent les victoires. Les stupides Béotiens n'eurent besoin que d'un *Epaminondas* pour se tirer de l'obscurité & pour vaincre les Spartiates eux-mêmes. Un Général est l'ame de son armée; celle-ci, quelque soit sa force, n'est qu'une masse inerte, si son Chef ne lui donne le mouvement & la vie.

Si un pouvoir illimité est fait pour avoir lieu quelque part, c'est sur-tout lorsqu'il s'agit du commandement des armées. Dès que le Souverain remet la conduite de ses troupes à l'un de ses Sujets, la confiance doit être entière & le bras du Général ne doit plus être retenu. C'est une politique puérile dans un Souverain de se réserver le droit de diriger du cabinet les opérations des campagnes. A la guerre, c'est l'instant qui décide; le Général doit le saisir, il est alors le seul juge de la conduite qu'il doit tenir.

MAIS pour que les Chefs des armées puissent opérer, il faut une obéissance profonde dans les Soldats & dans ceux qui leur font exécuter les ordres du Général. Rien de plus nécessaire, qu'une discipline rigoureuse. Ce n'est que dans une armée que le Despotisme peut être de quelque utilité. Il est bien moins dangereux que cette anarchie licentieuse qui met, pour ainsi dire, chaque soldat en droit d'examiner les ordres de ses Chefs. Le succès même étoit puni chez les Romains, des qu'il n'étoit pas commandé. Sans subordination une armée devient une Démocratie dont les faillies sont toujours funestes à la République. Le courage même est souvent forcé de céder à la discipline; la valeur, dès qu'elle n'est point guidée, ne produit que désordre; l'impétuosité peut bien quelquefois procurer des succès, mais dès qu'elle trouve de la résistance, elle est déconcertée; est-elle repoussée? le courage disparoît & fait place au découragement. La discipline seule peut apprendre au Soldat à tenir ferme, à se rallier, à contempler le danger de sang froid. Le militaire qui n'a que de la valeur, ne fait que mourir inutilement; le Guerrier discipliné ne périt point sans profit pour la Patrie. La discipline seule a rendu les Romains maîtres de l'univers.

### §. XI. *Des Forces Maritimes.*

IL est des Nations que leur situation oblige à entretenir des forces maritimes, ainsi que des armées de terre. Il est très important pour elles de maintenir l'équilibre entre ces deux branches de leurs forces; sans cela la Puissance de terre



éclipsera celle de la Mer, ou celle-ci fera négliger ou perdre de vue la première. Un Gouvernement fondé par la conquête, a toujours trop d'égards aux vœux d'une Noblesse remuante qui préfère la guerre de terre. Une Nation commerçante néglige très souvent ses forces de terre pour s'occuper exclusivement de ses forces maritimes. La vraie Politique, je le répète, ne quitte jamais la balance; elle ne souffre pas qu'une branche de l'administration s'élève sur les débris d'une autre. Plus ses besoins se multiplient, plus elle redouble d'attention pour qu'aucune force n'entraîne les autres.

#### §. XII. *Des Aliances.*

LA Nature & les conventions des hommes ont rendu très inégales les forces des Nations. Un Etat peut être plus puissant qu'un autre; mais nul Etat n'est plus puissant que tous les autres. Plusieurs Nations foibles, en s'associant, deviennent égales en puissance aux plus fortes. La situation, les besoins, les circonstances, les opinions, les liaisons des Souverains, les intérêts des Princes établissent des rapports entre quelques Etats; ces choses rendent quelques Peuples ennemis, tandis qu'elles unissent les autres. Entre les Nations qui ont les mêmes besoins, les mêmes desirs, les mêmes passions, il s'établit une rivalité, une inimitié comme entre des individus qui se proposent un même objet, ou qui sont animés de la même passion. Deux Nations guerrières feront perpétuellement en guerre; deux Nations commerçantes ne peuvent être long-tems amies; deux Nations voisines sont sujettes à de fréquents démêlés.

DE MÊME que l'intérêt réunit les Citoyens, il réunit aussi les Sociétés; chacune d'entre elles s'aime préférentiellement à toute autre; chacune tend à son bonheur réel ou idéal; en un mot, chacune a ses projets: mais comme toutes ont des droits égaux & ne reconnoissent point de juges, elles sont forcées de porter leurs prétentions au tribunal de la raison. Elle les décide d'après les Loix de la Nature qui commandent aux Sociétés comme à chaque homme: elle leur apprend que leur propre conservation étant le premier & le plus cher de leurs intérêts, les oblige à sacrifier au repos & au bien-être du tout, une portion de leur indépendance, de leurs desirs, de leurs besoins même. Lorsque la voix de la raison n'est pas assez forte pour se faire entendre des Sociétés politiques ou de ceux qui les gouvernent, il ne leur reste plus que la force pour décider leurs querelles.

### §. XIII. *Des Négociations.*

NÉGOCIER en Politique, c'est chercher à concilier les intérêts de plusieurs peuples; c'est leur faire entrevoir les moyens qui peuvent tendre à la conservation mutuelle & au bonheur, réciproque; c'est détourner leurs yeux d'un objet chimérique ou d'un avantage momentané, pour les fixer sur un objet plus réel; en un mot, c'est les éclairer sur leurs intérêts véritables. Les Nations, comme les individus, sont sujettes à des passions qui souvent les aveuglent & les entraînent dans la ruine: par la négociation, la Politique rectifie les idées de ceux qu'elle veut faire concourir à ses vues; c'est en cela sur-tout



qu'elle montre sa capacité. Pour ouvrir les yeux des autres sur leurs propres intérêts, il est important de les connoître soi-même : il faut donc que la Politique, non seulement porte les yeux sur les objets qui méritent l'attention de l'Etat qu'elle gouverne, mais encore sur ceux qui doivent intéresser les autres Etats. Les passions peuvent seules combattre des passions; il n'y a que la vue d'un intérêt plus fort, qui puisse en faire disparoître un plus foible.

ON négocie, soit avec des Puissances amies, soit avec des Puissances ennemies; on veut s'attacher les unes, on veut désarmer les autres. L'artifice seroit inutile ou nuisible, lorsque les intérêts sont évidents; personne communément ne connoît mieux les intérêts d'une Puissance, que cette puissance même. Les Négociateurs éclairés s'entendent à demi mot; ceux qui prennent la justice pour base, ne tardent point à s'accorder: une négociation n'est compliquée, que par l'incapacité ou la mauvaise foi des parties.

LES liaisons des Peuples, ainsi que celles des particuliers, sont fondées sur l'identité des intérêts. Les secours propres à entretenir l'amitié entre les hommes, la maintiennent entre les Nations & font cesser les différends qui s'élèvent entre elles. La prudence, la fidélité, l'habitude cimentent les nœuds des corps politiques; la passion, l'imprudence, l'infidélité les séparent & les brisent. Comme dans la Société particulière, les foibles sont dans la Société générale communément les victimes de leur foiblesse; les Riches & les Puissants y insultent avec hauteur l'Indigent & le Pauvre, ou leur font acheter, souvent aux



dépens de la liberté, la protection qu'ils leur accordent.

§. XIV. *De la Bonne Foi.*

PLUSIEURS de ceux qui ont écrit sur le Gouvernement, ont prétendu que la Politique ne pouvoit être franche & vraie, & que le grand art de négocier consistoit à surprendre la simplicité de ceux avec qui l'on traite. Ils ont cru que tout étoit permis aux Chefs des Nations, dès qu'il s'agit des intérêts de l'Etat; que la force, la ruse, la perfidie même étoient entre leurs mains, des moyens que l'objet justifie. D'un autre côté, des Moralistes plus sévères ont interdit aux Souverains, ces voies obliques & tortueuses que désavoue la vérité. Ils ont voulu que les Princes ne s'écartassent jamais de la droiture. Les premiers ont vu les hommes tels qu'ils sont, les autres les ont vu tels qu'il seroit à désirer qu'ils fussent. Les uns ont fait l'Histoire de la Politique, les autres en ont fait le Roman. Ecartons le voile du préjugé pour examiner, s'il est possible, ces sentimens si opposés; voyons ce que la raison décidera sur cette importante question.

Si l'amour de notre être est le premier sentiment de notre Nature; s'il nous est permis d'employer toutes les voies pour conserver notre existence; si la raison nous accorde le droit de détruire les objets qui la menacent, les Nations, sans doute, jouissent des mêmes privilèges. Les Souverains qui les représentent, sont donc indispensablement obligés de travailler au maintien de leur sûreté & de leur bien-être; telle est leur première Loi; telle est pour eux la pre-



miere vertu, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées; jamais il ne leur fut permis de s'en écarter. La Société elle-même ne peut renoncer au bonheur; elle ne peut perdre de vue sa conservation; elle ne peut se priver de ses besoins. Lorsque ces objets sont visiblement menacés, la Politique est toujours en droit d'employer tous les moyens imaginables pour écarter le danger. Mais quelle est la Nation dont le bien-être soit véritablement menacé? est-ce celle qui fuit les loix d'un Souverain injuste pour ses propres Sujets; qui, couvrant son ambition des prétextes les plus frivoles, va porter la désolation & le carnage chez les Sujets des autres? Est-ce celle d'un Prince qui, peu content des limites de ses Etats, s'appuie de quelques prétentions injustes ou chimériques pour les étendre aux dépens des autres? Dira-t-il que le bonheur de ses Peuples le force d'employer les détours d'une Politique ténébreuse, lorsque réellement il ne se propose que de satisfaire son ambition personnelle, sa propre vanité, l'imprudence de ses Ministres? Peut-il justifier ses excès, ses violences, ses parjures, sous le prétexte du bien-être de la Nation qu'il gouverne, lorsqu'exempt de toute crainte pour elle, il va de gaieté de cœur troubler le repos général, & leur arracher les avantages dont elles jouissent? Si à ces attentats, la Politique joint la fourberie, elle unit le crime au crime, le mensonge à l'injustice, le brigandage à l'infamie.

IL n'en est point de même, si la justice trop foible, accablée par la force, est réduite à prendre les seuls moyens qui lui restent pour conserver son existence. Nous devons la vérité, la bonne foi aux hommes, mais les devons-nous à des brigands



acharnés à nous détruire ? Le mensonge lui-même, quand il a pour objet le salut des Peuples, n'est-il pas une vertu ? Oui ; un motif si sublime l'ennoblit ; dès qu'il sauve l'Etat, il ne peut être honteux. Si l'on attaque ou ma vie ou mes biens, ne puis-je donner le change à celui que la Nature me permet d'exterminer ? qui doutera qu'une Nation n'ait les mêmes droits ? Qui blâmera la Politique de procurer le salut de la Société, de la même manière que l'on trouve légitime dans l'un de ses membres ? Qui aura le courage de refuser à ceux qui gouvernent les Peuples, les mêmes droits dont jouit le dernier des Citoyens quand il est attaqué ?

GARDONS-NOUS donc de prescrire à la Politique, ces vertus superstitieuses & romanesques dont la pratique rigoureuse deviendrait quelquefois la ruine d'une Société. Les vertus qui nuisent au genre humain, sont des fausses vertus. Les scrupules qui la mettent en danger, sont des faiblesses ; la ruse devient estimable, dès que la Politique l'emploie véritablement pour le salut de l'Etat. Lorsque je dis véritablement, je ne fais point dépendre la conservation de l'Etat d'une entreprise injuste échouée, d'une Province démembrée dans une guerre imprudente & malheureuse, de quelque branche de commerce ou de luxe, enlevée par des mains plus habiles, de quelque défiance malfondée, de quelque inquiétude frivole. Les Souverains mettent presque toujours leurs Nations en danger, & compromettent leur vrai bonheur pour des objets plutôt nuisibles qu'utiles, dont un enthousiasme passager les enivre ! Le bon sens est souvent forcé de rougir des sujets ridicules qui arment les mains des Maîtres de la



terre. Des titres vains, des préséances puériles, des soupçons & des ombrages, des prétentions chimériques & obscures, sont les motifs ordinaires des guerres, des négociations, des alliances & des ligues; objets futiles que les Princes voudroient sans cesse faire passer pour nécessaires & importantes à la conservation de leurs Peuples.

§. XV. *Le Bien Public est la regle de la Politique.*

POUR que les voies de la Politique soient justifiées & ennoblies aux yeux de la raison, il faut que le bien public & la nécessité les tracent aux Souverains. Disons la même chose de la fidélité qu'ils doivent à des traités, à des engagements que nous leur voyons perpétuellement enfreindre ouvertement, lorsqu'ils en ont la force, ou éluder sourdement, lorsque la foiblesse les empêche de réclamer. Des conditions imposées par la violence & l'injustice, ont-elles droit de nous lier? Le Peuple qui impose à un autre Peuple des loix trop dures & destructives pour lui, a-t-il cessé d'être son ennemi? n'est-il plus permis à la Politique de rompre des engagements, lorsque la fidélité à les remplir entraîne infailliblement la perte de l'Etat? Des circonstances plus heureuses ne mettent-elles pas en droit de réclamer contre une destruction imminente à laquelle l'inhumanité, la cruauté, la barbarie, le glaive à la main, nous auront fait souscrire? Gardons-nous de le croire; dès qu'on veut nous détruire, soit par les armes, soit par un traité, il ne subsiste entre le destructeur & nous, que le rapport de l'inimitié, & tout devient légitime pour se soustraire à ses injustes loix. Pour être en droit



d'exiger de la bonne foi, il faut montrer de l'équité. Si un Peuple est forcé de subir la Loi d'un vainqueur inhumain, que lui importe qu'il périsse par son glaive ou par la loi cruelle qu'il lui impose?

§. XVI. *De la fidélité dans les Traités.*

Tous les Moralistes s'accordent à regarder les traités comme des engagements inviolables & sacrés. Ils ont, sans doute, raison, lorsque les traités ont l'équité pour base. Mais les Princes lésés par l'infidélité souvent nécessaire de leurs alliés ou de leurs ennemis réconciliés, leur en font indistinctement un crime, & ne cessent de les couvrir d'opprobre & d'infamie. Si, dégagés d'intérêts & de préjugés, nous examinons la conduite des Rois, peut-être trouverons-nous que les infractions des traités sont quelquefois plus excusables que ceux qui les leur ont imposés: l'injustice & la tyrannie de ceux-ci justifient souvent les infractions des autres. D'ailleurs il ne peut y avoir pour les hommes d'engagements éternels; les besoins & les circonstances des Nations subissent des changements continuels; par quel privilege voudroit-on que leurs intérêts ne changeassent jamais? les traités, les alliances, les pactes ne peuvent être fondés que sur des intérêts réciproques. Des conventions avantageuses dans un tems deviennent ruineuses dans un autre. Dirait-on que le Peuple lésé ne peut jamais réclamer contre des engagements qui lui sont devenus funestes? Prétendrait-on qu'il a voulu s'immoler sans réserve à un autre Peuple, qui seul en tirera les fruits? Les traités ne peuvent être que conditionnels; ils ne peuvent subsister qu'autant qu'ils



n'entraînent point la ruine de l'une des parties contractantes. D'ailleurs les Souverains, tuteurs, protecteurs & administrateurs des Peuples, qui sont toujours mineurs, sont-ils en droit de signer leur perte? Ce seroit le comble de la déraison que de prétendre qu'un Peuple pût être sacrifié par un Souverain à qui l'imprudence ou le caprice ont fait prendre, en son nom, des engagements destructeurs. Tout traité suppose des avantages réciproques; en leur faveur on peut, sans doute, renoncer à quelques droits; mais il n'est point d'avantages assez grands pour se priver de ceux qui sont essentiels à la sûreté, à la nature & à la conservation de la Société dont ils sont des droits inaliénables. Les Carthaginois que les Romains prirent par un traité de tous les moyens de se défendre, font ce qu'ils doivent, lorsqu'ils violent un traité fatal par lequel des vainqueurs injustes leur ont fait signer leur arrêt de mort.

§. XVII. *S'il est permis d'y manquer.*

LA probité des Souverains seroit souvent un crime, si elle n'étoit réglée par la justice ou par ce qu'ils doivent à l'Etat. Un Citoyen, quand il s'engage, dispose des choses dont il est le propriétaire; néanmoins lorsque par un contract il se trouve trop lésé, la loi lui fournit des remèdes, & lui permet de revenir contre ses engagements précipités. Il n'en est point de même des Monarques: dépositaires du pouvoir des Nations, chargés de veiller à leur bonheur, conservateurs de leurs biens, ils n'en sont point propriétaires; & lorsque par leurs engagements imprudens la Société se trouve évidemment lésée,



son bonheur anéanti, sa sûreté détruite, la Loi de la Nature, qui veut que tout tende à se conserver, les autorise à rompre les engagements qu'ils ont pu contracter.

AU-LIEU donc de faire de vains efforts pour plier les traités à leurs désirs, au lieu de leur donner des interprétations arbitraires, au lieu d'inonder l'univers de manifestes inintelligibles, les Monarques seront pleinement justifiés aux yeux de la raison, lorsque le salut réel & la conservation de leurs Etats les forceront de rompre des engagements que le changement des circonstances & des tems rendent insupportables à leurs Sujets. Les actes des hommes sont momentanés, imprudens & passagers comme eux; les loix de leur Nature sont toujours sages, prudentes & immuables; c'est à la raison à rectifier les défauts des circonstances.

ON dira, peut-être, que ces maximes, dont la mauvaise foi pourroit abuser sous prétexte du bien de l'Etat, tendent à briser les liens qui unissent les Peuples, ou du moins ébranlent la solidité de leurs traités. Je réponds que l'homme injuste ne peut point acquérir le droit de lier l'homme juste & foible. Quelques soient les spéculations des Souverains & des Peuples, c'est ainsi que la nécessité les force à se conduire dans la pratique; souvent ils en abusent sans doute, mais jamais on n'aura le courage de blâmer de bonne foi un Souverain qui violera un traité visiblement destructeur pour sa Nation.



§. XVIII. *Les Traités injustes ne peuvent lier.*

LES Souverains injustes pour leurs Sujets, ne tardent pas à le devenir pour les autres Etats. Si les Chefs des Nations étoient, comme ils le doivent, sincèrement occupés du bien public, s'ils ne le sacrifioient point sans cesse à leur propre ambition, à leurs passions, à leur intérêt personnel, communément très distingué de celui de leurs Peuples, on ne verroit pas un si grand nombre de traités dictés par l'imprudence, le délire & l'incapacité, qui souvent heurtent de front le bien-être des Peuples & contre lesquels la Nature, la Raison, la Nécessité forcent de s'élever. Mais par une étrange dépravation, ce n'est communément que lui-même que le Souverain envisage dans ses traités, dans ses guerres, dans ses alliances; il ne consulte que ses intérêts présents, que les vues souvent bornées de ses Ministres, que les caprices de ceux qui sont à portée de lui donner des conseils. Les intérêts d'une Nation ne sont point aussi mobiles que ceux de l'homme qui la gouverne: mais le bien de l'Etat ne sert que de prétexte aux volontés injustes & changeantes de leurs Chefs; ceux-ci violent leurs engagements avec autant de légèreté, d'imprudence & d'injustice, qu'ils les avoient contractés. Lorsqu'une Nation libre est en droit de parler, de stipuler ses propres intérêts, de s'occuper de sa politique extérieure, elle peut veiller à sa sûreté, & peser les conséquences des engagements qu'elle prend. Sous un maître absolu, ce n'est jamais que le Despote qui s'engage, ses volontés varient à tout moment, celles de la Nation ne sont point écoutées. Nul Peuple sur la terre n'est



intéressé que d'autres Peuples vivent dans l'esclavage.

EN examinant ces principes, on verra qu'ils ne doivent déplaire qu'à ceux que des intérêts présents ou des préjugés aveuglent. Le Conquérant le plus injuste veut s'assurer par des traités, le fruit de ses violences; il prétend lier par des engagements solennels, ceux que sa force a déjà accablés; il croit avoir acquis des droits sur eux en les rendant en quelque sorte les complices & les artisans de leur propre ruine. Il fait valoir comme des titres, des avantages qui ne lui viennent que de la force; il nomme obligation, la nécessité où il met le foible de consentir à sa propre perte. Si un ravisseur me contraint à force ouverte de lui céder ce qui m'appartient, acquiert-il par là des droits? Si par la violence il arrache mon consentement, devient-il un possesseur légitime? ne me sera-t-il plus permis de revenir sur des engagements formés le poignard sur la gorge? Il faut de l'équité, de la bonne foi, pour mériter de la bonne foi: les actes de l'injustice ne peuvent être légitimés par la foiblesse; & la Loi du plus fort n'est point un titre qui puisse jamais lier des êtres raisonnables.

#### § XIX. *Ces principes sont fondés en raison.*

QUE l'on ne croie donc pas que ces principes tendent à bannir la bonne foi des traités; ils tendent seulement à prouver que, pour acquérir le droit d'exiger l'accomplissement d'un traité, il faut que la justice ait approuvé ce traité. Il est vrai qu'un vainqueur, quelque soit son injustice, fait toujours colorer ses violences, ses usurpa-



tions, sa tyrannie, de quelques lueurs d'équité. On dira, peut-être, que, si les Souverains adoptoient ces maximes, les vainqueurs, persuadés qu'ils ne peuvent acquérir le droit de lier les vaincus, ne s'arrêteroient qu'après les avoir détruits tout-à-fait. Je réponds que les Conquérants qui tant de fois ont ravagé la terre, ne se sont communément arrêtés qu'après la destruction, ou la conquête des Empires. Dans les guerres qui n'ont point précisément la conquête pour objet immédiat, mais dans lesquelles un Peuple se propose seulement d'en abaisser, d'en affoiblir un autre, en un mot, de le priver de quelque avantage dont il jouit, le premier s'efforce toujours de faire au second tout le mal dont il est capable; il le détruiroit même s'il croyoit pouvoir y parvenir. Qu'arrive-t-il pour l'ordinaire? Le vainqueur, souvent épuisé lui-même, cherche à réparer ses pertes par un traité; alors il met en usage la ruse & l'adresse pour soumettre le vaincu aux conditions les plus dures; communément il ne consent à la paix, que lorsqu'il se sent incapable de continuer la guerre; s'il lui restoit assez de force, ou s'il ne craignoit de faire ombrage à d'autres Puissances jalouses, le vainqueur ne manqueroit pas de pousser les malheurs de son ennemi vaincu aussi loin que le Conquérant ou le brigand avéré. Mais la paix procure des avantages aux vainqueurs ainsi qu'aux vaincus; ils consentent de part & d'autre à mettre bas les armes, parce qu'ils en ont besoin; l'un consent à perdre quelque chose pour se sauver, l'autre se contente des avantages qu'on lui cede.

PEUPLES & Souverains qui voulez que vos traités obligent, n'entreprenez que des guerres



justes. Si vous exigez de l'équité, montrez vous-mêmes de la bonne foi; si vous demandez de la fidélité, n'imposez point des loix déraisonnables. Pour vous, Princes avides, injustes & turbulents, les moyens de lier les hommes ne sont point faits pour vous. Despotcs aveugles, qui ne suivez que vos volontés déréglées, vos engagements ne peuvent lier des Peuples dont vous ne consultez jamais les intérêts; les puissances qui contractent avec vous, ont droit de se défier d'une volonté que rien ne peut rendre stable & que la seule fantaisie dirige. Les usurpateurs & les tyrans sont toujours lâches & sans foi: après avoir violé les droits des leurs Sujets, comment craindront-ils de violer les droits des autres, lorsqu'ils le pourront impunément.

§. XX. *Des conditions qui rendent les traités sacrés.*

IL n'y a donc que des actes légitimes, approuvés par la justice & la raison, conformes à la Nature de l'homme, qui puissent conférer des droits véritables. Ce que la force arrache, peut être arraché par la force; ce que l'artifice fait obtenir, peut être éludé par l'artifice; ce que la ruse enlève, peut être enlevé par la ruse. Pour qu'un droit soit acquis, il faut un consentement. Mais, dira-t-on, les Souverains ne consentent jamais à la diminution de leur pouvoir. L'agresseur le plus injuste, le Conquérant le plus ambitieux, le Souverain le plus méchant renoncent difficilement au butin qu'ils ont ravi. Je réponds que la justice, aidée de la force, confère des droits légitimes. Une guerre justement entreprise donne des droits



droits très réels. Le vaincu est alors un criminel qui subit malgré lui le châtiment naturel qu'il a justement encouru pour avoir violé les droits de la Société universelle. Quelque soit sa volonté, il est forcé de se soumettre à perdre des avantages dont il avoit abusé; la justice le condamne, ainsi que la voix de la grande Société, dont les individus, souvent injustes eux-mêmes, veulent pourtant la justice & approuvent que, pour le bien de tous, un membre nuisible aux autres soit puni par la privation des moyens de nuire. L'intérêt général lui défend de revenir sur les engagements que la justice lui impose & que le bien public exige; la force qui pouvoit le détruire, est autorisée à lui faire observer des conditions onéreuses, mais devenues nécessaires à la sûreté de tous. C'est alors un malfaiteur à qui l'on ôte les moyens de faire du mal en lui laissant la vie; il peut bien ne pas consentir intérieurement aux sacrifices qu'il est forcé de faire, mais ils n'en sont pas moins justes pour cela.

§. XXI. *Nul pouvoir institué pour contenir les Souverains.*

DANS la grande Société, dont les Princes & les Peuples sont membres, il existe une Loi; elle est le résultat des volontés de tous les Peuples qui s'accordent à contenir, à réprimer, à affoiblir les membres dangereux au repos du genre humain. La volonté d'une Société particulière, ou la Loi qui exprime cette volonté, oblige chaque Citoyen à laisser jouir les autres de la sûreté, de la tranquillité, & à remplir ses engagements avec eux; elle punit les infracteurs, elle réprime & détruit les coupables. La Loi de la grande Société

té du monde oblige pareillement les Souverains à la justice, à la tranquillité, à la bonne foi. Mais il n'existe point de force ou d'autorité visible qui puisse contraindre les Princes ou les Peuples à observer ses décrets. Si tous les Souverains réunis formoient d'un commun accord un tribunal où leurs querelles pussent être portées; si leurs volontés exprimées pouvoient, comme dans toute société particulière, se faire exécuter, il n'est point de Souverain qui ne fût obligé de se soumettre à leurs décisions; les forces de tous rendroient ces loix inviolables & sacrées. Mais l'inégalité des Sociétés, la diversité de leurs intérêts, la discordance de leurs passions ont rendu jusqu'ici chimériques & romanesques, les projets les plus utiles que la raison proposeroit à cet égard. Les Souverains & les Nations forment une Société sans chef, sans principes fixes, sans loix. Est-il donc surprenant de leur voir éprouver toutes les fureurs de l'anarchie? Ils reconnoissent des Loix que, dans la pratique, ils violent ou éludent sans cesse; chacun suit son intérêt particulier; la justice n'est écoutée, que lorsqu'elle est appuyée de la force; il faut un pouvoir, pour contraindre des êtres déraisonnables à être justes: où est celui qui en imposera aux maîtres de la terre?

§. XXII. *De la Balance de l'Europe.*

Pour suppléer à l'autorité qui devrait contenir les Souverains, les conventions tacites & les traités ont établi en Europe une *balance* propre à maintenir entre les Puissances, l'équilibre du pouvoir; cette balance fidèlement maintenue assureroit la tranquillité de cette florissante partie du



monde; toutes les Nations qui la composent seroient, sans doute, intéressées à entretenir cet équilibre duquel dépend leur sûreté. L'Europe par ce systême ressemble à une grande famille dont tous les membres sont unis par quelques liens communs. Il n'est point d'événemens qui n'attirent l'attention de tous ceux qui composent cette famille de Souverains. Mais sans cesse divisés d'intérêts, de préjugés, de passions, leur confédération contre l'injustice ne produit aucun effet; toutes les décisions sont remises à la force ou à la ruse; sous prétexte de maintenir la balance, chacun s'efforce de la saisir. Les traités sont arbitrairement interprétés; la Politique est une science énigmatique & cachée, une mer de difficultés. Chacun s'efforce de plier la justice à ses vues; les Princes les plus injustes en appellent à la justice; tous prétendent n'avoir pour objet que le désir de conserver les Nations confiées à leurs soins; l'avidité, l'ambition, le caprice se couvrent sous les dehors de l'amour du bien public. Des engagements dictés par l'intérêt personnel d'un Souverain qui parle au nom de son Peuple, sont variables & momentanés. La Négociation n'est plus qu'un art dont la foiblesse se sert pour endormir la puissance. Les prétentions les plus iniques sont ornées de couleurs éclatantes qui éblouissent très souvent la sagacité la plus exercée; la paix n'est communément que l'effet de l'épuisement de deux partis également déraisonnables, mais hors d'état de se nuire plus long-tems: ceux que la guerre a rendus les plus misérables cedent pour un tems à des vainqueurs plus heureux; & pour rompre leurs engagements, ils n'attendent que les occasions de le faire avec impunité. Des

vainqueurs criminels sont trompés par des vaincus qui réclament, souvent sans fondement, des avantages puérils & imaginaires qu'ils regardent comme essentiels & comme des droits inaliénables. Des alliances fondées sur l'incapacité de quelques Ministres, sur la fraude, sur le désir de se surprendre réciproquement, ne sont d'aucune durée. Les garants dont la bonne foi & la force sembloient devoir assurer l'exécution des engagements les plus solennels, changeant eux-mêmes de principes, renversent leur solidité, & favorisent l'infraction des traités qu'ils devroient faire observer. Une jurisprudence barbare, inconnue de la justice & de la raison, s'introduit parmi des peuples qui ne semblent vivre que pour se détruire les uns les autres. La *raison d'Etat* mal entendue, la *convenance* deviennent des droits; elles autorisent le plus fort à opprimer le plus foible, à l'attaquer à l'improviste, à le dépouiller des avantages les plus légitimes, & cela sur des soupçons & sous des vains prétextes. La possession, l'usurpation heureuse, de vaines formalités, des interprétations arbitraires deviennent autant de titres dont chacun cherche à se prévaloir, & sont les objets importants dont les Négociateurs sont occupés. Le sort des Peuples dépend d'un mot douteux que chacun explique à sa façon; de là ces disputes puériles qui ne laissent pas d'être communément suivies par des guerres cruelles. Les Nations paient de leur repos, de leurs trésors, de leur sang, l'ineptie, la vanité & les bévues de ceux qui négocient pour elles. Entre des Peuples & des Souverains également injustes & déraisonnables, la raison interdite ne fait souvent quel parti prendre; la force seule décide leurs querelles; & leurs traités ne sont que des tissus de parjures, de mensonges & de supercheries.



IL n'est point surprenant de trouver tant de fourberies & si peu de bonne foi dans la conduite de la plupart des Princes; les avantages de leurs Peuples n'entrent, comme on a vu, communément pour rien, soit dans leurs guerres, soit dans leurs traités; ils ne regnent que pour eux-mêmes; dans leurs démarches, ils ne consultent que leur propre ambition, leur vanité, le desir d'aggrandir leurs familles, les vues personnelles de leurs Ministres; les Nations ne servent qu'à faire réussir des projets totalement étrangers pour elles. Il sembleroit que la Nature n'a formé tous les Peuples, que pour être les jouets des passions d'un petit nombre de Princes, qui, sans consulter leurs Sujets, disposent de leur sort, de leur personne, de leurs biens, de leur vie, & sans cesse les sacrifient à leurs propres folies.

TELLES sont les sources de ces démêlés sanglants, de ces disputes obscures & interminables qui déchirent presque sans relâche tous les Peuples de la terre. Guidée par la passion, le délire & l'intérêt présent, la Politique fausse & insensée des Princes fait qu'ils s'occupent toujours bien plus du soin de nuire aux sociétés qui les entourent, qu'à faire du bien à celles que le destin leur confie; sans cesse empressés à ravir aux autres ce qu'ils possèdent, ils négligent de jouir des avantages qu'ils ont entre les mains; acharnés à détruire leurs voisins, ils oublient de rendre leurs Sujets heureux. Par là les Nations sont dans une lutte continuelle; c'est la voie qui d'ordinaire les conduit à la destruction, dont ceux qui devroient les conduire au bien-être sont les causes immédiates ou les auteurs véritables.

# SOMMAIRE DU NEUVIEME DISCOURS.

|        |                                                                |          |
|--------|----------------------------------------------------------------|----------|
| §. I.  | Comment les Etats se dissolvent.                               | Pag. 223 |
| II.    | Chute des anciens Empires. . . . .                             | 225      |
| III.   | Objection levée. . . . .                                       | 226      |
| IV.    | Causes de la dissolution des monarchies<br>absolues. . . . .   | 228      |
| V.     | Causes de la dissolution des monar-<br>chies limitées. . . . . | 234      |
| VI.    | Principes de destruction dans la Dé-<br>mocratie. . . . .      | 238      |
| VII.   | Dans l'Aristocratie. . . . .                                   | 241      |
| VIII.  | Autres causes de dissolution. . . . .                          | ibid.    |
| IX.    | Du Luxe. . . . .                                               | 242      |
| X.     | Le luxe nuit à la population. . . . .                          | 246      |
| XI.    | Il nuit à l'esprit militaire. . . . .                          | 249      |
| XII.   | Il énerve & amollit les corps & les<br>esprits. . . . .        | 250      |
| XIII.  | Le luxe peut-il être utile? . . . . .                          | 251      |
| XIV.   | Il anéantit les mœurs. . . . .                                 | 253      |
| XV.    | Ses effets sur les talents de l'esprit &<br>les arts. . . . .  | 256      |
| XVI.   | Est un mal difficile à déraciner. . . . .                      | 258      |
| XVII.  | Le luxe inhérent à la monarchie. . . . .                       | 260      |
| XVIII. | Moyens de le modérer. . . . .                                  | 261      |
| XIX.   | Le luxe a causé la ruine de tous les<br>anciens Etats. . . . . | 262      |
| XX.    | De la réforme des Etats. . . . .                               | 265      |
| XXI.   | Effets de l'éducation des Princes. . . . .                     | 266      |
| XXII.  | De l'instruction des Citoyens. . . . .                         | 267      |
| XXIII. | Elle doit être appuyée par l'Autorité<br>Publique. . . . .     | 270      |
| XXIV.  | Le Souverain est le vrai réformateur<br>de l'Etat. . . . .     | 274      |
| XXV.   | Récapitulation Générale. . . . .                               | 275      |



---

DE LA  
DISSOLUTION  
DES  
ÉTATS.

---

§. I. *Comment les Etats se dissolvent.*

LA Nature par une marche constante mène tout ce qui existe à sa destruction ; les êtres physiques & les êtres moraux exécutent plus ou moins lentement cette loi inévitable. Les Sociétés humaines, leurs Gouvernements, leurs Loix, leurs institutions, leurs opinions, leurs demeures mêmes s'alterent & disparaissent quelquefois. Les hommes, ces êtres mobiles, sont dans une action & dans une réaction perpétuelles ; le Citoyen agit contre le Citoyen ; les différents corps d'un Etat luttent presque sans interruption les uns contre les autres. Les Souverains & les Sujets sont dans un combat continuel ; les Nations sont des efforts constants contre les Nations ; les passions, communes aux sociétés comme aux individus, sont les forces motrices qui font naître les

mouvements divers dans le monde moral : de cette collision perpétuelle résulte à la fin la dissolution des Corps Politiques.

LES Etats, comme les corps humains, portent en eux les germes de leur destruction : comme eux, ils jouissent d'une santé plus ou moins durable ; comme eux, ils sont sujets, soit à des crises qui les emportent avec rapidité, soit à des maladies chroniques qui les minent peu-à-peu, en attaquant sourdement les principes de la vie. Ainsi que les malades, les Sociétés éprouvent des transports, des délires, des révolutions : un embonpoint trompeur couvre souvent leurs maux cachés ; la mort elle-même suit de près la santé la plus robuste. La Nature toujours agissante fait naître quelquefois tout-à-coup des hommes qui guérissent un Etat de ses maux, & le font, pour ainsi dire, renaître de ses cendres ; plus souvent elle fait éclore du sein des Nations, des Etres destructeurs qui les précipitent en un clin d'œil dans l'abîme.

UN Etat se dissout, dès que les vices accumulés de son Gouvernement le privent de la sûreté, de la force, des mœurs nécessaires au maintien de l'ensemble. Cela posé, un Corps Politique est menacé de dissolution, lorsque ses Souverains négligent d'entretenir en lui l'esprit qui doit l'animer relativement à ses besoins ; lorsque, oubliant de tenir l'équilibre entre ses forces, ils permettent qu'une branche de l'administration absorbe toutes les autres ; lorsque, par quelque vice interne, une Nation cesse de jouir de la puissance, du rang, de la considération qu'elle devrait avoir parmi les autres, d'après les avantages que la Nature lui a



donnés: ces avantages sont déterminés par le nombre de ses habitans, par leur industrie & leurs talents, par leurs richesses & leurs ressources, par la bonté de leur sol, par son étendue & sa position. Une Nation se dissout, lorsque les principes de son Gouvernement sont corrompus; lorsque les Loix sont mauvaises & sans vigueur; lorsque l'Autorité est méprisée; lorsque l'Anarchie s'empare de tous les ordres de l'Etat; lorsque les Citoyens s'isolent & se détachent de la Patrie; lorsque des guerres civiles les arment les uns contre les autres; lorsque la violence change la forme de son Gouvernement; lorsqu'une force étrangère vient la démembrer, la détruire & lui ravir son indépendance; enfin une Nation est dans un Etat de dissolution & de ruine, quand les ressorts du Gouvernement sont usés, & quand le luxe plonge tous les esprits dans l'apathie pour tout ce qui est utile, dans l'indifférence pour le bien public, dans le mépris pour la vertu: l'Etat alors n'a plus de Citoyens, il se remplit d'êtres vicieux, détachés de leur Patrie qui ne sont animés que d'une passion désordonnée pour les richesses, les plaisirs, les frivolités.

## §. II. *Chûte des anciens Empires.*

QUE sont devenus ces Peuples fameux dont nous lisons avec étonnement les annales? Quel sort ont eu les institutions si sages du laborieux Egyptien, les richesses & les forces si vantées de l'Assyrien, du Perse & du Mede, les conquêtes du Macédonien, le commerce étendu du Tyrien & du Carthaginois? Enfin que reste-t-il de ce Peuple vainqueur de tous les autres Peuples qui

finit par engloutir tous les Empires du monde, & dont les Citoyens commandoient à tant de Rois? Hélas! leurs Gouvernements ont été renversés, leurs institutions abolies, leurs demeures & leurs dépouilles partagées par des barbares: de toute leur grandeur, il ne reste que des monuments informes dont les ruines imposantes nous impriment encore une vénération stérile pour une Puissance qui n'est plus.

LES Loix & les noms même des *Solon*, des *Lycurgue*, des *Numa* ne sont plus connus des barbares qui occupent aujourd'hui l'ancienne Patrie de la liberté & de la gloire! Les institutions les plus sages n'ont pu garantir les Peuples de leurs propres folies, de la fureur des factions, des guerres, du fanatisme des conquêtes, du poison du luxe plus destructeur encore que tous les autres fléaux. Que le passé soit pour nous un miroir fidele de l'avenir; il nous apprendra que les Nations les plus puissantes & les plus belliqueuses, que les Gouvernements les plus sages, que les établissemens qui sembloient devoir braver le tems & l'inconstance des hommes, ont été tôt ou tard forcés de suivre la Loi d'une Nature qui veut que tout finisse.

### §. III. *Objection levée.*

MAIS, dira-t-on peut-être, si toutes les Nations sont forcées de subir leur destinée, si victimes des loix du sort & des révolutions du globe, elles sont toujours entraînées par une pente fatale vers la ruine, qu'est-il besoin de s'occuper de maux qui doivent avoir leur cours? A quoi bon disputer sur la préférence que mérite un Gou-



vernement sur un autre? Que peuvent produire ces loix si sages, ces établissemens si vantés, cette politique si prudente, ces vertus mêmes que l'on regarde comme les soutiens des Empires? Ne songeons point tristement à nos peines; laissons nous entraîner le plus doucement qu'il est possible par la force irrésistible de la nécessité, & n'allons pas par des réflexions affligeantes aggraver des malheurs auxquels nous ne voyons point de remèdes: contents de jouir du présent tel qu'il est, ne portons plus nos regards sur un avenir qui n'est propre qu'à troubler.

C'EST ainsi que parlent des hommes corrompus & frivoles, en qui le vice éteint l'amour de la Patrie, toute tendresse pour leur postérité. C'est ainsi que s'expriment des esclaves indolents en qui le despotisme a totalement étouffé jusqu'au desir de voir changer leur sort. Mais les maux des Nations sont-ils donc sans remède? De ce que l'homme doit périr un jour, en concluera-t-on qu'il faut l'abandonner à son sort, lorsqu'il est accablé par quelque maladie? Les loix, la liberté, la douceur du Gouvernement en sont-ils moins des biens, parce que leur durée ne peut être éternelle? La santé est-elle un bien à dédaigner, parce que tôt ou tard elle est suivie d'infirmités & de douleurs? La raison, la prudence, la vertu, la liberté sont-elles des choses méprisables, parce que souvent elles opposent des barrières impuissantes à la force, au délire, au crime, à la tyrannie? Gardons-nous de le croire. Si les Nations ne sont point destinées à jouir d'une félicité inaltérable, le bonheur n'est pas moins fait pour être l'objet constant de leurs desirs; leur bien-être, même passager, doit occuper le légis-

lateur, le politique, le citoyen qui pense, l'homme de bien qui s'intéresse à sa Patrie.

CELÀ posé, examinons quelles peuvent être dans les différents Gouvernemens les causes sensibles de leur dissolution : remontons, s'il se peut, jusqu'à la source de la corruption des Etats ; de ce que jusqu'ici l'inexpérience des hommes les a presque toujours empêché d'opposer aux maux qui les assiegent, des remparts assez forts, n'allons pas en conclure que l'esprit humain, retenu trop longtems dans une enfance perpétuelle, ne pourra jamais s'évertuer. Ne désespérons point de son activité ; attendons un sort plus doux du progrès des lumieres ; s'il ne nous est pas permis de changer nos propres destinées, semons pour la Postérité ; montrons lui les écueils où ses peres ont échoué ; exposons lui les suites de leurs Gouvernemens imprudens, de leurs législations vicieuses, de leurs préjugés dangereux, de leurs usages insensés, de leurs vices destructeurs ; traçons lui le tableau des folies qui les ont conduits à la ruine : faisons des expériences pour cette postérité dont tout homme de bien doit tendrement s'occuper, & flattons nous de l'espoir consolant que nos descendans, aidés des circonstances & de nos réflexions, seront un jour plus sages & plus heureux que nous.

#### §. IV. *Causes de dissolution des Monarchies absolues.*

LA Monarchie passe dans l'esprit de bien des gens pour avoir des avantages marqués sur les autres formes de Gouvernement. Moins une Monarchie est compliquée, plus son jeu semble avoir



d'aifance. Il est vrai que dans la Monarchie, la puissance de la Nation, remise entre les mains d'un Chef qui gouverne fans partage, se porte avec facilité par-tout où le befoin l'exige; mais d'un autre côté, une force trop grande confiée à un seul homme, devient propre à subjuguier une Société, qui ne présente jamais à son Souverain que des forces divisées & des volontés peu d'accord. Ainsi la Monarchie dégénere presque toujours en despotisme & en tyrannie. D'après l'exemple de tous les âges, on a pu voir les suites des affreux abus d'un Pouvoir par lequel toutes les forces de l'Etat sont sacrifiées aux fantaisies d'un Despote.

Lors même que la Monarchie ne dégénere point dans ces honteux excès, l'inégalité & la diversité qui se trouvent nécessairement entre les talents, les caractères & les passions des Monarques qui se succedent, doivent produire des variations continuelles dans ce Gouvernement. La volonté du Chef étant la seule regle de la Nation, doit produire à tout moment des révolutions dans les loix, dans les établissemens, dans les principes de l'administration, dans les idées. Il ne peut y avoir rien de fixe par-tout où le caprice peut tout changer d'un jour à l'autre; si le même homme n'est pas toujours d'accord avec lui-même dans les différens intervalles de sa durée, que fera-ce lorsque l'Etat passera successivement entre les mains de Princes ou de Ministres, qui n'auront rien de commun avec leurs prédécesseurs?

D'où l'on voit que par son essence même un Etat Monarchique doit être dans une oscillation continuelle, & que le maître de tout peut aisément

par son imprudence, conduire sa Nation à sa perte. Presque toujours les rênes de l'Empire sont placées en des mains peu capables de les soutenir. Ainsi le sort de tous dépend presque uniquement des qualités d'un seul homme ; s'il possède par hasard le génie, la capacité & les vertus nécessaires au Gouvernement, le plus souvent il est remplacé par un successeur dont l'indolence, l'incapacité, la folie ou la méchanceté détruisent en un moment, tout le bien que les soins de tous ses prédécesseurs auront fait à son Peuple. Si la Monarchie n'est point limitée par les Loix ; si la Nation n'est point représentée par quelque corps qui tempère le pouvoir suprême, le poids de l'administration roule, pour ainsi dire, sur un seul pivot qui venant à manquer, met l'Etat en danger. L'injustice, l'ineptie, l'imprudence d'un seul sont plus communes que celles d'un grand nombre ; une Nation ressent sur le champ les effets des mauvaises dispositions de son Chef ; lorsqu'il est corrompu, ses vices, fidèlement copiés par les Grands qui l'environnent, se propagent avec célérité dans les ordres inférieurs : une cour dissolue ne tarde point à rendre une Nation vicieuse ; un Gouvernement peu fixe ne donne point de fixité à l'esprit de ses Sujets. Des maîtres fastueux & vains répandront le goût du faste & de la frivolité dans tout un Peuple.

\* LE Prince est-il indifférent, dissipé, incapable de gouverner par lui-même ? la Puissance Souveraine tombe entre les mains de quelques favoris, de quelques femmes, d'un petit nombre d'hommes élevés par la cabale & l'intrigue qui, continuellement aux prises entr'eux, sont bien plus occupés du soin de se maintenir en place & en



faveur, & de détruire leurs rivaux, que des travaux pénibles de l'administration. Comment sous des Princes de cette trempe, l'Autorité divisée pour de vils intérêts, dépourvue de système, occupée du moment, mettroit-elle de la suite dans ses opérations & pourroit-elle veiller au bien public ?

LE Monarque est-il remuant ? c'est vers la guerre que tous les regards se tournent ; le sang des Peuples coule pour charmer ses ennuis ; il se fait un jeu cruel du malheur de ses Etats ; il s'applaît de la désolation qu'il porte chez ses foibles voisins. Ainsi la vie & les biens des Sujets sont follement prodigués ; & souvent il ne leur reste de leurs victoires, qu'un long épuisement. Les malheurs des Peuples causés par les délires des Rois sont écrits dans les Annales du monde, & les caractères de sang qui nous le montrent, se renouvellent à tout moment. Les Monarques, pour la plupart, ne se croient puissants, qu'en raison du pouvoir qu'ils ont de faire du mal aux habitans de la terre.

FAUTE d'avoir des idées vraies de la grandeur & de la gloire, les Rois croient qu'elles consistent dans la pompe & le faste qui sont identifiés avec la Monarchie. Rien de plus rare qu'un prince économe & ami de la simplicité. On ne parle sans cesse à un Roi que de la splendeur du trône. Sous un Prince fastueux, la substance de ses Peuples est sans cesse consumée en fêtes dispendieuses, en amusements frivoles, en dépenses inutiles, en édifices somptueux qui retracent aux yeux de la Nation l'orgueil d'un Maître qu'elle est forcée d'entretenir. Elle a la douleur

de voir élever des monuments qui l'appauvrissent; plongée dans l'indigence, elle a sous les yeux le faste d'une cour insolente qui nage dans l'opulence dont elle jouit à ses dépens. Les trésors consumés pour repaître la vanité de quelques Monarques suffiroient très souvent pour rendre heureux un peuple entier.

Du rang trop élevé où le Monarque est placé, il ne peut voir d'assez près les besoins de ses Peuples: tout ce qui l'approche vit dans la dissipation & l'abondance; ceux qui le conseillent, complices des malheurs publics, sont toujours intéressés à les lui dissimuler & à les faire durer. De lâches complaisants lui exagèrent la félicité dont on jouit sous ses loix; des Flatteurs, des Courtisans, des Ministres voudroient-ils attrister son ame par le spectacle de la misère? Non. L'intérêt veut qu'on lui cache des maux que l'incapacité ou la corruption ont fait naître. Exiger que l'homme de cour soit véridique, c'est exiger qu'il se dénonce lui-même. Un Monarque ne peut jamais connoître la vérité, il peut tout au plus la deviner: mais bientôt étourdi par le tumulte de la cour, elle s'efface à ses yeux.

GOUVERNER un Etat est une occupation sérieuse & pénible, dont communément les Rois ignorent l'importance ou dont les détails leur paroissent effrayants. Engourdis dans la paresse, nourris dans les plaisirs, bercés par la flatterie, les Princes ne sont pour l'ordinaire que des enfans robustes, étrangers aux affaires, peu susceptibles d'une attention suivie, à qui le travail & la réflexion paroissent odieux. Il faut des hommes, il faut de l'expérience, de la force & du génie pour



pour régler un Etat, & trop souvent ce sont les plus foibles des mortels qui gouvernent les Empires! Ainsi peu-à-peu, & à l'insü du Monarque, les maux d'une Nation jettent de profondes racines, & il n'est averti de ses malheurs, que par sa propre chute.

L'INTERVALLE presque immense que le trône met entre le Souverain & son Peuple, lui dérobe toujours le mérite humble & les vertus modestes qui se tiennent dans l'obscurité. Sous un Prince forcé de voir par les yeux des autres, les talents sont écartés par des Courtisans jaloux; l'incapacité, toujours effrontée, usurpe les faveurs & les récompenses: le découragement s'empare de la Nation; personne ne se donne le soin d'acquérir des connoissances qui seroient inutiles dans un Etat où les emplois ne sont le prix que de la ruse, de la bassesse, de l'audace. Une injuste préférence accordée continuellement à la naissance, aux richesses, à la faveur, à l'intrigue, empêche les talents de se faire jour au travers d'une foule de Courtisans qui croient toujours que les bienfaits du Monarque leur appartiennent à l'exclusion de tous les autres.

COMME dans la Monarchie, plus que dans tout autre Gouvernement, la vanité accompagne l'autorité; comme elle ne s'annonce que par un faste inutile qui, d'abord imité par les Courtisans, est suivi par les différents ordres de la Nation, tout le monde veut ressembler au Souverain ou à ceux qui l'approchent; il s'établit une rivalité de faste & de dépenses; il s'allume dans tous les cœurs une passion exclusive pour les richesses, connue sous le nom de *Luxe* qui, comme nous le verrons



bientôt, est un ver rongeur qui dévore l'Etat. Le luxe est, pour ainsi dire, un mal inhérent à la Monarchie, où la faveur, la naissance, les richesses mettent une disproportion trop grande entre les Citoyens. Chacun veut se donner l'air de la grandeur, parce que le pouvoir suit la grandeur. Sous un Roi, la vanité est plus contagieuse, que sous un Gouvernement Républicain, où l'égalité établie par la liberté, & les loix rend l'appareil de la Puissance beaucoup moins nécessaire.

§. V. *Causes de la dissolution des Monarchies limitées.*

MÊME dans une Monarchie limitée, le Monarque conserve toujours un ascendant très marqué sur les Corps qui concourent au Gouvernement, quand, dépositaire unique de la Puissance exécutive, qui demande plus particulièrement l'unité, il tient dans ses mains les forces militaires; quand il reste le maître & de la distribution des grâces & de l'emploi des deniers publics; ces deux ressorts, dirigés par une volonté fixe contre des volontés discordantes & divisées, doivent parvenir tôt ou tard à les dompter. La force intimide, les récompenses séduisent, & le Souverain finit par subjuguier tous ceux dont il peut acheter les suffrages. Un Monarque prend un ascendant nécessaire sur une Nation vénale qui consent à lui vendre sa liberté; il en devient indubitablement le maître absolu, quand la soif de l'argent l'a corrompue; l'amour des richesses, devenue la passion dominante d'une Nation, aplanit toujours la route au Despotisme. Les



Citoyens qui veulent être chargés de représenter la Nation ; ne regardent plus leurs places que comme des moyens d'acquérir des richesses, des titres, des emplois lucratifs ; ils achèteront alors d'un Peuple avide & corrompu lui-même, le droit de le revendre au Souverain, qui peut les enrichir, les décorer, les appeler aux grandes places. La liberté sera toujours précaire dans les pays où le Monarque sera le possesseur exclusif de tout ce qui peut exciter la vanité & la cupidité des hommes ; elle ne peut être assurée qu'en ôtant au Souverain les moyens de subjuguier & de séduire, & en rendant tout homme, responsable de sa conduite à la Nation. Rien de plus illusoire qu'une liberté que ses défenseurs peuvent attaquer ou aliéner sans craindre d'être punis par leurs Constituants : rien de moins durable qu'une liberté que ces Constituants confient sans examen à des Citoyens qui les ont achetés eux-mêmes à prix d'argent.

Sous une Monarchie mixte, le Peuple & ses Représentants, en possession de faire connoître leurs desirs, font souvent la loi au Souverain & à ses Ministres ; mais le Peuple susceptible d'ivresse, de fanatisme, de passion, & communément dépourvu de prévoyance, entraîne souvent le Gouvernement dans des démarches ruineuses & précipitées. L'Autorité Souveraine ne peut toujours opposer une digue assez forte à la déraison du Peuple & de ceux qui le représentent ; sa prudence est obligée de céder quelquefois au torrent d'une multitude imprudente. Si la Nation est commerçante, son avidité portera uniquement ses vues du côté du commerce : elle négligera ou dédaignera l'agriculture, elle n'emploiera ses forces qu'à satisfaire son avarice & sa passion pour



des richesses, dont tôt ou tard le poids ne peut manquer de l'accabler, sur-tout lorsque le luxe aura achevé d'anéantir le patriotisme & les vertus nécessaires au soutien d'un Etat.

LE Gouvernement mixte, quand il n'a pas ôté au Peuple la faculté d'exercer la licence, éprouve très fréquemment les inconvénients du Gouvernement Populaire. Des enthousiastes, des imposteurs, des charlatans politiques auront, comme dans la Démocratie, le pouvoir d'allarmer le vulgaire, d'exciter sa fureur, de lui rendre suspectes les démarches & les entreprises les plus justes, les plus utiles, les plus sensées, en un mot, l'animeront contre ses intérêts les plus vrais, lorsque leurs propres passions n'y trouveront point leur compte. Ainsi la Nation se déchirera en partis, en factions, en cabales dont les suites sont les mêmes, que celles qui amènent la ruine d'un Gouvernement Populaire. Il est dans les Monarchies Mixtes des Orateurs, des Démagogues, des fourbes qui par la faveur du Peuple s'élèvent jusqu'aux conseils des Rois qu'ils tyrannisent au nom de la Nation, & qui, revêtus de l'autorité de ce même Monarque & distributeurs malgré lui de ses grâces, s'en servent pour abattre la Nation; pour l'acheter, pour la diviser, pour établir leur propre pouvoir. Un Monarque plus habile & plus avisé, éludant adroitement les loix qu'il ne peut violer ouvertement, ou même faisant usage de ses prérogatives trop grandes, profitera des dissensions publiques, & parviendra peu-à-peu à trouver des complices de ses entreprises & à mettre sa Nation aux fers.

L'ESPRIT de parti & les factions, dans les



Monarchies tempérées, en divisant les Sujets, fournissent au Monarque, des occasions fréquentes de ruiner la liberté. Les factions ont rarement le bien de l'Etat pour objet véritable; il ne s'agit communément que de l'ambition de quelques mauvais Citoyens qui ne cherchent qu'à se disputer le pouvoir, à se décrier, à faire échouer leurs entreprises réciproques. La Nation se partage entre des champions dont le zèle imposteur n'a pour objet que de se détruire réciproquement; les esprits ne s'occupent que de leurs combats inutiles au bien public, l'on ne songe aucunement à la Patrie, à réformer les abus, à perfectionner les Loix. Les Chefs des factions s'attirent tous les regards; leurs combats deviennent pour les Citoyens, des spectacles qui les empêchent de penser à leurs propres intérêts ou au bien de l'Etat. Faute de connoître les vrais principes du Gouvernement, de remonter aux droits naturels de la Société, les hommes ne connoissent d'autres droits que ceux de leurs peres, de l'exemple, de l'autorité; ils sont perpétuellement les dupes de ceux qui font sonner dans leurs oreilles, les mots emphatiques de loix, d'usages, de patrie, de liberté, auxquels très peu de gens savent attacher des idées.

Pour défendre la liberté, il faut des lumières, de la droiture, de la vertu, & sur-tout des ames nobles & désintéressées. Des hommes sans talents, remplis de vanité, entêtés de privilèges futiles & souvent injustes, infectés d'avarice, seront perpétuellement divisés d'intérêts & ne s'occuperont que foiblement du bien public. Presque toutes les assemblées nationales se passent en vains débats entre des hommes vains qui s'ob-



servent ou qui cherchent à se détruire ou se combattre sans profit pour leur pays. A la faveur de ce conflit entre des champions imprudens, le Despotisme survient pour les mettre d'accord. C'est ainsi que se dissolvent les Gouvernemens qui passent pour les plus sages, & qui, faute de vertus, sont perpétuellement agités. Le Monarque fait continuellement des efforts pour étendre des prérogatives dont les limites le gênent; la Noblesse est quelquefois trop orgueilleuse, pour vouloir confondre ses intérêts avec ceux du vulgaire qu'elle méprise; le Clergé croit voir son intérêt à seconder le Prince dans le projet de ruiner la liberté publique; les Ministres veulent établir leur propre pouvoir aux dépens du Roi & de la Nation; ceux qui guident le Peuple ou qui le représentent, se partagent en factions &, sous prétexte de servir leurs pays, ne servent que les passions des ambitieux qui veulent obtenir des richesses, des titres & du pouvoir. Le mot de bien public, dans la bouche des factieux, n'est qu'un moyen de s'aider de la faveur du Peuple, pour arracher du Souverain les objets que l'on desire.

§. VI. *Principes de destruction dans la Démocratie.*

CHACUN sent aisément les inconvénients attachés au Gouvernement Populaire, qui, par la déraison du Peuple, semble devoir être regardé comme le pire de tous. Pour peu que l'on parcoure l'histoire des Démocraties tant anciennes que modernes, on voit que le délire & la fougue président communément aux conseils du Peuple. La partie la moins raisonnable & la moins éclairée



d'une Nation, fait la loi à celle que son expérience & ses lumieres mettroient en droit de commander, & celle-ci souvent par ses hauteurs & son Despotisme, se rend justement suspecte au Peuple. L'homme déraisonnable est toujours envieux. Une multitude jalouse & ombrageuse croit avoir à se venger de tous les Citoyens que le mérite, les talents ou les richesses lui rendent odieux; l'envie, & non pas la vertu, est le puissant mobile des Républiques: les services les plus signalés sont punis & méconnus par une troupe d'ingrats que le nombre & l'impunité empêchent de rougir de ses crimes. Un Peuple, comme un particulier, devient insolent & méchant quand, sans lumieres & sans vertus, il jouit de la Puissance; il s'enivre de vanité à la vue de ses forces qu'il ne fait jamais exercer avec prudence ou justice: il méconnoît alors ses vrais amis, pour se livrer à des perfides qui flattent ses passions. Ces Athéniens si vantés ne nous montrent dans leur histoire, qu'un tissu de folies, d'injustices, d'ingratitude & d'oppressions: on y voit les défenseurs les plus généreux de cette indigne République, obligés de se justifier de l'avoir fidèlement servie, ou contraints à se bannir, pour éviter la fureur d'une populace dont ils avoient affermi la licence plutôt que la liberté.

Ainsi, sous la Démocratie, la vertu même devient souvent un crime. Un Peuple aveugle devient à tout moment la dupe des flatteurs, qui font servir ses fureurs à leurs projets: la chaleur de son imagination le livre à des factieux qui le soulèvent contre ce qui fait obstacle à leurs propres passions: son délire le rend la proie des ambitieux qui l'égorgent de ses propres mains, &



qui, pour terminer ses malheurs, l'obligeant à la fin à se réfugier sous les aîles de la tyrannie : celle-ci achève de détruire ce que l'anarchie & la licence avoient pu épargner.

EN UN MOT, par-tout où le Peuple est en possession du pouvoir, l'Etat porte en lui le principe de sa destruction. La liberté y dégénère en licence, & est suivie de l'anarchie. Furieuse dans l'adversité ; insolente dans la prospérité, une multitude fière de son pouvoir, entourée de flatteurs, ne connoît point la modération ; elle est prête à recevoir les impressions de tous ceux qui veulent se donner la peine de la tromper ; peu retenue par les liens de la décence, elle se porte sans réflexions & sans remords aux crimes les plus honteux, aux excès les plus criants. Si plusieurs Citoyens opposés d'intérêts se disputent l'Empire, le Peuple alors se partage en factions ; la guerre civile allume ses flambeaux ; les uns suivent un *Marius* & d'autres un *Sylla* ; un fanatisme contagieux s'empare de tous les cœurs, & , sous prétexte du bien public, la Patrie est déchirée par des furieux qui prétendent la sauver. C'est ainsi que naissent ces guerres civiles, les plus atroces de celles qui désolent la terre. L'on y voit le pere combattre contre le fils, le frere contre le frere, le Citoyen devient pour le Citoyen un ennemi personnel ; rien ne manque à leurs fureurs, lorsqu'aux inimitiés politiques la superstition donne encore la sanction du ciel ; alors le Peuple se livre sans remords aux plus affreux excès, & croit se rendre plus agréable à ses Dieux, à mesure qu'il montre plus de déraison & de cruauté.



§. VII. *Dans l'Aristocratie.*

Sous l'Aristocratie, un petit nombre de Citoyens puissants ne tarde point à faire sentir son autorité à un Peuple qu'il méprise, & dont peu-à-peu il devient le tyran. Dans un Etat Aristocratique, chaque membre du Gouvernement se croit un Roi. Dans quelques Aristocraties nous voyons la même politique, les mêmes soupçons, les mêmes loix sanguinaires, aussi peu de liberté, que sous les Tyrans les plus ombrageux. La Tyrannie Aristocratique n'est pas moins douloureuse, elle est même plus permanente, que la tyrannie d'un Monarque. Un Corps ne change guerre de maximes; un Despote peut en changer lui-même, ou du moins être remplacé par un successeur modéré. Sous une Aristocratie illimitée, le Peuple est tyrannisé pendant des siècles par des Maîtres qui ne s'écartent jamais de leur plan. Si quelques Chefs plus rusés ou plus entreprenants que leurs égaux, se disputent le pouvoir, la multitude se partage en factions & paie de son sang, l'ambition de ses oppresseurs.

§. VIII. *Autres causes de dissolution.*

NON SEULEMENT la forme du Gouvernement ne garantit point les Nations de la destruction; les choses mêmes qui dans l'origine étoient les plus salutaires, finissent par se tourner en poisons; semblables aux aliments les plus sains, l'excès en devient nuisible. C'est ainsi que la liberté, cet unique gage de la félicité publique, dégénère en une licence funeste, lorsqu'elle n'est point retenue par des Loix qui en préviennent l'abus. D'un



autre côté, un respect excessif pour les loix & les institutions de ses peres, peut devenir très dangereux, lorsque les changements survenus à l'Etat les ont rendus inutiles ou contraires à ses intérêts actuels. Dans d'autres circonstances, le mépris de ces Loix conduit à l'esclavage ou à la licence, amene tantôt l'Anarchie & tantôt la Tyrannie. Dans une République, une loi changée produit souvent une révolution; sous le Despotisme, il n'en existe point d'autre que l'intérêt actuel du Monarque ou de ceux qui veulent pour lui. Une longue tranquillité endort une Nation dans l'aisance & la mollesse, & la prive des moyens d'opposer des forces aux entreprises de ses ennemis. Un Peuple trop belliqueux dévore sa propre substance & finit par expirer lui-même des coups qu'il porte aux autres. Une Nation pauvre gémit de son sort & seche de jalousie à la vue de l'opulence qui regne chez ses voisins: une Nation trop enrichie ne peut qu'abuser de ses richesses, & périt au sein de l'abondance par le luxe dans lequel elle est bientôt plongée.

### §. IX. *Du Luxe.*

NOUS voici naturellement conduits à parler du Luxe, cet objet de la déclamation de la plupart des Moralistes & des Politiques, & des apologies de quelques autres. Un commerce étendu amene le luxe tôt ou tard, si une sage politique ne le contient dans de justes bornes. Examinons maintenant les effets de l'abus des richesses, suite ordinaire de l'opulence des Etats comme de celle des particuliers.

Le Luxe est la situation d'une Société dont la



richesse est devenue la passion principale. Dès que l'argent est l'objet exclusif des vœux du plus grand nombre des membres d'une Société, il ne peut y avoir de mobile plus puissant que le desir d'en acquérir. Il n'est plus d'enthousiasme que celui de l'opulence; il n'est d'émulation que pour se procurer par les voies les plus promptes, les signes qui, de l'aveu de tous, représentent le pouvoir, les plaisirs, la félicité.

UNE Nation enivrée de ces préjugés, peu contente d'avoir satisfait ses besoins réels par un commerce étendu, s'occupe à en inventer de fictifs & de furnaturels: la satiété l'endort; le changement lui devient nécessaire; la langueur & l'ennui, bourreaux assidus de l'opulence, suivent les besoins satisfaits: pour tirer les riches de cette léthargie, l'industrie est forcée d'imaginer à tout moment de nouvelles façons de sentir: les plaisirs se multiplient; la nouveauté, la rareté, la bizarrerie ont seules le pouvoir de réveiller des êtres pour qui les plaisirs simples sont devenus insipides. Tout se change en fiction; le luxe comme la féerie ne fait naître que des phantômes: des imaginations malades ne se soulagent, que par des remèdes imaginaires. L'avidité, le desir d'acquérir des richesses, afin de les étaler & de les dissiper, sont les passions épidémiques: personne n'est content de ce qu'il a, chacun est envieux de ce que possèdent les autres; personne ne peut être heureux, à force de vouloir le paroître. Les biens les plus solides sont sacrifiés à l'apparence; le soin de s'amuser devient la plus importante des occupations.

DE LÀ tant de dépenses frivoles, de plaisirs



couteux, de goûts fantasques, de modes passagères que l'on voit à tout moment paroître & disparoître dans les pays où le luxe a fixé son domicile. Tout est forcé de changer sans cesse, de se dénaturer, de se dépraver pour plaire à des hommes, ou plutôt à des enfans, qui demandent à tout moment de nouveaux jouets, ou qui se croient malheureux dès qu'ils sont privés de ceux qu'ils voient entre les mains des autres. La parure, les ameublements, des curiosités, dont la rareté fait tout le prix, des mêts défigurés & arrachés à une Nature trop lente au gré des desirs, font l'objet le plus sérieux de l'occupation d'un tas d'hommes efféminés que l'ennui contraint à chercher au-dehors, des ressources qu'ils ne trouvent point en eux-mêmes. Tout se remplit d'édifices dont l'étendue ne sert qu'à faire sentir au possesseur sa petitesse, son néant, & à exciter dans les autres, soit une envie cruelle, soit une émulation ruineuse. Des parcs immenses, des jardins pompeux entourent ces monuments inutiles; le champ du laboureur, enfermé dans des murs, est perdu pour l'Etat; par-tout la Nature qu'on dédaigne, est forcée de céder à l'art qui se plaît à la vaincre: les montagnes sont applanies; les plaines sont changées en montagnes; l'eau, bannie de sa place, est forcée de remonter dans les airs pour récréer les regards de ces hommes blasés, qui, peu sensibles aux beautés naturelles, ne trouvent rien d'aimable s'il n'est dénaturé.

POUR satisfaire des fantaisies renaissantes, il faut sans doute des richesses: quelqu'en soit la somme dans une Nation, elle est toujours infiniment au-dessous de ce qu'il faut pour contenter tous ceux qui les desirent. Ainsi le Gouvernement



devient avide pour contenter ses avides Sujets, dont il ne peut remuer les passions que par l'appas du gain, & jamais les trésors de l'Etat ne suffisent à tant d'affamés qu'il faut mettre en mouvement. Le Souverain ne peut plus les récompenser, parce que tous sont devenus insatiables; il est forcé d'acheter les hommes, tout est vénal, le devoir, la vertu, le courage. Mais comment rempliront leurs devoirs des hommes frivoles qui n'en ont aucune idée, qui n'ont l'esprit occupé que d'amusements & de bagatelles, qui se rendroient ridicules s'ils prenoient à cœur des fonctions sérieuses? Quelles vertus publiques rencontrer dans des êtres qui n'ont aucun intérêt à servir la Patrie, pour qui, hors le plaisir, tout est indifférent; pour lesquels tout ce qui en détourne paroît une gêne insupportable? Comment inspirer de la noblesse, de la grandeur d'ame, de l'intrépidité à des hommes amollis, énervés eux-mêmes & dont les travaux ne feroient jamais à leur gré suffisamment payés? Dans les pays où le luxe domine, la guerre devient un trafic honteux. L'or étant la mesure de la considération & du bonheur, l'honneur n'est plus qu'un phantôme & l'illusion dispareît. Le luxe, bien mieux que la raison, détrompe l'homme des préjugés. Rien de solide sinon l'argent; rien de réel que l'opulence; rien de désirable que le plaisir. Le Citoyen aveuglé calcule & pèse tout; dans sa balance, être riche est le seul bien réel; l'estime, la réputation, la gloire, la probité ne sont que des chimères. D'ailleurs les plus riches ne tardent point à faire la loi aux autres & sont bientôt les plus considérés. Alors chacun se dit „ qu'im-  
„ porte ce que l'Etat devienne, pourvu que je



„ fois fortuné? Que fait l'opinion des hommes;  
 „ pourvu que mes jours coulent dans les plaisirs?  
 „ Pourquoi m'embarasser du sort de mes enfants?  
 „ L'homme est-il donc fait pour plonger ses re-  
 „ gards dans l'avenir? *Il faut vivre pour soi*;  
 „ n'empoisonnons point notre vie par des cha-  
 „ grins éloignés.” Ainsi le luxe, après avoir fait  
 perdre toute honte aux hommes, les rend insensi-  
 bles, cruels, & brise pour eux jusqu'aux liens  
 sacrés desquels dépend leur félicité domestique.

§. X. *Le Luxe nuit à la population.*

LE Luxe diminue la population; il ravit aux  
 campagnes une foule de cultivateurs qui préfe-  
 rent la vie molle des villes opulentes, aux travaux  
 pénibles des champs. Les villes où regne le luxe,  
 absorbent l'élite des Sujets; le besoin des plaisirs  
 y fait accourir de toutes parts des hommes oisifs  
 que l'ennui tourmente. Dégouté d'une vie cham-  
 pêtre & uniforme, d'une solitude qui lui déplaît,  
 d'une langueur accablante, le propriétaire opu-  
 lent fuit l'héritage de ses peres, & va chercher  
 dans des sociétés plus actives, un mouvement de-  
 venu nécessaire à son ame engourdie. Ses riches-  
 ses le suivent: au lieu de réagir sur ceux qui les  
 procurent, au lieu de circuler librement parmi les  
 cultivateurs, elles vont enrichir des parasites,  
 des complaisants, des faux amis, des femmes  
 perdues, & font naître une foule de vices & de  
 désordres. Des besoins imaginaires & toujours  
 renouvelés empêchent souvent l'homme riche de  
 se multiplier. Il fait qu'une femme peu réglée  
 augmenteroit sa dépense; une famille nombreuse  
 nuiroit à ses fantaisies; le nom de pere lui fait



peur. L'argent tout puissant lui procure sans conséquence, les plaisirs que la Nature attache à la propagation; il se voue au célibat, & ne veut point donner le jour à des êtres qui pourroient par la suite diminuer son aisance.

LA navigation & le commerce perpétuellement occupés à chercher dans des pays éloignés, les marchandises que les besoins fictifs ont rendu très nécessaires, font périr un grand nombre de Citoyens arrachés aux campagnes, pour être sacrifiés à l'intempérie des climats lointains. Ainsi des hommes sans nombre sont indignement immolés aux fantaisies du riche sottement dégoûté des productions de son pays.

L'AGRICULTURE, abandonnée aux soins de laboureurs indigents & sur lesquels encore la main d'un Gouvernement affamé s'appesantit chaque jour, ne peut être portée à la perfection dont elle est susceptible; le cultivateur est découragé par les impôts; ceux qui par leur opulence pourroient ranimer le zèle du villageois, qui devroient par des avances, le porter à des entreprises utiles, qui par leurs bienfaits releveroient son courage abattu & l'aideroient à supporter les taxes qui l'accablent, ignorent le doux plaisir de soulager l'indigence laborieuse: occupés dans des villes bruyantes à des amusements frivoles, ces hommes légers ignorent la misère des campagnes, ils ne songent qu'à consumer leur héritage dans une splendide oisiveté, & ne laissent à leur postérité que des terres incultes & hypothéquées.

LE commerce lui-même, dont l'abus & l'excès font naître le luxe, se ressent des caprices de



L'enfant dénaturé dont il repaît l'avidité. Des hommes dédaignent l'industrie de leur Patrie & de leurs propres manufactures, n'estiment les choses qu'autant qu'elles sont rares & difficiles à se procurer. L'argent, cette idole des Nations livrées au luxe, est lui-même sacrifié au caprice, à l'inconstance, à la fantaisie; pour les satisfaire; on le prodigue sans retour à des Peuples lointains. Le commerce est encore plus sûrement étouffé, lorsqu'un Gouvernement insatiable le sacrifie à des ressources plus promptes & plus propres à satisfaire son ardeur impatiente. La passion des richesses redouble les impôts sur les denrées, les manufactures, & sur les objets dont le Négocier s'occupe; il ne jouit plus de la liberté qui est si nécessaire; il reçoit des entraves continuelles & souvent est forcé de fuir aux approches de la finance, bien plus faite pour remplir les vœux d'un Gouvernement prodigue, dont les besoins se multiplient de jour en jour.

Les manufactures multipliées par l'avidité au-delà des bornes, nuisent à l'agriculture. Les productions de l'Art font alors négliger celles de la Nature. Un travail moins pénible engage le cultivateur à laisser là son champ; & lorsque l'inconstance naturelle des Peuples livrés au luxe, rend quelques manufactures inutiles, ou lorsque la rigueur du Gouvernement leur impose des gênes, l'ouvrier va porter à d'autres Nations ses bras & ses talents; jamais il ne consent à travailler à la terre, dès qu'une fois il l'a quittée.



§. XI. *Il nuit à l'Esprit Militaire.*

DEMANDERA-T-ON des vertus guerrieres à un Peuple énérvé par l'abondance, engourdi par le luxe, dont l'argent est l'unique passion? Le soldat, il est vrai, enlevé à une vie laborieuse pourra combattre avec valeur; réduit à une subsistance modique, le luxe n'est point fait pour lui, il voit tout au plus avec chagrin celui des hommes qui le commandent. Mais à quoi peuvent mener la force & la valeur du soldat, sans la capacité de ceux qui le dirigent? Le courage devient nuisible, si la prudence ne le retient, si l'expérience ne le guide. Des Chefs efféminés dès leur enfance, épris des vains amusements des villes, énérvés par une débauche précocce, porteront-ils dans les camps & sous la toile cette force cette vigueur que demandent les travaux de la guerre? Est-ce dans le commerce des femmes qu'ils auront appris un métier pénible & qui suppose une longue expérience? Une mollesse, une foiblesse innée résisteront-elles aux fatigues? Ont-ils acquis cette force d'ame qui contemple le danger avec sérénité? ces ressourcés, ce coup d'œil prompt qui remédient aux événements imprévus? Il n'est qu'un mobile pour ceux qui se destinent à la guerre, c'est l'amour de la Patrie, le desir d'être estimé, la crainte de la honte, en un mot, c'est l'honneur. Dans un pays où regne le luxe, la vanité l'emporte sur la gloire; alors tout l'honneur consiste à posséder des richesses: elles effacent la honte, elles donnent sans travail, l'estime, la considération, les plaisirs & tous les avantages, que dans une Société bien constituée, procurent le mérite, les talents & l'utilité. L'hon-



neur détermine les hommes à sacrifier leur vie ; mais l'opulence les attache à cette vie & veut qu'ils en jouissent. Le luxe a mille liens par lesquels il rend l'homme pusillanime. Un Etat est perdu, lorsque la richesse est l'objet le plus estimé, & lorsque l'argent seul est le mobile qui fasse remplir ses devoirs.

§. XII. *Il énerve & amollit les corps & les esprits.*

DANS tout pays où le luxe s'introduit, les hommes pour s'amuser, ont besoin les uns des autres; les femmes deviennent plus nécessaires à la Société; pour plaire à un sexe enchanteur dans lequel l'homme est fait pour trouver des plaisirs & des agréments, il est forcé de renoncer à l'énergie du sien, de s'accommoder à ses foiblesses, d'adopter ses fantaisies, ses plaisirs, ses idées. Peu-à-peu l'homme d'Etat, le savant, le guerrier même perdent l'habitude de penser ou d'agir avec vigueur; les passions les plus fortes se contraignent & s'amollissent, elles prennent le ton de ces dangereuses syrenes. L'amour perd ses emportements, il se change en galanterie, la jalousie s'affoiblit; tout devient décence, politesse, déférence; la crainte d'effaroucher des êtres délicats, donne une teinte de mollesse à tout ce qui les approche. A mesure que le luxe augmente, les femmes prennent plus d'empire, elles reglent enfin tous les goûts; confondues avec les hommes, leurs mœurs se corrompent; leur propre foiblesse les expose au désordre. Ainsi peu-à-peu la Nation se remplit de femmes galantes qui donnent le ton, & d'hommes aimables & légers qui s'efforcent de leur plaire.



§. XIII. *Le luxe peut-il être utile?*

QUELQUES Politiques nous diront peut-être qu'un Gouvernement éclairé peut tirer parti du luxe même, & le faire tourner au profit de la Nation. Mais comment rendre utile à l'Etat, une maladie invétérée qui mine tous ses membres? Quels fruits tirer d'une léthargie qui les engourdit totalement, d'une langueur qui les prive de toute énergie? Quelle passion pourroit-on faire servir de contre-poids à celle de la richesse devenue l'unique représentation de l'honneur, des plaisirs, de la félicité? En vain opposeroit-on des loix somptuaires à des hommes pour qui le faste, le desir de se surpasser les uns les autres, les plaisirs recherchés & coûteux, les marchandises étrangères sont devenus des objets indispensables: ces Loix éludées ou violées par l'opulence, par le crédit, par la grandeur, ne seroient point exécutées; elles rendroient inutiles, des bras que le luxe ne fait jamais employer. D'ailleurs sous le regne du luxe, l'Autorité ne peut avoir de vigueur; des Souverains, des Ministres, des Courtisans énervés eux-mêmes, seroient les premiers transgresseurs des loix qu'ils auroient imposées: des hommes accoutumés à une vie molle & dissipée, incapables d'application sérieuse, dont l'amusement est l'unique objet, dont le faste & la vanité sont toute la grandeur, appliqueront-ils des remèdes à une maladie dont ils sont eux-mêmes plus atteints que les autres? En vain nous en flatterions-nous; dans un pays infecté par le luxe depuis le Monarque jusqu'au plus vil de ses Sujets, tout est plus ou moins malade: tous les Citoyens sont tourmentés de la soif des riches-



ses, & les Grands endormis dans la fatiété, ne pourront être réveillés de leur sommeil, que par des amusements diversifiés, par des dépenses multipliées, par des plaisirs dont la cherté fait souvent tout le prix.

DES Loix somptuaires deviendroient donc inutiles; elles ne remédieroient nullement au délire épidémique qui s'est emparé des esprits; d'ailleurs ces loix seroient ou générales ou particulières. Si elles étoient générales ou observées à la rigueur par tous les Citoyens, le manufacturier rendu bientôt inutile à son pays, iroit porter son industrie aux Nations étrangères; ainsi l'Etat perdrait & l'homme & les richesses que son industrie attireroit du dehors. Si ces Loix sont particulières ou ne sont faites que pour réprimer le luxe de quelques ordres de Citoyens, elles établissent entr'eux une distinction d'autant plus douloureuse, que la vanité est de l'essence d'un pays où le luxe s'est introduit. D'un autre côté, un Gouvernement frappé lui-même de la contagion, n'a point l'énergie nécessaire pour vouloir fortement & pour se faire obéir; il devient le complice des infractions de la Loi. Les monarchies, encore plus que les Républiques, sont sujettes à ces inconvénients; l'inégalité des rangs, la naissance, le crédit, la faveur & sur-tout la séduction des femmes rendent inutiles les efforts que le Gouvernement pourroit faire, & désarmement sa rigueur. Avec le luxe aucune loi ne peut être sérieuse.

VEUT-ON mettre des impôts sur le luxe? Ils nuiront également aux manufactures qu'ils découragent: d'ailleurs personne ne convient que ses



dépenses soient superflues ; chacun prétend que les objets les plus inutiles, que le faste le plus outré sont essentiels à son état : le Grand trouve que trente valets lui sont indispensablement nécessaires, & qu'il ne peut décemment avoir moins d'équipages & de chevaux qu'il n'en a. L'homme du Peuple en dit autant de sa parure & de ses fantaisies, il se plaint des impôts dont on charge ce qu'il appelle ses besoins, parce qu'il s'est accoutumé à regarder ses frivolités comme nécessaires à son bonheur.

AINSI, ceux qui gouvernent l'Etat, ou sont complices des maux que le luxe lui fait, ou sont incapables d'y appliquer des remèdes. C'est pourtant à ces médecins que l'on renvoie les Nations pour guérir une maladie que leur exemple a fait naître & a répandue. Veut-on que des Ministres vains, qui ne connoissent que l'apparence de la grandeur, aillent méditer sur le bien-être de l'Etat & consultent la raison ? Prétend-on que des hommes légers & dissipés qui ne sont liés qu'avec des femmes frivoles, avec des flatteurs, des parasites, des sycophantes, aillent péniblement déterminer les moyens de remédier à des maux qu'ils chérissent eux-mêmes ?

§. XIV. *Il anéantit les mœurs.*

EN VAIN chercheroit-on des mœurs & des vertus dans une Nation infectée par le luxe ; en vain attendroit-on de l'équité, de la bienfaisance, de la pitié d'une foule d'hommes avides de richesses & qui n'en ont jamais assez pour eux-mêmes : chacun éprouve des besoins si nombreux, que sans un sacrifice douloureux de lui-même, il ne

pourroit fecourir son parent, son ami dans l'infortune. Ainsi le luxe sépare l'homme de ses semblables, nuit à la bienveillance qu'il leur doit, intercepte le commerce des bienfaits & des secours mutuels si nécessaires à la vie sociale. La sensibilité n'est point faite pour l'opulence endurcie. Le cri de l'infortune n'est point entendu au sein de l'abondance & dans le tumulte des plaisirs. L'homme le plus opulent trouve à peine dans ses trésors de quoi faire diversion à ses ennuis. Tout ce qu'il donne aux autres, lui paroît pris sur ses amusements. Un pere prodigue & dissipé négligera l'éducation de ses enfans; s'il s'en occupe, dès l'âge le plus tendre il leur apprendra l'art de plaire à des femmes & d'user promptement à son exemple tous les plaisirs. Incapables de renoncer par la suite à des penchans devenus habituels, la mort de ce pere insensé les plongera souvent dans une indigence qu'ils n'ont point appris à supporter. Des mariages, des alliances dont l'intérêt formera seul les nœuds, unissent des Epoux également fantasques & déraisonnables: pour soulager les regrets d'un hymen mal assorti, tous deux seront forcés de doubler leurs dépenses & de chercher ailleurs des plaisirs qu'ils ne trouvent point chez eux. C'est ainsi que la Société se remplit de défordres; on y voit la licence, la prostitution, l'adultere marcher le front levé, & ne plus redouter, ni la censure publique, ni les loix. Des grands, plus corrompus que les autres, mettroient-ils donc un frein à la corruption générale? Ils l'autoriseront par leur exemple, ils l'encourageront, ils la récompenseront. Les loix ne peuvent rien dans une Société dont les Chefs sont d'ordinaire les



véritables corrupteurs : ils en feront disparoître la décence, la pudeur, la bonne foi, l'équité ; ils récompenseront le vice qui leur plaît , & rendront les bonnes mœurs ridicules & méprisables.

Avec de tels exemples, que deviendront les mœurs des Citoyens ? Des parents vicieux auront-ils des enfans vertueux ? Il n'est plus de liens du sang, il n'est plus d'amitié, il n'est plus d'humanité pour des hommes que l'intérêt du plaisir isole, & à qui la crainte de l'ennui & les besoins factices ne laissent jamais de superflu. Dans une Nation en proie au luxe, toutes les vertus paroissent étrangères, & déplacées ; la probité n'est qu'une duperie ; l'enthousiasme de la gloire est une folie ; la modération est une foiblesse ; l'amour de la liberté est une chimere ; l'exactitude & la fidélité à remplir ses devoirs sont des signes de stupidité. Le luxe pardonne tout en faveur de l'opulence & de la légèreté ; le vice lui paroît aimable, dès qu'il est amusant ; en faveur du plaisir, il fait grace au crime même.

Le luxe fondé sur une passion défordonnée des richesses, s'étend toujours de proche en proche, & finit par corrompre tous les ordres de l'Etat. Par-tout il éteint le respect pour la bonne foi ; par-tout il fait naître la fraude & la supercherie ; par-tout il élève l'argent sur les autels de l'honneur. Avoir des dettes, devient un signe de grandeur ; frauder ses créanciers, escroquer le bien d'autrui, emprunter pour ne point rendre, réduire des Citoyens laborieux à l'indigence pour briller à leurs dépens, telles sont les infamies que l'usage autorise, & qui ne déshonorent aucunement dans des Nations d'où le luxe a banni tou-



te pudeur N'en soyons point surpris ; ces crimes sont ennoblis par l'exemple des Princes qui souvent ne rougissent pas de violer leurs engagements les plus solennels. Les Citoyens d'un Etat sont quelquefois punis par la ruine de la confiance qu'ils ont eue dans la parole sacrée de leurs Souverains, à qui le luxe & des prodigalités criminelles font tant de fois jouer le rôle d'un escroc.

Tout se corrompt sous des maîtres injustes & avides. Dans une cour vénale, l'argent dispose de la faveur ; dans une armée, il décide des grades ; dans l'Eglise, il tient lieu de science & de mœurs. La bonne foi est bannie du commerce ; la bonté & la solidité disparaissent des manufactures ; la valeur réelle fait place à des apparences trompeuses. Chacun veut s'enrichir promptement & sans peine ; tout le monde veut des richesses pour satisfaire des besoins, que la vanité multiplie & que l'imagination exagère. L'artisan & l'ouvrier sont payer chèrement à l'opulence ignorante ses fantaisies continuelles ; enfin le valet lui-même ne s'occupe que des moyens de piller ou de surprendre un maître qu'il sert avec négligence.

§. XV. *Ses effets sur les talents de l'esprit & les arts.*

Les sciences, les lettres, les arts partagent, comme tout le reste, les influences contagieuses que le luxe fait éprouver à tout ce qu'il approche. L'homme de lettres ne connoît plus cet enthousiasme désintéressé qui caractérise le génie : il apprend à calculer, il cherche à s'enrichir & néglige des études pénibles ; content des appa-



rences de la science, il quitte son cabinet pour fréquenter des cercles frivoles plus capables d'amortir son génie, que de lui donner de la vigueur.

LES Apologiftes du luxe semblent sur-tout avoir été touchés des progrès, qu'il fait faire aux arts. En effet, on ne peut nier qu'il n'excite une émulation très marquée entre les différents artistes que l'appas du gain engage à se surpasser les uns les autres. Mais une Nation peut posséder une foule de Peintres, de Sculpteurs, de Manufacturiers célèbres sans en être plus heureuse. La vanité d'un Despote peut donner aux arts une impulsion très forte sans qu'il en résulte aucun bien pour son Peuple: au contraire, ce Peuple souvent épuisé, est obligé de se ruiner de plus en plus pour mettre son Tyran à portée de contenter ses goûts. Sous un mauvais Gouvernement, les chefs-d'œuvre de l'art ne servent qu'à décorer le sarcophage de la Nation.

D'UN autre côté le luxe anéantit le goût de la belle Nature; ainsi pour lui complaire, les arts & les talents renoncent à la vérité, à la simplicité, à l'énergie; ils craindroient d'effrayer des âmes pusillanimes; ils se prêtent à ses caprices bizarres; ils s'amolissent pour se mettre au ton de la Société. Le desir de s'enrichir & de plaire fait que l'homme de génie dépouille ses ouvrages des beautés mâles; il sacrifie honteusement au mauvais goût, à la foiblesse qui dominant; les connoissances utiles & sérieuses cedent par-tout aux talents agréables: ceux-ci sont faits pour obtenir la préférence dans des pays frivoles où l'on ne veut que s'amuser.



§. XVI. *Est un mal difficile à déraciner.*

D'où l'on voit que le luxe, sous quelque face qu'on l'envisage, est un état funeste pour une Nation. Il est l'avant-coureur de sa ruine. Il n'est guere de remedes pour un mal entretenu par-ceux mêmes qui devroient le guérir. Que fera-ce si une administration insensée où tyrannique se joint encore à ces maux? Nulle puissance humaine ne peut alors rétablir le ressort d'une Nation. Le luxe est une maladie si étendue, si compliquée, si enracinée, si opiniâtre, qu'elle exige des soins dont un Gouvernement négligent ou pervers est totalement incapable. Lorsque cette contagion s'introduit dans un Corps Politique déjà affoibli par une administration imprudente, ses progrès sont rapides & bravent tous les remedes. Le luxe endort les Souverains bien plus encore que leurs Sujets; alors ils se reposent de tout sur la richesse, & se flattent vainement que l'argent rétablira leurs Etats. L'argent ne fournit que l'instrument de la puissance; il est vrai qu'il procure des bras, des armées, des vaisseaux, mais il ne donne point l'esprit patriotique, le génie, les talents, la vertu qui seuls soutiennent ou relevent les Empires.

EN VAIN voudroit-on pallier les maux que le luxe a fait naître; en vain la Politique tenteroit-elle de fusciter des passions rivales à l'amour de l'argent, il n'en est point qui puisse le contrebalancer. Le plaisir & l'inertie retiennent pour toujours ceux qu'ils ont une fois asservis: pour en détruire le goût, il faudroit qu'une génération entiere consentît à souffrir & fût ensuite remplacée par des hommes nouveaux que la con-



ragion de leurs peres n'eût pas encore infectés. Ne nous y trompons pas, lorsque le luxe s'est introduit dans un Etat, il rend tous les Sujets insensés & malheureux par le dérèglement qu'il met dans leurs desirs. Veut-on le bannir? la privation des plaisirs paroît insupportable; mille voix élevent des cris perçans contre la réforme qu'on redoute. Personne ne consent à renoncer à des chimeres que l'habitude, l'opinion & l'exemple ont rendus nécessaires. Des événemens malheureux peuvent accabler un Etat & le conduire sur le bord de l'abîme: une oppression passagere peut priver pour quelque tems une Nation magnanime de sa liberté; s'il leur reste du courage & des vertus, les Peuples pourront se relever; mais une Nation asservie par le luxe devient une masse inerte à laquelle rien ne peut rendre l'activité.

IL est bien plus aisé de créer une Nation, que de la réformer. Le législateur qui donne des loix à un Peuple sauvage & sans expérience, a de grands avantages sur celui qui veut en donner à un Peuple corrompu. Le premier trouve une table rase; le second trouve des impressions déjà faites: le premier commande soit par la force, soit par la persuasion, à des hommes non prévenus & disposés à recevoir les regles qu'il veut prescrire; le second est obligé de combattre une multitude d'opinions, de loix, d'usages, de préjugés, d'habitudes, de caprices auxquels les hommes se sont de longue main accoutumés; quelque soit la force de son génie, il est bien difficile que le Législateur lui-même ose attaquer tous les abus; d'ailleurs n'est-il pas souvent la premiere dupe des erreurs qu'il seroit fait pour combattre?



PLATON refusa de donner des loix aux Cyré-  
néens, parce qu'il les voyoit trop attachés aux ri-  
chesses, & qu'il ne croyoit pas qu'un Peuple si  
riche pût être soumis à des loix. Nulle pas-  
sion ne peut remplacer celle de l'argent qui seul  
les satisfait toutes. C'est donc en vain que les  
défenseurs du luxe prétendent que la prudence du  
Gouvernement pourroit le tourner au profit de  
l'Etat. Ils s'appuient, sans doute, sur l'exemple  
de quelques pays libres, dans lesquels une admi-  
nistration plus sensée empêche que la contagion  
ne fasse des ravages aussi sensibles & prompts, que  
dans les Etats soumis au pouvoir absolu. Il est cer-  
tain qu'un Gouvernement attentif & éclairé peut  
garantir pendant quelque tems une Nation des  
malheureuses influences du luxe; mais quand le  
Gouvernement lui-même fait éclore & nourrit  
le luxe, ou le croit nécessaire à ses vues, com-  
ment y porter du remède? Le luxe se fait sentir  
d'une façon moins cruelle dans une République  
ou dans un pays libre; parce que les fortunes des  
Citoyens y sont, par un effet de la liberté, plus  
également réparties; chacun travaille & s'occupe  
moins des besoins imaginaires de la vanité, qui  
se changent en des besoins réels sous un Gou-  
vernement Monarchique, ou sous le Despotisme  
qui, toujours vain & fastueux lui-même, fait  
contracter ses vices à ses Sujets stupides ou fri-  
voles.

#### §. XVII. *Le Luxe inhérent à la Monarchie.*

EN EFFET, si l'on remonte à la source des  
choses, on sentira que le Despotisme est le vrai  
générateur & le fauteur du luxe, & qu'il est le



complice de tous les maux qu'il fait à la Société. Le Despote est toujours vain; il ne connoît de grandeur que dans une pompe puérile, un faste éblouissant, une représentation imposante; il infecte sa cour des mêmes vices dont il est la dupe. La passion de briller, de se montrer avec éclat fut & fera toujours la maladie de ceux qui eurent le droit d'approcher les Divinités de la terre. Faute de talents, de bienfaits, de vertus, les Princes, & les Grands voulurent, par une grandeur factice, suppléer à la grandeur réelle. Les Citoyens tâcherent de s'assimiler, autant qu'il leur fut possible, aux hommes favorisés desquels dépendoient leurs destinées. La vanité est la passion des Cours & des Nations soumises au Gouvernement d'un seul homme. Le luxe est plus rare dans une République, ou dans un pays libre, que dans un pays asservi; mais lorsqu'il y est une fois établi, il ne tarde point à l'asservir, & à le soumettre au joug de quiconque est en état de satisfaire les desirs multipliés qu'il entraîne.

§. XVIII. *Moyens de le modérer.*

RIEN de plus ridicule que les moyens communément employés par les Chefs des Nations livrées au luxe; rien de plus contradictoire que les efforts qu'ils font pour se tirer de l'indigence qui les accable au sein même de l'abondance. L'économie leur paroît toujours le remède le plus impraticable. Elle n'est point compatible avec une administration qui ne connoît plus d'autre mobile que l'argent; son avidité subsiste; ses dépenses s'accroissent, trop de gens sont intéressés à les perpétuer. Songera-t-elle à faire renaître



l'agriculture ? La rigueur des impôts, l'oppression, la négligence ont déjà découragé le Cultivateur, les campagnes sont désertes. Veut-on ranimer le commerce ? il ne peut être libre avec les chaînes dont il est accablé par la rapacité des publicains. Le Luxe & le Despotisme également avides & déraisonnables, deviennent cruels, parce que la fantaisie est la seule mesure de leurs besoins ; tous deux veulent la fin sans adopter les moyens ; ils veulent recueillir sans jamais avoir semé ; ils veulent tirer des richesses du sein même de la pauvreté ; ils exigent de nouveaux impôts de ceux qui en sont déjà accablés ; ils demandent du courage à un peuple qu'ils ont énervé ; ils veulent guérir des maux sans en détruire la cause ; jamais ils ne consentent à régler leurs caprices & leurs dépenses, parce que leurs besoins imaginaires augmentent de jour en jour & finissent par n'avoir plus de bornes ; de ce qu'ils ont été satisfaits autrefois, ils concluent qu'ils pourront les satisfaire toujours.

§. XIX. *Le luxe a causé la ruine de tous les anciens Etats.*

Pour réformer les mœurs d'une Nation, il faudroit commencer par réformer les volontés & les idées de ceux qui la gouvernent ; pour en bannir le luxe, il faudroit d'abord le bannir de la cour qui donne toujours le ton au reste des Citoyens. Pour remédier aux maux produits par le luxe, il faudroit une sage économie. C'est du concours très rare de toutes ces circonstances, que pourroit résulter la régénération d'un Corps Politique, sa réforme dans son chef & ses membres. Rien de



moins ordinaire, que des Souverains équitables, éclairés, sensibles aux misères publiques, amis des bonnes mœurs & de la simplicité. Des Cours frivoles & vaines s'opposent toujours au bien public; des Citoyens vicieux ne veulent point se réformer, & communément les Princes se croiroient dégradés, s'ils retranchoient quelque chose de leur faste & de leurs profusions. Il n'y a que la voix puissante de la nécessité qui les réveille de leur assoupissement; souvent la destruction totale avertit les Rois & les Peuples de leur danger, trop tard pour pouvoir l'écarter.

N<sup>e</sup> soyons donc plus étonnés, quand nous voyons, dans l'histoire, les Nations les plus florissantes périr successivement par le luxe. Il n'est gueres de ressources pour des malades qui chérissent leurs maux: il n'y a que des charlatans qui puissent par de vains palliatifs entreprendre de guérir des ulcères invétérés que le fer & le feu pourroient seuls faire disparaître. Les opérations les plus douces allarment & font déjà frémir des hommes dont la délicatesse est révoltée de la moindre douleur. Ils périssent donc, & leur chute ne sert point à détromper les Nations; l'enthousiasme des richesses les saisit successivement, le vice, la corruption, la frivolité étouffent communément en elles jusqu'au sentiment de leurs maux. Sparte, la fiere Sparte elle-même, après avoir résisté si long-tems aux armes de la Perse, succombe sous son or; *Agis* trouva la mort lorsqu'il voulut la réformer. Le luxe avoit desséché les vertus semées par l'austere *Lycurgue*. Rome, maîtresse des Nations, s'affaiblit sous le poids de ses richesses, & ne perdit son luxe qu'avec l'Empire du monde.



AINSI, par l'ignorance opiniâtre des Peuples & de ceux qui les gouvernent, ils marchent à la ruine. Des Nations pauvres travaillent à s'enrichir; elles y parviennent par la conquête ou le commerce: elles occupent quelque tems dans la grande Société du monde, un rang envié des autres; elles répandent un éclat passager qui éblouit quelques instans; elles jouissent d'un pouvoir imposant; mais enfin leur richesse, leur grandeur même amènent leur abaiffement & leurs miseres; leur opulence les enivre; le vice les corrompt, le luxe les endort; & ce sommeil est suivi d'une léthargie profonde qui les conduit à la mort. Une Nation est morte, lorsqu'elle n'a plus l'activité qui lui convient, lorsque ses mouvemens sont obstrués par le défaut de liberté, lorsqu'affervie au Despotisme, elle languit sans énergie, lorsque dépravée dans son intérieur par des vices, elle n'a plus de vertu pour la soutenir. (\*)

LA Politique véritable doit avoir la vraie morale pour base, & ne peut jamais s'en séparer. Les Souverains vertueux & sages formeront seuls des Nations grandes & florissantes dont le bonheur subsistera; des Princes dépourvus de vertus & de lumieres, ne régneront que sur des Peuples légers, abrutis, corrompus; leur pouvoir peu sûr & leur grandeur éphémère ne pourront longtemps durer. En un mot, par une loi constante de la Nature, il n'est point de vice sur la terre qui ne se punisse lui-même.

## §. XX.

(\*)

*Ubi non est pudor  
Nec cura juris, sanctitas, pietas, fides  
Instabile regnum est.*

SENEC. IN THYESTE.



§. XX. *De la Réforme des Etats.*

RIEN ne feroit plus inutile & plus défolant pour les hommes, que d'exposer à leurs yeux le tableau fâcheux de leurs miseres fans leur en montrer les remèdes. Mais quels remèdes oppofer à des maux dont la source primitive est sous le trône? Comment arrêter les influences d'une contagion toujours répandue par des cours empestées dont le soufle infecte les Nations? Quelle puissance assez forte pour soumettre à la raison la puissance irrésistible qui subjugué la Société? Pour opérer ce miracle, la vérité suffit: elle seule est assez forte pour triompher des obstacles que l'imposture, la tyrannie, l'opinion opposent partout à la félicité publique. Tant de Princes ne gouvernent souvent d'une façon si violente, que parce qu'ils ignorent la vérité; ils haïssent la vérité, parce qu'ils n'en connoissent pas les avantages inestimables. Ils persécutent la vérité, parce qu'ils la croient contraire à leurs intérêts.

Mais quels sont les vrais intérêts des Souverains? N'est-ce pas d'être chéris, respectés, soutenus par des Peuples fideles, sincerement attachés à leurs maîtres, prêts à tout sacrifier pour eux? Eh! qu'est-ce qui, mieux que la vertu, peut exciter ces sentimens dans les cœurs des citoyens? Un bon Roi, défendu par l'amour de tout son Peuple, n'est-il pas plus sûr au milieu de ce Peuple, que le Tyran ombrageux, entouré de satellites turbulents qui doivent à chaque instant lui retracer ses craintes? Est-il donc quelque félicité pure pour un Despote qui s'est fait le captif d'une troupe mercenaire, destinée à le garantir des



ressentiments d'un Peuple dont il s'est fait l'ennemi?

CETTE grandeur fatigante & vaine d'où tant de Souverains ne se permettent jamais de descendre, ne finit-elle pas toujours par leur causer des ennuis? Trouvent-ils longtems des charmes dans une étiquette arrogante qui, les mettant au rang des Dieux, les prive à jamais des douceurs de la Société? Quels plaisirs leur procurent à la longue ces amusements uniformes, ces dépenses inutiles, cette splendeur & ce faste qui, sans pouvoir les réjouir, ne servent qu'à réduire des Peuples à la mendicité?

### §. XXI. *Effets de l'Education des Princes.*

QU'UNE éducation plus véridique enseigne donc à ceux que la voix des Nations appelle au trône en quoi consiste la vraie grandeur, la vraie gloire, la vraie sûreté des Rois: qu'à ce futile appareil de la vanité, l'instruction substitue un cœur droit, un esprit d'ordre, le goût de la simplicité, la connoissance des devoirs, un attachement inviolable pour l'équité, un respect profond pour les loix, la liberté, les droits du Citoyen, une passion forte pour le bien public, une tendre sollicitude pour le bien-être du Peuple, la noble ambition de lui plaire, & la crainte de mériter sa haine, un grand amour pour la paix, une exactitude sévère dans les engagements. Nourri dans ces principes, un Prince pourra bientôt se promettre la réforme de l'Etat. Un bon Prince peut tout sur l'esprit de ses Sujets.

LES hommes sont toujours dociles aux volon-



tés de ceux dont ils attendent leur bien-être ; ils ne sont rebelles & vicieux que par la négligence, l'injustice & la méchanceté de leurs Gouvernements. Un Souverain vertueux & détrompé lui-même des chimères de la vanité, ne verra bientôt autour de lui, que des ministres empressés à seconder ses vues honnêtes. Si la vertu conduisoit à la faveur, aux dignités, la vertu ne seroit pas si rare dans les cours. Les Rois tiennent dans leurs mains les cœurs de leurs Sujets ; il dépend d'eux de les rendre vicieux ou raisonnables, fastueux ou simples, avides ou libéraux, amis ou ennemis du bien public, abjects ou vraiment nobles. Les châtimens & les récompenses, la disgrâce ou la faveur, le mépris ou la considération du Prince peuvent en un instant changer la face de sa cour : les idées fausses des grands une fois rectifiées, ne tarderont pas à influencer sur des Citoyens, empressés d'imiter les vertus, comme les défauts, de ceux que le destin a placés sur leurs têtes.

§. XXII. *De l'Instruction des Citoyens.*

SI la bonne éducation du Souverain est capable de produire une réforme si favorable dans sa cour, quels effets heureux n'auroit pas une éducation bien dirigée sur tous les Citoyens ! Les hommes ne sont si méchants ou si peu sociables, que parce que ceux qui les gouvernent, ou négligent leur éducation, ou les empêchent de s'instruire, ou cherchent à les diviser & à les pervertir. L'éducation du Citoyen est par-tout livrée à des hommes dont les intérêts sont parfaitement détachés de ceux de la Société, à des hommes sans patrie, à des Despotes occupés du soin d'étouf-



fer la raison sous le joug de leur propre autorité, aux ministres tyranniques de la Divinité pour laquelle ils inspirent une crainte lâche & servile. Sous de tels instituteurs, les Peuples ne contractent qu'un esprit de servitude, que l'habitude de se laisser guider sans raisonner, qu'une apathie funeste pour les objets les plus intéressants de ce monde. Les leçons de ces maîtres ne parlent aux hommes ni de liberté, ni d'amour du bien public, ni de l'ambition de mériter l'estime de ses associés, ni de l'activité nécessaire à la vie sociale; elles n'entretiennent les hommes que de leur bassesse & de leurs infirmités, dont jamais elles n'indiquent ni les causes naturelles, ni les remèdes véritables; elles ne font que décourager l'homme, le rendre infociable, le priver d'énergie; si elles déploient l'activité de son ame, c'est en l'enivrant d'un zèle fanatique très pernicieux à la Société, & souvent très funeste à ces mêmes Souverains qui se croient intéressés à l'aveuglement des Peuples.

LA vraie Politique ne connoît point les maximes & les intérêts des Tyrans: elle regne par la raison, par les loix, par l'intérêt évident de la Société. Elle n'a pas besoin que l'on trompe les hommes pour les dompter, elle veut qu'on leur fasse sentir leur intérêt réel, elle veut qu'on leur inspire l'amour de la patrie qui ne peut subsister sans liberté; elle veut qu'on leur montre l'utilité de l'association; elle veut qu'on les rende courageux, industrieux, laborieux, sociables. Elle veut qu'on leur enseigne des vertus véritables sans lesquelles la vie sociale leur seroit inutile & fâcheuse; elle veut qu'on leur apprenne à regarder comme sacrés, les nœuds qui les attachent comme sujets, comme époux, comme peres, comme



affociés, comme amis; elle veut qu'on les éclaire, qu'on leur donne de l'élevation, le desir de l'estime publique, la passion de la mériter. Enfin elle ne veut pas commander à des esclaves avilis, dont elle sçait que jamais on ne peut faire des Citoyens. *Il n'est point, dit un Ancien, de cité pour des esclaves.*

RAPPROCHER les hommes les uns des autres, les rendre vraiment sociables, les rendre heureux par la vertu, voilà l'objet de la morale, à laquelle la politique doit prêter tous les secours. Faute de connoître un principe si clair, les hommes vivent dans la Société comme dans un cachot que, dans leur humeur chagrine, ils se rendent insupportable. La vraie morale se trouve dans une contradiction perpétuelle, soit avec leurs opinions religieuses, soit avec les principes & les intérêts mal-entendus de ceux qui les gouvernent, soit avec les usages, les préjugés, les idées vaines que l'on trouve établis & maintenus par l'Autorité.

EN VAIN diroit-on aux hommes d'être justes, bienfaisants, modérés, pacifiques, quand leurs Gouvernements leur montreront des exemples journaliers de vexations, de cruautés, d'usurpations, de fourberies, de conquêtes. En vain déclamera-t-on contre le vice, le luxe & la vanité, quand tout un Peuple verra la débauche, le faste, l'avidité, la dissipation identifiés avec ses maîtres, avec les grands qui les entourent, avec les riches qui donnent le ton au Public, avec ces Prêtres mêmes qui prétendent régler les mœurs. En vain par des loix souvent cruelles & barbares voudra-t-on déraciner des crimes que des Gouvernements criminels font pulluler plus promte-

ment qu'ils ne peuvent les détruire. N'est-ce pas la négligence ou la rigueur des Souverains qui produit la mendicité, la paresse, la perversité de tant de misérables dont le vol & le meurtre sont devenu les seules ressources? Enfin que peut la Religion & ses menaces sur des cœurs qu'ici bas tout sollicite au mal?

§. XXIII. *Elle doit être appuyée par l'Autorité Publique.*

L'ÉDUCATION & les mœurs ne peuvent être bonnes, que sous un bon Gouvernement; la vraie morale est inutile chez un Peuple soumis à la Tyrannie; elle ne peut être efficace, que lorsqu'elle se trouve favorisée, soutenue par l'Autorité, fortifiée par la loi, confirmée par l'exemple, encouragée par les récompenses & la considération. Toute morale véritable deviendrait une satire, un outrage pour un Gouvernement injuste & despotique, dont l'effet nécessaire est d'anéantir toute vertu.

IL faut un Gouvernement juste pour rendre les hommes justes, modérés, sociables. Mais comment établir un tel Gouvernement? C'est en mettant un frein aux passions imprudentes de tous ceux que leur aveuglement pourroit inviter à commettre le mal. Tout homme est foible; rarement celui qui commande aux autres a-t-il assez de force pour se commander à lui-même; d'ailleurs le Prince le plus juste est souvent remplacé par le Tyran le plus injuste & le plus incapable, qui peut en un instant détruire & les mœurs & la félicité d'un Peuple.



Ainsi ne fondons pas le bonheur des Nations sur les dispositions d'un être aussi changeant que l'homme. Fondons ce bonheur sur la justice, qui n'est pas sujette à changer; sur la nature de la Société, sur ses droits que rien ne peut affaiblir, sur sa volonté permanente, sur sa force toujours redoutable quand elle est réunie. Que cette force subsistante dans des Citoyens animés du même intérêt présente une barrière insurmontable à quiconque oseroit attenter contre la volonté générale. Que toutes les classes de Citoyens, au lieu de se diviser pour des prérogatives illusoires & méprisables, s'opposent aux entreprises d'un pouvoir injuste, & le fassent rentrer dans ses limites naturelles. Que tout Membre ou Chef de la Société dépende de la Société & ne s'arroge pas le droit de la soumettre à son caprice; lorsqu'il commande ce qui est juste, qu'il trouve dans tous les ordres de l'Etat des Sujets obéissants; quand il veut ce qui est contraire à l'équité, qu'il trouve dans les volontés de tous les Citoyens, des obstacles invincibles. Ainsi sans révolution, sans passion, sans troubles, la volonté générale, dirigée par la raison, suffiroit pour contenir tout pouvoir qui tenteroit de nuire à l'intérêt public.

Pour opérer cette heureuse réunion des volontés est-il besoin d'autre chose que de la raison? Ne fait-elle pas sentir à tous les Citoyens qu'ils ont les mêmes intérêts, que tous ont besoin d'être libres, d'être protégés par les loix, de vivre avec sécurité, de ne jamais dépendre des passions & des fantaisies? La jouissance durable de la liberté pour sa personne & ses biens, garantie par toute la Société réunie, n'est-elle donc pas préférable à la jouissance de ces privilèges



précaires, de ces titres frivoles, de ces décorations puériles, de ce faste ruineux, & de toutes les vanités dont le Despotisme se servit de tout tems pour séduire les Citoyens imprudens, pour les détacher les uns des autres, pour les subjuguier les uns par les autres? La réflexion la plus légère ne devoit-elle pas convaincre les Grands, si jaloux de leurs vaines distinctions & de leurs prérogatives, qu'il n'est point de grandeur pour des esclaves; que la liberté seule ennoblit l'homme; que la protection des loix est plus stable que celle d'un maître inconstant; qu'une sécurité inébranlable ne doit pas être sacrifiée aux jouets, aux futilités, aux distinctions imaginaires dont la tyrannie se sert pour diviser ses sujets.

O NOBLES; vous ne ferez vraiment grands que lorsque, justes & bienfaisants vous-mêmes, vous ne connoîtrez point d'autres maîtres que les loix de l'équité. Guerriers! vous n'aurez un honneur véritable, que lorsque par votre courage à défendre la félicité publique, vous vous rendrez dignes de l'estime de vos Concitoyens. Citoyens opulents! vous ne ferez sûrs de vos possessions, que lorsqu'elles vous seront assurées par des loix que le Despotisme ne puisse enfreindre. Enfin, ô Souverains vous-mêmes! vous ne ferez solidement établis sur le trône, que lorsque votre autorité sera fondée sur la vertu, sur la justice, sur des loix équitables, sur l'amour de vos Sujets réunis pour vous obéir & vous défendre. La Nature & la raison vous crient que vos intérêts ne peuvent, sans danger pour vous, se séparer de ceux de vos Peuples. Tout vous démontre que vous êtes intéressés à vous éclairer vous-mêmes, à faire instruire vos Sujets, à bannir le



luxue & les désordres qu'il entraîne, à régner sur des Citoyens raisonnables, à donner l'exemple des vertus sans lesquelles un Empire ne peut longtems subsister.

C'EST à des vérités si simples & si démontrées que se réduit toute la science politique. C'est pour les avoir ignorées que les Souverains & les Peuples ont été presque par-tout corrompus, inquiets, agités, malheureux. C'est en appliquant ces vérités si claires, que sans tumulte, sans guerres, sans effusion de sang les Etats réformés montreront à la postérité le spectacle de la félicité publique établie sur une base assurée.

QUE l'on cesse donc de regarder comme une chimere l'amélioration du sort des hommes; que l'on ne regarde plus la réforme des abus comme une chose impraticable. Si tant de Gouvernements jusqu'ici n'ont pu atteindre le degré de perfection dont ils sont susceptibles, attribuons leurs défauts à l'ignorance, à l'inexpérience, à la raison non encore développée dans les esprits des Souverains & des Nations. La raison n'est que la connoissance acquise par l'expérience, de ce qui est utile ou nuisible au bonheur, aux intérêts des hommes. Si les hommes sont des êtres raisonnables, ils sont faits pour connoître leurs intérêts; si leur nature les pousse incessamment à chercher le bonheur, ils doivent enfin le rencontrer, si ce bonheur n'est pas fait pour subsister éternellement, ils en jouiront au moins pendant longtems quand il sera solidement établi.



§. XXIV. *Le Souverain est le vrai réformateur de l'Etat.*

LOIN du bon Citoyen cette indolence qui l'empêcheroit de chercher la fin de ses peines. Qu'il ne désespere point de rencontrer un sort plus doux; qu'il cherche la vérité, qu'il la découvre aux autres; quoique ses effets soient lents, elle réveillera tôt ou tard les Princes & les Peuples de la fatale léthargie où ils paroissent engourdis. Alors les Souverains rougiront d'une Politique destructive, qui ne leur procure qu'une puissance inquiète sur des esclaves prêts à briser leurs chaînes. Un Souverain ne concilieroit-il pas la plus grande gloire possible avec son plus grand intérêt, s'il renonçoit de plein gré à l'exercice d'un Despotisme qui nuit également à la sûreté du Maître & des Esclaves? Sacrifier le pouvoir absolu, le droit absurde de mal faire, n'est-ce pas sacrifier à sa propre sûreté? Renoncer pour le soulagement de tout un Peuple à un luxe funeste, à un faste ruineux, à une vanité stérile, n'est-ce pas se couvrir d'une gloire solide & véritable? Le vain étalage de la grandeur, les plaisirs insipides & coûteux d'une cour, des amusements qui ne sont qu'un ennui diversifié, sont-ils capables de procurer au Monarque un contentement aussi pur, aussi durable, que les bénédictions continuelles d'un peuple fidèle & sincère? Enfin un Prince est-il mieux gardé par des légions mercenaires, par des Grands intéressés, que par la tendresse d'un Peuple reconnoissant?

QUE l'homme espere donc que le progrès des lumieres, éclairant un jour les yeux des Souverains, leur fera distinguer le pouvoir véritable,



la grandeur réelle , l'autorité désirable , de ce qui n'en est que l'apparence. La main puissante du fort conduit les Rois & les Peuples & les forcera de recourir à l'équité , à la raison , sans lesquelles il n'est rien de solide en ce monde. Avec quelle promptitude & quels succès un Monarque éclairé sur ses intérêts deviendrait le restaurateur de son Etat , les délices de son Peuple , le modele des Souverains , le Héros véritable , l'admiration de la Postérité ! Est-il une Politique comparable à celle d'un Prince qui travailleroit sans relâche à son propre bonheur en travaillant chaque jour à celui de tous ses Sujets ?

LA combinaison heureuse de l'intérêt des Souverains & des Sujets est évidemment la base de la saine politique : tout dans cet ouvrage a dû faire sentir cette importante vérité. Récapitulons donc les principes qui viennent d'être établis , afin de les rassembler sous un même point de vue.

#### §. XXV. *Récapitulation Générale.*

1<sup>o</sup>. L'HOMME , né dans l'état de Société , y est retenu par ses besoins & par l'habitude qui la lui rendent nécessaire. Si la Société lui est utile , il doit de son côté se rendre utile à la Société , afin qu'elle contribue à son bien-être ; l'intérêt particulier , pour le bien de chaque individu , doit se combiner avec l'intérêt général. Les devoirs de l'homme sont les moyens qu'il doit prendre pour se rendre heureux dans la Vie Sociale. Les bonnes loix sont celles qui sont conformes à la Nature de l'homme social & qui l'obligent à remplir ses devoirs envers ses associés : la Morale est la connoissance de ces mêmes devoirs : la



Vertu ne consiste que dans l'utilité générale : la Société doit le bien-être à ceux qui lui sont utiles ; les avantages & les secours qu'elle procure, sont les fondemens de l'autorité qu'elle exerce sur ses membres ; nulle autorité n'est juste, si elle ne fait du bien.

II<sup>o</sup>. GOUVERNER les hommes, c'est exercer sur eux l'autorité de la Société, afin de les faire vivre conformément à son but. Le Gouvernement agit au nom de la Société de laquelle il tient son pouvoir, ou la force d'obliger tous les membres à remplir les devoirs sociaux & à se conformer aux loix, qui ne sont que les volontés générales. D'où il suit que le Gouvernement est la force de la Société destinée à réprimer les passions des individus, lorsqu'elles son contraires à la félicité publique, & à faire remplir les engagements réciproques, contractés par le Pacte Social. En un mot, le Gouvernement est fait pour obliger les hommes en Société à pratiquer les devoirs de la Morale. Toutes les formes de Gouvernement ont des avantages & des inconvénients. Tout Gouvernement est bon, lorsque fidele à remplir envers les membres, les engagements de la Société, il les oblige tous à se conformer à ses intentions.

III<sup>o</sup>. LES Souverains sont les dépositaires de l'autorité de la Société, choisis & approuvés par elle pour exercer son pouvoir sur ses membres : obéir au Souverain qui gouverne conformément à ses vues & au but de l'association, c'est obéir à la Société de laquelle la Souveraineté est émanée. Ainsi les droits du Souverain sont les droits que la Nation a voulu lui conférer ; son autorité



est fondée sur celle de sa Nation, l'obéissance qui lui est dûe a pour motif & pour mesure, le bien que cette autorité procure à la Nation, qui ne peut jamais consentir à ce qui trouble son bien-être. L'équité est la vertu fondamentale du Souverain; il ne peut s'en écarter sans danger pour lui-même.

IV°. LE Souverain est soumis à la loi qui est la volonté générale de la Société, & tous les Citoyens sont soumis au Souverain, en tant que ses ordres sont conformes à l'intérêt général. Toutes les classes des Citoyens ne peuvent avoir d'intérêts séparés de ceux de la Société qui, procurant des avantages à tous, a droit de soumettre tous ses membres à l'autorité publique. Chaque classe doit concourir à sa manière au bien général. La division des intérêts est la vraie source de la foiblesse des Nations & des abus dont elles souffrent.

V°. LE Despotisme est l'intérêt particulier de ceux qui gouvernent, opposé à l'intérêt général. C'est la fantaisie d'un seul homme ou d'un seul corps imposée comme loi à toute la Société. Le Pouvoir absolu dégénère bientôt en Tyrannie qui est un état de guerre entre le Souverain & tout son Peuple, état violent, également funeste pour tous deux, & que pour son intérêt personnel nul Citoyen ne peut appuyer ou tolérer. Rien de plus contraire au but de la Société, que le Despotisme ou la licence du Souverain; il anéantit tous les liens; il étouffe l'amour de la Patrie, l'activité, l'industrie, la vertu; il sacrifie le bonheur de tous au caprice d'un seul ou d'un petit



nombre. Le pouvoir absolu ne peut jamais procurer aux Nations un bien-être réel & permanent.

VI°. LA liberté est un droit inaliénable de toute Nation ou Société, vû qu'elle est indispensablement nécessaire à sa conservation & à sa prospérité. Etre libre, c'est n'obéir qu'à des loix tendantes au bonheur de la Société & par elle approuvées. La licence est aussi contraire au bien public, que le Despotisme ou la Tyrannie. La liberté ne peut subsister sans vertu; il ne peut y avoir de patriotisme, de grandeur d'ame, d'honneur réel, d'amour du bien public que dans les Nations jouissantes de la vraie liberté.

VII°. LA Politique doit veiller également sur tous les objets qui intéressent le bien-être & la conservation de la Société. La législation doit suivre les besoins de l'Etat; elle doit exciter le Citoyen au travail, régler ses mœurs, semer en lui la vertu, lui rendre la Patrie chere, favoriser la population, l'agriculture, le commerce vraiment utile, réprimer le vice & récompenser les actions louables & les talents nécessaires à la Société.

VIII°. LE genre humain doit être regardé comme une vaste Société à qui la Nature impose les mêmes Loix, qu'une Société particuliere bien organisée doit imposer à tous ses membres. Les Peuples sont les individus plus ou moins sages & puissants de la Société universelle; ils sont liés à d'autres Peuples par les mêmes devoirs qui dans une cité unissent des Concitoyens. Le droit des gens ne devrait être que la morale appliquée à



toutes les Nations de la terre. Les guerres doivent être regardées du même œil que les violences & les assassinats; les conquêtes ne sont que des vols. Les alliances & les traités exigent la même bonne foi que les contrats, les pactes, les liaisons entre des particuliers. Faute de sentir ces vérités, faute d'une force nécessaire pour faire observer aux Nations les regles de la morale universelle, ou commune à tous les hommes, les Peuples connoissent rarement les devoirs qui les lient réciproquement, & leurs chefs aveuglés par leurs passions insensées se conduisent comme des voleurs & des brigands qui foulent aux pieds toutes les Loix de l'équité. Les folies de ces hommes sans loix conduisent les Nations à la ruine.

IX°. UNE politique injuste ou négligente fait chaque jour des plaies cruelles aux Nations. Les délires & les violences des Souverains, ainsi que leur indolence coupable, font languir & périr les Sociétés: le luxe fut & sera toujours une cause prochaine de destruction pour un Etat: il énerve les ames, il affoiblit tous les ressorts du Gouvernement. Il chasse le patriotisme, il fait mépriser l'honneur, il mine peu-à-peu les fondemens de la Société. Pour réformer une Nation infectée de la contagion du luxe, il faudroit une sagesse, une vigueur, un courage opiniâtre dont peu de Souverains sont susceptibles, parce qu'ils vivent communément dans une ignorance complète de leurs vrais intérêts. La restauration d'un Etat une fois corrompu, est un prodige que l'on ne doit pas attendre de la passion, de la démence, des révolutions subites, des attentats, remedes violents qui ne font qu'augmenter la foi-



blesse d'un Etat dont le tempérament est ruiné ; il faut plutôt attendre cette réforme du progrès des lumières , qui en éclairant les Peuples sur leurs droits , & les Souverains sur leurs devoirs & leurs intérêts évidents , leur feront sentir que nul Chef ne peut être heureux dans une Société malheureuse ; qu'il ne peut y avoir ni bonheur , ni solidité , ni puissance dans une Nation sans mœurs , que nul Gouvernement ne peut subsister sans justice & sans liberté. Telles sont les vérités sur lesquelles tout système politique devoit être fondé : elles ont été suffisamment démontrées dans toutes les parties de cet ouvrage , uniquement entrepris pour le plus grand bien des hommes & de ceux qui leur donnent des Loix.

F I N.

